

HAT DU F-16 AMERICAIN
I. TINDEMANS est presque sûr d'obtenir l'accord au Parlement belge
LIRE PAGE 14

Le Monde
Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algerie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir; Tunisie, 100 m.;
Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 15 p.;
France, 1 F; Italie, 200 L; Liban, 120 p.;
Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
0,85 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse,
0,80 fr.; U.R.S.S., 60 roubles; Yémen, 10 m. dh.

TIN DE L'ETRANGER
Progrès non-alignement en Asie

le maréchal Kim Il Sung le ou non à Moscou dans des avants, l'indicateur qu'il a au cours des dernières semaines témoigne d'un soulèvement et de diversification des diplomates diplomatiques tout notable pour une démocratisation populaire comme ne de Pyongyang. Chaleureusement accueilli à Pékin au début de l'été, le chef d'Etat nord-coréen était la semaine dernière, ce qui est une manière d'être que les meilleurs amis R.S.S. peuvent également s'imaginer. Mais l'accent a été mis, au cours de la semaine, sur le développement des relations avec les pays les plus avancés de leur indépendance nationale - comme la Chine - ou les plus attachés à la politique de non-alignement - comme l'Algérie et la Libye. Devant le président nord-coréen, comme devant le maréchal Kim Il Sung, le maréchal Kim Il Sung a déclaré que son pays s'efforce de ne pas introduire d'armes lourdes dans la capitale. Celle-ci, et notamment ses faubourgs, les « muqueux » (hidonvilles) sont surveillés par des hélicoptères des forces armées portugaises, et des blindés patrouillent dans les « secteurs chauds ».

Malgré les efforts des Portugais pour rétablir l'ordre
Les affrontements entre mouvements rivaux ont fait des centaines de morts en Angola
Les chefs nationalistes vont se rencontrer à Nairobi

Un calme précaire semblait rétabli mardi 10 juin à Luanda, après quatre jours de violents affrontements entre les mouvements nationalistes rivaux de l'Angola. Les combats auraient fait de nombreux morts dans la capitale. En l'absence d'un dénombrement précis, les agences de presse fondent leurs estimations sur « les centaines de corps d'hommes, de femmes et d'enfants » affluant à la morgue centrale. Les présidents des trois mouvements nationalistes vont se rencontrer à Nairobi le dimanche 14 juin pour tenter de mettre un terme à leurs sanglantes querelles. Les entretiens, menés en présence du président Kenyatta devraient se poursuivre durant quatre ou cinq jours. Ce troisième « sommet » (le premier s'était tenu à Mombasa, au Kenya, le 5 janvier, et le second à Avor, au Portugal, du 10 au 15 janvier) devrait être le résultat des efforts de médiation de M. Savimbi, président de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui n'a cessé, depuis six semaines, de faire la navette entre Kinshasa, où réside M. Holden Roberto, président du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) et les résidences successives, en Angola, de M. Agostinho Neto, président du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.).

Tandis que les Vingt disent du système monétaire
Les pays producteurs de pétrole remplacent le dollar par les D.T.S. pour le calcul de leurs revenus

A Libreville (Gabon), la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole se poursuit ce mardi 10 juin. Lundi, les représentants des trente pays membres de l'OPEP (Algérie, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Nigéria, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Venezuela), avaient décidé de remplacer le dollar par les droits de tirages spéciaux (D.T.S.) comme unité de compte, pour le calcul des revenus des Etats producteurs. Une hausse - légère - du prix du pétrole devrait s'en suivre. Des discussions - difficiles - quant aux modalités pratiques de cette mesure se poursuivraient mardi. A Paris, les vingt ministres des finances du « comité intermédiaire », sein duquel sont représentés, directement ou indirectement, tous les pays du Fonds monétaire, ont ouvert, mardi matin, une séance de travail qui doit se terminer mercredi. Leur discussion portait notamment sur le relèvement des ressources mises à la disposition du F.M.I. étant entendu que la souscription totale des pays exportateurs de pétrole (et par conséquent leur droit de vote) devra passer de 5 à 10%. Les ministres devaient également reprendre leurs discussions, pour l'instant assez théoriques, sur le rôle futur de l'or et le régime des changes, les Américains demandant une complète « libéralisation » de la pratique des changes flottants. Cette session sera suivie par une réunion du « comité de développement » (lire page 44 l'article de Paul Fabre).

Sur l'ordre de M. Poniatowski
La police fait évacuer la plupart des églises occupées par les prostituées

Sur l'ordre de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, les forces de police ont fait évacuer, à l'aube, ce mardi 10 juin, la plupart des églises de France occupées, ces jours derniers, par des prostituées, sauf à Grenoble. A Marseille et à Lyon, plusieurs manifestantes se sont plaintes d'avoir été « molestées », ce que contestent les policiers; le ministre de l'intérieur précise, d'autre part, dans un communiqué, que cette évacuation générale a été décidée « en raison des troubles à l'ordre public que représentait l'occupation des bâtiments culturels par des travestis et des prostituées, et en application des articles 25, 26 et 32 de la loi du 9 décembre 1965 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat ».

regrets de non-alignement; constituent une retombée de la retraite des Etats-Unches. Il est normal, en outre, que la lutte pour l'indépendance nationale des pays qui viennent de se séparer de la puissance américaine, s'affirme de plus en plus. D'autres ont trouvé à réflexion dans la décolonisation, et se démarquent d'un protecteur américain au sur, engageant le dialogue des interlocuteurs qu'ils ne ignorent jusqu'à présent le cas des Philippines, nient de nouer des relations diplomatiques avec la Chine, tandis que les délégués succèdent à Pékin - sans doute bientôt le chemin.

Le Cabinda, les troupes portugaises auraient repris la situation en main, après des heurts graves (le Monde du 6 juin). Les troubles posent de sérieux problèmes d'approvisionnement. A Luanda, dont le port est bloqué par la grève des dockers, de nombreux magasins n'ont pas été ravitaillés. En province, un missionnaire américain a révélé que des camions transportant des vivres à destination de missions, dans le nord du pays (contrôlé par le F.N.L.A.), ont dû faire demi-tour, en raison des barrages établis par le M.P.L.A.

Libreville. — Les ministres de l'OPEP devaient émettre, ce mardi 10, ou au plus tard mercredi 11 juin, les modalités d'application de la décision qu'ils ont prise lundi : à savoir remplacer le dollar par des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) comme unité de compte pour calculer les revenus des Etats producteurs. Le dollar restera un instrument de paiement, mais les revenus pétroliers varieront non plus en fonction du cours de la monnaie américaine, mais de celui des D.T.S., beaucoup plus stables. Autrement dit, si le cours du dollar baisse par rapport aux D.T.S., il faudra, pour maintenir constante la valeur des revenus pétroliers en D.T.S., augmenter d'autant le prix du pétrole en dollars. Si, par exemple, les ministres décident de prendre comme date de référence le 1er juillet 1974 pour calculer le dévaluement du dollar par rapport aux D.T.S., c'est à une hausse d'environ 3,8 % du prix du pétrole « brut » en dollars qu'il faudrait s'attendre. On parle également du 1er octobre 1974 comme date de référence. PHILIPPE SIMONNET. (Lire la suite page 43.)

HELLO ! LOUISIANA...

La Louisiane, dix-huitième Etat de l'Union, constitue une Amérique à part. Non seulement parce que soixante-trois ans de présence française ont laissé des traces indélébiles, mais aussi parce qu'on y retrouve dans les bayous, au long du Mississippi et dans les villes comme La Nouvelle-Orléans, La Fayette et Baton-Rouge, cette atmosphère du Vieux-Sud dont les symboles désuets restent pour le voyageur le rocking-chair, le cavalier-planteur, la bonne mousseline et l'oncle Tom... Le roi Cotton a été détrôné par l'industrie et le pétrole que l'on recherche fébrilement au long des côtes; les Noirs, descendants des esclaves, comme les Cajons, descendants des Acadiens, ont souvent quitté les plantations pour les usines et les chantiers, mais le mythe du Sud demeure et se manifeste dans une certaine manière de vivre, nonchalante et fataliste, une rusticité de bon aloi, une vague curiosité à l'égard du monde extérieur, un penchant sentimental pour la vieille Europe à travers l'imago qu'on donne la France.

I. - Ce que le vent n'a pas emporté !

Partage. — Entre Lakeland et New-Roads, au nord de Baton-Rouge, le Mississippi a été frustré, il y a deux cent cinquante ans, d'une partie de son cours par des cotons français. En mars 1899, quand Iberville remonta cette rivière que Chateaubriand appelait comme les Indiens : le Meschacébé, il se trouva au milieu des forêts devant une large bonde de liège. Un chenal, que les explorateurs prirent pour une dérivation en impasse, permettait d'éviter le détour, mais Iberville choisit la voie la plus large et ne comprit que plus tard qu'il venait de contourner une Ile délimitée par deux bras inégaux du Mississippi. Il la nomma « Pointe-Coupee » et poursuivit son chemin. A partir de 1700 virent des colons prêts à exploiter les terres fertiles par le limon. Ils dirigèrent le bras droit, en élargissant le bras gauche, et barrant son cours naturel, obtinrent en 1723 un lac qu'on appelle aujourd'hui False River et qu'alimentent, sous contrôle, les eaux du « père barbu des fleuves ». Parmi ces colons, qui vinrent s'installer à « Pointe coupée », était le marquis Vincent de Ternant, originaire de Dainville-sur-Meuse, à qui le roi de France, Louis XV, en reconnaissance d'un service rendu - ses descendants ignorent lequel - attribua généralement, en 1720, 10 000 acres de bonne terre sur ce qui était l'ancien bras droit du Mississippi. M. de Ternant n'était pas le seul ainsi loti.

Lire dans LE MONDE DE L'ECONOMIE
E.D.F. A LONGUEMENT ETUDIE LE PROGRAMME ELECTRONUCLEAIRE... par Marcel Boiteux, directeur général de E.D.F.
INVESTIR A L'ETRANGER RESTE UN IMPERATIF... par Roger Martin, président-directeur général de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson.

AU JOUR LE JOUR
Mal du siècle
Il y a quelques années, ce qu'on avait annoncé comme le mariage du siècle fut une grande déception. L'océan vert désespérément sage et le fond de la mer ne dévoila pas ses secrets.
Le mariage du siècle est à son tour une déception. Voilà le danger de vouloir se donner un destin séculaire. C'est préjuger bien vite ce que nous réserveront les années encore à venir du siècle en cours.
D'ici à ce qu'il se termine, les avions concurrents auront eu tout le temps de retourner à la ferraille, et les travailleurs de l'aéronautique, si on ne leur trouve une occupation plus sûre et surtout plus constructive, de mourir de faim.
ROBERT ESCARPIT.

UN FESTIVAL A VARSOVIE
Renaissance du Théâtre des Nations
Du 8 au 28 juin, se déroule à Varsovie la première saison du Théâtre des Nations « nouvelle formule ». Depuis le quinzième congrès de l'I.L.T. (Institut national du théâtre), il est prévu que la saison du Théâtre des Nations sera organisée chaque année dans un pays différent : après Varsovie, ce seront Belgrade en 1976, Mannheim en 1977 et Paris en 1978, qui accueillent ce festival des « voiles nouvelles et des sautes de développement les plus importantes du théâtre contemporain ».
Varsovie. — Quand ils lancèrent en 1945 leurs dernières bombes sur Varsovie, les nazis avaient pris soin de détruire jusqu'aux fondations de la ville ancienne. C'est ainsi que les Polonais entreprirent de reconstruire leur capitale sur la seule foi des peintures de Canaletto. Il en est résulté une vieille ville toute neuve, enchâssée dans un harmonieux d'églises de brique et de légers palais aux pastels rehaussés de blanc, décors arrachés ou néés, tout à fait dignes des rêves de Chereu et de Peduzzi.
Allégrement, toute une nation s'est engagée dans la scénographie : on trouve ici le joie à en détailler les paradoxes; à rappeler que la première boutique ouverte sur les ruines fut celle d'un fleuriste; qu'ayant les immeubles d'habitation fut relevée la cathédrale; qu'on un an, enfin, la Pologne socialiste vient de reconstruire le palais royal.
BERNARD RAFFALLI. (Lire la suite page 17.)

Le duo sauvage.
Parure Safari: bracelet et bague en poil d'éléphant,ivoire et or.
FRED JOAILLER
6,Rue Royale, Paris 8°. Tel. 260.30.65.
Boutique FRED, 84,Champs-Élysées. Hôtel Byblos, Saint-Tropez.

EUROPE

Union soviétique

M. Brejnev fait une apparition en public après un mois de repos

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev a fait, le dimanche 8 juin, sa première apparition en public depuis un mois. Le secrétaire général du parti communiste soviétique a assisté en compagnie de M. Podgorny à un match de football qui opposait au stade Lénine une sélection italienne à une sélection soviétique. Selon les témoins, il paraissait en bonne santé, reposé et brisé.

Le secrétaire général n'avait participé à aucune manifestation publique depuis le 9 mai; ce jour-là, il était monté à une réception offerte au Kremlin à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire. Quelques jours plus tard, on faisait savoir de sources soviétiques que M. Brejnev avait de nouveau besoin de repos et qu'il ne faudrait pas s'attendre à le voir disparaître de la scène pendant quelques semaines.

M. Andropov et l'action du K.G.B.

Lundi 9 juin, deux membres importants du bureau politique ont pris la parole au cours de réunions électorales: M. Souslov, responsable des questions idéologiques au secrétariat du parti, et M. Andropov, le chef du K.G.B. Si le discours de M. Souslov ne contenait aucun élément nouveau, celui du chef du K.G.B. se situait en revanche sur une longue défense de « la démocratie socialiste », par opposition à « la démocratie bourgeoise ».

UNE NOUVELLE TAXE FRAPPERA TOUT ENVOI D'ARGENT DE L'ÉTRANGER A DES SOVIÉTIQUES

Moscou (Reuter, UPI). — Le « Journal officiel » publie un décret du gouvernement soviétique créant à partir de janvier prochain une nouvelle taxe, dont le montant n'est pas précisé, sur les envois d'argent adressés de l'étranger à des citoyens soviétiques.

Cette taxe s'ajoutera aux 25 % de commission bancaire déjà perçus par la Banque d'Etat pour le commerce extérieur, international obligatoirement, et sera appliquée à tous les envois de devises faites avec lesquels on peut faire des achats dans des magasins spécialisés à accès restreint. Exonérés au marché noir, ces certificats valent jusqu'à huit fois leur valeur nominale en roubles.

Aux Açores

DES MANIFESTATIONS SÉPARATISTES PROVOQUENT LA DÉMISSION D'UN GOUVERNEUR CIVIL

Quelques milliers d'agriculteurs, scandant des slogans séparatistes, ont provoqué le 7 juin à Ponta-Delegada la démission du gouverneur civil de Sao-Miguel, principale île de l'archipel des Açores, situé à 1 500 kilomètres à l'ouest du Portugal. Les manifestations avaient occupé une station de radio et bloqué l'aéroport.

À la suite des incidents de Ponta-Delegada, trente personnes ont été arrêtées et transférées dans l'île voisine de Terceira. Parmi elles figuraient le consulier français, M. Costa Santos, et le correspondant local de l'Agence France-Presse.

Selon les journaux de Lisbonne, les incidents de Ponta-Delegada seraient le résultat d'un mouvement séparatiste de droite, exploitant le mécontentement réel des agriculteurs locaux, qui se plaignent d'être négligés par la métropole.

Le chef du K.G.B. se situe en revanche sur une longue défense de « la démocratie socialiste », par opposition à « la démocratie bourgeoise ». Comme s'il cherchait à justifier l'action passée, présente et future des services dont il a la charge, M. Andropov a notamment déclaré: « Les communistes n'ont jamais nié que la démocratie socialiste a un caractère de classe... »

Grande-Bretagne

M. WILSON ANNONCE QUE LE LABOUR SERA REPRÉSENTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN

London. — Les Communistes ont connu le lundi 9 juin une séance historique: M. Wilson y a en effet annoncé les résultats du référendum sur le statut de la Grande-Bretagne au Royaume-Uni au Marché commun.

Le principal attrait de cette première a été la déclaration du premier ministre sur le référendum. Annonçant la décision des électeurs, M. Wilson a d'ailleurs souligné des nuances importantes en disant qu'il convenait d'oublier désormais les querelles soulevées par la question européenne. Des « heat, heat » vigoureux — la seule marque d'approbation permise dans un Parlement, où les applaudissements sont bannis — ont ponctué la promesse que la Grande-Bretagne jouerait au rôle « entier et constructif » au sein de la Communauté européenne.

Édité par la S.A.E.L. le Monde. Gérants: Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Portugal

L'administration de « Republica » a officiellement demandé la réouverture du journal

Après la demande de réouverture officiellement formulée le samedi 7 juin par les responsables de Republica auprès du Conseil de la révolution portugaise, le quotidien pourrait réapparaître avant la fin de cette semaine.

Lisbonne. — Scellées depuis trois semaines à la suite du conflit opposant les journalistes et les ouvriers de l'imprimerie, les portes du vieil immeuble de Republica seront à nouveau ouvertes, probablement le jeudi 12 juin.

Selon la loi sur la presse, le directeur et les directeurs-adjoints d'un journal sont nommés par l'autorité propriétaire, à veiller à l'approbation du conseil de rédaction. La loi, d'autre part, ne prévoit aucune forme de participation des ouvriers à la définition des grandes lignes d'orientation du journal.

Après la visite en France du président de la République portugaise

Une « harmonieuse conjugaison entre la voie révolutionnaire et la voie électorale » est indispensable, déclare le général Costa Gomes

« Faire dépendre l'avenir de notre pays d'un système politique classique serait impraticable et dangereux », a déclaré le général Costa Gomes, président de la République portugaise, en conclusion, le samedi 7 juin, devant la presse diplomatique française, sa visite officielle en France.

« Après quarante-huit années d'obscurantisme, le peuple portugais n'a pas pu attendre plus longtemps pour faire un choix conscient même s'il a l'intelligence de savoir ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas », a poursuivi le général Costa Gomes.

DIPLOMATIE

En engageant le « dialogue » avec la C.E.E.

Les Arabes soulèveraient de nouvelles réserves

Le dialogue euro-arabe, bloqué depuis l'automne dernier, a été relancé ce mardi 10 juin au Caire, au niveau des experts. Mais, selon le correspondant de l'A.F.P. dans la capitale égyptienne, la délégation arabe se rangeant à l'avis de l'Assemblée de l'Organisation des États arabes, a des réserves d'ordre politique.

Le général Costa Gomes, président de la République portugaise, a été accueilli à Lisbonne, le samedi 7 juin, au retour de sa visite officielle en France, par plusieurs milliers de personnes. A cette manifestation, convoquée par le Mouvement démocratique portugais, participaient le parti communiste, l'intersyndicale, le parti socialiste et le parti populaire démocratique.

Des incidents se sont produits, pendant le week-end, dans la région de Lisbonne et dans l'Alentejo. A Évora, un maître de pensionnés a été assailli, dans une cour où se trouvaient plusieurs dizaines de dirigeants du parti démocratique chrétien — dont le secrétaire général, promoteur de la formation, M. Costa Figueira. Ceux-ci étaient réunis, semble-t-il, pour préparer le prochain congrès du P.D.C. — mouvement suspendu après le 11 mars, mais non interdit. D'autre part, la troupe a dispersé, le 7 juin, plusieurs centaines de militants du M.R.P.F. (maoïstes) qui se dirigeaient vers la prison de Caserta.

De leur côté, douze des dix-sept journalistes qui, depuis le 25 avril 1974, ont quitté Republica en raison d'un désaccord avec la direction de Republica, ont commencé immédiatement après le renversement du régime de M. Caetano. Elle se serait aggravée au fur et à mesure que s'intensifiaient les tentatives faites pour transformer ce quotidien anticlérical, unitaire et sans parti, en un journal du P.S. Pour atteindre leur objectif, les responsables de Republica n'auraient pas hésité à accepter que des journalistes liés au parti socialiste et auraient donné une importance particulière aux informations sur l'activité de ce parti. Les anciens rédacteurs dénoncent encore les interférences des dirigeants socialistes auprès de la direction du journal. Celles-ci, très fréquentes, visaient non seulement le contenu, mais aussi la mise en page du quotidien. Le conflit au journal Republica risque donc de rebondir.

Après la visite en France du président de la République portugaise

« Ce n'est pas une affirmation gratuite, a-t-il dit, c'est une constatation permanente, et nous pouvons dire que si les élections ont abouti aux résultats que chacun a pu observer, c'est parce que le peuple a voulu donner son appui à la politique de décolonisation et à la politique intérieure de démocratie socialiste périaliste que les forces armées se sont frottées pour objectifs. » Mais « le peuple n'est pas assez politisé pour faire un choix libre et le M.F.A. ne peut pas laisser aux partis la mission de gérer politiquement mon pays. Notre expérience nous a permis de croire que nous devons sauvegarder la révolution pour éviter de retomber dans une nouvelle dictature. Il nous faut faire très attention, au cours des premières années, et maintenir une harmonieuse conjugaison entre la voie révolutionnaire et la voie électorale, telle qu'elle est acceptée par le Mouvement des forces armées et les partis politiques révolutionnaires, tout en préservant la voie électorale, à garantir la poursuite simultanée de la voie révolutionnaire, qui est indispensable. »

Le président Costa Gomes reconnaît qu'il y avait eu au Portugal « une émigration massive » qu'on ne pourrait combattre que des « erreurs » ont été commises et parce qu'il n'y avait pas de police politique, et par manque d'informations.

M. Kissinger invité

A propos de ses entretiens avec M. Giscard d'Estaing, le président Costa Gomes en a jugé les « résultats globaux franchement positifs », et « une grande identité de vues et une compréhension mutuelle » étant dégagées sur les problèmes internationaux. Au sujet des travailleurs portugais en France, M. Giscard d'Estaing a fait preuve d'une grande largeur de vue et d'une grande sensibilité. Une commission franco-portugaise a été créée pour étudier leurs problèmes.

En réponse à une question sur les relations entre le Portugal et les Etats-Unis, le chef de l'Eta portugais a répondu :

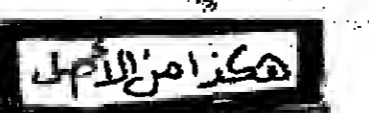
« Théoriquement, les relations entre les Etats-Unis et le Portugal sont les meilleures possibles et il n'y a pas de contentions entre nous deux pays, mais je suis sûr que M. Kissinger, en particulier, est très sceptique au sujet de l'évolution politique de mon pays. J'ai en l'occasion de lui dire que la façon dont il observe et analyse la situation politique au Portugal est très déformée et très injuste à l'égard de mon pays. J'aurai grand avantage à ce que M. Kissinger passe quelque jours au Portugal, visite le pays du nord au sud, et qu'il assiste à nos fêtes nationales. »



Interviewé à Europe 1 José Luis de Villalonga: « Le Sherry, la première fois il surprend, la deuxième fois on l'aime, la troisième fois on l'adore. »

Advertisement for Sherry wine, including contact information for various stores and the Sherry logo.

Vertical sidebar containing various advertisements and notices, including 'Le Monde de l'ed', 'SOMMAIRE DU', and 'L'ÉCOLE DES FILLES'.



EUROPE

Chypre

Après la proclamation du nouvel État fédéré turc Chypriotes grecs se préparent à une « lutte à long terme »

Un tel président par intérim de l'État turc de Chypre... a proclamé, le lundi 9 les résultats du référendum organisé par les autorités chypriotes turques. Comme prévu s'y attendait, 98,4 % de votants ont la Constitution de ce que M. Unel a appelé nouvel État turc aux côtés de la Turquie.

Une commission chargée de préparer la Constitution. Celle-ci a pour principale caractéristique de prévoir une large autonomie administrative pour l'État chypriote turc et des pouvoirs très limités pour le gouvernement central.

A VIENNE, où la deuxième phase des entretiens intercommunautaires s'est achevée samedi avant le terme prévu, une troisième série de conversations se tiendra du 24 au 27 juillet.

Correspondance

Sans se soucier des protestations de la communauté grecque, les Chypriotes ont procédé, dimanche au référendum prévu pour l'adoption de la Constitution fédérale chypriote turc. Le dirigeant chypriote turc, Orek, a été un jour tablé en ce qu'il constituait le ministre de la République de la mission pacifique des Turques à Chypre, et un autre dans l'histoire de la République turque.

La presse chypriote grecque écrit que le « péché » mine les relations entre les deux communautés pour les remplacer par des relations « normales ». Celui de Mgr Makarios et celui de M. Denktash.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

NO PHENOM-PHEN a annoncé dimanche 8 juin, que des langues étrangères interdites au Cambodge, a dit le speaker, à l'issue de son discours.

Espagne

IX AVOCATS SOCIALES, dont M. Felipe zales, secrétaire général P.S.O.E. (parti socialiste espagnol) se sont vu leur passeport à l'un, la police espagnole, alors ils se rendaient en France.

JX PRÊTRES BASQUES ont été arrêtés pour avoir fait voler un texte d'un projet de loi condamnant les communistes après la proclamation de l'état d'urgence dans les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa.

États-Unis

LE PRÉSIDENT FORD devrait recevoir, le mardi 10 juin, à la Maison Blanche le président de la République de Roumanie, M. Nicolai Ceausescu. M. Ceausescu qui rendra d'une visite officielle au Brésil et au Mexique, s'arrêtera brièvement à Washington avant de repartir l'Europe.

Éthiopie

LE GOUVERNEMENT MILITAIRE a annoncé samedi 7 juin qu'il a arrêté et condamné à mort quatre personnes accusées d'activités subversives. Parmi elles figure Idris Kiar Abdulkadir, un des chefs du Front de libération de l'Érythrée (F.L.E.), qui, venant d'Italie, avait tenté, en mars, de pénétrer en Éthiopie avec un faux passeport.

Finlande

M. KALEVI SORSA, chef du gouvernement centre gauchiste, démocrate, a été élu dimanche 7 juin, président de la République. M. Sorsa, qui ne se représentait pas, mais qui reste au bureau politique. M. Ulf Sundkvist, le jeune ministre de l'Éducation, succède à M. Sorsa au secrétariat général.

Guyana

LE CONSEIL MINISTÉRIEL des quarante-six pays d'Amérique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), réuni depuis le 5 juin, à Georgetown, a décidé de déposer une plainte auprès de la Communauté européenne. Il reproche à celle-ci de bloquer la convention de Lomé, signée le 28 février dernier, sur le commerce, l'aide et la coopération entre les deux groupes de pays.

Inde

DES INCIDENTS, qui ont fait trois morts et seize blessés, ont marqué la première journée du dimanche 7 juin, des élections du Parlement de l'État de Goudjerat, dans l'ouest de l'Inde. Les affrontements ont lieu entre partisans du Congrès, le parti gouvernemental indien et son principal adversaire, le Front du peuple qui regroupe des partis de droite parmi lesquels figure le mouvement nationaliste et hindouiste, Jan Sangh.

Italie

LE PRÉSIDENT de la société de matériel de radiotélévision et électro-ménager Voxon, M. Andrea Maria Ortolani, trente-cinq ans, a été enlevé mardi matin 10 juin à la périphérie de Rome par deux hommes armés. Il s'agit du vingt-septième enlèvement en Italie depuis le début de l'année.

Mali

RADIO-MALI a diffusé, samedi, un communiqué informant la population de la reprise des hostilités frontalières entre le Mali et la Haute-Volta. Le radio de Bamako accuse notamment l'armée voltaïque d'avoir encerclé, le 3 juin, les villages d'Ono et de Bato, situés à 3 kilomètres de la frontière, dans le sud du pays, et d'avoir tué deux passants.

Malte

DE VIOLENTE AFFRONTEMENTS se sont produits dimanche 8 juin, à Kalkara, près de La Valette, où des partisans du parti travailliste au pouvoir ont tenté de perturber un rassemblement du parti nationaliste d'opposition. Il y a eu de nombreux blessés et plusieurs arrestations.

Grèce

ADOPTÉE SANS LES VOIX DE L'OPPOSITION La nouvelle Constitution entre en vigueur le 11 juin

Albanes. — La nouvelle Constitution, votée le samedi 7 juin par 214 députés du parti de M. Caramanlis, Démocratie nouvelle, entre en vigueur le 11 juin. Après avoir refusé de participer à la discussion des derniers articles du projet gouvernemental, les députés de l'opposition se sont abstenus de voter. Ils ne contestent pas la validité de la nouvelle Constitution, mais considèrent que plusieurs articles, impropres d'un « esprit républicain », devraient être révisés.

De notre correspondant

quatorze. En effet, dans la période fiévreuse qui suivit la chute de Georges Papandréou en 1968, les démocrates grecs adoptèrent comme un de leurs mots d'ordre l'article 114, stipulant que la Constitution était « confiée au patriotisme de la nation » et que le peuple avait le droit de se révoquer si elle venait à être violée.

cet article de « coup de force parlementaire ». Il permet à un Parlement non renouvelé de procéder à l'élection de deux présidents de la République. Il suffit en effet que le chef de l'État démissionne juste avant la fin d'un mandat parlementaire pour qu'il puisse être réélu par la majorité en place. M. Caramanlis a déclaré devant le Parlement qu'il s'agissait d'un pur prétexte car l'opposition avait prêté son assistance au Parlement à un climat d'agitation politique.

Parmi les articles refusés par l'opposition, relevons ceux qui donnent le droit au chef de l'État de proclamer l'état de siège et de disposer des pleins pouvoirs pendant trente jours sans en référer au Parlement. L'imposition des conditions d'autorisation à désigner un premier ministre de son choix, de conclure des traités internationaux et des accords commerciaux, de prononcer la dissolution du Parlement.

Les meilleurs gouvernements assistent que cette Constitution « répond pleinement aux critères exigés dans les démocraties occidentales » et quelle permettrait de déboucher sur une vie politique claire et disciplinée. L'opposition répliqua qu'elle a été taillée aux mesures de M. Caramanlis et qu'elle témoigne d'un esprit « conservateur et antiparlementaire ».

MARC MARCE

LA FILLE D'ONASSIS EST LA PRINCIPALE HÉRITIÈRE DE LA FORTUNE DE SON PÈRE

Le testament d'Aristote Onassis a été rendu public samedi 7 juin à Athènes. Rédigé à la main en janvier 1974, il stipule que l'essentiel de la fortune de l'armateur revient à sa fille Christina, qui sera l'exécutrice testamentaire. Sa veuve, Mme Jackie Onassis, ancienne femme du président Kennedy, recevra une rente annuelle de 260 000 dollars (1 million de francs) et 25 % des parts de la société qui assure la gestion de l'île de Skorpios, en mer Ionienne, et le yacht Christina.

Elles deux femmes ne souhaitent pas conserver l'île et le yacht, ces propriétés reviendront au chef de l'État grec ou, en cas de refus, à la compagnie Olympia Airways, qui devra s'en servir pour les loisirs de ses employés.

Le texte du testament commence par ces mots : « A ma chère fille Christina », et se termine par « Mon dernier baiser, ton père ». Christina hérite de la majeure partie d'un « empire » évalué à 1 milliard de dollars (quatre milliards de francs). Toutefois, le testament prévoit que la moitié de cette fortune devra servir au financement d'une fondation à but non lucratif. Celle-ci, qui portera le nom d'Alexandre Onassis, le fils de l'armateur (décédé), sera établie à Vaduz, au Liechtenstein.

Au cours de la discussion, le mardi 3 juin, vers 3 heures du matin, s'est produit ce que l'opposition qualifie de « tour de passe-passe ». En effet, environ vingt-cinq députés aux sympathies royalistes sont parvenus à faire modifier le texte de l'article 111 du projet qui, inspiré par la Constitution de 1927, interdisait aux membres de la famille royale toute activité politique. Les députés membres de Démocratie nouvelle ont fait adopter un texte qui, en fait, laisse toute liberté de se porter candidat à la future élection présidentielle ou de former un parti politique. L'opposition avait alors vivement réagi à ce vote par surprise.

Dès le dépôt du projet gouvernemental, les péloponnésiens portèrent sur un certain nombre d'articles concernant des points jugés fondamentaux : pouvoirs du chef de l'État, équilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif, droits civiques et politiques, etc. Les discussions au Parlement furent d'une excellente tenue et l'opposition livra un sévère combat. Elle obtint près de cent vingt amendements au texte gouvernemental sur un total d'environ trois cents propositions, mais elle considère n'avoir obtenu satisfaction que sur des articles d'importance secondaire. M. Caramanlis n'ayant pas cédé sur les questions de fond, le gouvernement s'étant refusé à discuter les articles qui restaient à voter et décida de s'abstenir lors du vote final.

À l'issue de la visite d'une délégation du parti communiste français, dirigée par M. Roland Leroy, membre du bureau politique (Le Monde des 8-9-10 juin) et de ses entretiens avec le P.C., on dit de l'exécutif, un communiqué commun assure notamment : « Les deux partis combattent et combattront (...) les tentatives de régression dans l'O.T.A.N. et toute ingérence de l'impérialisme, notamment de l'impérialisme américain. L'abolition des bases américaines en Grèce constitue un pas important pour la transformation de la Méditerranée en mer de paix. Les deux partis opposent aux entreprises de pénétration en Grèce du grand capital français et de ses gouvernants, leur conception constructive d'une coopération franco-hellénique dans l'économie et l'intérêt mutuel. » La délégation du P.C.F. s'est entretenue aussi avec plusieurs personnalités non communistes.

Le Monde de l'éducation

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUIN L'ÉCOLE DES FILLES

Un n'est si négligé que l'éducation des filles, notait Fénelon 1687. Trois siècles plus tard, cette « négligence » n'a pas cessé tout à fait de disparaître. Pendant longtemps, la lutte pour l'éducation des filles a été le reflet des grands conflits idéologiques politiques qui ont secoué notre pays.

JEUNES ET LA SOCIÉTÉ

Interview de Daniel CHOLLEY, membre du bureau confédéral et responsable des jeunes de la C.F.D.T.

LECTEURS ET LA RÉFORME HABY

Apprendre le plaisir de lire. Un musée de l'école à Chartres. Nouveaux manuels. Jeux ou tableau noir.

RE ENFANT ET L'ÉCOLE

Inter Service Parents vous répond. Les « dingues » de Bonneuil. L'ort de la séparation. Le M.J.C. de Colombes. Comment s'inscrire en classes préparatoires ?

VERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

Angers : les grands déboires d'une petite université. Formation à la direction du personnel à Paris-II. Cours de langues à l'étranger.

MATION CONTINUE

Une enquête de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion. États-Unis : le marché du savoir enrichit les éditeurs.

IVELLES DE L'ÉTRANGER - LES LIVRES - LES REVUES

Prix de vente : 5 F. Tarif des abonnements (11 numéros par an). Vole normale : 50 F. D.O.M., T.O.M. Par avion : tarif sur demande. LE MONDE DE L'ÉDUCATION - Service des Abonnements 6, rue des Italiens - 75127 PARIS CEDEX 06 - C.O.P. 4307-23

Valéry Giscard d'Estaing Président de la République. Jean-Pierre Fourcade Ministre de l'Economie et des Finances. François Mitterrand Cet ouvrage constitue un élément de base indispensable à quiconque se veut informé et formé au vocabulaire des temps que nous vivons. Michel Rocard Une réussite rare : définitions et références sont actuelles, pratiques, utiles. Ce dictionnaire répond opportunément aux exigences nouvelles : manier avec plus de rigueur les concepts nécessaires à l'action sans se perdre dans des débats théoriques insolubles. ont apprécié le "BERNARD et COLLI" Les 1000 mots clefs du responsable économique Parce que les mots de tous les jours ne sont pas toujours les plus simples 1200 pages, relié toile sous jaquette 250 F SEUIL

PROCHE-ORIENT

CORRESPONDANCE

Le sort des habitants de la trouée de Rafah

(Articles d'Amnon Kapeliouk du 15 mai et de Tahar Ben Jelloun des 25-26 mai). Selon M. Primor :

1) Est totalement fautive l'affirmation dudit article que : « Dans les heures à venir le village d'Abou Chanaar sera effacé de la carte... Un tel village n'a jamais existé, donc comment aurait-il pu être détruit ? »

2) Il est faux que des écoles et des mosquées aient été détruites et que des arbres aient été arrachés. Le fait est que le gouvernement d'Israël a décidé fin 1971, pour des raisons de sécurité, de séculariser mille cinq cents familles de Bédouins nomades en leur offrant le choix de s'établir sur des terres fertiles liées au réseau d'adduction d'eau ou bien d'occuper des logements permanents pourvus d'un confort moderne minimum. Je répète : non seulement il est faux que des écoles et des mosquées aient été détruites ou des arbres arrachés, le contraire est vrai : des centres régionaux dotés de l'infrastructure habituelle, des mosquées et des écoles ont été construits par le gouvernement d'Israël.

3) Est totalement fautive l'affirmation figurant dans votre introduction de l'article du 25-26 mai 1975 (de Tahar Ben Jelloun) se basant sur l'article cité précédemment : « Rafah, village au nord-est du Sinaï, vient d'être détruit par les Israéliens après que ses habitants ont été chassés... Rafah n'a jamais été détruit et ses habitants n'en ont jamais été chassés. »

unités d'habitations nouvelles à Yamit. Or ce ministre, M. Ofer, est considéré comme le chef des « colombes » en Israël. (...) Mais les « colombes » raisonnables ne peuvent pas accepter qu'il y ait intolérance et continuité territoriale entre l'immense république égyptienne et le territoire qui a été régi par une autorité palestinienne menaçant éventuellement le cœur même d'Israël. C'est pourquoi la zone-tampon miniéenne de Yamit, dans un espace quasi désertique, paraît vitale au plus compréhensif et au plus pacifique des Israéliens.

La carte qui illustre l'article donne à croire qu'il existe une continuité homogène entre le territoire égyptien et celui de Gaza, ce qui n'a jamais été le cas, ni juridiquement ni démographiquement, et qui serait d'ailleurs inacceptable pour les Palestiniens.

Cette même carte, en mettant excellentement en relief le goulet d'étranglement d'Israël dans ses frontières de 1967, au nord de Tel-Aviv, explique suffisamment pourquoi les « colombes » ne sont pas majoritaires en Israël. Mais, même en leur sein, M. Kapeliouk et ses amis ne sont que des marginaux sans grande influence.

Donnons d'abord raison à M. Primor sur un point : Rafah n'a pas été détruit. Il s'agit d'alléguer

A PROPOS D'ISRAËL

Une lettre de M. P.-M. Gilbert

Sur le film lui-même, Kafr Kassem, nous sur l'article d'Eric Rouleau et M. P.-M. Gilbert, ambassadeur de France en Israël, nous a écrit, d'autre part, une longue lettre dont voici les passages essentiels :

(...) Les auteurs du film s'efforcent tout d'abord de démontrer que ce crime n'a été voulu, prémédité et ordonné par les hautes instances militaires et civiles israéliennes. C'est une contre-vérité et il suffit pour s'en rendre compte de relire les ordres, non tels qu'on les présente, c'est-à-dire amputés, mais tels qu'ils furent donnés et tels que les tracent les minutes du procès.

Lorsque, le 29 octobre 1966, la guerre dans le désert, l'un des impératifs du gouvernement israélien était de s'assurer que le front jordanien resterait calme. C'est pourquoi le ministre de la Défense donna aussitôt à l'état-major, qui le transmittait au général commandant le front central, l'ordre de maintenir un couvre-feu dans les villages situés à la frontière jordanienne. L'ordre du ministre spécifiait expressément que ce couvre-feu ne devait, en aucune manière, empêcher les habitants des villages de travailler normalement, l'essentiel étant qu'il soit appliqué aux heures prescrites, c'est-à-dire pendant la nuit. Il était, en tout cas, interdit de se livrer à quelque atteinte que ce soit contre la population.

C'est au niveau du colonel commandant le régiment de surveillance de la frontière que l'ordre se trouva pour la première fois modifié. En effet, le colonel (qui a ensuite été nommé chef de l'état-major de son propre chef, aux ordres de l'état-major, une note demandant à ses officiers la possibilité d'ouvrir le feu en cas d'infraction volontaire au couvre-feu. Le colonel devait s'en expliquer au procès, en affirmant qu'il ne pensait nullement par là, inciter qui que ce soit à tuer, mais qu'il voulait simplement compléter les ordres donnés, les ordres d'infraction n'ayant pas été soulevés.

De fait cet ordre du colonel ne fut nullement interprété dans un sens répressif. Sans dans un cas celui du commandant Melniky qui était chargé de surveiller huit villages arabes, dont Kafr Kassem.

Des habitants de ce village, renvoyant chez eux après avoir vu le vigier du couvre-feu, furent tués ou blessés.

Pour ce crime, ce commandant fut dégradé, chassé de l'armée et condamné à dix-sept ans de prison. Les soldats qui avaient obéi à ses ordres furent également jugés et condamnés à des peines allant de sept à quinze ans de prison. En effet, il a été prouvé que dans les sept autres villages aucun incident n'eut lieu. Les chefs militaires locaux, qui avaient cependant reçu les mêmes consignes du commandant Melniky, avaient tout fait pour coordonner l'application du couvre-feu avec les occupations des villages et avaient même parfois accompagné personnellement les paysans entrant des champs pour éviter tout incident.

Le tribunal a répondu l'argument selon lequel les sous-officiers et soldats à Kafr-Kassem, n'avaient fait qu'obéir. Il a déclaré que tout militaire ou fonctionnaire ne peut être tenu responsable de ce qu'il a fait, mais qu'il ne peut obéir à des ordres illégaux ou immoraux. Cette déclaration du tribunal a été aussitôt incorporée au droit militaire et depuis cette date, elle a force de loi en Israël, premier pays au monde à l'avoir adoptée. Il faut rappeler qu'il s'agit d'un incident qui a eu lieu en pleine guerre.

(...) Durant tout le procès, le tribunal accorda systématiquement le bénéfice du doute aux témoignages des habitants de Kafr-Kassem, lorsqu'il y avait contradiction entre eux et les accusés. Le tribunal s'est efforcé d'appliquer les critères adoptés lors des procès des criminels de guerre nazis à Nuremberg. Les peines prononcées étaient extrêmement lourdes, puisqu'elles sont l'équivalent des peines les plus sévères infligées aux criminels de droit commun et aux terroristes en flagrant délit. La peine de mort n'existait pas en Israël. Toutes les phases du procès furent rapportées dans les moindres détails et commentées par la presse écrite et parlée. L'opinion publique, dans sa quasi-unanimité, a approuvé la tenue des débats et leur conclusion. Contrairement aux alléguations des auteurs du film, le président du tribunal, le juge Benjamin Halévy, n'a été pour ce verdict ni critiqué ni jugé. Il fut plus tard nommé juge de la Cour suprême.

Plusieurs lecteurs ont réagi avec vivacité à divers articles parus récemment sous les plumes d'Eric Rouleau, Amnon Kapeliouk et Tahar Ben Jelloun. Assurant qu'ils contiennent tant « de contradictions, de demi-vérités et d'amalgames » que leur rectification « demanderait autant de place que les articles parus », et ne les présentent en conséquence « qu'à titre d'exemple », M. Avraham Primor, conseiller de l'ambassade d'Israël, nous a adressé à ce propos une mise au point dont on trouvera ci-dessous le texte intégral.

Comme M. Primor aborde trois sujets principaux, et que d'autres correspondances touchant ces mêmes sujets, nous avons découpé nos textes pour la clarté du débat en trois parties, les complétant par des observations reçues d'autres lecteurs sur le même point et par les réponses de la rédaction de « Monde ».

Les Palestiniens

« Les Palestiniens entre le fusil et le râteau d'olivier » (articles d'Eric Rouleau dans le Monde des 21, 22, 23, 24 et 25-26 mai).

1) Sont totalement fausses les allégueries relatives à des tortures qui existeraient en Israël. Aucune plainte précise en la matière n'a jamais été déposée par le Haut-Cour de Justice. Celle-ci a, à chaque fois, ordonné une enquête qui a toujours abouti à une réputation totale des accusations. De surcroît, les représentants de la Croix-Rouge internationale visitent régulièrement les prisons israéliennes et d'entretienment avec chaque détenu séparément et sans témoin aucun. Ils n'ont jusqu'ici fait état de quoi que ce soit qui puisse en aucune façon étayer ces allégueries. Ceci n'empêche pas, cependant, même en Israël, d'écrire ce qu'il veut, y compris des calomnies contre l'Etat sans pour autant être traduit en justice. C'est la règle absolue de la démocratie israélienne. Par ailleurs, votre envoyé spécial se présente comme tout autre journaliste qui le hébraïste, aux séances du tribunal militaire et civil en tous lieux. Si, comme l'insinue l'article, les autorités avaient quelque chose à dissimuler, elles auraient demandé le huis clos, ce qu'elles n'ont pas fait.

Le film Kafr Kassem

Le compte rendu du film Kafr Kassem (le Monde des 25-26 mai).

1) Est totalement fautive la prétention que le filmier Gabriel Delbecq, administrateur par Israël alt balisé depuis 1967. Le contraire est vrai, comme maints observateurs objectifs et neutres ont pu le constater.

2) Il est faux que le Front national palestinien, encadré, comme le constate votre envoyé lui-même, par des cadres communistes, ait pu prendre le contrôle politique des habitants des territoires. Ses initiatives pour paralyser le vie dans les territoires ou pour empêcher les ouvriers arabes de travailler dans des entreprises israéliennes se sont soldées par un échec.

3) Les statistiques citées sur le nombre des victimes israéliennes du terrorisme en 1974, évitent de préciser qu'il s'agit, en grande partie, d'hommes, de femmes et d'enfants de Khyet-Shomra, de Beit-Shean, de Naharya, de Shamir et de Maalot. L'explosion de masseres de Maalot par les gens de Hawatneh en espérant que, par cet acte, leur dirigeant se rétablir sa crédibilité parmi les mouvements terroristes palestiniens et soutenu par ce fait la « modération » qu'il prêche, se passe de tout commentaire. Le sens critique aigu que votre envoyé sait si parfaitement démontrer quand il s'agit d'is-

raéliens, il est évident que ce fait est un exemple de la dévotion de 43 % de la livre israélienne, en novembre 1974.

2) Est également faux que le colonel Chedmi ait donné des ordres de tirer pour tuer. Il est vrai que ces ordres ont été transmis à un officier de liaison à ceux reçus de l'état-major et avaient été formulés d'une façon ambiguë. Le fait est que c'est seulement le commandant d'une unité d'un de ces villages frontaliers qui a eu le comportement condamnable que l'on sait. Dans sept autres villages le couvre-feu fut imposé sans violence aucune.

(Nous ne pouvons que prendre acte du démenti concernant le lieutenant Dahak qui, contrairement à ce qu'on a dit, n'a jamais été condamné pour ce crime.)



GRIFFSOLDE DEGRIFFE
LES GRANDS DU PRET-A-PORTER
jusqu'à 88 % de
supersoldes
les blazers
les costumes de l'été
3, rue de la plaine (nation)

PCEM
Pharmacie
Recyclage scientifique de Bacheliers A.B.C.D. au mois de septembre.
Remplacement annuel parallèle à la P.C. - soude de par CHU.
Année préparatoire pour BACHELIERS A et B : PCEM/O.
CEPE 57, r. Ch. Leffort, 75-78-77-76-75-74-73-72-71-70-69-68-67-66-65-64-63-62-61-60-59-58-57-56-55-54-53-52-51-50-49-48-47-46-45-44-43-42-41-40-39-38-37-36-35-34-33-32-31-30-29-28-27-26-25-24-23-22-21-20-19-18-17-16-15-14-13-12-11-10-9-8-7-6-5-4-3-2-1-0

LE MENU à 9,50 F DÉCOUVERT
PAR GAULT ET MILLAU
Potage, charcuterie maison, hors-d'œuvre, bœuf à la mode, légumes surgelés, 16 sortes de fromages, sauce tomate, fruits, dessert au choix.
C'est tout ce que vous pouvez avoir à un prix aussi intéressant.
Le restaurant Gault et Millau est ouvert tous les jours de 12 heures à 14 heures, 19 heures à 21 heures, au quatre coins de la France. Venez de vos voisins ou de vos collègues.
Nouveaux Guide Gault-Millau, nouveau sur le site de Paris, disponible à 25 francs.

هكذا من الأهل

PROCH
PARIS DU
CAIRE FAIT
MINISTRE EN MA
lire le qu

BERNARD LA BO BORD

LA B B BORD

FLAMM

D'ISRAËL
Une lettre de M...

PROCHE-ORIENT

La visite à Paris du vice-président égyptien

LE CAIRE FAIT DE SON MIEUX AIDER A REMETTRE EN MARCHÉ LE PROCESSUS DE LA PAIX déclare le général Moubarak

Le général Hosni Moubarak, président de la République égyptienne, a déclaré, lundi 9 juin, au cours d'un entretien de quinze minutes avec M. Cis-ling, ministre des Affaires étrangères, que l'Égypte fait marche le processus de la paix. Il a encore dit que dans toutes les options...

En ce qui concerne la commission de Genève, le général Moubarak a indiqué que l'Égypte était toujours favorable à son développement et qu'à son avis la France et en tant que grande puissance devrait y jouer un rôle à un moment et dans des conditions qui n'ont pas encore été définies.

MM. Giscard d'Estaing et Chirac se rendront en Égypte

Le vice-président égyptien a remis à M. Giscard d'Estaing un message dans lequel M. Sadate a fait le point dans le détail de ses entretiens de Salzbourg avec le président Ford, de la coopération franco-égyptienne et du futur voyage en chef de l'État français en Égypte, voyage qui aurait lieu avant la fin de 1975.

Le général Moubarak a également invité M. Chirac à se rendre en Égypte. Cette invitation a été formulée à l'occasion du déjeuner offert lundi par le premier ministre en l'honneur du vice-président égyptien. Au cours de ce déjeuner M. Chirac a affirmé que la politique de la France à l'égard du monde arabe ne pourrait être ni infléchie ni modifiée.

Le général Moubarak a également indiqué que le journal égyptien a réouvert déjà à la fin de la semaine dernière de la moitié de ce qui autorise ses forces en ce et au char. Quant à cela, pourrait le quotidien, en a jamais dans la cause.

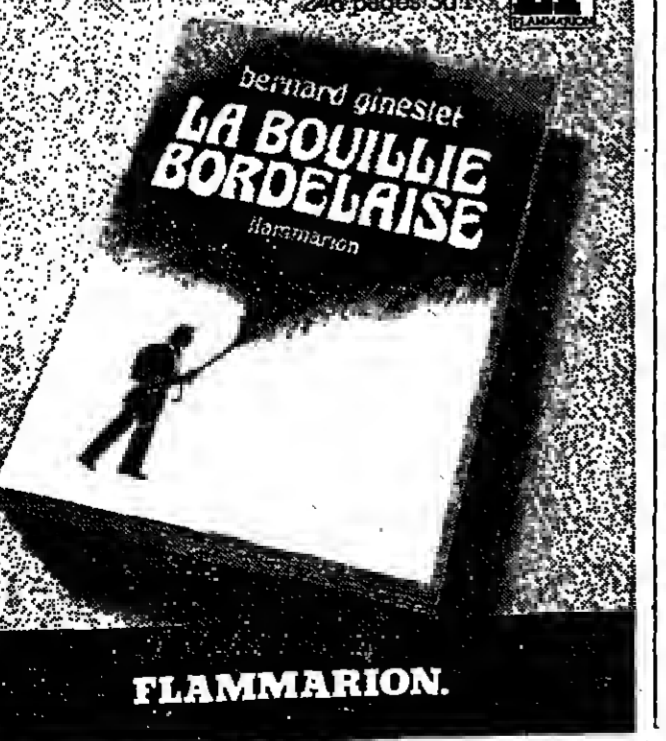
New York Times a ajouté à l'Etat-Unis et l'Égypte au courant de cet état. Mais ont prêté n'en pour ne pas ambarbarer, d'une part, et d'autre avec que cela servirait leurs intérêts en créant une phase favorable à une des négociations en vue règlement.

BERNARD GINESTET LA BOUILLIE BORDELAISE

La Bouillie Bordelaise est un mélange de fiente de corvée et de fiente de vache, on utilise pour le traitement de la vigne, mais c'est aussi un livre sur les vignobles des vins de Bordeaux. Bernard Ginestet a écrit ce livre dans le style de l'écrit et endossé son rôle de journaliste à breilles de livres sulfates avec amour. La Bouillie bordelaise parce le coiffeur du mystère des vins de Bordeaux, mais elle raconte aussi son histoire.

Les amateurs de vin y trouveront leur plaisir. Un professionnel parle. Bernard Ginestet est un « grand vigneron ». Le titre de son ouvrage est ambigu. Le texte lui ne l'est pas. Documents à l'appui, Bernard Ginestet raconte. Il parle de la surenchère américaine. En professionnel, il parle du vin. Par amour du vignoble bordelais, il dit la vérité.

Bernard Ginestet
246 pages - 30 F



AFRIQUE

Angola

Le F.N.L.A. n'a pas le monopole de l'amitié avec la Chine déclarent au « Monde » deux membres du bureau politique du M.P.L.A.

M. Roberto Holden n'a pas le monopole de l'amitié avec la Chine. « Parler d'une préférence pour le mouvement populaire de libération de l'Angola constitue une attitude ridiculement irresponsable », M. Ludo Lara, membre du bureau politique du M.P.L.A. où il est chargé des questions d'éducation et de la formation des cadres, s'exprime avec vigueur. Le visage rougissant par une barbiche et barré d'une moustache fournie, les cheveux légèrement ondulés, il parle posément cherchant des mots pour être plus précis. Il ne cache pas son irritation devant certaines déclarations de M. Holden, leader du Front national de libération de l'Angola (le Monde du 6 juin 1975).

Accompagné de M. Francisco Antas, membre du département des relations extérieures du Mouvement, il vient de se rendre à Pékin où, à ses responsabilités, leur ont expliqué leur préoccupation d'ouvrir à l'unité du peuple angolais et de ne pas être dérivés le M.P.L.A. et Pékin. « Nous entendons certes des rapports de solidarité avec tous les pays du camp socialiste, mais aussi avec nombre de pays occidentaux », M. Lara dit-il. En ce qui concerne l'Afrique, le caractère progressiste du M.P.L.A. influe sur l'attitude de nos liens avec certains pays occidentaux, nous sommes en relation avec toutes.

M. Lara résume la thèse selon laquelle les autorités portugaises réserveraient au M.P.L.A. un traitement privilégié. « Certains officiers portugais, nous dit-il, ont des sympathies pour nous. Mais ils sont minoritaires en Angola. M. Holden est depuis longtemps absent du pays et il est mal informé sur ce point. A plusieurs reprises, l'armée portugaise a pris des décisions contraires aux intérêts du M.P.L.A. en ne libérant et du peuple angolais en général. C'est ainsi que les troupes d'Holden venant du Zaïre se sont soulevées contre les départs, notamment portugais avec la complicité des précédents occupants. Tous les points importants dans les provinces du Nord des troupes ont été occupés par des forces du F.N.L.A. »

M. Lara reproche aussi à l'armée portugaise de ne pas contrôler la frontière avec le Zaïre et de laisser entrer tous les jours dans le territoire des camions chargés d'hommes en armes ou de matériel militaire. Il se plaint de ce que les mêmes facilités ne soient pas accordées à son mouvement. « Lorsque nous avons fait venir un bateau chargé d'équipements et d'armes en provenance de nos dépôts du Congo, l'armée portugaise nous a empêchés de débarquer la cargaison. Le peuple portugais qui traverse actuellement une phase révolutionnaire de son existence marxiste, lui, beaucoup de sympathie pour le M.P.L.A. Le 4 juin encore, une lettre de l'Union et de l'Union portugaise pour protester contre l'attitude ambiguë du haut commandement portugais en Angola. »

Selon M. Lara, les divergences entre le F.N.L.A. et le M.P.L.A. le mouvement dirigé par M. Jonas Savimbi, ne sont pas insurmontables. Le désaccord sur un certain nombre de points, cette organisation ayant introduit dans le pays une véritable machine de guerre. Son but serait d'opposer la force à tout ce qui lui déplaît. Évoquant l'avenir, nos interlocuteurs pensent que les accords d'Alger (1) doivent être complétés par un certain nombre de points, l'armée angolaise devant être formée par des officiers fournis par les trois mouvements de libération. Il faut aussi aborder de façon sérieuse les problèmes des élections. « Nous ne sommes pas opposés, disent-ils, à une consultation populaire, comme on le laisse parfois entendre, mais il faut tout d'abord s'entendre sur son organisation, dans un pays où les populations n'ont jamais exercé leur droit de vote. »

M. Lara et Antas ne cachent pas que la situation est explosive. Ils estiment que le principal problème provient des « influences étrangères » dues aux intérêts considérables en jeu. Et ils citent à ce propos le cas du Cabinda, auquel « certains pays veulent appliquer le principe d'autodétermination ». Selon eux, les récents incidents sanglants survenus dans ce territoire (le Monde du 5 juin) pourraient constituer un prétexte pour une internationalisation du problème.

Propos recueillis par DANIEL JUNQUA.

(1) Accords signés le 15 janvier à Alger au Portugal par le gouvernement de Lisbonne et les trois mouvements angolais de libération.

GABON : LE DOSSIER DU PÉTROLE, DES MINES ET DE L'ÉNERGIE

Un numéro spécial du bimensuel économique AFRIQUE - INDUSTRIE - INFRASTRUCTURES

Le Gabon est au premier plan de l'actualité avec la Conférence de l'OPPEP tenue à Libreville, profitant d'un prix conjoncturel, le Président BONGO a décidé la construction d'un chemin de fer à 200 milliards C.F.A. Mais, en bout de Transgabonais, il y aura le fer et même l'acier et les ferrailles, susceptibles à terme de relayer le pétrole s'il venait à manquer. 300 à 400 milliards C.F.A. d'investissements supplémentaires (ferroviaires, miniers, portuaires, industriels, hydroélectriques, routiers...) auront été d'ici là nécessaires.

Quelles sont donc à dix ans les perspectives majeures de développement du Gabon, qui exploite déjà le manganèse, l'uranium et le pétrole ? C'est précisément à cette question que JEAN PETER, après avoir publié le dossier du TRANS-GABONAIS s'est efforcé de répondre en présentant cette fois-ci le dossier « PÉTROLE, MINES, ÉNERGIE ».

En résumé au même numéro :
- Interview de M. C. Beaumont, D.G. du B.R.G.M.
- La Tchécocoslovaquie à la FIENI.

Ce numéro est vendu au prix de 12 F + A.F.R.I.Q.U.E. - I.N.D.U.S.T.R.I.E. - I.N.F.R.A.S.T.R.U.C.T.U.R.E.S. 11, rue de Valenciennes, 75005 PARIS - Tél. : 022-12-59

Prochaines numéros : Les Industries du froid - Le Maroc 1975.

SAMARITAINE DE LUXE

27, Bd des CAPUCINES - PARIS - OPERA 83 21

MERCREDI 11 - JEUDI 12
VENDREDI 13 - SAMEDI 14 JUIN

4 JOURNÉES EXTRAORDINAIRES

SOLDES ET OCCASIONS

DANS TOUS LES RAYONS

MAGASIN OUVERT TOUS LES LUNDIS DE 9 H 30 A 18 H 30

BERNARD GINESTET LA BOUILLIE BORDELAISE

FLAMMARION

Tchad

L'envoyé du gouvernement français n'a pas encore pu prendre contact avec les rebelles

Le ministre de la coopération indique que, lundi 9 juin, M. Stéphane Hessel, ministre plénipotentiaire, chargé de négocier la libération de Mme Claustrine détenue par les rebelles tchadiens, n'avait pas encore pu prendre contact avec eux. L'ambassadeur français, arrivé jeudi à N'Djamena, a rencontré le ministre de France de M. Marc Combe, enlevé en même temps que Mme Claustrine en avril 1974, et qui s'est entretenu avec le ministre tchadien. Le mouvement français était prêt à donner suite à certaines exigences des rebelles mais « qu'en

aucun cas il ne leur serait livré des armes ». Ces derniers exigent en effet qu'une partie de la rançon de 12 millions de francs qu'ils réclament leur soit remise sous forme d'armements et de munitions.

M. Hessel a expliqué qu'il tenait à mettre les autorités du Tchad « totalement au courant » de ses démarches pour essayer de faire libérer Mme Claustrine. Il a indiqué qu'il resterait dans la capitale tchadienne jusqu'à jeudi prochain, mais qu'il y retournerait en contact avec les rebelles sous la houlette d'un officier tchadien.

Il s'est déclaré inquiet de la présence au Tchad de trois photographes de l'agence Gamma et a exprimé la crainte que les rebelles ne les fassent prisonniers ou qu'ils a-t-il dit, « créent une situation nouvelle et compliquée dans le Tchad, régime qui représente à ces trois journalistes, MM. Raymond Depardon, Huston et Mlle Marie-Laure de Decker, se trouvent depuis plusieurs jours dans le Tchad, régime qui représente les rebelles, mais on ignore en contact avec Hissen Habré. M. Depardon avait déjà tenté il y a cinq ans, de se rendre dans cette zone, par cette voie, en compagnie d'autres journalistes. Tous avaient alors été arrêtés par les gardes tchadiens et transférés à N'Djamena, avant de rentrer à Paris.

Sénégal

LA COLONIE FRANÇAISE DÉCROÏT CONSTAMMENT

(De notre corr. v. d'Ant.)

Dakar. — Les Français résidant au Sénégal devant, aux termes des accords conclus l'an dernier entre Dakar et Paris, être titularisés d'une carte d'étranger, les autorités sénégalaises viennent de procéder pour la première fois à leur recensement, en collaboration avec les services consulaires français.

D'après des indications officielles, le nombre de Français résidant au Sénégal, quinze ans après l'indépendance, aurait diminué des trois quarts de vivants depuis 1960, tombant de plus de 60 000 à moins de 17 500.

Cette chute a sans doute tenu d'abord au départ, après l'indépendance, de l'administration, puis de l'armée française, la politique d'attraction des cadres systématiquement poursuivie par les autorités sénégalaises et par la plupart des entreprises étrangères elles-mêmes à ce, elle avait, des effets importants.

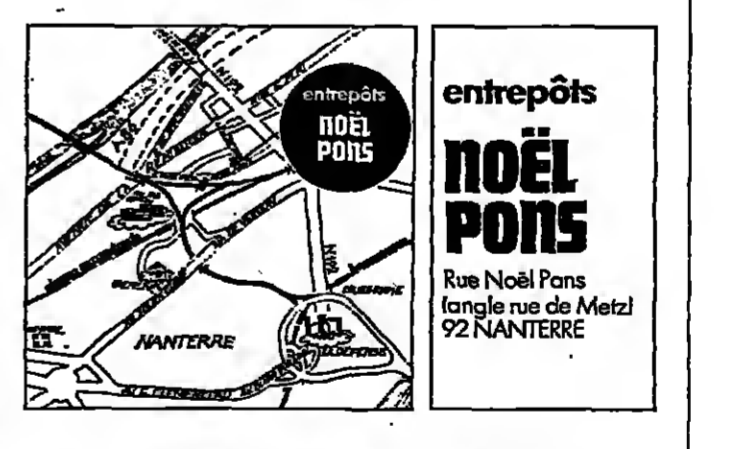
En regard à l'importance des investissements français au Sénégal, ces chiffres semblent être considérables et on n'est pas prêt d'attendre un seul critique so-dit duquel le renouvellement de ces investissements pourrait être compromis. Ce problème semble être assez clairement perçu par les dirigeants sénégalais.

Quant aux assistants techniques, ils sont également un nombre de 1 247, pour moitié des enseignants.

F. E.

à Nanterre

à 3km de la Défense des entrepôts qui répondent à vos besoins



A Nanterre, à l'angle de la rue Noël Pons et de la rue de Metz, il vous est proposé 13 500 m² d'entrepôts (lots de 500 à 2 700 m²) et 900 m² de bureaux divisibles y attenants. Cette situation, à 3 km de la Défense, à proximité de la gare de marchandises S.N.C.F. et de la rocade A86 est d'autant plus exceptionnelle qu'elle représente une des rares opportunités de pouvoir disposer d'entrepôts dans ce secteur de la banlieue parisienne.

réalisation CERPAR
groupement
63 Champs-Élysées - 75008 PARIS

commercialisation
CORI
254 bd St-Germain
75007 PARIS - Tel. : 260.38.22

**Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL**

chaque mois, face à face
avec votre signe
de la chance!..



tranche des signes
du Zodiaque
tirage mercredi 11 Juin

loterie nationale

AFRIQUE

Sahara espagnol

**La presse de Madrid annonce la capture
d'une unité marocaine
forte de quarante-cinq hommes**

Les forces espagnoles ont capturé, dimanche 9 juin, un détachement de l'armée marocaine qui s'était aventuré au Sahara occidental et avait occupé un poste à trente kilomètres de la frontière. Selon l'agence espagnole Citra qui a diffusé cette information, les Marocains croyaient que le poste avait été évacué. Elle précise que les Marocains étaient au nombre de quarante-cinq. Ils ont été conduits par hélicoptère à El-Afoum. Trente-cinq mitraillettes, une mitrailleuse, trois lance-grenades, des munitions, cinq véhicules tous terrains et un camion ont été saisis.

Le journal madrilène *Informaciones* a annoncé, lundi, que l'opération déclenchée la veille par « une unité régulière » de l'armée marocaine avait été ordonnée directement par l'état-major des forces armées, dépendant du roi Hassan II lui-même. Selon le correspondant du journal à El-Afoum, le message était rédigé en ces termes : « Sur ordre du chef suprême de l'état-major des forces armées (le roi), quatre compagnies du 7^e bataillon méhariste devront occuper les postes de Hihbes, Shitria, Hausa et Douram. »

Évoquant l'incident, le roi Hassan II a déclaré lundi à Rabat qu'il souhaitait que l'Espagne traite « les différentes parties de l'opinion sahraïenne sur pied d'égalité ». Selon lui, les quarante-cinq prisonniers ont été arrêtés « parce que ce sont des Sahraïens qui se réclament du Maroc et veulent leur rattachement à la mère patrie ».

« Nous acceptons que vous puissiez assurer l'ordre et la sécurité dans le Sahara occidental comme les Nations unies vous en ont fait obligation », a poursuivi le souverain en s'adressant aux Espagnols, mais cela ne doit pas être à sens unique. Vous n'avez pas le droit de retenir prisonniers des Sahraïens qui se réclament de leur marocainité alors que vous laissez un autre mouvement qui se ne peut pas nommer (1) libre de ses mouvements. Mieux que cela, vous le laissez faire prisonniers des soldats espagnols sans lever le petit doigt et vous lui donnez des facilités pour venir dire à la mission qui s'est récemment rendue au Sahara qu'il veut l'indépendance. »

Le roi a fait cette déclaration en ouvrant les travaux du comité de décolonisation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) réuni à Rabat pour sa vingt-cinquième session ordinaire.

La mission des Nations unies chargée d'élaborer un rapport sur le Sahara occidental a quitté lundi Nouakchott, dernière étape de son enquête dans les pays concernés par cette question. Elle est restée pendant quatre jours en Mauritanie et s'est entretenue à deux reprises avec le président Moktar Ould Daddah.

M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a annoncé, lundi 9 juin, un voyage qui le conduit à Alger, Nouakchott et Madrid. Il s'est entretenu avec le président Boumediène et a rencontré deux membres de la direction du Front populaire pour la libération de Seguiet-el-Hamra et Rio-de-Oro (F. Polisario), venus pour la circonstance à Alger. M. Waldheim a quitté Alger en fin de journée pour gagner Nouakchott. — (A.F.P., U.P.I., Reuter.)

(1) Il s'agit de toute évidence du Front populaire pour la libération de Seguiet-el-Hamra et Rio-de-Oro. Au cours d'opérations menées les 10 et 11 mai dernier, ce mouvement a fait prisonniers quinze militaires espagnols, qui ont été présentés à la mission d'enquête de l'ONU lors de son passage en Algérie le 30 mai.

AMÉRIQUES

États-Unis

**La Maison Blanche décide de publier
le rapport Rockefeller sur la C.I.A.**

De notre correspondant

Washington. — M. Ford a annoncé, lundi 9 juin, à sa conférence de presse, que le rapport de la commission Rockefeller sur la C.I.A. serait publié dans les vingt-quatre heures. Ainal, le président a dissipé partiellement le malaise très perceptible dans les milieux politiques, provoqué par l'incertitude sur la date de la publication de ce document. Selon des renseignements donnés antérieurement par le vice-président Rockefeller, le rapport de la commission aurait dû être publié dès vendredi dernier.

M. Ford a précisé que le département de la justice serait saisi de tous les documents et informations recueillis par la commission Rockefeller (ainsi que par d'autres organismes de l'exécutif), afin qu'il examine s'il y trouve matière à poursuites contre des particuliers. Le président a confirmé que le rapport de la commission Rockefeller ne traitait pas des « assassinats politiques », et, à cet égard, il a rappelé que ce problème avait été soulevé récemment, alors que la commission s'apprêtait à conclure ses travaux.

De toute façon, la question ne figurait pas dans le champ de l'enquête, qui avait été limitée aux activités « illégales » de la C.I.A. plus précisément à l'espionnage intérieur mené en contrevenant de la charte de cet organisme. La commission, pour sa part, a estimé que l'état du dossier « assassins » ne lui permettait pas de se faire une opinion fondée.

Le président Ford a indiqué que les documents recueillis sur le sujet ne seraient pas rendus publics. Mais, tout en jugeant que cette publication serait « nuisible », contraire à l'intérêt national, il n'a pas exclu qu'elle devienne possible un jour.

Au Capitole, on pense que cette réserve vise les relations avec Cuba, dont la normalisation n'aurait rien à gagner à la divulgation de machinations contre la vie de M. Fidel Castro. En tout cas, toutes les informations concernant ce genre d'affaires seront communiquées aux commissions du congrès enquêtant actuellement sur la C.I.A. Comme il s'agit de documents qualifiés de « secrets », le président a invité les parlementaires à faire preuve de modération lorsqu'ils auront à apprécier les pièces touchant aux assassinats politiques. « Nous devons réserver notre jugement sur des décisions et initiatives prises par l'exécutif à moins qu'elles soient historiquement justifiées. »

M. Ford a déclaré que la commission Rockefeller avait été « équilibrée, franche et équilibrée » et que ses travaux aideraient à prendre les mesures correctives par voie législative ou de directives présidentielles, en vue d'assurer que la C.I.A. fonctionne dans le cadre de la loi et de sa charte. « La C.I.A., a-t-il dit, est absolument nécessaire à la sauvegarde de ce pays. »

H. P.

M. PHILIP HABIB, secrétaire d'Etat adjoint américain, chargé des affaires asiatiques, a terminé lundi 9 juin, à Manille, un voyage qui l'a conduit à Canberra, Djakarta, Kuala Lumpur et Bangkok. Au cours d'une conférence de presse, il a affirmé que les États-Unis « ne quittent pas l'Asie » et que, en dépit du retrait de troupes de Taïwan et de Thaïlande, ils entendaient demeurer présents dans la région. — (A.F.P.)

Aujourd'hui :
retour du franc dans le « serpent européen »,
chute du dollar et de la livre sterling,
...va-t-on vers une véritable réforme du système monétaire international?

Pour comprendre la crise et ses enjeux, avant la réunion des ministres des Finances occidentaux des 10 et 11 juin à Paris, Dominique de LAUBIER nous livre

LES RELATIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES
ouvrage qui vient de paraître
dans la collection « Initiation Économique » (E.-H.),
dirigée par J.-M. Albertini

40 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, avenue Secrétan-Rosalie - 75621 PARIS Cedex 13

des prix pour chanter tout l'été

« la fête de l'été » jusqu'au 26 juin



Crédit gratuit 6 mois
à partir de 1000 f d'achats
dès acceptation du dossier

**galeries
lafayette**

HAUSSMANN-MONTMARTRE-BELLE ÉPINE

مكتبة من الأصيل

AMÉRIQUE SPÉCIALE
PÉRIODIQUES

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Hello! Louisiana...

(de la première page.)

Les Desaux, les de La Ye, les Gossard, défrichèrent leurs domaines, et que les gens de qualité se salient en longues bandes et perpendiculaires à ces terrains qui ne leur rien coûté, les émigrants fortunés en faisaient au l'ancienne lie en forme tout que les autres nom- « le Poulailier ». Baptisés, enterrés par les Jésuites, ils ont aussitôt fondé une plantation, les Beauvais, les Berge-Blanchard, les Lacom, les les Silvan, les Samson et autres firent souche à Compe. Ces pionniers re-aujourd'hui dans de petits villages entre le Mis-et le lac fait du bras qu'ils rent à l'Old Man River s'apparaît sous les frondal-astibles comme un étang.

744 on comptait à Pointe-200 Blancs et 400 esclaves des deux sexes. La de ces derniers appartea-marquis de Ternant, paysans du « Poulailier » planté ce dont ils avaient pour survivre : du blé du chanvre, peut-être du des légumes, et réservé l'ies pour le bétail. M. de e ne devait pas être rendu nécessaire.

Attention, en s'installant à coln perdu de la Louisi- ne pouvait lui rappela- Champagne natale, étaient l'ou peut dire, celle d'un nt agricole. Avant de l'Europe il s'était engagé ir au roi de Prusse l'in-nt le souverain avait our rendre les uniformes soldats. En 1743, au bord s River, il habite une e ronds et ses esclaves t les arbres et défrichent e. Dix ans plus tard ul a procuré assez pour qu'il construise son au en Louisiane ». Cehul- se qu'habitent aujourd'hui condants, moins riches, toujours planteurs et éle- toujours colons quant à dans un pays dont ils evenus les citoyens, mais esser de revendiquer leur française et de parler la de leurs ancêtres pion-

d'étope grise de cette mousse espagnole (tillandsia usneoides) qui leur donne au clair de luna des allures de fantômes traçant des lambeaux de lincoln, ce qui impressionna fort Chateaubriand à la poursuite d'Atala.

Au bout de l'allée, émergeant de l'ombre verte, la maison apparait comme une grande bêtise rectangulaire, blanche sous son toit à quatre pentes, couvert de tuiles plates et moussues, d'où émergent, au-dessus de la façade, deux chiens assis et sur l'arête faîtière deux cheminées trapues de brique rouge.

Une large galerie ceinte d'un garde-fou en bois décapé court autour de la maison à hauteur du premier étage où sont les appartements. Cette véranda surélevée qu'abrite une large avancée de la toiture soutenu par de fines colonnettes repose elle-même sur une série de grosses colonnes cylindriques faites de briques triangulaires à base courbe, qu'assemblèrent autrefois les esclaves du marquis après avoir cuit l'argile dans des moules que l'on voit encore accrochés au mur d'un cellier.

Un escalier aux marches étagées et grégaires monte à tra- vers un jardin de curé jusqu'à la véranda où neuf générations de planteurs se sont balancées dans leurs rocking-chairs, un verre de punch à portée de la main, tandis que moquetaient du « quartier des nègres » ces chants plaintifs qui allaient devenir le blues.

Malgré quelques hirsouffures dues à l'alternance des pluies et de la sécheresse ensoleillée, la maison résiste au temps. Elle est faite, pour l'extérieur, de planches de cypres, un bois sur lequel les termites se cassent les dents. A l'intérieur, les murs sont recouverts de « bonstilage », mélange de bois d'angle et de poils d'antennes.

Mme de Parlange, née Paulie Brière, est une hôtesse riieuse. Petite femme mince et active, elle arbore un tailleur Chanel et des escarpins comme une Parisienne qui revient de faire du shopping au faubourg Saint-Honoré.

Septuagénaire, elle ne sent pas le poids des ans et convoque d'un coup de cordon en tapisserie une femme de chambre noire pour faire servir les rafraîchissements. Sur un grand canapé, entre des meubles Boule et sous un impressionnant lustre à pendoques, qui met des reflets balancés sur un Pleyel de 1801, nous voilà vrament chez Scarlett O'Hara, héroïne provinciale, certes, mais femme de tête et d'ambition.

On ne peut songer à raconter l'histoire de Parlange, un volume n'y suffirait pas, ni même à décrire l'intérieur de cette merveilleuse demeure où éclate un luxe suranné dans un mobilier qui attire les antiquaires auxquels Mme de Parlange interdit sa porte.

Une sœur de Scarlett

Mais la belle Virginie fournit un épisode des plus révélateurs. Ce grand portrait, plus grand que nature, d'une jeune femme blonde, dans un cadre sculpté qui a pése plus de 200 kilos, et qu'on a prudemment décroché d'une cloison qu'il menaçait d'entraîner, est bien celui d'une sœur de Scarlett. On nous la présente : « Virginie Trahan, veuve de Claude Vincent, troisième marquis de Ternant et future épouse du colonel Charles de Parlange, qui a laissé son nom à la plantation, qui jusque-là n'en avait pas ! »

Edouard Duboffe, qui fit des portraits léchés des jolies femmes du Second Empire, a peint là une beauté sérieuse aux grands yeux clairs et froids, aux lèvres minces, aux épaules rondes. Sa coiffure est stricte comme sa robe noire. Les cheveux partagés par une raie médiane retombent en anglaises régulières sur les joues. Elle porte peu de bijoux, mais mains croisés, elle est accoudée au dossier d'un fauteuil sur lequel on a négligemment jeté une cape d'hermine. On la devine passionnée malgré son air réservé, orgueilleuse aussi, et peut-être un peu méchante. Elle fut ainsi. Et encore courageuse, autoritaire, ambitieuse, snob et diablement dévouée.

Belle orpheline, venue du Texas où son père, un descendant de Guillaume Trahan (de Bougival), mourut jeune, elle épousa Claude Vincent II de Ternant, veuf et sans enfant. Elle lui en donna quatre, dont les destinées sortent du commun. Marcus, le dernier marquis de Ternant, né en 1836, mourut dans la débâche à l'âge de vingt et un ans. Le portrait qu'on a de lui en écoleur studieux paraît pourtant rassurant. Henry, son cadet, s'est noyé à seize ans dans un étang voisin de la plantation alors qu'il se

La plantation sauvée

Mais au milieu de ses malheurs familiaux et de ses ambitions, la belle Virginie avait encore le temps de sauver la plantation. Quand la guerre de Sécession se rapprocha de False River, elle revint à Parlange. On se battait à Wakefield, à 20 miles du domaine. Ce fut d'ailleurs la dernière victoire sudiste. Virginie cacha son argentier derrière les remparts de son port et attendit. Le général confédéré Richard Taylor se présenta, prêt à mettre le feu partout. Virginie lui offrit un bon repas et un lit où, sans doute, il ne dormit pas seul. Quelques jours après son départ, les Yankees arrivèrent, et se présenta à Parlange le général Nathaniel Banks qui ne rêvait que de détruire la plantation. On a depuis longtemps abandonné l'indigo, même la canne à sucre, pour le maïs, les noix de péca et l'élevage. Walter de Parlange, qui vingt fois bombarde l'Allemagne, au cours de la dernière guerre, à bord de son B-24, est bien le descendant de ce « cavalier » de la beauté de Virginie et à laquelle on a accordé à treize ans et demi une licence spéciale, afin qu'elle puisse conduire une Chevrolet, indispensable dans ce pays sans transports, pour se rendre au collège.

Au soir, quand s'illumine le grand lustre du salon et que la nonou noire sert le tisane de sassafras, l'univers se referme sur Parlange. Et doucement, dans un français très pur, la douzière, dans son fauteuil à oreillettes, face au portrait de l'indomptable Virginie, fait pour ses petits-enfants attentifs la compte de ce que le vent n'a pas emporté.

MAURICE DENUZIERE.

Prochain article : LES GENS DES BAYOUS



38° F.

Rothmans King Size filter

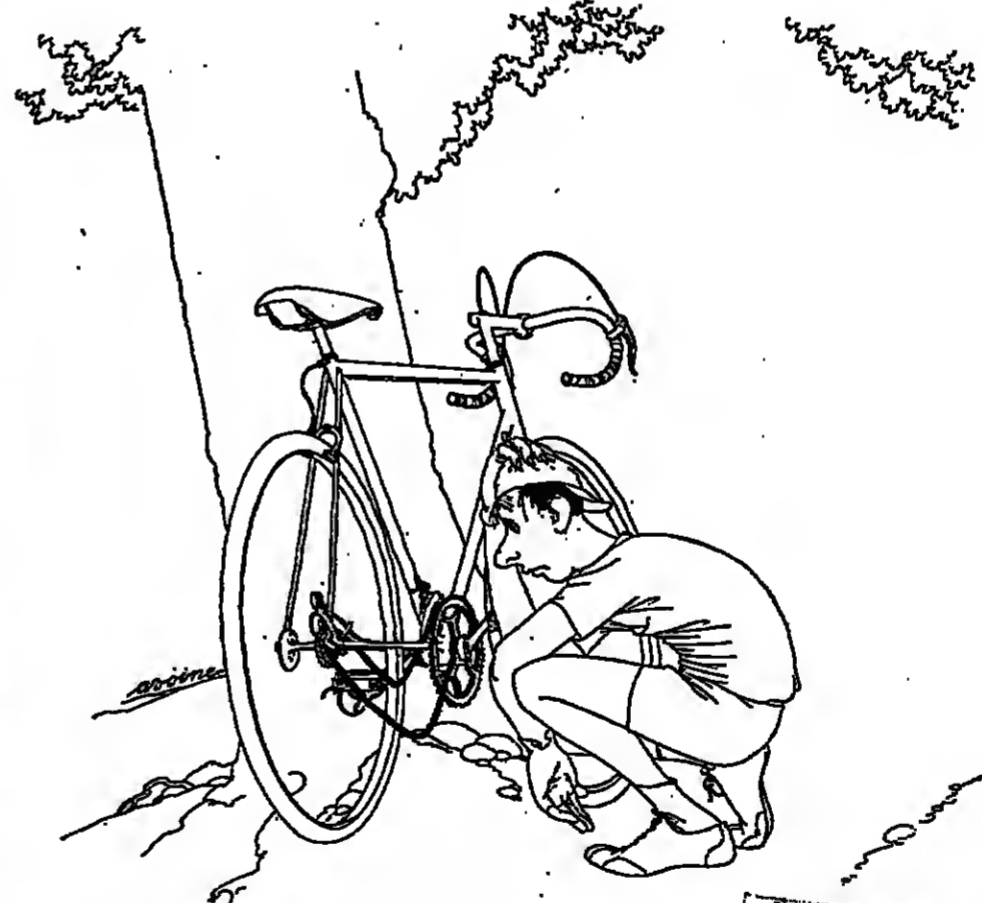
La vogue est à Rothmans King Size Filter. Les raisons en sont évidentes : Sa juste longueur, ses tabacs savoureux, son filtre parfait.

Vendue dans 160 pays et à bord de 110 lignes aériennes, Rothmans King Size Filter vous offre et vous garantit une qualité supérieure.



Belgique F 27.- Italie L 500 Suisse SFr. 1.90 Hollande fl. 2.- Angleterre 37 p.

Votre première sortie à vélo pourrait bien se terminer à pied.



Mauvais réglage du dérailleur!

Pour recevoir le Guide du Vélo édité par Manufrance, retournez ce bon avec 4 F en timbres à : Manufrance, service publicité, 42033-S-Etienne, cedex.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Le Guide du Vélo de Manufrance. Toutes les astuces pour bien faire du vélo.



LM12

PRIMERIE SPECIALE
JOUR PERIODIQUES
DOMANIAIRES ET MENSUELS
nuitées les Presses de la France
15-10-00 maison fondée en 1925
ELAIS EXEMPLAIRES
RIX AGREABLES

galerie Lafayette

AMÉRIQUES
La Maison Blanche est le support Rockwell

OMES FINANCIERES NATIONALES

er tout
5 juin

ASIE

LA VISITE EN CHINE DU PRÉSIDENT MARCOS

Pékin et Manille vont échanger des ambassadeurs

La Chine et les Philippines — dont le président, M. Ferdinand Marcos, est actuellement en visite officielle à Pékin — ont annoncé, le lundi 9 juin, l'établissement entre elles de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Le communiqué commun publié à cet effet précise que le gouvernement philippin reconnaît que Taïwan est partie intégrante du territoire chinois et annonce son intention d'en retirer toute représentation officielle dans un délai d'un mois. Le même texte indique que tout citoyen de l'un des deux pays qui acquiert la citoyenneté de l'autre perd automatiquement sa citoyenneté d'origine. Cette disposition s'appliquera au demi-million de Chinois d'origine résidant aux Philippines. Taïwan a aussitôt annoncé la rupture de ses relations diplomatiques avec Manille.

Quelques heures après son arrivée, samedi, à Pékin, le président Marcos avait été reçu par le premier ministre chinois, M. Chou En-lai, et par le président Mao Tse-toung. « Nous sommes de la même famille », a notamment déclaré ce dernier à son hôte, rapporte l'agence officielle de presse philippine. Dans la soirée, au cours du banquet offert en l'honneur de M. Marcos, le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, avait invité le président philippin à la « vigilance » devant les tentatives d'expansion des super-puissances. Les communiqués de lundi précisent que la Chine et les Philippines sont opposées à toute tentative de tout pays ou groupe de pays d'établir son hégémonie ou de créer des sphères d'influence dans toute partie du monde.

De notre correspondant

Pékin. — La régularisation des relations de la Chine avec un archipel qui dépasse les quarante millions d'habitants n'est pas sans conséquences dans la mer de Chine. Dans l'immédiat, Taïpeh une fois de plus, subit un échec grave. Pékin a demandé et obtenu (comme avec la Malaisie) que les Chinois des Philippines choisissent de devenir Philippins ou de prendre un passeport de la République populaire. Les nationalistes perdent ainsi un précieux moyen de pression politique : le renouvellement du passeport. Les nombreux commerçants et hommes d'affaires chinois, installés dans l'archipel et jusque dans les plus petites bourgades du Sud, vont être enduits désormais à négocier avec le continent.

Le Kountintang ne va pas manquer de dire qu'en acceptant un ambassadeur communiste, les Philippines importent du même coup la subversion. Dans quelle mesure la rébellion paysanne sudiste est-elle aidée par la Chine populaire ? Les opinions sur ce point divergent. Passant à Zamboanga et à Jolo il y a deux ans, huit jours avant que cette dernière ne tombe entièrement aux mains des insurgés, nous avons beaucoup entendu parler d'aide extérieure, mais provenant surtout de pays arabes ou de l'Asie du Sud-Est. L'administration rachetait alors les armes aux mains de la

population en affichant un tarif pour chacun des modèles, et il ne s'agissait que d'armes américaines peut-être achetées sur les marchés de Saigon. An demeurant, la faction maoïste de la rébellion philippine n'est pas majoritaire. Joli de là, et l'on ne saurait dire que le parti communiste des Philippines tient en main l'ensemble de l'insurrection. Les dirigeants chinois ont tenu à être clairs sur ce point. L'éditorial de bienvenue au président Marcos, publié samedi par le *Quotidien du peuple*, semble écarter toute possibilité d'interférence du communisme chinois aux Philippines, et insiste en énonçant les principes de la coexistence pacifique sur le refus de toute immixtion dans les affaires intérieures des autres pays.

Le même texte, il est vrai, renferme également des phrases d'un autre genre. Il assurait que, « à présent, la situation en Asie et dans l'ensemble du monde est excellente » et continuait — après avoir mentionné la victoire « historique » remportée par les peuples indochinois dans une guerre où les Philippines ont laissé quelques plumes — en saluant le progrès de la lutte anti-impérialiste et anti-hégémonique en Asie. « Les peuples d'Asie, ajoutait le journal, doivent unir et persévérer dans la lutte, combattre l'impérialisme et l'expansionnisme des deux super-puissances, c'est ainsi seulement qu'ils peuvent sauvegarder réellement leur indépendance et leur souveraineté ».

M. Marcos et les membres du parti communiste philippin auront noté que la Chine n'appelle pas à lutter contre la réaction nationale mais contre les Super-Grands. Le président philippin, qui s'interroge sur la valeur de son accord de défense avec les États-Unis et se méfie de Moscou, se voit donc associé indirectement à la cause anti-hégémonique du tiers-monde. Quant aux maoïstes

de l'archipel, pour qui, pendant des années, M. Marcos n'était que le fantôme de l'Amérique, ils sont invités à revoir leur analyse de la situation. Cela ne veut pas dire d'ailleurs qu'ils doivent déposer les armes par amitié pour la Chine ni oublier la lutte contre la loi martiale et la dictature.

ALAIN BOUC.

Thaïlande TERMINÉES GRACE A L'INTERVENTION DU POUVOIR

Deux longues grèves viennent d'illustrer la dégradation du climat social et économique

De notre correspondant

Bangkok. — Les deux grèves qui alourdissent le climat social de la capitale depuis plus d'un mois ont pris fin samedi 7 juin après l'intervention du gouvernement. Les ouvrières de l'entreprise textile Standard Garment Company — à capitaux thaïwanais — et les employés du plus grand hôtel, le Dusit Thani — dont un important « paquet » d'actions appartenait à des membres de la famille royale, — ont obtenu en grande partie satisfaction. Dimanche, les ouvrières de la compagnie textile grévistes ont refusé d'aller travailler et ont été envoyées à la prison. Ces mouvements, les plus durs qu'aient connus la Thaïlande depuis octobre 1973 et la fin de la dictature militaire, avaient principalement pour but d'obtenir le versement du salaire minimum quotidien fixé depuis le 1^{er} jan-

vier à vingt-cinq bahts (environ 5 francs), compte non tenu de la répartition dans l'hôtel d'une partie du « service ».

Depuis le 1^{er} mai, le centre de la ville, où se trouvent les deux entreprises en grève, a connu une certaine agitation : défilés avec banderoles et tracts, slogans et chansons pop. hurlés par haut-parleurs, mais aussi altercations entre grévistes et non-grévistes. Interventions parfois brutales de la police, utilisation par les patrons de gangs et du groupe paramilitaire d'étudiants d'extrême droite Krating Daeng (les « Bêtes sauvages rouges »). A plusieurs reprises des bombes ont été lancées devant les établissements en grève et des coups de feu ont été tirés, en particulier contre un responsable syndical. Les Krating

Daeng, armés de bâtons et de tuyaux d'acier, avaient occupé le Dusit Thani, chassant les policiers de grève. La police était de connivance avec eux. Ils recevaient quelques dizaines de bahts par personne et par jour.

Dans un pays où le premier syndicat a vu le jour en octobre 1974, beaucoup de gens ne se sont pas habitués à voir une main-d'œuvre autrefois docile — et 16-milles à plus de 80 % — commencer de s'indigner. Les grévistes — cinquante-sept en tout — se sont parfois lancés dans des grèves mal préparées ou peu populaires : il y en a eu trois cent cinquante-sept en 1974.

Il est vrai que la situation économique et sociale n'est dégradée depuis deux ans en raison de la crise de l'énergie et de la fin de la guerre d'Indochine — source d'incalculables profits pour les pays voisins de la péninsule. Le chômage s'accroît avec la fermeture d'entreprises mises en liquidation judiciaire, l'arrivée sur le marché du travail de paysans venus en ville et, chaque année, de cinq cent mille jeunes. Les hausses de salaires sont souvent inférieures à celles des prix. Les timides lois sociales sont mal respectées, quand elles le sont.

Face à cette situation, l'attitude d'une large fraction de patronat a été brutale. « C'est une question de principe. Nous ne céderons pas. Nous attendrons qu'ils créent une situation dans le cadre de l'hôtel Dusit Thani, une semaine avant la fin du conflit. Pourtant, le total des revendications du personnel ne se montait qu'à 1 000 francs par jour. L'intervention de gangsters et de « Buffles sauvages rouges » patronnés par de hauts responsables de l'ISOC (Organisation de défense anti-communiste) a pris de position de plus en plus fermes de dirigeants militaires, ont sans doute été à l'origine de la médiation du premier ministre, M. Kukrit Pramoj, et de la mise en action d'un hôtel concurrent, l'Indira.

PATRICE DE BEER.

Vietnam du Sud

DANS UNE RUBRIQUE PARTICULIÈRE

« Saigon libéré » conseille en termes très vifs aux Asiatiques de rejeter la tutelle américaine

L'Assemblée nationale nord-vietnamienne a voté une résolution qui confirme le choix de Hanoi comme capitale du futur Vietnam réuni. Elle « espère que la population de Hanoi développera la tradition révolutionnaire pour faire de la ville la capitale du pays tout entier ». Elle a aussi reconstruit dans leurs fonctions tous les dirigeants importants ; les changements intervenus dans le gouvernement n'ont pas de signification politique.

Au Sud, le G.R.P. a pris l'ambassadeur du Japon — qui était exécuté depuis le régime Thieu — de quitter le Vietnam. Le journal nippon — Nihon Keizai Shinbun — rapporte, d'autre part, que le G.R.P. a nationalisé la filiale sud-vietnamienne de la société japonaise de conseil Nippon Koei, en raison de sa collaboration avec l'ancien régime et de l'absence de son directeur depuis la prise de la capitale par les communistes.

De notre envoyé spécial

libéré, qui se borne à reproduire de temps en temps des dépêches de Hanoi. Toutefois, depuis quelques jours, une nouvelle rubrique, publiée en encadré sous le titre général « le Monde d'aujourd'hui » attire l'attention.

Cette nouvelle rubrique est rédigée dans un style vivant et imagé qui vise à attirer l'attention du lecteur. Sous le titre « la victoire des États-Unis en Indochine », l'encadré du 4 juin était consacré au retrait des Américains du Laos. « La victoire grandiose du peuple laotien, écrit le journal, a entraîné le retrait des troupes américaines de ce pays. L'ennemi n'a retiré partiellement à partir de son camp ».

Un avertissement aux Philippines

Outre l'abolition de la solidarité des trois peuples d'Indochine, un thème revient avec insistance : celui de l'action des autres peuples du Sud-Est asiatique auxquels il est demandé de faire pression sur leurs gouvernements quand ceux-ci hésitent encore à se libérer de la tutelle américaine. La rubrique étrangère du journal du 3 juin avait pour titre : « Le chemin que les Philippines doivent choisir ». On lit : « Il y aura certainement beaucoup de changements en Asie du Sud-Est après la victoire des trois peuples d'Indochine. Moins d'un mois après la libération de Saigon, les gouvernements de quelques pays qui ne sont pas encore complètement sortis de la tutelle de la colonie ont demandé des changements dans leurs relations avec les États-Unis. Il est évident que le peuple philippin devra échapper à la tutelle de Washington et que le gouvernement de M. Marcos doit tenir compte de cette aspiration. S'il ne veut pas être éliminé, comme les Philippines peuvent-elles parler de leur volonté de vivre en paix avec les autres pays du Sud-Est asiatique et les bases installées chez elles par les bétaïstes américains existent encore ? Le peuple philippin est en train d'oublier son gouvernement et de servir les intérêts américains et de recouvrer l'indépendance ».

Le 1^{er} juin, la rubrique traitait de la Thaïlande. L'article commençait ainsi : « Même si la C.I.A. est un génie à cinq têtes et à six bras (illusion à un mons-

tre légendaire au Vietnam), elle ne réussira pas à cacher sa main venue (par opposition à la complexité non pléiste des Asiatiques) aujourd'hui pendant que le gouvernement civil de Thaïlande est en train de discuter du rétablissement de ses relations diplomatiques avec la République démocratique du Vietnam. Les impérialistes américains envoient une fois de plus dans les trous. Ils ont demandé à leurs espions d'organiser des manifestations contre les Vietnamiens qui vivent en Thaïlande. Ils cherchent à opposer les deux rocs ».

« Guignol à Séoul »

« Aujourd'hui, pourrait Saigon libéré, un certain nombre de généraux thaïlandais tentent encore contre les aspirations populaires à la paix avec les autres peuples asiatiques. Il est évident que la population thaïlandaise devra obliger le gouvernement à adopter une politique résolument anti-impérialiste et à chasser les espions à la solde des Américains ».

Les articles consacrés à la Thaïlande et aux Philippines contiennent une part d'encouragement, fortement assortie de chantage, aux dirigeants asiatiques qui ont déjà pris leurs distances à l'égard de Washington. Les gouvernements qui « ont refusé de se laisser séduire par les promesses de leur part, l'objet de violentes attaques. Publiées sous le titre : « Dans quel miroir doit se regarder Park Chung Hee ? », la rubrique du 31 mai consacrée à la Corée du Sud était à cet égard significative. Elle commençait ainsi : « Encore une séance de guignol en Corée du Sud. Après que leurs maîtres de Washington, Ford et Schlesinger, eurent affirmé qu'ils respecteraient les accords avec les alliés des États-Unis, Park Chung Hee et ses laquais se sont mis à organiser des manifestations dans la rue pour montrer la puissance des forces « démocratiques » parce que Schlesinger menaçait d'utiliser les forces américaines pour détruire la « pointe de départ de l'oppression contre la Corée du Sud. Park Chung Hee et ses acolytes battent le rappel contre les « envahisseurs » ; ce qui est cocasse dans cette affaire, c'est que les soldats du corps expéditionnaire aux yeux bleus et au grand nez ne sont pas considérés comme des intrus, alors que les Coréens issus d'un même père et appartenant à une même race sont opposés les uns aux autres ».


JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ÊTES-VOUS UN PARISIEN DANS LE COUP ?
Pour vous permettre de vous en assurer, Gault et Millau ont parcouru tous les nouveaux restaurants de Paris où il faut aller, se faire voir. Ils vous amèneront aussi à Rome goûter la vraie cuisine italienne. Demandez vite le numéro de juin du Nouveau Guide Gault-Millau, magazine mensuel, en vente chez votre marchand de journaux.

Et pour la Fête des Pères

avez-vous pensé à **MADÉLIOS?**

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS



quelques idées :

CEINTURE en cuir souple 3 cm marron ou noir. 48F	TROUSSE DE TOILETTE plastique. 30F	CRAVATE soie doublée, qualité supérieure. 35F	ASCOT soie coloris mode. 29F	ROBE DE CHAMBRE polyester, forme judo. Bleu pétrole bordé marine ou maroc bordé bleu pétrole. 180F
GANTS auto-crochet agneau. Couse main de manchettes. 38F	BOUTONS 28F	MARNIERE 100% coton. Ivoire, ocre ou marip. 55F		

Connaissez-vous la boutique Séduction-Hommes aux Trois Quartiers, 4^e étage... une mine d'idées.

87 jours de croisière du 19 janvier au 16 avril 1976 à bord de ROTTERDAM

CROISIERES PAQUET

23 PORTS, 19 PAYS. DÉPART DE NEW YORK LE 20 JANVIER (VOL AMSTERDAM-NEW YORK LE 19 JANVIER) PRIX : de 44.910 F à 97.720 F

DÉPART DE VILLEFRANCHE LE 3 FÉVRIER - PRIX : de 40.830 F à 89.540 F

le tour du Monde 1976

Pour plus amples renseignements, remplissez ce bon, adressez-le à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Paquet : PARIS : 5, Boulevard Malesherbes, 75008 - Tél. 266.57.59 - MARSEILLE : 70, Rue de la République, 13002 - Tél. 90.81.00

Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TEL. _____

هكذا من الأمل

OUTRE-MER

M. Stirn : les TOM ne posent pas de difficultés majeures particulières

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et régions d'outre-mer, a déclaré...

DROIT DE VIVRE de Patrick, 75010 PARIS recteur : PIERRE-BLOCH de JUIN vient de sortir...

La Pompadour SPÉCIALISTE CEREMONIES la plus élégante Collection parisienne...

MAUBRAS : « Avec Air Inter gagne le temps (précieux) que l'attente ensuite avec mon client »

directeur de la division radio-télévision, chez 3 Telefunken France, M. Clotilde MAUBRAS...



M. Clotilde MAUBRAS, directeur radio-TV de AEG Telefunken France.

la plus souvent, je rentre le lendemain. Agréer vous la nouvelle répartition d'Air Inter, qui réserve en priorité ses vols « rouges » aux hommes d'affaires ?

Pollement acclamé par une salle de châteaurenaud, M. Marchais...

Le P.S.U. a célébré avec éclat la « fête de l'autogestion »

Après celle de Libération, de cette « contre-culture » que le P.S.U. oppose selon la formule de M. Michel Mougel...

Dix mille femmes communistes réunies à Saint-Ouen « Le parti de toutes les libérations »

Jeunes pour la plupart, soignées, disciplinées et attentives, dix mille femmes ont participé, samedi 7 juin, au palais des Sports de Saint-Ouen...

« L'HUMANITÉ » CONTESTE LES ANALYSES SOCIALISTES SUR LA CRISE

L'Humanité rend compte dans son numéro du 10 juin du colloque sur la crise du capitalisme organisé par le parti socialiste...

LES ASSISES DE DÉMOCRATIE ET UNIVERSITÉ

A l'occasion des assises nationales de Démocratie et Université, mouvement associé au P.S., réunies samedi 7 et dimanche 8 juin à Chalon-sur-Saône...

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 8 juin 1975 : DES ARRÊTÉS Fixant la liste des organismes dont les sièges ou sections, exclusivement consacrés à l'éducation ouvrière...

M. Mitterrand à Europe 1 : c'est M. Chirac qui dispose de la majorité présidentielle

M. François Mitterrand a expliqué, lundi 9 juin, à Europe 1, qu'il était « contenté de se voir » plutôt que de participer à une accumulation d'anniversaires...

M. MARCHAIS : nous ne connaissons pas les intentions exactes du P.S.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré samedi 7 juin à Saint-Ouen, au rassemblement des femmes, organisé par son parti...

A TOULOUSE : nous perdons notre temps dans des débats subalternes.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a pris la parole, samedi 7 juin, à Epinal, où il a déclaré : « Si, ici et là, et particulièrement dans la presse ou parmi les partis de la majorité, on nourrit l'illusion que le P.S. pourrait tourner le dos à ses engagements et au chemin qu'il a tracé, on risquerait de se tromper ».

Vacances Festival à Tabarka (Tunisie)

JUILLET-AOÛT : 870 F pour une semaine (voyage + séjour + spectacles), avec la participation cette année de CHICK COREA and return for ever...



quel avenir viennent du climat social

formes très vifs tutelle américaine

970

POLITIQUE

UNE ÉLECTION CANTONALE...

DOUBS : canton de Clerval (2^e tour). Inscr. 3 389 ; vot. 3 137 ; suffr. expr., 3 093.

MM. Henri Cretin, sout. U.D.R. et R.L. 1 357 voix, élu ; Alain Cartier, C.D.P., 1 271, et Charles Senex, maire de Clerval, P.S., 466.

3 492 inscrits, 2 617 votants et 2 583 suffrages exprimés. Lors du premier tour de cette élection partielle, M. Cretin était arrivé en tête avec 1 842 voix contre 991 à M. Cartier, 370 à M. Senex, 382 à M. Fernand Rodot, mod. maj., et 232 à M. Bernard Vieljeu, P.C., sur 3 389 inscrits, 3 011 votants et 2 987 suffrages exprimés.

... ET UNE MUNICIPALE

VAL-DE-MARNE : Champigny-sur-Marne (1^{er} tour). Inscr. 41 446 ; vot. 21 665 ; suffr. expr., 21 262.

pourvoir cinq sièges vacants au conseil municipal. En 1971, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 36 917 ; suffr. expr., 35 203 ; liste d'union com. conduite par Louis Talamoni, m. sortant, 13 213 voix, 37 élus (29 R.C., 5 P.S., 3 républ.) ; liste de la majorité, conduite par M. Lasse, U.D.R., 9 101 ; liste centriste, conduite par M. Casabat, 2 887.

LES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES VILLES DE FRANCE S'INQUIÉTIENT A LEUR TOUR DES FINANCES LOCALES

(De notre correspondant.) Strasbourg. — Au colloque national des secrétaires généraux des villes de France, réuni samedi 7 juin à Strasbourg, M. Philippe Antoine, président de leur syndicat national, a lancé un cri d'alarme :

« Nos communes sont en crise, si ce n'est au bord de la faillite, si ce n'est déclarées en faillite, de toute urgence, les finances communales et voir l'organisation de notre profession. » Selon le président du syndicat des secrétaires généraux des villes de France, la réforme des finances communales suppose un partage équitable entre l'Etat et les collectivités locales des ressources fiscales et des responsabilités isolées.

M. RAYMOND MARCELLIN PROPOSE UNE RÉFORME DE LA FISCALITÉ LOCALE

M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'Intérieur, sénateur républicain indépendant, a déclaré lundi 9 juin devant le conseil général du Morbihan, dont il est le président, à propos de la réforme de la fiscalité locale : « Une fois de plus, il est proposé à l'étude d'un comité interministériel de répartir d'une façon nouvelle les charges et les ressources entre l'Etat et les collectivités locales. Un tel comité risque d'échouer. » Pour aboutir, il faudrait décider de la part des impôts modernes de l'Etat, impôts sur le revenu et taxe à la valeur ajoutée, que les pouvoirs publics décident d'attribuer aux communes et aux départements, et, dans le même temps, délimiter l'accroissement de compétences des communes et des départements après avoir tenu compte de l'évolution de leurs dépenses actuelles d'une année sur l'autre.

Avant le second tour de l'élection législative de Seine-Maritime

MM. Rufenacht (U.D.R.) et Colliard (P.C.) restent face à face

Net recul du centre, du P.S.U. et de l'extrême gauche

L'élection législative partielle provoquée par la démission, pour raisons de santé, de M. Maurice Georges, U.D.R., qui s'est déroulée dimanche 9 juin dans la sixième circonscription de la Seine-Maritime (cinq des sept cantons du Havre et onze des quatorze communes du canton de Montivilliers), a mobilisé les élus-majors des partis politiques plus que les électeurs eux-mêmes.

nacht, U.D.R., conseiller général suppléant du député sortant démissionnaire, en faveur duquel se sont classés M. Jean-Marc Olivier, réformateur, et M. Paul Lanas, gaulliste indépendant. M. Jacques Chirac doit participer, le mercredi soir 11 juin, à une réunion de soutien à M. Rufenacht, qui se présente avec l'étiquette de la « nouvelle majorité présidentielle ». En outre, la Fé-

M. François Mitterrand, interrogé sur les ondes d'Europe 1, a déclaré, au lendemain du premier tour : « Le premier secrétaire du parti socialiste que je sais, et tous les socialistes, ont le devoir de mobiliser l'opinion pour assurer le succès du candidat de la gauche, qui se propose d'être communiste. Tout autre commentaire qui tendrait à atténuer la portée de mes propos doit être écarté

(sois-ci dans celui de la majorité. Les électeurs de mars 1973 (12,33 % des suffrages exprimés) ne l'ont pas suivi, puisque M. Olivier, en perdant 3 381 suffrages, n'obtient plus que 9,40 %. Au sein de la majorité, il est à noter que M. Paul Lanas, gaulliste indépendant, qui avait fait une campagne électorale modeste, recueille cependant 6,68 % des suffrages.

SEINE-MARITIME (6^e circonscription)

Table with 6 columns: CANDIDATS ET PARTIS, 8 JUIN 1975, 11 MARS 1973, 4 MARS 1972, 23 JUIN 1968, 12 MARS 1967, 5 MARS 1967. Rows include MM. RUFENACHT (U.D.R.), COLLIARD (P.C.), Mme RUBÉ (P.S.), MM. OLIVIER (BéL.), LANAS (gaull. ind.), REGUER (P.S.U.), CARROU (F.N.), TOULLEC (L.C.R.), BEN LAHOUSSE (L.O.), C.N.L., div. mod.

(1) M. Georges, U.D.R. ; (2) M. Perrout, MM. Thieulent et Sagar (F.O.D.S.) en 1968 et 1967 ; (3) M. Chastillon, Ligue communiste ; (4) M. Pevie ; (5) M. Dubois ; (6) M. Foutisier, div. cent. nat. ; (7) M. Eberhard, député sortant ; (8) M. Leuobis, Centre dém. en 1967 ; (9) M. Polinier ; (10) M. Chagnay, sans étiquette.

Alors que de nombreux leaders sont venus, avant le premier tour, soutenir leur candidat, 60,5 % seulement des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes.

Le second tour, qui aura lieu le dimanche 15 juin, deux candidats sur les neuf qui sollicitaient les suffrages des électeurs au premier tour restent en lice.

Le résultat de la compétition à laquelle se sont livrés les trois candidats de la majorité présidentielle, selon laquelle, seule l'U.D.R. fait de « grands pas en avant », sans toutefois « bouleverser les pourcentages ». Ainsi, la majorité, qui en 1973 avait recueilli au total 54,94 % des suffrages exprimés au premier tour, ne dépasse cette fois-ci que de peu la barre des 50 %. Ce déficit ne se fait pas aux dépens de l'U.D.R., dont le représentant, malgré une perte de 1 744 voix, enregistre en pourcentage un gain de 1,74 point, mais au détriment du candidat réformateur, M. Olivier, qui il y a deux ans était dans le camp de l'opposition, se retrouvait cette

Si la majorité enregistre un certain recul, l'opposition de gauche peut, en revanche, se montrer satisfaites des progrès enregistrés. M. Colliard réalise le meilleur score jamais enregistré dans cette circonscription par le parti communiste depuis 1968. Il en est de même pour le parti socialiste, dont la candidate, Mme Rubé, est la seule à progresser aussi bien en suffrages qu'en pourcentage. A juste titre, les responsables du parti socialiste de la circonscription peuvent affirmer que « la preuve est faite, que les partis de gauche peuvent progresser ensemble ».

La concurrence entre les deux partis signale un programme commun de gouvernement et s'est révélée fructueuse pour l'un et pour l'autre.

Reste le candidat du P.S.U., M. Paul Reguer, qui enregistre un net recul (-1,64 point). Ce dernier appelle « la gauche à mobiliser toute son énergie pour admettre au pouvoir (...) le candidat que tous ensemble nous devons lui préférer en élisant Daniel Colliard candidat de toute la gauche ».

Le candidat du Front national et les deux candidats trotskistes enregistrent également un sensible recul.

Il serait tentant d'affirmer que le faible taux de participation a faussé les résultats, mais ce serait ne pas tenir compte du fait que les abstentionnistes ont été aussi nombreux dans les cantons traditionnellement favorables à la majorité que dans ceux plus favorables à la gauche. Ainsi, dans le premier canton, traditionnellement favorable à M. Rufenacht, qui obtient 38,68 % des suffrages, on enregistre 39,74 % d'abstentions, et, dans le septième canton, qui a voté en faveur de M. Colliard, 39,30 % des électeurs se sont abstenus.

ANNE CHAUSSEBOURG

Élections partielles et abstentionnisme

Le fait que 39,95 % des électeurs de la sixième circonscription de Seine-Maritime aient voté les urnes dimanche a retenu l'attention de nombreux commentateurs. Un tel pourcentage d'abstentions n'est certes pas habituel, mais ne peut pas être considéré comme exceptionnel. Depuis le retour au scrutin politique unidécennal, deux fois dans le cadre de la circonscription, remis à l'honneur lors des élections législatives générales des 23 et 30 novembre 1958, quarante-deux élections législatives partielles se sont déroulées en métropole. A onze reprises, on a enregistré, au premier tour, un pourcentage d'abstentions supérieur à celui relevé le 8 juin 1975.



Pour une nouvelle structure de bureaux,

"Integral" constitue le noyau d'affaires d'Epinay. Réalisé selon une formule originale, il sera en région parisienne le seul programme de bureaux sur-mesures : 4 petits immeubles, 20 000 m² divisibles à partir de 100 m². L'aménagement intérieur sera conçu en fonction des surfaces proposées quelle que soit leur taille. "Integral" s'adaptera à vos dimensions et à votre budget (prix de vente à partir de 2.500 F/m²).

de nouveaux moyens d'information.

Vous reconnaîtrez à cette vignette les informations permanentes qui vous parviendront jusqu'à la livraison d'"Integral" (février 77) à travers "Entreprise" du 6 juin 75, des brochures, un numéro spécial de la revue "Extension" des projections, des contacts personnels avec les responsables municipaux et privés, un centre d'informations.

"INTEGRAL" à Epinay s/Seine

Le seul programme de bureaux sur-mesures de la région parisienne. Renseignements et commercialisation: CORI BUREAUX, 254, bd St-Germain, 75007 PARIS 260.38.22. Une réalisation saci.

Form with fields for Name, Address, and Tel. Renvoyer ce bon à: CORI-BUREAUX, 254, bd St-Germain, 75007 PARIS

reste quelques places.

Mexique-Guatemala-Honduras 21 6200 Haïti 3100 AIR ALLIANCE 75006 Paris 75001 Paris 325.78.25 - 260.74.93 - 260.44.69

reste quelques places. "INDONÉSIE" Java-Bali-Cébes Bornéo-Singapour 241 6890 AIR ALLIANCE 3 bis, rue de Valenciennes 4, rue de l'Écluse 75006 Paris 75001 Paris 325.78.25 - 260.74.93 - 260.44.69

LA GAUCHE RÉFORMATRICE NE PARTICIPERA PAS EN TANT QUE TELLE AUX ASSISES DES RÉFORMATEURS.

La collégiale nationale du Mouvement de la gauche réformatrice - créé en février dernier par MM. Michel Duratour et André Rossi - s'est réunie samedi 7 juin à Toulouse, pour décider de l'attitude qu'adopterait la M.G.R. à l'égard de la Fédération des réformateurs, dont les assises siègent à Paris samedi dimanche 15 juin, à l'initiative de P.L.M.

M. Michel Duratour, ministre du travail, et André Rossi, secrétaire d'Etat, seront vraisemblablement présents à cette manifestation, mais au titre de leur participation d'origine (le Centre républicain et non à celui de la M.G.R.). Ils ne brigueront aucun poste de responsabilité.

En fin de compte, il a été décidé que le Mouvement de la gauche réformatrice ne participerait pas, en tant que tel, au processus de la Fédération des réformateurs. Toutefois, il souhaiterait la réussite de la tentative de réconciliation demandée par les élus en place, par l'adoption de la majorité. Ces réformateurs de rencontre à avec la « gauche collectiviste ».



Colliard (P.C.) restera...

Le Sénat se prononce sur la politique générale du gouvernement

La première fois depuis sa création, le Sénat de la V^e République...

réducteurs les plus influents de la Constitution, M. Michel Debré...

danger en présentant sa politique devant les sénateurs et en leur demandant un scrutin.

POINT DE VUE

L'article 49

par JACQUES ROBERT

UR la première fois, le gouvernement fait, mardi, une déclaration de politique générale...

gouvernement en refusant précipitamment d'approuver sa déclaration de politique générale.

de la constitution d'un nouveau ministère. Aujourd'hui, c'est le retour en grâce officielle.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE INDIQUE QU'IL SERA LE 18 JUIN AU CAMP D'AUSCHWITZ

M. Valéry Giscard d'Estaing a quitté la première pierre, mardi matin 10 juin, place de Vendôme à Paris...

M. Giscard d'Estaing, qui présidera en mai un conseil restreint consacré au problème de l'accès à l'enseignement supérieur...

Une association, Démocratie et Avenir, vient de se créer à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine) à l'initiative de M. Alain Gréden...

APRÈS LA DÉCISION DE NE PLUS CÉLÉBRER LE 8 MAI

< Votre geste est orienté vers l'avenir > écrit M. Schmidt à M. Giscard d'Estaing

Le chancelier d'Allemagne fédérale a répondu, le 3 juin, à la lettre adressée par M. Giscard d'Estaing aux chefs de gouvernement de la Communauté européenne...

une forme officielle, le jour anniversaire de la fin de la guerre. Nous n'interprétons pas cette décision comme l'expression d'une volonté d'oubli...

Monsieur le président, Votre lettre du 3 mai a profondément ému mes concitoyens et moi-même.

Trente ans après la fin de la guerre mondiale, nous gardons encore le souvenir douloureux des souffrances qu'elle a répandues dans le monde.

Mme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, nièce du général de Gaulle, présidente de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance...

Le comité directeur du comité paritaire de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, réuni le 5 juin, a réclamé l'annulation de la décision personnelle et d'ailleurs illégale du président de la République...

Le 49 ne présente un réel problème à l'Assemblée nationale...

Table with flight prices: Paris-Inde 700, Paris-Bangkok 690, Paris-New York 1050, etc.



Giulia Nuova Super, une championne qui change de robe. Tout simplement.

Quand on est une grande sportive, on se doit de prendre soin de sa ligne. Aujourd'hui, la Giulia, version 1600 ou version 1300, a encore gagné quelques centimètres. Des arêtes vives. Un arrière tronqué, à l'exemple des autres championnes de la famille.



Les régions

La préparation de la réforme foncière

L'INFORMATION EST UN DROIT

A livres ouverts

LES COMMUNISTES ET LA VILLE

POURQUOI vivre en ville est-il de plus en plus difficile? Est-ce inévitable ou y a-t-il des responsables? Et qui sont-ils? Le choix est-il entre villes et campagnes, entre villes moyennes et grandes villes? Pour répondre à ces différentes questions MM. François Ascher et Jean Girard, qui exercent tous deux des responsabilités au parti communiste, s'inspirent largement des débats organisés à Grenoble, en avril 1974, par la revue la Nouvelle Critique.

L'ouvrage explique dans le détail comment la politique actuelle de l'urbanisme dépend du fonctionnement d'ensemble de la société capitaliste, mais il laisse également entrevoir les solutions socialistes. Le débat n'est donc pas clos. Le mérite de l'ouvrage de MM. Ascher et Girard est de l'avoir ouvert. Enfin, peut-on dire, car les partis politiques, compris ceux de gauche, ont trop longtemps considéré l'urbanisme comme une simple question d'intendance.

* François Ascher et Jean Girard, « Demain la ville », Editions sociales, 12 F.

ILS ONT LE DROIT DE SAVOIR

La politique commence à la porte de chaque citoyen. La vie communale, parce qu'elle comporte, au moins en germe, toutes ses préoccupations habituelles, est un lieu privilégié pour l'information. Cette conviction — malheureusement trop souvent combattue dans la pratique par les « notables » locaux ou nationaux — M. Roger Beaunez réussit à la faire partager.

« Information propagande », « information vaseline » ou « information consultation », l'auteur passe en revue les procédés de la plus souvent utilisés. Mais surtout il décrit en détail les expériences lancées dans près de quarante communes, avec plus ou moins de succès selon les cas, pour améliorer la participation des habitants grâce à une meilleure information.

L'ouvrage de M. Roger Beaunez devrait être un guide utile à tous les élus locaux.

* Roger Beaunez et Francis Kohn, « L'information dans le cité, les Editions ouvrières, 29 F. »

NOTRE CADRE DE VIE

A qui appartient le pouvoir de défendre notre cadre de vie? C'est à cette question que s'est efforcé de répondre M. Oden Vallet, chargé de cours aux universités de Paris I et de Tours. Son enquête nous conduit de l'Élysée (dont le rôle dans ce domaine tend à s'accroître) à Massignan, du Palais-Bourbon à la rue Royale où travaille le ministre de la Qualité de la vie. Il nous emmène aussi devant les tribunaux judiciaires et administratifs qui, de plus en plus, attirent le droit dans ce « no man's land » juridique que'est trop souvent l'environnement. Sans oublier les assemblées régionales et locales qui ont évidemment leur mot à dire. Fuls, pour être sûr de n'avoir rien oublié l'auteur reprend son investigation par secteur : l'air, le bruit, les déchets, l'eau, la flore, la flore, les parcs, les sites, la ville, etc. Qui précisément s'occupe de chacun d'eux?

Ce démontage méticuleux de la machine officielle et de ses modes de fonctionnement met au jour les responsabilités des hommes et les ratés du système. Il constituera pour les fonctionnaires, les industriels, les dirigeants d'associations un outil de travail. On saura désormais à quelle porte frapper pour défendre son environnement : c'est aussi l'un des éléments de la qualité de la vie.

* Oden Vallet, « L'Administration de l'environnement », Berger-Levrault, 239 pages, 52 F.

LE GUIDE DES SUBVENTIONS. — En attendant la réforme des finances locales promise par le gouvernement, les subventions de l'État restent l'un des moyens de financement privilégiés des investissements des communes. Malheureusement, il existe des centaines de subventions différentes attribuées par divers organismes suivant des mécanismes variés.

C'est pourquoi le Guide des subventions, dont la deuxième édition vient d'être publiée par le mensuel Vie publique, est un outil très utile pour tous ceux qui ont un rôle ou un intérêt dans la gestion des collectivités locales. Le guide indique pour chaque équipement le taux de la subvention, qu'il est possible d'obtenir, l'autorité qui l'accorde et les conditions d'attribution.

(207 pages, 120 F. Vie publique rue du Colisée, 75008 Paris).

LES permis de construire délivrés après le 3 juin devront être affichés sur le chantier pendant toute la durée des travaux. La surface du terrain, celle du bâtiment et sa hauteur devront être précisées et non plus seulement le nom du constructeur et le numéro du permis. En outre, le dossier complet du permis de construire peut être consulté pendant toute la durée des travaux et non plus seulement pendant treize mois. Ces dispositions, destinées à améliorer l'information du public, résultent d'un arrêté pris par le ministre de l'équipement le 30 mai (Journal officiel du 3 juin).

Ce souci de mieux informer le public était un peu le cadeau de bienvenue de M. Robert Galley, qui recevait pour la première fois au ministère de l'équipement, ce même mardi 3 juin, les dirigeants des associations de défense.

Pendant près de deux heures, le ministre a échangé, avec les représentants d'une quarantaine d'associations, la réforme foncière soumise au Parlement. Une dizaine de personnes seulement ont pu prendre la parole pour exprimer une certaine inquiétude et de nombreuses salutations.

Inquiétude de voir les municipalités donner — des coups de pouce — aux densités prévues dans les plans d'occupation des sols, afin d'accroître leurs ressources. Le projet de loi prévoit, au lieu, qu'un propriétaire devra racheter à la collectivité le droit de construire au-delà du plafond légal de densité fixé à 1. Les communes où les densités sont inférieures à 1 ne touchent qu'une petite partie des sommes perçues ailleurs. Elles auront donc tenté de relever les densités, estimant notamment MM. Louis Fougère (Association pour la défense du site de Notre-Dame) et Max Querrien (FNASSSEM), tous deux conseillers d'État.

Le ministre partage cette inquiétude. Pour éviter que certaines municipalités déraisonnables ne cèdent à la tentation, les droits ne seront plus perçus par la commune elle-même pour les densités supérieures à 2, rappelle M. Galley. « Mais entre 1 et 2, les communes ont intérêt à déplacer la virgule », rétorque M. Fougère. Le ministre a constaté dans le train que constituent « les règles de hauteur et de densité appliquées depuis longtemps — et dans le pression exercée par les admi-

nistrés qui poussent les élus à dédensifier ».

Le système prévu pour les transferts de COS inquiète aussi M. Querrien. Dans certaines zones protégées, les densités très faibles attachées à chaque parcelle pourraient être reportées sur une partie de la zone afin d'empêcher toute construction sur le reste. Le conseiller d'État voit dans cette mesure une encroche au principe de la gratuité des servitudes d'urbanisme. « La revendication d'une indemnisation existe toujours au cœur de beaucoup de gens si nous ne sommes pas à tout moment », affirme M. Querrien. « Nous avons pensé, répond le ministre, qu'il était raisonnable d'attacher à chaque terrain un droit de construire. C'est un exemple dans la ville de Troyes, dont il est maître, M. Galley souligne l'injustice qu'il y a à interdire toute construction sur un terrain parce que le propriétaire a conservé un jardin et à donner du même coup un privilège injustifié aux voisins qui en bénéficient.

Le transfert de COS consiste, explique le ministre, à choisir un secteur d'écueil où les gens pourront faire valoir leurs droits de construire en un point particulier d'une zone protégée. Au

terme de la discussion, M. Galley admet que le projet de loi « accorde le principe de la gratuité des servitudes. Nous voulons éviter, dit le ministre, le traumatisme inévitable de deux terrains voisins dont l'un serait tout à fait agricole et l'autre constructible.

Dénouant le goût du secret que cultivait l'administration et les élus, M. Paul Chassin (Association Peuple et Culture) réclame la publication des avant-projets, tandis que M. Desayrière (Civilisation et Environnement) demande qu'une publicité soit organisée au moment de la demande de permis de construire. Mme Planchais (Union féminine civique et sociale) cite un exemple précis de mauvaise information du public : l'absence de toute étiquette sur les murs de la capitale pour annoncer l'exposition du plan d'occupation des sols dans les maires d'arrondissement du 5 au 30 juin.

« L'information est étroitement associée à la responsabilité politique de l'urbanisme », répond M. Galley. L'urbanisme est une chose locale. La responsabilité politique aussi. Cette réunion est la preuve que nous écoutons les associations raisonnables qui s'intéressent aux problèmes d'ur-

banisme. Je vous encourage à faire vos remarques aux directeurs départementaux de l'équipement.

Certains participants étaient déçus de cette rencontre trop brève et trop superficielle. Ils auraient souhaité une réunion de travail plus restreinte et plus approfondie.

« Il faut écouter tous les groupes de citoyens, ceux qui crient et ceux qui brillent. Les institutionnellement serait le récupérer, comme disent les gauchistes », avait déclaré M. Galley, au début de l'année (le Monde du 11 janvier). Fidèle à cette position, le ministre de l'équipement a « écouté » mardi ceux qui ont pu lui poser des questions. Il leur a répondu avec brio, citant maints exemples précis. Mais le véritable débat, et rappelle le ministre, aura lieu au Parlement. Les élus (« les témoins ») auront le dernier mot.

« Ce ministre considère que vous existez », a constaté M. Pierre Mayer, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, après le départ de M. Galley. N'est-ce pas l'essentiel?

MICHELLE CHAMPENOIS.

D'une province à l'autre

Corse

L'ARGENT DU CLUB

Le mensuel corse Kyra publie dans sa dernière livraison, une interview de M. Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée. Ce dernier répond sans équivoque aux questions très directes qui lui sont posées et qui rassemblent les critiques couramment formulées dans l'île contre le club. Qui ou non, celui-ci est-il une sorte de compagnie « coloniale » d'un nouveau genre, qui, à M. Trigano, rapporte moins qu'il ne nuit?

Non, bien sûr, répond Gilbert Trigano, dont voici quelques arguments : « En chiffres précis, le club a directement dépensé en Corse, en 1974, 16 982 024 F pour 260 091 journées hôtelières touristiques, soit une dépense par journée adhérent de 65,29 F. Cette somme ne tient naturellement pas compte des dépenses faites directement par nos adhérents individuellement (loisirs, essence, restaurants, souvenirs, etc.). » — 93,85 % des achats et approvisionnements du club sont faits en Corse.

« Chaque année, nous faisons à l'office départemental des offres d'emplois. Dans bien des régions de France, et en Corse particulièrement, la profession touristique est considérée comme subalterne et indignée. Je suis persuadé qu'il faudrait créer en Corse une nouvelle école hôtelière où pratique et théorie seraient enfin intimement mêlées et où bien des jeunes Corse viendraient se préparer, à tous les postes de ce métier en acceptant de remplir pour commencer des tâches qu'ils croient encore indignes d'eux. »

Midi-Pyrénées

FOS A L'AIDE DU TARN

En votant à l'unanimité la résolution présentée par le président de la commission des affaires économiques, M. Henri Yrissou, l'ensemble des conseillers généraux du Tarn, des élus U.D.R. jusqu'au groupe communiste, a décidé de marquer à quelques jours son inquiétude face à la situation économique actuelle.

Le chômage des jeunes, la hausse des prix, la nécessité de « redéployer » l'industrie, sont pour les conseillers généraux du Tarn les questions les plus préoccupantes actuellement. Aussi ont-ils signalé aux pouvoirs publics les difficultés et les solutions à apporter dans divers secteurs. Le nouveau préfet du département, M. Jean Mengry, qui est spécialiste de l'aménagement du territoire devrait être sensible à ces problèmes.

Dans le secteur industriel, les conseillers généraux soulignent la nécessité de développer et d'accroître l'industrialisation en prospectant toutes les perspectives offertes spécialement par la sidérurgie de Fos, afin d'installer dans le Tarn des industries mécaniques et par exemple celle de la machine-outil.

Pour ce qui concerne les équipements collectifs, la résolution de M. Henri Yrissou dresse une liste des mesures urgentes à prendre :

- Obtenir de la Caisse des dépôts et consignations quelle revienne sur sa décision récente, selon laquelle ses prêts seront limités aux opérations bénéficiant de subventions d'État, à l'exclusion des travaux subventionnés par le département ;
- Accroître les crédits d'équipement de l'État pour les grands travaux agricoles et ruraux, surtout pour l'électrification rurale, l'adduction d'eau et la construction de grands barrages ;
- Lancer une campagne de recherches militaires dans la concession de Carmaux notamment.

Rhône-Alpes

HEUREUX CYCLISTES DE GRENOBLE

A PRES l'article intitulé « A Grenoble, les cyclistes ont de l'ambition », (le Monde du 21 mai), M. Pierre Pellier, chargé d'études au ministère de l'équipement nous écrit :

« Quelques principes simples mais demandant un minimum d'études doivent être respectés pour assurer le confort et la sécurité des cyclistes :

- Les pistes doivent être suffisamment larges et bien séparées de la circulation automobile. Cela implique l'existence d'un petit terre-plein de séparation et non une simple bande peinte sur la chaussée ;
- On doit assurer une continuité dans les chemements. Cela implique l'étude d'un réseau complet et non l'implantation de quelques pistes ci et là. L'étude d'un réseau demande un minimum d'enquêtes préalables sur les itinéraires où circulent beaucoup de cyclistes et sur les lieux

Provence-Côte d'Azur

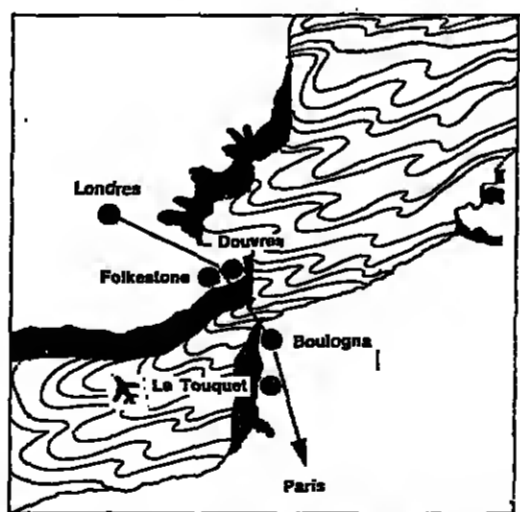
UNE SECESSION DE NICE?

Le gouvernement continue d'étudier la situation des Alpes-Maritimes et même la région Provence-Côte d'Azur, indique le premier ministre, M. Jacques Chirac, dans une lettre adressée à M. Jacques Médecin, député, maire de Nice.

« Une remise en cause des limites territoriales actuelles de la région Provence-Côte d'Azur, écrit le premier ministre, pose de multiples problèmes, les uns d'opportunité dans la mesure où les institutions régionales n'en sont qu'à leur deuxième année de fonctionnement, les autres d'ordre économique, et même psychologique. Mais compte tenu des arguments invoqués, j'ai demandé que les services compétents poursuivent les études en cours, qui permettront de comparer les avantages et les inconvénients de la situation actuelle.

M. Jacques Médecin s'était adressé récemment au premier ministre pour lui faire part des réserves exprimées dans le département à propos de l'existence de la région Provence-Côte d'Azur.

Après avoir pris connaissance de la lettre de M. Jacques Chirac, le conseil municipal de Nice a décidé, le 4 juin, d'adresser au gouvernement une motion attirant son attention sur les problèmes spécifiques aux Alpes-Maritimes et les difficultés rencontrées par le rattachement du département à une région dont le siège est à Marseille.



THE STRAIGHT LINE

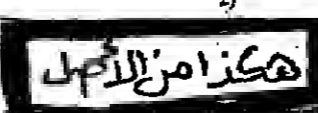
La ligne droite... ou presque. Le plus court chemin pour se rendre en Grande-Bretagne, avec ou sans voiture, passe par Boulogne et le Touquet. Vous économiserez du temps et des kilomètres, c'est-à-dire de la fatigue et de l'argent.

- Trois moyens sont à votre disposition :
- à Boulogne : le Car Ferry.
 - à Boulogne : l'Hovercraft, ligne directe Paris-Londres.
 - au Touquet : l'avion, service mixte « La Flèche d'Argent » à Paris-Nord.

Plus vite... Moins cher.

boulogne
sur mer

Chambre de Commerce : tél. 31.60.09



EQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

VEZELAY : les organisations agricoles et les associations écologiques contre l'exploitation de la fluorine

De notre correspondant

Dijon. — « Fluorine de Pechiney, fluo-rume de la région », c'est avec ce slogan-calmateur que les organisations syndicales agricoles de l'Yonne et les associations de défense de l'environnement ont manifesté le 7 juin à Avallon contre la carrière de fluorine et l'usine de traitement que la société Pechiney compte ouvrir près de Vézelay. Ce projet annoncé voici quatre ans n'avait pas soulevé les mêmes protestations qu'aujourd'hui. On estimait alors qu'une telle initiative contribuerait à créer des emplois nouveaux et à freiner ainsi l'exode rural. Les agriculteurs pensaient davantage aux indemnités promises qu'aux problèmes de pollution. Ils ont rejoint maintenant les défenseurs de la nature et de l'environnement.

Accompagnés par M. Jean Chamant, député R.L. et président du conseil régional de Bourgogne, ils ont été reçus par M. Isnard, sous-préfet de Cléry et a promis que des prélèvements d'herbe seraient faits dans les secteurs concernés.

Dans la rue, près de deux cents personnes, dont certaines étaient venues d'autres régions de France où se posent des problèmes d'extraction de fluorine, scandaient : « Pechiney ne tirera pas ! »

C'est en apprenant qu'un prélèvement de 7 000 tonnes de minerai destiné aux essais serait fait à l'automne prochain que les responsables des associations de défense et des syndicats agricoles ont décidé de mobiliser leurs militants. Ils estiment en effet que ce prélèvement constitue déjà une « exploitation déguisée ».

CHARLES MARQUES.

LES GRANDES VILLES EN DANGER. — « La situation est telle dans les grandes villes, particulièrement celles du tiers-monde, que si rien n'est fait pour combattre la pollution dans les dix prochaines années, d'importantes épidémies pourraient s'y déclarer », a déclaré le 3 juin, M. Maurice Strong, directeur du Programme des Nations unies pour la protection de l'environnement (P.N.U.E.). « Il suffirait d'un petit désastre naturel tel qu'une inondation ou une défaillance administrative pour provoquer une catastrophe qui pourrait affecter le monde entier. »

RÉGION PARISIENNE

RUPTURE DE LA MAJORITÉ A L'HOTEL DE VILLE

I. Bernard Lafay est élu président du Conseil de Paris

I. Bernard Lafay (app. D.R.) a été élu, le lundi 10 juin, président du Conseil de Paris par 35 voix contre 29 à Jean Gajer (P.C.) et 20 à Michel Elbel (Paris-Avenir). Lafay succède à M. Yves Ithaud (C.D.F.) pour un mandat d'un an.

Tout commence le lundi 9 juin. M. Jacques Chirac réunit à Matignon M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, M. Abelin, secrétaire d'Etat à la coopération, et les conseillers de Paris, MM. Ithaud (U.D.R.), Bertrand de Maigret (R.L.) et Philippe TOLLU (C.D.F.). Les représentants de la majorité tombent d'accord pour que la présidence du Conseil de Paris revienne à un membre de leur groupe, réservent leur réponse.

Le vendredi 6 juin, le groupe Paris-Avenir désigne son candidat à la présidence, M. Michel Elbel (centriste), mais refuse une quelconque négociation pour le bureau de 1976 et sur la création

d'un « comité de liaison ». Paris-Majorité accepte de voter pour M. Michel Elbel mais évoque les propositions faites à l'Hotel Matignon.

Dans la matinée du lundi 9 juin, M. Jacques Chirac renoue le contact avec Paris-Avenir, mais les R.L. et les centristes restent sur leur position : ils acceptent une seule négociation, celle pour le bureau de cette année. A 11 heures, le groupe Paris-Majorité se réunit. Les gaullistes « durs » s'opposent. L'application de l'accord évoqué verbalement est exigée dans sa totalité. Ils réclament par ailleurs « une nécessaire concertation en vue de l'établissement de listes

municipales communes en 1977 ». Pour bien montrer sa détermination, le groupe Paris-Majorité lance la candidature de M. Bernard Lafay, qui se préparait à cette éventualité depuis plusieurs semaines. Appuyé par le groupe le plus important de l'Assemblée, M. Bernard Lafay, qui n'est cependant pas un gaulliste orthodoxe, est désormais sûr de l'emporter.

A l'ouverture de la séance, la majorité présidentielle est brisée. Le ton monte rapidement. Paris-Majorité affirme que, « malgré la majorité », elle ne renoncera pas à son désir de respecter pleinement l'accord conclu, le groupe s'est vu contraint, par le refus de ses partenaires, de désigner son candidat à la présidence ». Paris-Avenir déclare « regretter que le groupe U.D.R. ait rompu ses engagements en faveur de son candidat Michel Elbel en présentant des exigences sur les élections municipales en 1977 ».

Alors que MM. Bertrand de Maigret (Paris-Avenir) et Philippe Mithouard (Paris-Avenir) viennent d'être élus vice-présidents, la démissionnement des deux U.D.R. est remplacé par deux U.D.R. M. Philippe Tollu (Paris-Avenir) tente de conquérir la place de syndic. Mais l'U.D.R. comme elle le fait depuis près de dix ans, fait bloc sur le nom de M. André PIANCHET. Enfin, aux toutes premières heures de la matinée, le bureau est constitué. La majorité sort ébranlée de la bataille.

Les grandes manœuvres pour les élections municipales et la désignation du futur maire de Paris viennent de commencer.

JEAN FERRIN.

LA COMPOSITION DU BUREAU : SEPT U.D.R.

- PRESIDENT :** M. Bernard Lafay (app. U.D.R.).
- VICE-PRESIDENTS :** MM. Léon Cros (U.D.R.); Raymond Boies (U.D.R.); Pierre Dangias (U.D.R.); Raymond Colbeau (U.D.R.).
- SECRETAIRES :** MM. Pierre Chedor (U.D.R.); Denis Jayeux (Liberté de Paris); Claude Roux (U.D.R.); Albert Lisenbert (non-inscrit).
- SYNDIC :** M. André PIANCHET (U.D.R.).

ne carrière bien remplie

Le 3 septembre 1903 à Mantes-la-Jolie (Seine-et-Oise), docteur en médecine, membre de l'Académie nationale de médecine, I. Bernard Lafay a eu une carrière très remplie et a occupé plusieurs postes ministériels de Paris depuis 1945. Il a été président de l'Assemblée parisienne de juin 1954 à juin 1955. Il est sénateur de la Seine de 1946 à 1951, député de 1951 à 1958, à nouveau sénateur de 1959 à 1967, puis député de 1967 à 1969. Après avoir été secrétaire d'Etat à la recherche scientifique de 1969 à 1972, il est député du 17^e arrondissement depuis mars 1973.

Le docteur Lafay a occupé plusieurs postes ministériels sous la IV^e et la V^e République : il est en 1952 secrétaire d'Etat à la fonction publique, en 1953 et 1954, secrétaire d'Etat aux affaires économiques, en 1955 et 1956, ministre de la santé publique et de la population, et en 1959 et 1972, secrétaire d'Etat à la recherche scientifique (1969-1972).

Le nouveau président du Conseil de Paris a notamment été secrétaire administratif du parti radical de 1946 à 1948, fondateur, président et secrétaire général du Centre républicain de 1956 à 1967. Au Sénat, il a succédé au groupe U.D.R. et à l'Assemblée nationale, au groupe Progrès et démocratie moderne. Depuis 1969 il est apparu au groupe U.D.R. Pendant les derniers élections présidentielles, il a présidé à l'Hotel de Ville le comité de soutien à la candidature de M. Chaban-Desmas. Il est actuellement membre du Comité d'étude pour un nouveau contrat social, présidé par M. Edgar Faure.

NIATOWSKI : pas de freides équipements collectifs

Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a le lundi 9 juin, les membres du conseil d'administration du Centre républicain, qui s'inquiètent du ralentissement de la construction de logements sociaux et du conseil interministériel du 17 avril (Le Monde du 11), et il n'y a pas à se déclarer le ministre, mais l'absence de d'un décret plus harmonieux qui sera le bien-être des habitants.

M. Bernard Lafay s'est notamment attaché à la protection des espaces verts à Paris. Le 7 février 1953, l'Assemblée nationale adoptait sur sa proposition une loi qui autorisait la création d'espaces verts aménagés dans Paris. M. Bernard Lafay a publié au début de l'année le « Schéma d'un plan vert pour Paris », qui envisage notamment la création d'une direction des espaces verts responsable de leur totalité dans la capitale.

lieu de compter 14 millions d'habitants en l'an 2000, la parisienne n'en accuse que 12 millions. Nombreux sont à redouter que cette forte croissance démographique se traduise par un freinage des équipements collectifs. du tant, a répondu M. Poniatowski, mais « jusqu'à une certaine limite, l'objectif est de satisfaire les besoins de la population en matière d'équipements collectifs. La conséquence est une aide en faveur de la population poursuivant la démographie et réciproquement, sans puisse espérer attendre de la loi. Le ministre de l'Intérieur a conclu : « Nous voulons les mêmes moyens de réalisation de ce qui existe à recherche de l'hypothèse satisfaisante sans cesse accomplir ».

Poniatowski a aussi abordé la question des autoroutes de la région parisienne. Elles doivent être à péage : « c'est pas légitime sur le plan économique de penser les usagers des nouvelles autoroutes à supporter le coût de leur utilisation ». Quant à la rocade dans les bois de l'Ouest en : « Son tracé doit être serein : le premier n'était acceptable. »

P. T. T.
14 125 EMPLOIS SERONT CRÉÉS D'ICI A 1976

M. Aymer Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a annoncé aux journalistes que le gouvernement proposerait de créer quatorze mille cent vingt-cinq emplois en 1976 dans les postes et les télécommunications. Le Parlement sera appelé, la semaine prochaine, à voter la création anticipée de cinq mille postes de travail, des postes de six mille auxiliaires seront titularisés l'an prochain. Ces nouveaux emplois seront répartis à peu près également entre les postes et télécommunications.

L'effort du gouvernement en faveur des P.T.T. est important, car il avait seulement été créé, en 1973, trois mille six cents emplois et, en 1974, quatre mille. La grève qui avait paralysé les P.T.T. en novembre 1974 n'est pas étrangère à cette augmentation des effectifs. Le mouvement déclenché par la C.G.T. et le C.F.D.T. du 13 juin, dans les centres de tri et les services des lignes a permis à M. Achille-Fould d'obtenir du ministre de l'Economie et des Finances le réajustement anticipé de cinq mille agents.

Le projet de budget des P.T.T. pour 1975 (48 milliards de francs) auxiliaires viendront s'ajouter 3 milliards de francs fournis par les sociétés privées de financement du téléphone) prévoient une augmentation de 34 % des recettes et des dépenses, de 27 % des investissements.

PELOUSE DU PARC DES PRINCES — M. Jean Tauges, préfet de Paris, a annoncé que, dans un mémoire il sera présenté au Conseil de Paris, il propose d'employer les moyens techniques possibles pour sauver la pelouse du Parc des Princes au dernier trimestre 1975. Si son état ne s'est pas amélioré, il a déclaré, « il sera nécessaire de procéder à l'aménagement complémentaire que nous mettrons en œuvre, nous prendrons la décision au mois de mars, et la pour une période de six mois, pour procéder à la réfection totale de la pelouse. »

Avenue Foch

aujourd'hui

Une adresse rare, recherchée, prestigieuse. Des appartements où les réceptions retrouvent l'éclat d'autrefois.

FOCH-FAISANDERIE
79, 81 avenue Foch, Paris 16^e



Téléphonez ou écrivez à Madame Le Febvre, SEPR-CIME, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75015 Paris. Tél. : 538.65.65

DÉFENSE

APRÈS LA DÉCISION DE QUATRE PAYS EUROPÉENS D'ACHETER L'AVION F-16

M. Tindemans est pratiquement sûr d'obtenir l'accord du Parlement belge

Bruxelles. — C'est en accusé que le premier ministre belge devait comparaître, ce mardi 10 juin, devant le Parlement, à Bruxelles, après l'annonce, samedi 7 juin, de l'achat du F-16 américain de préférence au Mirage français. Mais M. Leo Tindemans est pratiquement sûr d'être acquitté quand le vote intervient jeudi. Au Sénat sa majorité est très confortable et à la Chambre, il lui suffit de trouver cinq voix du Rassemblement wallon, le parti de la coalition qui a pris le sentier de la guerre pour défendre le Mirage. Trois voix lui semblaient acquises dès le conseil de cabinet décidé de samedi dernier : celles des trois membres du gouvernement qui appartiennent au Rassemblement wallon et qui sont aussi députés les Belges, les ministres conservent leur siège parlementaire et leur droit de voter à la Chambre et au Sénat. Les deux autres voix devraient être trouvées du côté des députés du Rassemblement wallon représentant

la région liégnoise, privilégiée par les compensations économiques venant de General Dynamics.

Mais, pour ne rien laisser au hasard, le premier ministre s'est longuement entretenu, lundi, avec le président du Rassemblement wallon, M. Paul-Henri Gandebien. Le premier ministre se serait engagé, dit-on, à satisfaire dans les prochains mois certaines revendications du parti dans le domaine de la régionalisation. En échange d'un vote favorable des députés du Rassemblement wallon, ou en moins de leur abstention, la régionalisation serait considérablement accélérée.

Le « marché du siècle » (1) continue cependant de provoquer des remous dans le pays et il n'est pas facile de voir, à l'égard de la France, et plus particulièrement de la radio française, qui, dit-

De notre correspondant

on ici, semble avoir mal compris le problème politique. Dès vendredi soir, Radio-France annonçait la « démission des ministres wallons », croyant évidemment que tous les Wallons du cabinet appartenaient au Rassemblement wallon, alors que ceux-ci ne sont que quatre sur un total de vingt-neuf ministres et secrétaires d'Etat. Le gouvernement est composé de seize Flamands et de trois Wallons. De plus, il n'a pas été question véritablement de démission des ministres du Rassemblement wallon, l'un des ministres wal-

lons ayant même menacé de quitter la vie politique si son parti le forçait à abandonner son portefeuille.

Les commentateurs de Radio-France et les propos de M. Chirac ont aussi irrité le ministre de la défense, M. Paul Vanden Boeynants. Il l'a dit à Bruxelles et répété au micro d'Europe 1, quand on lui a demandé si la Belgique n'était pas devenue plus atlantiste qu'euro-péenne.

M. Boeynants estime que la Belgique n'a de leçon à recevoir de personne et, aux propos du premier ministre français au Salon du Bourget, le ministre belge répliqua : « M. Chirac, si vous rappelez à l'adresse de la Belgique, il doit le faire ailleurs qu'à Bruxelles, car ce serait à la fois injuste, et ce ne serait pas très encourageant pour l'avenir. »

PIERRE DE VOS.

Un succès des thèses atlantiques pour la standardisation des armements

par JACQUES ISNARD

Il y a une quinzaine d'années, la société américaine Lockheed l'emportait sur Dassault qui proposait son Mirage-III, et réussissait à vendre plus d'un million de F-104 Starfighter à plusieurs pays européens. Aujourd'hui, une autre société américaine, General Dynamics obtient, au détriment du nouveau Mirage F.1, la totalité de ce qu'on a appelé le « marché du siècle », et que M. Hugues de l'Estolle, directeur général de l'industrie au ministère de l'Industrie, a préféré baptiser du nom de « marché des siècles », parce que, explique-t-il, « l'enjeu n'était pas de savoir si nous vendrions des avions à la Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark et à la Norvège, mais si l'industrie aéronautique européenne a des chances d'exister un jour ».

Le nouveau succès américain prouve que l'unité européenne n'a toujours pas acquis la consistance que ses promoteurs avaient souhaitée. Une défense européenne — à partir d'une conception commune de ses systèmes d'armes — et une Europe de l'aéronautique,

L'espoir reste mince d'établir réellement cette coopération, en raison, d'abord, de l'inégalité de la productivité entre les Américains et les Européens. À ce jour, la standardisation des matériels au sein de l'OTAN a surtout consisté à acheter américain. Or les Etats-Unis, libérés du conflit indo-chinois, leurs techniciens disent avoir beaucoup appris, ont relancé en Europe leur offensive technologique et commerciale avec, dans le domaine aéronautique, par exemple, des avions F-16 de General Dynamics, F-15 de McDonnell-Douglas et F-14 de Grumman, qui ont peu d'équivalents.

Après de leurs allées, les sollicitations des Etats-Unis pour une harmonisation des armements reviennent à l'ordre du jour. L'épilogue du « marché du siècle » en est l'illustration. La preuve en est qu'il y a plus d'un an, très exactement depuis mars 1974, la Belgique était prête à acquiescer à la proposition de M. Chirac, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas ont entre-temps annoncé leur désir de renouveler leur flotte aérienne de combat. Les Etats-Unis ont alors accéléré la mise au point d'un avion léger expérimental. Les quatre clients ont tenté d'obtenir de meilleures propositions, en présentant un front « uni » aux négociations. Le comité d'animation par un responsable norvégien qui a présidé de surcroît, l'Eurogroupe, ce comité pour la concertation européenne de systèmes militaires, envisage de l'OTAN et dont la France ne fait pas partie. Dès lors, et malgré des déclarations d'intentions européennes, la démarche de la Belgique et de ses partenaires ne s'est jamais arrêtée, jusqu'au jour où

Bruxelles s'est rangé à l'avis de ses partenaires.

Il serait mal venu pour le gouvernement français de s'en prendre à une quelconque démission de l'idée européenne et d'accuser ses voisins de contrecritique, par leur choix, à consolider la suprématie des Etats-Unis, alors qu'il est loin d'avoir clarifié l'ensemble de sa politique européenne, et en particulier, sa doctrine d'une défense européenne.

Les ambiguïtés françaises

Bien des pays européens ne veulent pas échanger leur protection militaire actuelle contre la promesse ou l'illusion d'une dissuasion européenne qui devrait être fondée sur une coopération franco-britannique en matière nucléaire, et de l'autre côté, aujourd'hui, qu'elle soit souhaitable, possible et, à plus forte raison, crédible. La France entre-t-elle dans ce domaine, un flou persiste à partir desquels le « marché des siècles » ne peut pas se matérialiser à l'échelle de la coopération avec ses alliés de l'OTAN l'emporterait sur son désir de ne pas intervenir, et à définir à l'avance les circonstances dans lesquelles la « coopération » nationale, aux frontières géographiques imprécises, est considérée comme directement menacée.

Cette attitude de la France insipide et agaçante même ses voisins européens. Elle amène cer-

tains pays, comme la République fédérale, à réclamer des éclaircissements, qui leur sont rarement fournis. Il est non moins vrai que l'incapacité présente de la France à indiquer si elle conçoit une défense européenne au sein en marge ou à l'extérieur de l'alliance atlantique et de son principal partenaire américain, laisse les Etats-Unis relativement maîtres de mener à leur guise le jeu militaire en Europe.

L'un des erreurs de la France — que ses voisins européens continuent de lui faire payer — a été, il y a huit ans environ, son refus de s'entendre avec la Grande-Bretagne, notamment pour la construction en commun d'un nouvel avion de combat à réaction véritable d'une industrie aéronautique européenne. Ce programme militaire n'avait, certes, pas que des qualités. Mais, depuis, les Britanniques se sont tournés vers les Allemands de l'Ouest pour coopérer à la réalisation de ce projet, revu et corrigé, baptisé M.R.C.A.-Tornado, et ils ont refusé à leur tour de participer officiellement à la production de l'Albus, préférant s'entendre avec les Américains pour le tri-couloir L-101 de Lockheed. Depuis ces expériences amères, l'industrie aéronautique d'Europe a dû réduire ses ambitions, tant civiles que militaires.

En même temps qu'ils se prononçaient pour le F-16, les Belges et les Néerlandais ont annoncé qu'ils réserveraient des crédits militaires d'études et de développement au service de la création éventuelle d'une industrie aéronautique européenne. M. Chirac, le 27 mai, a lancé l'idée d'une nouvelle coopération européenne, cette fois dans le domaine civil, au besoin avec des Américains. Il serait décevant que les Européens ne se soient entendus par aucun gouvernement européen.

LE DERNIER MÉCÈNE

Des diplomates dans des voitures luxueuses et des généraux sur des chevaux de bois, c'est le divertissement rare, le spectacle unique offert samedi soir par la société Dassault à l'occasion de la clôture du Salon de l'aéronautique.

Un dîner de qualité, un spectacle de choix, puis cette vraie fête foraine pour deux mille grands enfants, invités français et étrangers, arabes et israéliens confondus, dans la douceur de la nuit, clients et non-clients, l'ambassadeur des Pays-Bas était là.

Puis au milieu de cette fête et de ce bruit de table en table au bras de son petit-fils Olivier, un petit homme, resté de noir, coiffé de son légendaire chapeau, rajeuni, optimiste, malgré ses quatre-vingt-trois ans, dans la fortune comme dans les infortunes.

Le dernier mécène.

Le président des Etats-Unis, son secrétaire d'Etat et son secrétaire à la défense sont allés à Bruxelles expliquer aux membres de l'OTAN qu'il était nécessaire et urgent de standardiser leurs armements et de mieux coordonner les équipements militaires. A l'exclusion de la France qui n'assiste pas à ces réunions de l'OTAN et qui préfère pratiquer une coopération bilatérale, plus rarement multilatérale, en matière d'armements, les Européens, notamment le ministre britannique de la défense, ont insisté sur la nécessité de s'entendre sur la réciprocité des échanges qui devaient s'établir de part et d'autre de l'Atlantique.

La suprématie des Etats-Unis

Le président des Etats-Unis, son secrétaire d'Etat et son secrétaire à la défense sont allés à Bruxelles expliquer aux membres de l'OTAN qu'il était nécessaire et urgent de standardiser leurs armements et de mieux coordonner les équipements militaires. A l'exclusion de la France qui n'assiste pas à ces réunions de l'OTAN et qui préfère pratiquer une coopération bilatérale, plus rarement multilatérale, en matière d'armements, les Européens, notamment le ministre britannique de la défense, ont insisté sur la nécessité de s'entendre sur la réciprocité des échanges qui devaient s'établir de part et d'autre de l'Atlantique.

Les essais nucléaires français ont repris avec un tir souterrain en Polynésie

Rompant avec une tradition de silence que la France observait depuis 1973 sur ses essais nucléaires en atmosphère dans le Pacifique, le président de la République puis le ministre de la Défense ont confirmé, lundi 9 juin, à Paris, qu'une expérience nucléaire souterraine avait eu lieu le jeudi 5 juin, sur l'atoll de Fangataufa, en Polynésie française. Ce premier tir souterrain de la France dans le Pacifique avait été suivi de la dimanche 8 juin, par un quotidien de Tahiti, et les gouvernements australien et néo-zélandais avaient indiqué, de leur côté, qu'ils étaient en possession d'informations leur permettant de penser que la France avait bien procédé à un tir souterrain.

Le ministre français de la Défense a ajouté : « Ainsi donc, est entrée pour la première fois en application la décision, annoncée dès juillet 1974 par le président de la République, de s'orienter vers des expériences nucléaires souterraines. Le succès complet de cette expérience, intervenant moins d'un an après cette décision, confirme que la France a la capacité de mener les expérimentations pour la mise au point de systèmes nucléaires dans des conditions techniques et de sécurité équivalentes à celles des autres puissances nucléaires. »

Si cette expérience souterraine est la première en Polynésie, elle n'est cependant pas la première du genre : entre 1960 et 1968, dans le Hoggar, la France s'est livrée à treize essais souterrains. Mais, dans le Hoggar, il était relativement facile de creuser une galerie de mine à la base d'une montagne qui servait de couverture étanche. Ce n'est plus le cas sur des atolls, comme celui de Fangataufa et celui de Mururoa, qui sont au ras de l'océan, et où il faut aller chercher en profondeur des couches géologiques résistantes comme les brèches ou le basalte à partir de 700 mètres. Il a donc fallu utiliser, à Fangataufa, une technique nouvelle de tir, qui a consisté — à l'instar de ce que font les Américains au Nevada — à forer des puits de l'ordre de 650 mètres (pour un tir faible de 8 kilotonnes) ou

de l'ordre de 1500 mètres (pour des essais de puissance mégatonnique). Le puits ne sert qu'une seule fois, ce qui donne une idée de la cherté de l'opération.

Les avantages des essais souterrains résident, essentiellement, dans leur discrétion, leur moindre nocivité sur l'environnement et la possibilité d'organiser des tir, en permanence durant toute l'année, qui ne dépendent pas des conditions météorologiques. Selon des informations de bonne source, les essais souterrains effectués à partir de septembre 1974 et technique à regagner la base de tir quelques heures à peine après l'explosion qui était attendue à l'origine, pour la fin du mois de mai. Il est possible que la France procède à quatre essais, au total, avant la fin de 1975.

Après la décision, en juillet 1974, de passer à des explosions souterraines, dès 1975, le gouvernement français a expliqué qu'il lui était nécessaire de continuer l'amélioration de ces systèmes d'armes nucléaires pour renforcer la crédibilité de la dissuasion.

Georges Pompidou avait autorisé, en novembre, des expériences de 1973, la préparation d'expériences souterraines à la condition — réalisée depuis la disparition de l'ancien président — que la campagne de tir de 1974 ait donné les résultats attendus et que les techniciens soient assurés de recueillir, en Polynésie, toutes les mesures nécessaires des nouvelles explosions. Le 8 juin 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing a donné que les essais de 1975 soient souterrains.

LE SALON DES ARMEMENTS A SATORY

30 % de « nouveautés »

M. Yvon Bourges inaugure, ce mardi 10 juin, la V^e Exposition de matériels d'armement terrestre qui a été ouverte, lundi 9 juin, au camp de Satory (Versailles), pour s'achever le vendredi 13 juin. Cent quinze exposants sont réunis à cette occasion, avec, au total, neuf cents matériels, composants ou sous-ensembles de tous les modèles. Parmi les matériels exposés, on note le char AMX-30 avec une conduite de tir automatique équipée d'un télémètre laser couplée à la lunette et d'un dispositif de tachymétrie sur les deux axes, pour la précision du tir sur cibles fixes et mobiles ; le canon automoteur de 155 millimètres monté sur un châssis de char AMX-30 pour l'artillerie d'accompagnement ; le blindé blindé de 30 millimètres contre les attaques aériennes à basse altitude ; le véhicule blindé de l'avant,

LES RÉACTIONS

M. JEAN SAUVAGNAR-GUES : « Nous sommes déçus et un peu inquiets. C'est une erreur de la France de ne pas se prononcer en faveur d'un prototype dont personne ne peut pré-

voir quel sera le prix réel au détriment d'un avion dont les performances sont, à l'échelle internationale, supérieures. C'est un erreur sur le plan européen, car la France a fait, et maintient, des propositions de coopération industrielle, pour l'équipement de nos avions, et elle-même des efforts sérieux, en vue de mettre en place les éléments d'une industrie aéronautique européenne, au plan civil et militaire. »

M. MICHEL DEBRÈS : « Il sera difficile au gouvernement de soutenir au-delà d'un certain temps qu'il demeure fermement partisan de l'unité européenne. »

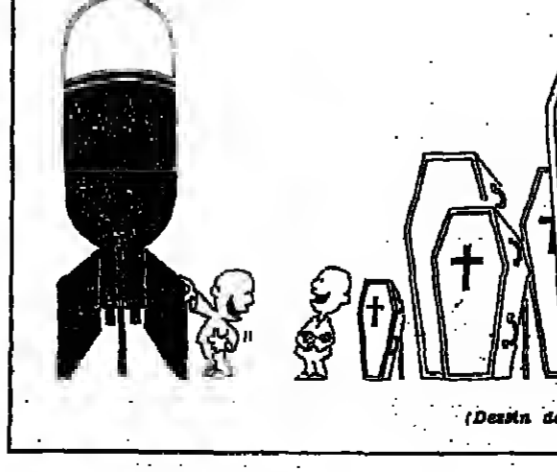
M. FRANÇOIS MITTERRAND : « Le marché du siècle, c'est vrai, mais ne reprocrons pas, aux autres d'avoir refusé de faire l'Europe et, aux Belges notamment, d'avoir acheté l'avion américain, plutôt que nous-mêmes nous nous sommes efforcés de faire l'Europe européenne. Il y a là la preuve que les dirigeants français sont obligés d'adopter une attitude convenue aux grands intérêts. »

M. MARCEL DASSAULT : « Les pays européens qui font partie de l'OTAN se réclament du « parapluie » atomique américain, et, de ce fait, ils passent par les rails d'acquiescement américains. Le gouvernement américain a certainement soutenu son constructeur, et il a insisté auprès des pays de l'OTAN pour qu'ils prennent l'avion américain de préférence à un appareil européen. Mais cela ne met pas du tout la société Dassault en péril, qui vendra le Mirage F.1 M-53 à d'autres pays. Sur ce plan, je vois la vie en rose, et, les clients, on en trouve tous les jours. »

M. GERALD FORD : « La décision belge, faisant suite aux engagements de la Norvège, du Danemark et des Pays-Bas, contribue à renforcer l'efficacité de l'alliance atlantique. »

M. VANDEN BOEYNTANTS, ministre belge de la Défense : « Les avantages au point de vue des prix, des garanties ou des conditions techniques, sont en faveur du F-16. Et son prix est pratiquement le même que celui de l'avion américain, c'est bien la Belgique. Pourquoi la France n'est-elle européenne qu'en matière d'armement ? »

M. JOSEPH LUNS, secrétaire général de l'OTAN : « C'est un pas important vers la standardisation des armements. Cette décision favorisera dans l'avenir la coopération entre les pays membres de l'alliance atlantique. »



METROLOGIE
ANNÉE 100
au Palais
la Découverte

مجلس الوزراء

INDUSTRIE PAPIÈRE ET RECHERCHE FONDAMENTALE

Quand les ingénieurs posent des questions...

UN colloque scientifique est souvent une réunion de spécialistes où chacun vient exposer le résultat d'une recherche...

dont les professionnels ont constaté la fréquence mais qui reste imprévisible? Comment s'analyse l'action de telle « réaction de cristine » efficace mais chère? Comment la modifier?

Les orateurs n'attendaient pas de réponses. Seule des suggestions. Certaines-ci sont venues, plus ou moins adéquates. Dans les meilleurs cas, un participant se levait pour dire que le problème posé entraînait dans un thème de recherches déjà bien étudié, et que sa solution devait être aisée.

Dans la salle, de nombreux chercheurs du C.N.R.S. ou de l'Université, physiciens, chimistes, biochimistes, microbiologistes, etc., travaillant presque tous dans des laboratoires de recherche fondamentale. Sur l'estrade, des ingénieurs de l'industrie papetière ou du Centre technique, qui exposaient tel ou tel aspect du processus industriel de fabrication de la pâte à papier...

Une rencontre de ce type entre industriels et « fondamentaux » est appelée plusieurs fois « colloque ». D'abord sur l'utilité de la recherche fondamentale. Il est de bon ton dans certains milieux, en particulier industriels, de considérer celle-ci comme un mal nécessaire. A long terme, elle est sûrement fructueuse, mais il n'y a rien à attendre dans l'immédiat. Or la rencontre de Grenoble a montré que certaines recherches fon-

damentales étaient plus proches de l'application que ne le pensaient leurs auteurs.

Ensuite sur les problèmes de communication. Comme l'a souligné le directeur général du C.N.R.S., quand un industriel pose un problème, il le fait généralement dans un langage peu compréhensible pour le chercheur et peu adapté à sa recherche. La journée d'études de Grenoble a nécessité une longue préparation, pour tirer et formuler les questions posées. Elle ne sera efficace que si des relations régulières sont maintenues. Le comité des relations industrielles du C.N.R.S. pourrait engendrer un club sectoriel sur les techniques paprières commues à l'usage pour d'autres branches industrielles. D'autre part, un groupe de travail devrait étudier les diverses questions soulevées à Grenoble, et de son action pourrait résulter une action thématique programmée. Il ne faut quand même pas trop attendre de rencontres de ce type. Le cas de l'indus-

trie du papier est particulièrement favorable. C'est une activité où les investissements sont lourds et où, encore récemment, on ne se préoccupait guère d'améliorer les vieilles techniques employées. Le bon et l'épargne étaient bon marché, et l'on trouvait tout naturel d'envoyer les déchets à la rivière. La situation a bien changé, et le besoin d'innovations se fait sentir. Mais la recherche est encore embryonnaire. Les problèmes sont encore très fondamentaux, et il n'est pas évident que des recherches « de base » puissent proposer des solutions. Une industrie à la technologie moins vieillotte poserait des questions plus sophistiquées dont la réponse ne pourrait sans doute être fournie que par des laboratoires spécialisés. Mais, s'il ne faut pas afficher un optimisme inconsidéré, il est certain que, dans l'état d'ignorance mutuelle où se tiennent l'industrie et la recherche, tout contact peut être fructueux.

MAURICE ARVONNY.

L'automobile responsable des tornades?

Phénomènes météorologiques particulièrement redoutables, les tornades devaient périodiquement certaines régions du globe, et tout particulièrement l'ouest des Etats-Unis. Au cours du dernier quart de siècle, on y a dénombré plus de quinze mille tornades, et fait plus inquiétant, leur fréquence a été multipliée par quatre au cours de cette même période. Pour expliquer cette recrudescence, des chercheurs américains incriminent la circulation automobile. Leurs calculs corroborent de façon troublante les observations effectuées.

ON explique les tornades par la convection de courants atmosphériques particuliers. L'air, surchauffé au voisinage du sol, rencontre soudain une masse d'air frais, dont l'origine est le plus souvent le maritime. Ce sont les différences brutales de pression ainsi créées qui engendrent les mouvements tourbillonnaires. Selon l'hypothèse de quatre chercheurs de la Fondation pour la recherche océanique, à San Diego, en Californie, l'apparition de tornades pourrait s'expliquer par la turbulence que provoque la circulation automobile.

Lorsque deux flots de véhicules se croisent sur une autoroute, l'air est soumis à deux poussées en sens inverse, à quelque 10 ou 20 mètres l'une de l'autre. Le couple de forces qui est ainsi créé peut être à l'origine d'un mouvement tourbillonnaire. Les voitures roulant sur leur route aux Etats-Unis, cette rotation s'effectue donc en sens inverse des aiguilles d'une montre, sans du mouvement cyclonique dans l'hémisphère nord.

A chaque instant, on compte en moyenne dans ce pays deux millions d'automobiles en mouvement, et plus d'un demi-million de camions. Partant de ce flux de circulation, et d'un modèle mathématique de « atmosphères », ces chercheurs ont calculé la force tourbillonnaire ainsi mise en œuvre, et en ont déduit l'évolution théorique des tornades en fonction du trafic automobile.

Les résultats de ces calculs ont pu être comparés avec l'évolution réelle observée de façon très précise au cours des vingt-cinq dernières années. Quinze mille tornades ont ainsi été recensées de 1950 à 1973. Leur fréquence annuelle, multipliée par quatre au cours de cette période, suit l'évolution du trafic routier. La zone d'apparition la plus fréquente de tornades violentes s'est déplacée vers l'est, vers les régions de forte circulation automobile. Les tornades de nature cyclonique, c'est-à-dire dont le mouvement de rotation s'effectue dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, étaient seulement au

UN MOUVEMENT TOURBILLONNAIRE

Les tornades sont des vents tourbillonnaires violents qui se déplacent, au-dessus des terres à une vitesse de l'ordre de 20 kilomètres à l'heure, et peuvent atteindre plusieurs centaines de mètres de diamètre. Le déplacement d'une tornade est limité à quelques dizaines de mètres. Ce mouvement de rotation peut s'effectuer dans les deux sens. Il est le plus souvent de sens cyclonique, c'est-à-dire analogue à celui du mouvement des vents autour des dépressions atmosphériques. Du fait de la rotation barotraque, la sensibilité aux différences de pression est accrue. L'air est attiré vers le centre de la tornade, et le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère nord, et le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère sud.

ailleurs les conditions météorologiques les plus propices à l'apparition des tornades. Il n'existe dans la nature aucun phénomène naturel dont la périodicité soit le septième jour, hormis le repos hebdomadaire. Selon les auteurs, la diminution dominicale des tornades s'explique par l'absence de camions sur les routes et le caractère unilatéral du déplacement des automobiles ces jours-là. J.-M. C.

SESA Séminaire TÉLÉINFORMATIQUE : RÉSEAUX « Présent et avenir » 24 et 25 juin 1975 (Paris - Maine-Montparnasse) STRUCTURE DES RÉSEAUX, DE LA CONCEPTION A LA RÉALISATION, LES APPLICATIONS, LES RÉSEAUX PUBLICS, L'AVENIR. SESA 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX. 77-41-03, boîtes 265 et 258. TELEX 61022

EN TOUTE LOGIQUE Le rendez-vous des aiguilles (Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».) Solution du problème n° 45 Il existe vingt-sept manières d'assembler 11 pentominos pour faire un triangle, dont celle-ci : (Diagramme d'un triangle formé de pentominos) PIERRE BERLOQUIN.

Pourquoi payer une communication Télex deux fois son prix? (Image d'une main montrant deux doigts) L'administration des P.T.T. propose une nouvelle formule d'utilisation du Télex. Les communications échangées entre abonnés d'une même circonscription ou de circonscriptions différentes, de 12 h 30 à 14 h, après 18 h, le dimanche et les jours fériés, bénéficient du tarif réduit. Transmettre vos messages pendant les heures creuses, c'est éviter les encombrements du réseau, le renouvellement des appels, les pertes de temps... C'est rentabiliser vos communications Télex. Réalisez 50% d'économie de 12h30 à 14h, après 18h. Le Télex parce que l'information n'attend pas...

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES TAUX CONFIRMÉS DE REUSSITE DEPUIS 22 ANS O DEUG, DROIT ET SCIENCES ECO 1^{re}, 2^e et 3^e années licence. Tous centres et options. Examen d'entrée à SCIENCES PO: 1^{re} et 2^e années. ANNEE UNIVERSITAIRE ET PRÉPARATION AOUT-SEPTEMBRE. Documentation et inscriptions: ISTH 10, avenue Léon Molay, PARIS 16^e. Métro: Mirabeau. Téléphone: 233.52.01 - 224.10.72

POUR CONCILIER ÉTUDES, LOISIRS, SANTÉ DE VOS ENFANTS LE COURS RAY à NICE ENSEIGNEMENT PRIVÉ SECONDAIRE MIXTE de la 6^e aux Terminales A, B, C, D organise pour eux du 1^{er} août au 4 septembre: ● ÉTUDE le matin (français, math., physique, langues) ● SPORTS l'après-midi (ski nautique, natation, aviron, équitation, tennis, sports d'équipe) sous la direction de moniteurs diplômés ● ACTIVITÉS CULTURELLES ● PENSIONS dans ville avec parc à Villeneuve-sur-Mer pour les jeunes gens à Nice pour les jeunes filles. Renseignements et inscriptions: COURS RAY, 12, rue Caffarelli, NICE - Téléph.: 88-48-43

LIVRES ÉLÉMENTS D'INFORMATIQUE, INFORMATIQUE ET DÉMARCHE DE L'ESPRIT, par Charles Corpe, Larousse Université (coll. Sciences humaines et sociales), 478 pages, 15 F. Certains livres sont comme des autoroutes. De la première à la dernière page, ils vont en ligne droite, tendus vers un but unique, sans souci de l'accessoire, de l'entourage, du décor. Le livre de Charles Corpe est un exemple de ce genre. Il se présente comme un chemin sinueux. Ce pourrait être cette courbe étrange, qu'un mathématicien a définie, mais que nul n'a jamais tracée, qui passe par tous les points d'un carré. Se référant à l'Académie française, l'auteur entend l'informatique comme la science du traitement rationnel de l'information. L'utilisation d'ordinateurs à cette fin n'est qu'un épiphénomène; l'important, c'est l'utilisation que fait l'esprit de quelques concepts très généraux: le nombre, le hasard, l'infinit, c'est-à-dire l'algèbre, la logique, ou l'expressivité qui sous-tend ce traitement. On vient là de résumer les six premiers chapitres; chaque deux est consacré sur nos des notions qui précèdent, chacun d'eux éclairé, et sous de nombreux angles, le rapport de l'informatique à cette notion. Puis vient un chapitre sur l'intelligence artificielle, synthèse des analyses précédentes, essai de reconstruction de la façon dont notre cerveau raisonne. Le chapitre final, « L'impossible, l'indéfinissable », montre les limites des algorithmes, et par là même de cette forme d'intelligence que peut acquérir un ordinateur. On ne fera à ce livre riche, sur-

Venez profiter des nouveaux prix Hewlett-Packard à 'La Règle à Calcul', le spécialiste des calculateurs de poche. démonstration - vente sur stock des calculateurs - accessoires et bibliothèques - Crédit Cetelem. (Images de calculateurs HP) les calculateurs scientifiques: HP-35 1158F ttc, HP-45 1494F ttc, HP-55 2400F ttc, HP-21 762F ttc. les calculateurs financiers: HP-80 2400F ttc, HP-70 1638F ttc. le 1^{er} calculateur de poche programmable: HP-85 4746F ttc. 65, bd St-Germain 75005 Paris - Tél.: 033.02.63/033.34.61 1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP. bibliothèques de programmes: mathématiques, statistiques, électronique, topographie, médecine. HEWLETT PACKARD

GENÉTIQUE ET DÉGÉNÉRESCENCE (Texte de droite de la page)

هكذا من الأهل

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

DEUX COLLOQUES SUR LA VIEillesse

«petits vieux de Nanterre» aux révoltés du 13^e

en de moins officiel que le titre-congrès de gérontologie, à la semaine dernière, a été suivi par un centre social de Nanterre (1).

comperet et de la retraite-représentation, « pour donner une voix à tous ces hommes qui n'en ont pas ».

er la misère, la solitude et l'anéantissement à neuf millions de Français âgés

if millions de personnes en ce sont âgés de plus de cinquante ans, deux millions ont plus de soixante ans.

ci en demeure le préalable indispensable. L'attitude des actifs et de la société, à l'égard des personnes âgées, est déterminante.

GÉNÉTIQUE ET DÉGÉNÉRESCENCE

La durée de la vie obéit à une amande génétique, sorte de horloge biologique qui règle le nombre de nos jours.

Une éducation de cœur

Mais, au-delà des mots, doivent s'inscrire des actions, des orientations, des crédits : « Les orientations d'une politique de la vieillesse ».

Culture



Le Front progressiste et l'imperialisme américain

Un colloque sur l'imperialisme culturel américain s'est tenu les 7 et 8 juin 1973 au Pré-Castellan.

Le colloque a envisagé les « possibilités de résistance à l'imperialisme culturel américain » dans les domaines de l'éducation, de l'édition, de l'architecture.

Cinéma

« LA BALADE SAUVAGE »

Voici un premier film, écrit, produit et mis en scène par Terence Malick (vingt-neuf ans), en marge du système hollywoodien.

Terence Malick évoque des mythologies hollywoodiennes : James Dean le « rebelle sans cause », et les histoires de couples maudits et pourchassés.

Danse

« PILOBOLUS » A L'ESPACE CARDIN

Il ne faut surtout pas manquer Pilobolus à l'Espace-Cardin. Sous ce nom étrange s'abrite un groupe de six jeunes étudiants du Vermont (Etats-Unis).

Terence Malick substitue à l'expression lyrique des mythes en question un vrai, un vide, une solitude, un silence.

JACQUES SICLIER. * Hanteville, Elyées - Lincelle (v.o.) ; Maxville, Montparnasse-Pathé, Cléchy-Pathé (v.f.).

En bref

Théâtre

« Les Normes »

Trois hommes déguisés en religieuses — ou simplement trois religieuses jouées par des hommes — se sont entremises dans une cave.

Musique

La grève des machinistes de l'Opéra se poursuit

Une rencontre des autorités responsables de l'Opéra et des représentants des machinistes, en soirée du 5 juin, a eu lieu.

Concours du Conservatoire

HARPE — Premiers prix : Pierre-Michel Vigroux, François Chomarat, Philippe Villa ; deuxième prix : Frédéric Chamberling, Louis-Vincent Turral, Raphaël Thomas, et Françoise Léotaud.

Théâtre

Un festival à Varsovie

1957 : le Cartel International, le Centre de recherches, les découvertes du Berliner, du Deutscher Theater et de Brook de Grotowski, du Living, et le choc de 1968.

Une vie itinérante commence pour le Théâtre des Nations, et le nouveau fleurissent les vieilles espérances d'un théâtre de l'humanité, où tous s'enrichissent des différences mutuelles.

En dépit de l'absence presque totale de publicité, le public varsovien, curieux d'ailleurs et passionné de théâtre, fait le siège des agences de location.

à Wrocław qu'il onlmera en juin plusieurs groupes spécialisés (médiation à haute voix, acting-thérapie pour le rétablissement de l'énergie vitale).

Le deuxième Festival Alexandre-Dumas aura lieu à Fort-Mardy du 19 au 30 juin.

Le Théâtre des Nations de Varsovie jouera-t-il le rôle de révélateur ? La programmation, ne compare guère de surprise, hors le spectacle du Deutscher Theater.

Un Festival off ? Pas tout à fait. L'enfant terrible de la Pologne, Jerzy Grotowski, ouvre par des conférences une exposition consacrée au Théâtre-Laboratoire.

Le Prix du roman des « Nouvelles Littéraires » a été décerné à Jean D'Ormesson pour son livre Le Surtout de Jonas.

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

exclusivités
RESSON (Fr.) (**), MAZOUZ, 12 (231-35-58);
IMPERIAL, 2 (742-32);
Cluny-Palace, 5 (033-07-37);
Fauvelles, 12 (231-35-58);
Hugo, 18 (172-49-75);
LE LA COLÈRE DE DIEU (Fr.), v.o. Studio Gallia, 12 (231-35-58);
O.G.C. Marbeuf, 12 (231-35-58);
N'EST PLUS ICI (A.), v.o. Gaumont-Élysées, 8 (339-49-34);
Gaumont-Odeon, 8 (339-49-34);
Paradoux-Opéra, 9 (073-77);
Fanny, 18 (233-42-34);
Lagère, 8 (222-97-57);
NSANTAN (It.), v.o. Quinette (83-3-40);
Marsia, 18 (278-47-82);
Léon-Lincoln, 8 (339-38-14);
dio Raspail, 14 (235-38-58);
SE (Fr.), Studio Orléans-Corser, 12 (231-35-58);
OLOGIE DU PLAISIR (A.), v.o. Saint-André-des-Arts, 8 (278-47-82);
Vendôme, 2 (073-97-57);
L'ÉCART, 12 (231-35-58);
Gaumont-Luxembourg, 12 (231-35-58);
Liberté-Club, 12 (343-91-91);
DONNA (Jap.), v.o. La Ciel, 37-80-80;
SER VICTOR (Fr.), Montparnasse 83 (343-91-91);
Lumière-Gaumont, 776-81-81;
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
Quinette, 5 (033-25-17);
F.L.M. St-Jacques, 14 (188-21);
REVAL DE FER (Fr.), Ely-Poinç-Snow, 8 (222-87-91);
ÉPISODE (Pol.), v.o. Saint-Germain, 12 (231-35-58);
EUR ET L'ESPRIT (A.), v.o. L'Oréal-Huchette, 5 (633-31);
CONCENTRATION ET L'ATELIER (Fr.), Olympia-Piguet, 14 (24-11);
L'ÉPIQUE DE L'ORIENT-EXPRESSION (A.), v.o. Rialto, 12 (343-91-91);
L'ÉPIQUE (Chil.), v.o. Rialto, 12 (343-91-91);
FUS US L'INTOLÉRABLE VÉS (Fr.), Le Marais, 4 (278-47-82);
BORNE (Fr.), v.o. Balzac, 8 (33-78);
U.C. Marbeuf, 12 (231-35-58);
Gonia, 2 (231-35-58);
Mont-Opéra, 8 (073-95-43);
Paradoux-Pathé, 14 (235-38-58);
Saint-Germain-Studio, 8 (42-72);
Nations, 12 (343-91-91);
Fauvelles, 12 (231-35-58);
Donna, 12 (343-91-91);

POUS DE VIVRE (Arg.), v.o. 14-Juliet, 11 (700-21-12) à 17 h. et 20 h. 30;
FRANKENSTEIN JUNIOR (A.), v.o. Elysees-Luxembourg, 8 (339-38-14);
Marsia, 8 (339-38-14);
Quinette-Lagère, 8 (339-38-14);
v.o. Balzac, 8 (339-38-14);
2 (231-35-58);
12 (231-35-58);
Cluny-Palace, 14 (235-38-58);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
12 (231-35-58);
LA GUERRE DES MONIERS (Chil.), v.o. La Ciel, 37 (231-35-58);
HISTOIRE DE WAKARI (Fr.), v.o. Le Seins, 8 (322-92-45) à 12 h. 15 (sauf dim. 14 h. 15 et 18 h. 15);
HOMMAGE A JONNAS MIKAS (A.), v.o. Olympia, 14 (783-67-42) (horaires spéciaux);
L'ÉPIQUE (Chil.), v.o. Quinette (83-3-40);
Marsia, 18 (278-47-82);
Léon-Lincoln, 8 (339-38-14);
dio Raspail, 14 (235-38-58);
SE (Fr.), Studio Orléans-Corser, 12 (231-35-58);
OLOGIE DU PLAISIR (A.), v.o. Saint-André-des-Arts, 8 (278-47-82);
Vendôme, 2 (073-97-57);
L'ÉCART, 12 (231-35-58);
Gaumont-Luxembourg, 12 (231-35-58);
Liberté-Club, 12 (343-91-91);
DONNA (Jap.), v.o. La Ciel, 37-80-80;
SER VICTOR (Fr.), Montparnasse 83 (343-91-91);
Lumière-Gaumont, 776-81-81;
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
Quinette, 5 (033-25-17);
F.L.M. St-Jacques, 14 (188-21);
REVAL DE FER (Fr.), Ely-Poinç-Snow, 8 (222-87-91);
ÉPISODE (Pol.), v.o. Saint-Germain, 12 (231-35-58);
EUR ET L'ESPRIT (A.), v.o. L'Oréal-Huchette, 5 (633-31);
CONCENTRATION ET L'ATELIER (Fr.), Olympia-Piguet, 14 (24-11);
L'ÉPIQUE DE L'ORIENT-EXPRESSION (A.), v.o. Rialto, 12 (343-91-91);
L'ÉPIQUE (Chil.), v.o. Rialto, 12 (343-91-91);
FUS US L'INTOLÉRABLE VÉS (Fr.), Le Marais, 4 (278-47-82);
BORNE (Fr.), v.o. Balzac, 8 (33-78);
U.C. Marbeuf, 12 (231-35-58);
Gonia, 2 (231-35-58);
Mont-Opéra, 8 (073-95-43);
Paradoux-Pathé, 14 (235-38-58);
Saint-Germain-Studio, 8 (42-72);
Nations, 12 (343-91-91);
Fauvelles, 12 (231-35-58);
Donna, 12 (343-91-91);

Les films nouveaux
TROP C'EST TROP, film français de Didier Kaminès;
Marsia, 8 (339-38-14);
Montparnasse 83, 8 (339-38-14);
Quinette-Lagère, 8 (339-38-14);
v.o. Balzac, 8 (339-38-14);
2 (231-35-58);
12 (231-35-58);
Cluny-Palace, 14 (235-38-58);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
12 (231-35-58);
LA NUIT DE LA PEUR, film américain de Peter Collinson;
avec Jacqueline Bisset; v.o. Cluny-Palace, 8 (339-38-14);
Elysees-Cinema, 8 (339-38-14);
v.o. Balzac, 8 (339-38-14);
2 (231-35-58);
12 (231-35-58);
Cluny-Palace, 14 (235-38-58);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
12 (231-35-58);
LA BALLADE SAUVAGE, film américain de Terence Young;
v.o. Haute-Ville, 8 (339-38-14);
Elysees-Lagère, 8 (339-38-14);
Marsia, 8 (339-38-14);
Quinette-Lagère, 8 (339-38-14);
v.o. Balzac, 8 (339-38-14);
2 (231-35-58);
12 (231-35-58);
Cluny-Palace, 14 (235-38-58);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
12 (231-35-58);
LE BLANC, LE JAUNE ET LE ROUGE, film français de Serge Corbucci;
avec Giuliano Gemma et Elio Wallach; v.o. Rex, 2 (231-35-58);
Elysees-Lagère, 8 (339-38-14);
Marsia, 8 (339-38-14);
Quinette-Lagère, 8 (339-38-14);
v.o. Balzac, 8 (339-38-14);
2 (231-35-58);
12 (231-35-58);
Cluny-Palace, 14 (235-38-58);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
12 (231-35-58);
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A.), v.o. Olympia-Pathé, 14 (235-38-58);

SECTION SPECIALE (Fr.): Collège, 8 (339-38-14);
Francis, 8 (770-33-48);
Saint-Germain-Village, 8 (523-87-59);
Montparnasse-Pathé, 14 (235-38-58);
Nations, 12 (343-91-91);
LE SHERIFF EST EN FRISON (A.), v.o. Studio Gallia, 12 (231-35-58);
Salut-Lesure-Picquet, 8 (339-38-14);
Marsia, 8 (339-38-14);
LA SUBMERSION DU JAPON (Jap.), v.o. George-V, 8 (231-35-58);
Marsia, 8 (339-38-14);
Roque, 18 (808-34-25);
Paradoux-Montparnasse, 14 (235-38-58);
Paradoux-Opéra, 14 (235-38-58);
TERRIBLE DANS LE SHANGHAI (Fr.), v.o. Daniel, 8 (222-87-91);
Daniel, 8 (222-87-91);
Wesley, 18 (397-50-70);
Gaumont-Richelieu, 8 (339-38-14);
Montparnasse 83, 8 (339-38-14);
Fauvelles, 12 (231-35-58);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
Gaumont-Gambetta, 20 (177-02-74);
TOMMY (A.), v.o. Publicis-Champs-Élysées, 8 (700-76-23);
Paradoux-Opéra, 8 (073-95-43);
Publicis-Champs-Élysées, 8 (700-76-23);
Paradoux-Montparnasse, 14 (235-38-58);
Paradoux-Opéra, 8 (073-95-43);
Gaumont-Convention, 15 (04-87);
Gaumont-Gambetta, 20 (177-02-74);
LA TOUR INFERNALE (A.), v.o. Ermitage, 12 (343-91-91);
LA TRAGÉDIE (Fr.): Ambassade, 8 (339-38-14);
Berlitz, 8 (743-89-31);
Elysees-Cinema, 8 (339-38-14);
Paradoux-Opéra, 8 (073-95-43);
TRAVAIL OCCASIONNEL D'UNE TRAVAILLEUSE (Fr.): Olympia-Boisdeplan, 14 (235-38-58);
TREMPEMENT DE TERRE (A.), v.o. Daniel, 8 (222-87-91);
Daniel, 8 (222-87-91);
Gaumont-Gambetta, 20 (177-02-74);
UN DIVORCE BUREAUCRATIQUE (Fr.): Gaumont-Madeleine, 8 (073-95-43);
Berlitz, 8 (743-89-31);
U.C. Marbeuf, 12 (231-35-58);
Montparnasse 83 (343-91-91);
VÉRITÉS ET MENSONGES (A.), v.o. Quinette, 5 (033-25-17);
VIOLENCE ET PASSION (A.), v.o. Gaumont-Champs-Élysées, 8 (700-76-23);
Haute-Ville, 8 (339-38-14);
Marsia, 8 (339-38-14);
Saint-Lesure-Picquet, 8 (339-38-14);
Montparnasse 83 (343-91-91);
Miramar, 14 (338-41-70);
Magie-Convention, 15 (04-87);
VIVRE A BONHEUR (Fr.): 14-Juliet, 11 (700-21-12) à 17 h. 15, 18 h. 45 et 20 h. 30;
12 (231-35-58);

LES RENCONTRES DU PALAIS ROYAL
ANIMÉE PAR Bernard GAVOTY et Paul-Emile DEIBER
SAISON 1975-1976
10^e ANNÉE
octobre L'Amour au Théâtre avec MADELEINE RENAUD et JEAN-LOUIS BARRAULT
novembre Je Chante les Couleurs avec ELISABETH SCHWARZKOPF
décembre Tu Seras Critique avec JEAN-JACQUES GAUTIER
janvier L'Amour au Théâtre avec MADELEINE RENAUD et JEAN-LOUIS BARRAULT
février Les Secrets de Paris avec CLAUDE BRULÉ
avril Si Sacha Nous Etait Conté avec ALAIN DECAUX et JEAN PIAT
Décorateur : ANDRÉ LEVASSEUR
RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT TOUS LES JOURS DE 14^H A 19^H
THEATRE DU PALAIS ROYAL 742-79-16 39, rue de Montpensier PARIS 1^e
THEATRE du NOM :
PALAIS-ROYAL ADRESSE :
38, r. Montpensier
75001 PARIS Désire recevoir une docum. gratuite.

Mercredi
GAUMONT ELYSEES VO HAUTEFEUILLE VO
MONTPARNASSE 83 VO
MAXEVILLE VO GAUMONT CONVENTION VO
TRICYCLE Asnières VO ARTEL Port-Nogent VO

Dustin Hoffman "Lenny"
Un Film de Bob Fosse
CANNES 75 GRAND PRIX
D'INTERPRETATION L'ANNÉE
VALERIE PERRINE
Une Production Marvin Worth Un Film de Bob Fosse Dustin Hoffman "Lenny"
avec Valerie Perrine Producteur Robert Altman Scénario de Julian Barry
Réalisé par Bob Fosse Adaptation Musicale de Ron Dunbar
Distribué par les Amigos Associés
Interdit aux moins de 13 ans
Passe également au STUDIO PARLY II

Mercredi
U.S.C. NORMANDIE • CAMEO • BRETAGNE • U.S.C. ODEON
CLICHY PATHE • MAGIC CONVENTION • TELSTAR
RAYMOND DANOON
LINO VENTURA INGRID THULIN
LA CAGE
UN FILM DE PIERRE GRANIER-DÉFERRE
Distribué par JACK JACQUINE
Réalisé par PASCAL JARDIN
CYRANO VERSAILLES • C.2.L. ST-BERMAIN • PUBLICIS DEFENSE
GARREFOUR PANTIN • ARTEL ROBERT • MELIES MONTREUIL
HOLLYWOOD ENGIEN • ULIS 2 ORSAT

Présenté hors compétition, le nouveau film de Joseph Losey
"Une Anglaise Romantique"
a secoué le jury, bouleversé le public et enthousiasmé les critiques, comme François Chalais à Europe 1 :
"Si le dernier film de Joseph Losey présenté à Cannes l'avait été dans la compétition et non comme un de ces hors-d'œuvre somptueux tels que nous ont déjà été livrés Antonioni, Schlesinger et Bergman, on doute que le jury aurait eu à débattre très longtemps pour savoir à qui décerner le Grand Prix."
A partir de demain aux cinémas :
Concordo-Pathé (v.o.) - Gaumont-Lumière (v.f.) - Montparnasse-Pathé (v.f.) - Gaumont-Convention (v.f.) - Cluny-Palace (v.o.) - Saint-Germain-Huchette (v.o.) - Clichy-Pathé (v.f.), Périphérie : Tricycle (Asnières) - C 2 L (Versailles) - Artel (Rosny) - Le Marly (Engligny).

U.G.C. BIARRITZ v.o. GAUMONT MADELEINE v.f.
HENVENUE MONTPARNASSE v.f. U.G.C. ODEON v.o.
CYRANO VERSAILLES v.o. ARTEL NOGENT v.f.
LES FRAISES SAUVAGES
d'INGMAR BERGMAN
VICTORSJÖSTRÖM BIBI ANDERSSON INGRID THULIN MAXVON SYDOW

5 dernières
FAUST-SALPETRIERE
mise en scène Klaus Michael Grüber
Chapelle Saint Louis-de-la-Salpêtrière
location 727.81.76 et 13.40
LE PLUS GRAND ÉCRAN DE PARIS
KINOPANORAMA
60, avenue de la Motte-Picquet - Téléph. : 306-50-50
ACTION RÉPUBLIQUE
18, rue du Faubourg-du-Temple - Téléph. : 805-51-33
MOULIN ROUGE
avec JOSE FERRER
dans un film de JOHN HUSTON

CONCERTS
Festival du marais
LOCATION
TEL. 987.28.12 et 13 ds les 48 h
• 44, rue F. Miron, m^e St-Paul
• LAMARTINE 118, rue la Pompe
• LAMARTINE 80, rue d'Assas
• DURAND agences FNAC

(Publicité)

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

L'ISSEC 1975

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici sept ans par l'ESSEC. Etroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits, qui totalisent près de cinq

cents heures de travail sur deux années, et la rédaction d'un mémoire conduisant à ce diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de

toutes dimensions et de tous secteurs : ils étaient pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours. Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur onze axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à onze « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps. Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés,

discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprises et animateurs. L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et les techniques afférentes ; chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail sont constitués au sein de chaque crédit (de cinq à huit saisonniers). Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis.

Le choix d'un institut de perfectionnement

En matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les dépliant et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?...

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...), de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation a posteriori), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accordent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

- 1) Le taux de répétition (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage

après en avoir déjà suivi un). A l'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 % ; oct. 1974 : 61 %.

2) L'évolution du nombre global d'inscriptions — dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'Institut Supérieur des Sciences Économiques et Commerciales a connu un développement remarquable. Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

L'ISSEC bénéficie depuis octobre, 1973 d'installations ultra-modernes à Cergy-Pontoise, qui ont permis de multiplier par vingt le surface de ses locaux. Ainsi les cours de l'ISSEC se déroulent aussi bien à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte non tenu des interventions intra-entreprises.

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableau ci-dessous). Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux saisonniers de l'ISSEC ayant subi avec succès ou minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce projet a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury souverain dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours. Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur onze axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à onze « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps. Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés,

discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprises et animateurs. L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et les techniques afférentes ; chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement. Des groupes de travail sont constitués au sein de chaque crédit (de cinq à huit saisonniers). Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis.

L'ISSEC partenaire du GERME (1)

Créé il y a deux ans sous la présidence de M. Chénavier, président-directeur général de la Société française des pétroles S.F.P., le groupe d'enseignement et de recherche pour le management européen (GERME) a un double but :

- Il entend, d'une part, en coordonnant des programmes jusqu'ici distincts, faciliter et simplifier l'information des responsables de formation et des cadres en matière de perfectionnement.
- Il entend, d'autre part, et surtout, accroître les échanges et la recherche pédagogique entre les établissements fondateurs :

- Le C.R.C. (Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprises) ;
- Le C.N.O.F. (qui comprend deux divisions : l'Association française de management et le Centre d'enseignement du management) ;
- L'E.C.E. (Ecole du chef d'entreprise) ;
- Et enfin l'ISSEC.

Cette initiative permet un enrichissement mutuel des corps professoraux par de nombreux échanges d'expériences. Elle facilite une collaboration de plus en plus étroite entre des institutions d'enseignement qui, depuis plus de vingt-cinq ans, se consacrent à la formation continue.

(1) GERME, 34, rue Hamelin, Tél. : 727-80-20.

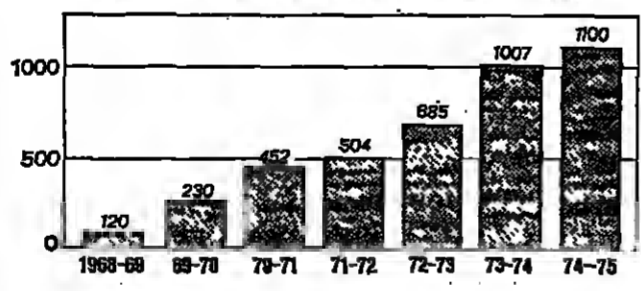
SESSION D'AUTOMNE 1975 :

Le centre d'orientation est ouvert

Si vous êtes intéressé par les enseignements de l'ISSEC, il faut, pour vous inscrire, remplir un dossier de candidature et rencontrer un animateur du centre d'orientation de l'institut.

Ce centre siège en permanence, et il est à votre disposition pour vous recevoir et vous conseiller dans le choix d'un programme de perfectionnement. La session d'automne se déroulera du 13 octobre à fin février 1976.

ÉVOLUTION DES INSCRIPTIONS A L'ISSEC



Pour une information plus complète

M. Adresse personnelle : Tél. : SOCIÉTÉ : Adresse de la société : Tél. : FONCTION : Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation

ISSEC 24, rue Hamelin, 75116 - PARIS
Téléph. : 727-80-20 - Métro : Boislève ou Léna
Télex : 63943
ou : B.P. 103 - 95001 CERGY - Téléph. : 030-40-57

OPTIONS	CREDIT 1	CREDIT 2	CREDIT 3	CREDIT 4
A. — DIRECTION ET MANAGEMENT	Jeu de gestion	Méthodes et techniques de la direction	Politique générale	Direction et stratégie Jeu de simulation
B. — RELATIONS HUMAINES	Expression orale	Conduite de réunion	Le travail en groupe	Creativité et innovation
a) Communication et information.				
b) Hommes et organisations.	Contrôle des objectifs et motivation des hommes	Changement et développement des ressources humaines		
C. — FONCTION PERSONNEL	Les techniques de la fonction personnel	Place des relations industrielles dans la fonction personnel	Structures et communications dans l'entreprise	Définition des politiques dans la fonction personnel
D. — FONCTION FORMATION	Les méthodes pédagogiques ou formation permanente	La pratique de la formation	Le management de la formation	Psycho-pédagogie de la formation permanente
E. — MARKETING	Marketing fondamental	A) Méthodes quantitatives pour la gestion B) Etudes et recherches en marketing C) Méthodes de prévisions commerciales D) Statistiques appliquées au marketing	E) Exportations et marketing sur les marchés étrangers F) Direction des ventes G) Publicité. H) Politique de distribution et merchandising	I) Marketing des produits industriels J) Formation de l'équipe de vente K) Politique de marketing
F. — GESTION COMPTABLE ET CONTROLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique	Comptabilité approfondie	Contrôle de gestion
G. — GESTION FINANCIERE	Comptabilité financière	Gestion financière	A) Bourse et évaluation des sociétés B) Crédit et institutions financières	A) Les décisions financières de l'entreprise B) Les finances internationales
H. — INFORMATIQUE	Éléments de base d'informatique	Système d'informatique dans l'entreprise		
I. — GESTION DE LA PRODUCTION	Techniques de contrôle de production	A) Conception d'un système de production B) Gestion des approvisionnements C) Ordinateur et modèles mathématiques de gestion de production	Système d'information en gestion de production	Stratégie de production
J. — DROIT DE LA GESTION	Droit général des affaires	Stratégie des entreprises et politique de concurrence	Droit du travail et de la Sécurité sociale	Droit fiscal des affaires
K. — ECONOMIE	Structures industrielles et initiation à la stratégie des marchés	Droit des sociétés et des organisations.		

Le
E.D.F. c
e progr

Le mythe de l'exportati

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

E.D.F. a longuement étudié le programme électronucléaire

Investir à l'étranger reste un impératif

Dans un article publié dans le monde de l'économie, daté 27-mai, M. Claude Henry, directeur du laboratoire d'économétrie de Soles polytechnique, avait soigneusement critiqué le programme électronucléaire que l'E.D.F. doit mettre en œuvre. On lira ci-dessous la réponse de M. Boiteux, directeur général de l'électricité de France.

par MARCEL BOITEUX

en relations publiques disent — c'est bien connu — qu'il ne faut jamais répondre à un article de polémique, hors le cas précis et indubitable de diffamation. Car si l'on a saisi avoir tort, mieux vaut ne pas s'y risquer. Et si l'on est convaincu d'avoir raison, c'est placer l'antithèse au même plan que le thème et lui donner un crédit inespéré. Le fait est, en tout cas, qu'on y laisse toujours des plumes ; la nécessité de s'exprimer en termes simples et en quelques pages oblige à des approximations qui alimenteront trop sûrement un nouveau débat, et à des lacunes qui seront considérées comme des aveux.

à une juste mesure des choses et au bon sens ?

Ce n'est pas l'opinion de M. Henry qui commence, son article en me couvrant de fleurs, finalement vénérées. Puisqu'il me prend personnellement à partie, je renonce à la prétendue habileté — qui me pèse — de laisser dire, bien que le débat nucléaire ait pris maintenant la dimension politique qui me permettrait de passer la main. Il ne saurait être question, ici, de reprendre point par point l'argumentation de M. Henry, pas plus que celle des chercheurs de l'Institut de Grenoble (s'exprimant à titre personnel) à laquelle mon interlocuteur se réfère... sans nous dire d'ailleurs — à mon tour de métonie — comment leur étude peut bien satisfaire ses exigences d'écoulement, tant sous l'angle de l'économie que de la démarche scientifique.

LA Compagnie de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson dont les principaux clients sont le bâtiment, l'industrie automobile et les fabricants d'emballages subit le contrecoup de la récession et rien n'indique pour l'instant à ses dirigeants une prochaine reprise. Elle attend donc à des résultats médiocres pour l'année en cours alors qu'en 1974 le bénéfice net consolidé (c'est-à-dire les profits des filiales au groupe à l'étranger compris) a progressé de 14,8 % par rapport à celui de 1973, en atteignant le montant de 703 millions de francs. Les difficultés de la conjoncture n'inclinent nullement le groupe à un repli sur soi. Au contraire, la diversification géographique de ses activités lui permet de mieux supporter le choc. C'est la thèse que défend M. Roger Martin, son président-directeur général, dans l'article qu'on lira ci-dessous.

par ROGER MARTIN

C'est probablement une évidence de dire qu'un industriel responsable doit étudier certains secteurs de marché pour garantir la pérennité de ses activités face aux exigences du progrès et de la compétition internationale. La clé des implantations des entreprises françaises hors de France est pourtant là. Elle est dans le très concrète résultat du marché. Réalité qu'oublie — ou ignorent — ceux qui veulent voir seulement dans ces implantations à l'étranger les agents d'une exploitation néocolonialiste des pays où elles se situent et le moyen de faire évader de France des capitaux qui pourraient servir à créer des emplois ou à financer des investissements collectifs.

L'investissement dans les pays étrangers représente un effort d'un autre ordre que celui d'investir en France. Aux études de marché, aux problèmes de financement, aux questions techniques, s'ajoutent l'adaptation au pays, la connaissance qu'il faut acquérir de ses hommes et de ses lois, de son environnement économique, de ses us et coutumes. Les hommes capables d'assumer ces responsabilités sont nécessairement d'une qualité exceptionnelle. Leur dynamisme, se conjuguant avec le souci de valoriser la période, les pousse, au cours de leurs succès, à élargir le rôle de pont initial.

La fatalité de l'expansion et de la diversification y trouve une force accrue qui tend à reconstruire dans chaque pays le modèle, plus ou moins déformé, du groupe français d'origine. Souvent d'ailleurs les responsables publics ou privés apportent l'appui de leur confiance à l'entrepreneur étranger conscient des devoirs que lui impose l'hospitalité reçue. Certains pays de l'Est s'efforcent à l'heure présente de trouver des formules qui permettraient à l'industriel réputé capitaliste, mais détenteur d'une technologie confirmée, de s'associer avec l'Etat socialiste pour participer au surplus économique — déguisé par les usines qu'il construirait dans ces pays.

Deux exemples

P plutôt que de me livrer à une démonstration théorique, je voudrais essayer par deux exemples concrets d'expliquer les mécanismes de la vocation internationale de nos entreprises. En illustrant la variété d'aspect des processus mis en jeu.

Prenez d'abord le cas de l'établissement de Pont-à-Mousson ou Brétil.

A partir de 1911 les principales villes de la grande République sud-américaine font appel aux bureaux de Pont-à-Mousson pour créer leurs réseaux d'adduction d'eau. Mais le Brésil est un pays puissant. Il dispose des plus riches réserves mondiales de minerai de fer. Ses forêts lui fournissent au départ un combustible de choix pour la production de la fonte. Il n'est pas concevable qu'il reste indéfiniment tributaire de l'importation pour des tuyaux qui peuvent produire sur place et dont le rôle est capital dans l'amélioration des conditions de vie de sa population. Les hommes, non plus, ne lui font pas défaut.

(Lire la suite page 24, 3^e col.)

ARTICLE de M. Henry pose plusieurs problèmes. Le plus important peut-être n'est pas du domaine éaire ; faut-il ou non répondre à un genre de propos ? Tous les experts

nde ou plate, la Terre ?

ur peu que la controverse s'amplifie, révision hétérodoxe du sujet et, sous l'impulsion de M. Henry, directeur du laboratoire d'économétrie de Soles polytechnique, avait soigneusement critiqué le programme électronucléaire que l'E.D.F. doit mettre en œuvre. On lira ci-dessous la réponse de M. Boiteux, directeur général de l'électricité de France.

debat sur la rotondité du globe, aurait rempli les gazettes du temps ailée, ne serait certes plus de mise d'aujourd'hui ; après quelques siècles d'enseignement et de voyages, chacun en a assez pour que la controverse ne se renouelle pas, même pas même. Église compromise à nouveau. Mais fait de transporter cet apologue à nos problèmes du jour, dont les échos échappent à l'expérience quotidienne comme à la science du français, pour en saisir toute la portée et

comprendre comment de vrais problèmes, indéniables mais bien circonscrits, suscitent des passions démesurées.

Et pourtant, à ne pas répondre, on laisse l'idée se répandre que les centrales nucléaires vont transformer le Rhône en rivière tropicale où prospéreront le tilapia et la carpe chinoise, l'idée que vingt-deux centrales ont été arrêtées aux États-Unis à la suite d'une fissure — la nouvelle a été rectifiée quelques jours après, mais le démenti est passé totalement inaperçu du lecteur non motivé, — ou la conviction qu'il n'y a plus un poisson autour de la centrale espagnole de Vandellòs, alors qu'il suffit d'aller voir pour se convaincre du contraire. Et j'en passe. L'inquiétude se répand, les articles alarmistes se multiplient, les vrais problèmes du nucléaire tournent au fantastique et les passions se déchainent.

Chez les militants, plus question de transiger. On est pour ou on est contre, et, selon la religion qu'on s'est ainsi choisie, on trouve dans les textes ce qu'il faut pour étayer sa foi. Et ce, bien sûr, au nom de la science, dont chacun s'arrache les verdicts, tout en la récusant par ailleurs. Chaque camp, pour impressionner les foules, compile ses prix Nobel (il y en a beaucoup plus dans les « pour » que dans les « contre »), mais déclare que l'argument d'autorité est sans valeur pour un savant — ce qui est vrai. Les thèses s'affrontent, on s'injurie, ou on ironise... Ne serait-il pas temps d'en revenir

(Lire la suite page 25, 1^{re} col.)

BULLETIN Le mythe de l'exportation

« RAVAILLER » un treizième mois pour l'exportation », tel fut un temps le thème des discours officiels, reprenant les propos de M. Giscard d'Estaing en vue de colmater les « chers crevasses par l'enrichissement pétrolier. En fait, si la France a rétabli sur le plus vite que prévu son équilibre commercial, c'est plutôt parce qu'elle a travaillé moins, la crise parvenant à baisser ses importations. Au-delà de cette constatation, c'est le mythe de la primauté de l'exportation qui commence à être mis en cause, à l'occasion des discussions sur la récession et des révisions sur un nouvel ordre économique mondial.

Cette primauté est absurde, disent les uns, dans la mesure où chaque pays cherche à vendre plus qu'il n'achète, addition des prévisions nationales est impossible. C'est aussi un thème ingénu, souligne d'autres, car il encourage l'agressivité des nations, pousse une concurrence déloyale — où tous les coups, même les mauvais, sont permis — accroît la vulnérabilité des pays, est enfin un mythe nocif, ajoutent les autres, parce qu'il renforce de façon excessive l'interdépendance des économies, qu'il facilite la propagation des crises mais entrave les politiques nationales de redressement. Sur ce thème, il n'y a pas mal broché, la semaine dernière, un colloque socialiste international de Liège.

Exporter ses marchandises, c'est souvent aussi chercher à exporter ses difficultés. Il voudrait sans doute mieux essayer de définir un équilibre d'une autre sorte, où le primat de l'exportation ne servirait pas d'alibi au maintien d'échecs dont le contenu social est loin d'être mis en évidence et encore moins démontré. Sans prôner un quelconque retour au protectionnisme, ne peut-on imaginer l'établissement d'un ordre mondial où la commerce extérieur cesserait d'être un obstacle pour devenir un moyen — expression de la division internationale du travail — au service de l'intérêt du plus grand nombre, à commencer par celui des pays nouvellement industrialisés, qui doivent trouver, sous le soleil, une place pour leurs produits.

AUX ETATS-UNIS

L'esprit du Watergate visite les hauts lieux du monde des affaires

De notre correspondant

New-York. — Parce que Rose Mary Woods, la dévouée secrétaire du président Nixon, était une comptable soignée des généralités prouvant de sociétés privées, avec noms et dates, une vingtaine de grandes entreprises américaines se débattaient aujourd'hui dans des difficultés d'ordre juridique, financier, fiscal et même diplomatique — sans parler des pertes de personnel de direction et des problèmes de relations publiques — qui devraient leur faire souhaiter n'avoir jamais eu affaire au monde de la politique, de quelque couleur qu'elle soit.

Quelle signification peut-on attacher aux poursuites dont ces sociétés font l'objet — de la part du procureur du Watergate, de la part de la Securities Exchange Commission (SEC), organisme chargé de la police des sociétés cotées en Bourse, de la part du Sénat américain, ainsi qu'aux enquêtes auxquelles elles sont soumises par un Sénat méfiant vis-à-vis des sociétés multinationales et par une presse bien renseignée ? Et que va-t-il en résulter ?

annoncent, par exemple, des poursuites pour violation des règles de concurrence (antitrust).

JAY McCULLY.

(Lire la suite page 24, 1^{re} col.)

La Bourse resté de glace

Toutes considérations de moralité et de pratique saines des affaires mises de côté, une première constatation s'impose. C'est que les cotations des sociétés qui ont été jusqu'à ce jour compromises, le plus ouvertement dans cette affaire, n'en ont pas autrement souffert.

A la fermeture de la Bourse de New-York le 14 mai, les actions d'Ashland Oil — contre laquelle la SEC avait annoncé le jour même qu'elle intentait un procès — étaient à 20 1/8, soit une perte de 1 1/8 pour une action dont les cours extrêmes depuis le 1^{er} janvier ont été 16 1/3 et 22 3/8. Le lendemain, l'action remontait à 20 7/8. Minnesota Mining, qui a subi un raid des autorités à son siège social et a plaidé coupable, était cotée le 14 mai à 66 5/8, prix le plus élevé que cette action ait atteint cette année (prix le plus bas en 1975 : 43 dollars). Gulf Oil, mise au défi par plusieurs pays étrangers de révéler à qui ont été payés 4 millions de dollars englobés à l'étranger, était cotée le même jour à 19 7/8 (cours extrêmes de l'année : 17 5/8 et 22).

spéciale, dont le gouvernement américain attend des explications sur l'utilisation de quelque 30 millions de dollars transférés à des agents à l'étranger, semble continuer à jouir de la confiance des investisseurs, puisque son action se vend 30 dollars (cours extrêmes 22 1/4 et 32). Goodyear, qui a plaidé coupable pour l'accusation de détournement de fonds sociaux à des fins politiques, se vend 18 5/8 (cours extrêmes 19 5/8 et 13 3/4). Et l'United Brands, accusée par une affaire de corruption au Honduras qui a déjà causé le renversement d'un gouvernement de ce pays et, probablement, le suicide du président de la société elle-même, et qui expose la firme à des poursuites sous plusieurs chefs, est tout de même cotée à 5 1/2 (cours extrêmes 3 1/3 et 8).

Il apparaît donc que Wall Street ne s'attend pas à ce que ces sociétés subissent, en fin de compte, des pertes financières graves en conséquence de leurs déboires avec Washington et l'étranger. La réaction de la Bourse a été moins forte que lorsque les autorités fédérales

LA
BANQUE DE FRANCE

recrute ses cadres par la voie de

concours

d'adjoint de direction

ouvert aux candidats de nationalité française âgés de moins de 26 ans au 1^{er} janvier 1975

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Prochaine session
Samedi 4 et dimanche 5 octobre 1975
Inscriptions reçues du 16 juin au 31 août 1975

Formation professionnelle assurée au sein d'un INSTITUT DE FORMATION
Ouverture des cours : le 2 février 1976

Pour tous renseignements, s'adresser à
la Banque de France - Direction Générale du Personnel
Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75046 PARIS CEDEX 01
Tél. : 508-23-45 - postes 35-43 et 35-44

BF

FAITS ET TENDANCES

LA SÉCURITÉ SOCIALE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

Wellington. — La Nouvelle-Zélande, avait été le premier pays, en 1938, à avoir un système de sécurité sociale...

Au pays du réformisme tranquille

La Nouvelle-Zélande n'a pas été épargnée par l'escalade des taux d'inflation... L'origine professionnelle, s'était de la deuxième guerre mondiale...

La mise en œuvre de mesures plus efficaces. Ces mesures devraient tendre à réduire l'inflation et le déséquilibre des échanges...

peut prétendre au droit aux prestations... Depuis quelques années, et surtout depuis la venue au pouvoir des travaillistes...

Le système s'est érodé

Le monde n'admet pas cette notion : les critiques se sont multipliées ces dernières années, et les travailleurs au pouvoir...

reçoivent la même allocation forfaitaire, financée par l'Etat. Elle représente aujourd'hui de 20 à 30 % au mieux du salaire moyen...

La philosophie fondamentale d'un tel régime, dont l'inspiration est commune à de nombreux pays anglo-saxons...

De notre envoyé spécial Pour l'assurance-maladie, par exemple, tous les enfants en âge scolaire sont certes soignés gratuitement...

Plus choquant encore est le système des allocations familiales et du chômage. A Rotorua, petite ville touristique où vivent en majorité les Maoris...

Un système de capitalisation Une réforme beaucoup plus importante est entrée en application en avril 1973 dans la mesure où elle tourne le dos à la formule anglo-saxonne de la Sécurité sociale...

Un système de capitalisation

Le réformisme tranquille qui caractérise la politique sociale néo-zélandaise, prend parfois un aspect quasi révolutionnaire. C'est au moins le cas de l'originale et audacieuse loi sur la couverture des accidents...

Voici les raisons objectives de choisir Honeywell Bull.

- La protection de votre investissement rendue possible par une série évolutive : la série 60. Le niveau 61 est conçu comme premier équipement et ne nécessite aucune modification des structures de votre entreprise...

Notez ici les raisons objectives en faveur de son concurrent.

- Facilité d'utilisation obtenue par la planification intégrée des tâches. Fiabilité exceptionnelle par utilisation des techniques de pointe éprouvées sur les gros systèmes. Adéquation aux problèmes spécifiques des PME.

Honeywell Bull



Une vie paisible

En Nouvelle-Zélande, l'une des conséquences de la nouvelle législation est d'accroître encore les paradoxes de la Sécurité sociale, puisque les autres prestations, excluant certains éléments...



LE MONDE DES AFFAIRES

INVESTIR A L'ÉTRANGER

(Suite de la page 31.)

Deux ingénieurs brésiliens, Sensud de Lavau et Aceno, en 1915, eurent les premiers l'idée de fabriquer des tuyaux de fonte par centrifugation. En 1928, Pont-à-Mousson acheta une licence de leur procédé et put consentir l'effort considérable de mise au point nécessaire. En 1933 elle démarra dans son usine lorraine un puissant atelier de centrifugation et en 1937, de retour aux sources, approuva son assistant technique la création d'une centrifugation moderne dans l'usine de Gorceia (Minas Geraes). Aujourd'hui au travers de la Cia Metalurgica Barbara, elle conserve indirectement une part d'un marché qui, autrement, lui eût échappé. Elle n'est, en effet, pas la seule au monde à disposer de la technique de la centrifugation. Le tuyau de fonte, produit de première nécessité pour les pays en voie de développement, est ainsi devenu le vecteur des activités industrielles de Pont-à-Mousson au Brésil.

Saint-Gobain et la libre de verre constituent un remarquable exemple d'un processus différent. C'est aux environs de 1930 que l'attention de la Compagnie fut attirée sur la fabrication des verres de verre et sur leurs usages possibles, spécialement en matière d'isolation. A l'heure présente, Saint-Gobain Industries, avec les procédés TEL, SUPERTEL, et demain le procédé TOR, dispose dans le monde d'une position technologique de premier ordre. En 1974, la production totale du groupe, stimulée par la crise de l'énergie, a atteint 615 millions de tonnes de verres pour l'isolation, représentant une valeur de 2,3 milliards de francs. A l'inverse des tuyaux de fonte, qui constituent l'un des premiers besoins des pays en voie de développement, la libre de verre

trouve ses marchés dans les pays déjà industrialisés où la recherche du confort va de pair avec l'élevation du niveau de vie. Contrairement au tuyau de fonte qui, malgré sa forme et son poids, voyage fort loin — Pont-à-Mousson en livre des tuyaux en Corée, — la libre de verre, en raison de sa densité apparente, voyage très mal. Il faut donc la produire à relative proximité de ses utilisateurs.

Deux voies s'offrent alors pour Saint-Gobain : vendre des licences de ses procédés ou devenir producteur dans les pays où existent des marchés. Entre les deux, il y a toute la différence qui sépare un rentier d'un industriel. Le bailleur de licence ne prend pratiquement aucun risque, mais les redevances qu'il peut espérer ne représentent, dans la meilleure hypothèse, qu'une part modeste du cash-flow sécrété par l'acte de production. Il n'acquiert aucun droit sur le marché. L'industriel prend un risque mais dispose de la totalité du cash-flow qui permet le financement d'une politique industrielle. Il détient directement la part de marché qui constitue la raison d'être de son entreprise. La préférence de l'industriel conscient de son état ira donc naturellement dans le sens de l'implantation, mais le bon sens entre autres lui impose une juste mesure. Une entreprise ne peut prétendre s'assurer le monopole mondial d'un produit promis à un large développement. L'ampleur des moyens de financement à mettre en œuvre suffirait à décourager une telle ambition. Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, par ailleurs, utilise pour certaines de ses fabrications, et non des moindres, des procédés dont elle a acquis la licence. Elle paie à ce titre d'importantes redevances et la sagesse consiste pour elle, autant que faire se peut, à équilibrer ces

dépenses par des revenus de même nature. Finalement, en matière de fibre de verre, les deux voies ouvertes ont été utilisées. Saint-Gobain a donné licence de ses procédés dans vingt-sept pays, mais seule, ou en association, elle produit de la fibre de verre dans sept autres : Etats-Unis, Allemagne, Italie, Espagne, Suisse, Suède, Pays-Bas, et bientôt Japon sans exclure pour le futur d'autres implantations.

La preuve que les implantations internationales de S.G.P.M. ne participent pas d'une exploitation colonialiste découle d'un coup sûr d'une analyse comptable méticuleuse des résultats obtenus. Elle peut être acquise de manière tout aussi convaincante par une appréciation globale et qualitative. Il est bien évident que les implantations dans les pays industrialisés : Allemagne, Belgique, U.S.A., Japon, ne peuvent et ne pourront s'y maintenir qu'en s'intégrant strictement à l'environnement économique de ces pays. La preuve que la vocation internationale de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ne dessert pas les intérêts de la France et des Français est tout aussi facile à administrer. Si demain, par une opération de cession miraculeuse, nous abandonnions nos implantations étrangères, la part des marchés U.S.A., Japon, ne pourrait être assurée qu'en maintenant qu'en s'intégrant strictement à l'environnement économique de ces pays. Si demain, par une opération de cession miraculeuse, nous abandonnions nos implantations étrangères, la part des marchés U.S.A., Japon, ne pourrait être assurée qu'en maintenant qu'en s'intégrant strictement à l'environnement économique de ces pays.

Le dernier des investissements étrangers de Saint-Gobain - Pont - à - Mousson, Certain-Teed Products, aux Etats-Unis, fut pour un part financé par capitalisation de droits de licence et par un emprunt auprès du Crédit national dans le cadre d'une procédure spécialement réservée aux investissements français à l'étranger. Quelques chiffres significatifs confirment cette analyse globale. Pour l'année 1974, les ventes consolidées du groupe se sont élevées à 51 % à partir de l'Hexagone, et pour 40 % à partir de ses établissements étrangers. Les bénéfices nets consolidés correspondants ont été, respectivement, de 359 à 544 millions. Ni dans un sens ni dans l'autre cette répartition ne saurait être objet de scandale. Une part des bénéfices réalisés à l'étranger contribue directement et par les emprunts qu'elle permet au financement du programme d'investissement de nos établissements. Elle nous évite de sortir des capitaux de France ; elle nous évite de cumuler le risque monétaire, qui n'est pas notre affaire, avec le risque industriel, qui est le nôtre.

La balance nette de redevances et dividendes repatriés s'est élevée en 1974 à 201 millions de francs. Cette somme représente une part de la contribution du groupe à l'équilibre de la balance française des paiements. Reprise dans le trésorerie et dans le montage de ses financements, elle concourt à la construction de l'aventure de l'ensemble de nos établissements, français y compris.

La vocation internationale de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson ne l'empêche pas d'apporter l'équilibre de la balance commerciale française. Nous sommes maintenant en mesure d'établir cette balance pour nos quarante-sept sociétés françaises industrielles intégrées. Le volume absolu des exportations d'une entreprise n'a en effet de signification que s'il est rapproché des importations de toute nature nécessaire à son activité. Pour 1974, nos exportations se sont ainsi élevées à 2,2 milliards de francs et les importations correspondantes à 1,2 milliard. Il n'est certainement pas excessif de rappeler qu'à nos exportations directes s'ajoute un montant, que nous estimons à 800 millions, d'exportations indirectes réalisées par nos clients français utilisateurs de nos produits.

Mais la vocation internationale de Saint-Gobain - Pont-à-Mousson dépasse largement le cadre des considérations économiques et financières. Notre temps est celui des contradictions. Elles viennent du progrès que l'homme provoque, mais qu'il ne maîtrise pas. Chaque jour, l'évident démontre que la mondialisation de l'économie est un fait acquis, mais, dans le même temps, le nombre d'Etats souverains ne cesse de croître et les nationalismes d'exaspérer. Regrouper les hommes dans une même entreprise, les faire travailler ensemble est peut-être le moyen le mieux adapté à la condition humaine de les faire surmonter les diversités qui les opposent pour leur permettre de construire ensemble l'avenir de tous les hommes.

JAY McCULLEY. ROGER MARTIN.

BIBLIOGRAPHIE

Procès d'une entreprise au-dessus de tout soupçon...

UNE multinationale française : Pechiney-Ugine-Kuhlmann (1). Le titre est neutre. Ce pourrait être une étude comme il en paraît parfois sur les entreprises. En fait, c'est un véritable réquisitoire que découvre le lecteur de ce livre de près de trois cents pages, qui prend pour cible l'un des tout premiers groupes industriels français.

Ceux qui attendent de cet ouvrage des révélations scandaleuses seront déçus. Pechiney-Ugine-Kuhlmann n'est pas I.T.T. Pas de « bombe », donc, mais une enquête minutieuse, approfondie, menée par un groupe d'analystes financiers, de syndicalistes et d'économistes, animé par M. Michel Beaud, professeur au département d'économie politique de l'université de Vincennes.

M. Beaud n'a guère de sympathie pour le système capitaliste, ni pour ces grands groupes, ces nouvelles féodalités, qui décident pour nous et dans quelles conditions nous travaillons, ce que nous devons produire et ce que nous devons consommer... et plusieurs de ses démonstrations tomberont peut-être à plat. Après tout, diront certains, que Pechiney-Ugine-Kuhlmann ait décidé de mener une politique de « filtres » contrôlant les étapes permettant de passer de la matière première à l'objet fini ne procède-t-il pas de la bonne gestion, comme d'ailleurs l'implantation d'unités de production dans

des Etats « forts » ou réputés tels, comme la Grèce ou la Corée du Sud ?

Il n'en reste pas moins que ce livre — un ouvrage de propagande, qui ne justifie pas de réponse —, affirmant les dirigeants de Pechiney-Ugine-Kuhlmann — met en lumière des faits qui sont en eux-mêmes incontestables : la pollution de la vallée de la Meurienne, par exemple, ou les avantages fiscaux consentis par l'Etat, qui ont donné au groupe PUK la faculté, au cours des trois dernières années, de détourner légalement de l'impôt une somme de profits comprise entre 1 milliard et demi et 2 milliards de francs, soit environ 40 % de la masse globale des profits réalisés (2).

On regrettera que cet ouvrage tourne court. L'ouvrage, dans son dernier chapitre, des nationalisations et de l'autogestion, proposée comme remède à la « dictature du capital », nant plus de la profession de foi que de la démonstration. Ces questions méritent mieux que la dizaine de pages qui leur est consacrée... Un autre livre, peut-être... Ph. L.

(1) Une multinationale française Pechiney-Ugine-Kuhlmann, par Michel Beaud, Pierre Danjou et Jean David, Editions Seuil, 21 F. (2) Chiffres cités par A. Jourlin et P. Derrien dans Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Notes et études d'économie et politique, 1973.

L'ESPRIT DU WATERGATE

(Suite de la page 31.)

Le terme « délégués » convient particulièrement bien à l'ensemble des actions qui ont mené à la révélation de ces scandales. L'indice qui allait servir de fil conducteur à l'enquête traînait dans le tiroir de Rose Mary (1). Le procureur du Watergate saisit ce fil pour s'enquérir de la provenance des fonds. S'ils avaient été versés au comité pour la réélection du président en 1972 et provenaient de la poche de directeurs des sociétés en question, ces contributions étaient parfaitement légales. Si, au

contraire, les fonds avaient été puisés dans les coffres des sociétés, il y avait violation de la loi électorale fédérale. Le fil mena, plus ou moins directement, aux coffres. Les coupables ont déjà, dans plusieurs cas, été jugés et frappés d'une amende très légère pour infraction à la loi : 1 000 dollars par infraction pour chaque personne impliquée plus 5 000 dollars par société. Les tribunaux ne peuvent, en effet, se montrer plus sévères envers les hommes d'affaires qu'ils ne l'ont été envers les hommes politiques qui avaient sollicité ces fonds (2).

De fausses écritures

Certaines sociétés ont, d'autre part, récupéré les sommes versées illégalement au comité pour la réélection du président. Le Phillips Petroleum a obtenu du comité le remboursement de 100 000 dollars. Dans le cas de Northrop, c'est le président de cette société, M. Thomas V. Jones, qui a personnellement remboursé 155 000 dollars (intérêts et amendes compris).

Pour en revenir au fil de l'histoire, les coffres dont étaient sorties ces contributions illégales contenaient des fonds secrets qui n'auraient pu s'y trouver si la comptabilité des sociétés en question ne contenait pas, elle, de fausses écritures. D'où enquête de la SEC dont les règlements applicables aux sociétés cotées en Bourse interdisent qu'on cache la réalité à ses actionnaires.

La SEC découvre ainsi que telle ou telle société incriminée avait tiré des fonds à l'étranger, sous couvert d'une transaction quelconque avec un sous-traitant, une filiale ou un agent, et que, dans la mesure où ces fonds pouvaient être utiles pour calmer les appétits des organisateurs de campagnes électorales, un homme de confiance avait été chargé de les rapatrier, sous forme de billets de banque, au siège social où ils avaient été cachés dans un coffre. Plusieurs sociétés, dont la Phillips Petroleum, à l'issue de leurs aventures avec la SEC, ont publié des rapports spéciaux à leurs actionnaires, étonnamment candides et détaillés, sur la façon dont elles camouflaient leurs opérations.

Les poursuites engagées par la SEC

ont, jusqu'à ce jour, débouché sur des accords extra-judiciaires (consentement) aux termes desquels les sociétés concernées ont obtenu l'absolution provisoire en échange de la « divulgation pleine et entière » (full disclosure) des faits relatifs au sujet de l'enquête et de la promesse de ne pas recommencer. La Gulf Oil, Northrop et Phillips ont pris de tels engagements vis-à-vis de la SEC.

Au cours de leur enquête, les inspecteurs de la SEC ne pouvaient manquer de remarquer que, chez certaines sociétés, le montant des fonds dont le détournement avait été caché aux actionnaires, était très supérieur au montant des contributions dont bénéficiaient les partis et hommes politiques américains. La différence, si elle n'apparaissait pas au solde d'un compte en banque — le plus souvent en Suisse, semble-t-il, — devait donc représenter soit une « contribution » à un étranger, soit un détournement de fonds purement et simplement en faveur des individus ayant trempé dans l'affaire. Dans cette dernière hypothèse, la SEC doit bien entendu intervenir.

C'est ainsi que cette agence du gouvernement américain a été amenée à enquêter sur les actions de certaines sociétés et de leurs filiales à l'étranger bien que, juridiquement, les délits éventuellement commis dans ces pays ne la concernent pas. Si la société United a soudoyé un fonctionnaire de tel ou tel pays, c'est évidemment le droit de ce pays qui s'appliquera, si délit U y a. Cependant, dans la mesure où les fonds utilisés appartiennent en droit à la société américaine, ses actionnaires doivent être tenus informés de ces transactions... « inhabituelles » (unusual). Telle est la position actuelle de la SEC, dont la fermeté a une intention évidente, celle de décourager la pratique des pots-de-vin, où qu'elle ait lieu et quel que soit l'embarras dans lequel la révélation d'actes passés peut mettre certains gouvernements étrangers.

Il faut s'attendre que les hommes d'affaires américains ayant connais-

sance de ces manipulations de fonds finissent par coopérer avec les autorités fédérales et nomment les bénéficiaires étrangers des largesses de la société. C'est, en effet, le seul moyen qu'ils aient de se disculper personnellement.

Plusieurs responsables, dont le président de Northrop, ont cru pouvoir se borner à reconnaître que des versements avaient effectivement été faits, « selon les mœurs et coutumes en vigueur dans les pays » en question, et qu'ils constituaient des frais généraux normaux en la circonstance, encourus dans le meilleur intérêt de la société et de ses actionnaires. La SEC n'a pas accepté une telle déclaration de principes mais exige au contraire un compte rendu précis. On saura dans quelques mois jusqu'où la SEC va pousser l'application de la règle de full disclosure.

Car, se demande-t-on, si la SEC est, constitutionnellement, gardienne des intérêts des actionnaires, au nom de qui peut-elle forcer une divulgation qui risquerait de porter préjudice auxdits actionnaires ? On cite, pour appuyer cette question, le cas de la Gulf Oil, qui, ayant dû reconnaître avoir soudoyé de hauts fonctionnaires de divers pays de

Le fisc demande son tribut

Lorsqu'une société impliquée dans de telles histoires fait le paix avec la SEC, elle est encore loin du dénouement, car ce fil conducteur du drame déclenché par le Watergate est alors repris par la direction des impôts. En effet, il est établi que les fonds secrets, qu'ils aient été distribués aux Etats-Unis ou à l'étranger, n'ont pas été utilisés pour la couverture de frais généraux ou spécifiques, au sens commercial et industriel, leur montant ne peut être légalement déduit du bénéfice imposable. La conséquence de l'application de cette froide logique est que les sociétés qui ont camouflé leurs fonds secrets en transactions commerciales — ce qui semble être fréquemment le cas — se voient astreintes à déclarer par le fisc non seulement l'impôt correspondant augmenté d'intérêts, mais encore une amende considérable. En fait, en termes purement financiers, c'est la direction des impôts qui tirera le plus souvent le principal tribut de toute l'affaire.

Les déboires des sociétés dont les torts sont établis — que ce soit devant le procureur du Watergate, ou la SEC, ou la direction des impôts, ou d'autres instances — vont continuer par l'intermédiaire de leurs propres actionnaires. Les sociétés, leurs directeurs et même les membres du conseil d'administration et les commissaires aux comptes sont théoriquement à la merci de procès intentés par des actionnaires pour fraude, abus de pouvoir, négligence ou

l'Amérique latine, vient de causer l'appropriation de sa filiale au Pérou pour « conduite immorale ». On sait également qu'United Brands est menacé d'expropriation (100 millions de dollars de propriétés) par le gouvernement du Costa-Rica depuis que ce pays a été mentionné comme l'un de ceux où les autorités américaines enquêtent.

Il est également permis de se demander pourquoi ces enquêtes ne peuvent demeurer confidentielles. La raison en est simple : la presse américaine, protégée par une nouvelle loi de « liberté de l'information », se montre extrêmement efficace. Et notre confrère de New-York, le Wall Street Journal, quotidien conservateur très suivi dans le monde des affaires, joue à l'égard du Watergate des sociétés un peu le même rôle que le Washington Post à l'égard du Watergate politique. C'est le Wall Street Journal qui révéla, le 16 mai, qu'United Brands avait été sommée par les autorités judiciaires de New-York de présenter des détails de ses transactions non seulement avec les fonctionnaires des gouvernements du Honduras et du Costa-Rica mais encore de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie et de Panama.

Le fisc demande son tribut

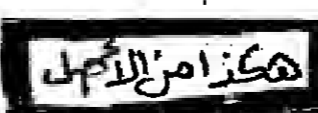
inaction. Nombre de ces procès sont en cours. Un exemple : à la suite d'un procès intenté par un actionnaire, un juge d'un tribunal de première instance en Californie a ordonné à la société Northrop d'ajouter quatre membres (approuvés par le juge) à son conseil d'administration avec mission spéciale de surveiller les comptes. De plus, à l'avenir, tous changements de commissaires aux comptes devront être soumis à l'avance à l'approbation des actionnaires (et non plus seulement, comme c'est la coutume, la nomination de nouveaux commissaires).

Aux assemblées générales, que la plupart des grandes sociétés tiennent au printemps, la question des contributions politiques a été posée très régulièrement par des actionnaires réformateurs. Le management a dû répondre publiquement à ces questions. C'est ainsi que M. J.K. Jamieson, président de la géante Exxon (anciennement Standard Oil of New-Jersey ou Esso), vient d'être poussé à déclarer que sa société avait aidé financièrement des partis politiques (mais non des hommes politiques, a-t-il précisé) au Canada et en Italie, pays où les lois n'interdisent pas cette pratique. (Exxon n'a pas été mêlée à l'affaire des contributions illégales aux Etats-Unis.)

Jusqu'où mènera le déroulement de cet échecau très embrouillé dont un fil traînait dans le tiroir de Rose Mary ?

JAY McCULLEY.

Tirrenia cargo devient le n° 1 du fret en desservant 17 ports clef de la méditerranée. Pour expédier votre fret vers les pays de la Méditerranée, faites plutôt confiance à un vrai spécialiste comme TIRRENTIA-CARGO, la seule compagnie à vous offrir à la fois : DES CARGOS RO/RO DE TRÈS GRANDES CAPACITÉS POUR TOUS TYPES DE MARCHANDISES MÊME LES PLUS EXCEPTIONNELLES. UNE FLOTTE DE CAR-FERRIES, type "POETA" et "REGION" qui se modernisent sans cesse pour desservir toute la Méditerranée suivant vos exigences. DES DÉPARTS FRÉQUENTS ET DES HORAIRES PRATIQUES ET RESPECTÉS. UN SERVICE PERSONNALISÉ QUI ACCÉLÈRE VOS OPÉRATIONS. LE PLUS VASTE RÉSEAU EN MÉDITERRANÉE. TIRRENTIA-CARGO dessert 17 ports-clé de la Méditerranée : 102, rue de la République / Tél. 91.90.15 / Tx 41053



A L'ETRANGER

LE DÉBAT SUR L'ÉNERGIE

Après la mise en exploitation de ses nouveaux gisements

Le Mexique se rapproche à petits pas de l'OPEP

Lundi 9 juin, s'est ouverte à Libreville, capitale du Gabon, la session ministérielle des pays exportateurs de pétrole. A son ordre du jour figure une question des prix. Il est également réassemblé que le cas du Mexique sera examiné. Premier Etat à avoir nationalisé en 1938 son industrie pétrolière, le Mexique, grâce à ses découvertes et importations de brut, sera en 1975 exportateur de brut. Il pourrait entrer à l'Organisation par une « petite porte » en occupant dans un premier temps un simple poste d'observateur.

Mexico. — En 1973, importabamos, volen. En 1974, exportabamos petróleo. Sur les incommensurables et gigantesques panaches publicitaires encombrant ciel de Mexico, sur les autobus bondés toute heure du jour, les slogans gouvernementaux s'étaient. Ils rappellent à la population que le Mexique est devenu un pays sorteur de pétrole. Redevenu, devrait-on dire, il y a soixante-quinze ans que le rôle occupa une place importante dans l'économie du Mexique. En 1921, il occupait la seconde place dans le classement des producteurs de pétrole avec près de 25 millions de tonnes, dont la plus grande partie est enlevée par les compagnies internationales américaines. Une exploitation intensive des gisements provoqua alors de nombreux incidents (incendies, invasions d'eau) entraînant une chute sensible de la production. Lorsqu'en 1938, après des années de bataille avec les compagnies, président Cardenas nationalisa l'industrie pétrolière, le Mexique n'est plus qu'un petit producteur (5 millions de tonnes). Mais les réserves de pétrole sont énormes. Malgré les réserves de PEMEX - la société d'Etat - la production ne suit pas la même courbe que la consommation intérieure. Les années 60, le déficit entre exportations et importations de brut s'installe et s'accroît. De 25 millions de dollars en 1970, il passe à 100 millions en 1972 et à 240 millions en 1973. Le « trou » pour 1974 est encore plus grave : 300 millions de dollars. Une véritable hémorragie qui aggrave considérablement un déficit commercial traditionnel (3 milliards de dollars en 1974) et lourd endettement extérieur (15 milliards de dollars dont 8 milliards pour le secteur privé).

De notre envoyé spécial

Le Mexique sera-t-il demain un grand pays exportateur ? Personne ne se hasarde à formuler la réponse. Prudence et discrétion sont la règle à Mexico, où l'on est particulièrement conscient que les nouveaux gisements sont devenus - à tort ou à raison - un pion non négligeable sur l'échiquier pétrolier mondial. On n'en veut pour preuve que la publicité donnée par l'étranger - aux dernières découvertes. Depuis 1972, PEMEX, le gouvernement et le président de la République, M. Echeverria, ont indiqué à plusieurs reprises l'existence de ces gisements - précise-t-on dans les milieux mexicains. Curieusement, la presse américaine les a découverts en octobre 1974. Elle a parlé d'un nouveau Venezuela, à ses portes mêmes des Etats-Unis. C'est à demander si cette campagne de presse n'était pas destinée à faire pression sur l'OPEP pour amener ses membres à se montrer plus conciliants.

Un nouveau Venezuela ?

Officiellement, les réserves prouvées étaient à la fin de 1974, de 5,7 milliards de barils contre 5,4 milliards fin 1973. De l'avis de tous, ces chiffres ne correspondent pas à la réalité. Rien que pour les gisements de Chiapas et de Tabasco, la fourchette d'estimation varie entre 10 et 20 milliards de barils. A titre de comparaison, les réserves du Venezuela sont estimées à 15 milliards de barils. De plus, les recherches se poursuivent dans d'autres régions. Des traces d'hydrocarbures ont été trouvées en Basse-Californie. Selon les fonctionnaires de PEMEX, 10% seulement du territoire national, sans compter le plateau continental, ont été jusqu'à présent systématiquement explorés. Ca pétrole, si nécessaire à l'économie du pays, place en fait le Mexique dans une position politique délicate dans l'immédiat. D'une part, il lui faut tenir compte de son puissant et encombrant voisin. Outre 3 000 kilomètres de frontière commune, les Etats-Unis contrôlent 80% des investissements étrangers dans le pays et assurent les deux tiers du commerce extérieur. D'autre part, il lui faut manifester - autrement qu'en discours - sa solidarité avec ce tiers-monde dont il fait partie. La marge de manœuvre est étroite. C'est sans doute ce qui explique cette politique des petits pas - deux pas en avant, un pas en arrière - vis-à-vis de l'OPEP. Pour le moment, rien n'est fait et, comme l'explique M. Lopez Portillo, le gouvernement réfléchit. « L'OPEP est une organisation de pays qui exploitent leurs ressources par un système de concession et fixent leurs prix sur une base fiscale. Le Mexique ne se trouve pas dans les mêmes conditions que ces Etats. Il est propriétaire de son pétrole. Aucune compagnie étrangère ne travaille sur son territoire. De plus, il n'est encore qu'un modeste exportateur » et ne veut pas être lié par des décisions politiques de l'OPEP, contrairement à ses intérêts.

Etats-Unis contrôlent 80% des investissements étrangers dans le pays et assurent les deux tiers du commerce extérieur. D'autre part, il lui faut manifester - autrement qu'en discours - sa solidarité avec ce tiers-monde dont il fait partie. La marge de manœuvre est étroite. C'est sans doute ce qui explique cette politique des petits pas - deux pas en avant, un pas en arrière - vis-à-vis de l'OPEP. Pour le moment, rien n'est fait et, comme l'explique M. Lopez Portillo, le gouvernement réfléchit. « L'OPEP est une organisation de pays qui exploitent leurs ressources par un système de concession et fixent leurs prix sur une base fiscale. Le Mexique ne se trouve pas dans les mêmes conditions que ces Etats. Il est propriétaire de son pétrole. Aucune compagnie étrangère ne travaille sur son territoire. De plus, il n'est encore qu'un modeste exportateur » et ne veut pas être lié par des décisions politiques de l'OPEP, contrairement à ses intérêts.

Etats-Unis ?

Pour le moment, rien n'est fait et, comme l'explique M. Lopez Portillo, le gouvernement réfléchit. « L'OPEP est une organisation de pays qui exploitent leurs ressources par un système de concession et fixent leurs prix sur une base fiscale. Le Mexique ne se trouve pas dans les mêmes conditions que ces Etats. Il est propriétaire de son pétrole. Aucune compagnie étrangère ne travaille sur son territoire. De plus, il n'est encore qu'un modeste exportateur » et ne veut pas être lié par des décisions politiques de l'OPEP, contrairement à ses intérêts. Pourtant, l'organisation exerce une sorte de fascination sur les Mexicains. « C'est le seul groupement qui a eu véritablement une maîtrise primative. Alors que les pays industrialisés ont réussi à faire baisser les prix des autres matières premières en jouant sur la concurrence entre les différents producteurs qui n'ont pas su s'organiser, l'OPEP, elle, a empêché une baisse des prix du pétrole. Pour sauvegarder les apparences vis-à-vis des Etats-Unis sans jouer le rôle de « jeune » à l'égard des pays de l'OPEP, certains souhaitent que le Mexique prenne dans un premier temps qu'un poste d'observateur au sein de l'organisation. Mais, explique M. Lopez Portillo, « les membres du feu sont ceux qui invitent ». L'OPEP, au cours de sa réunion de Libreville, saisira-t-elle la balle au bond ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

A CARACAS

Socrate au pays du pétrole

De notre envoyée spéciale

Caracas. — Sous la tonnelle d'un jardin tropical qu'il aime depuis un siècle et dont on imagine qu'il aurait pu inspirer Alice au pays des merveilles, le père vénézuélien de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'entretenait avec son visiteur. Socrate au pays du pétrole : le monde vient à lui. Dans la touille du quartier, des enfants nous ont indiqués la retraite connue de cet homme heureux qui prend son siècle à rebrousse-poil. Méritera-t-il un jour le titre de Socrate ? Il est dans l'opposition, mais il y serait quel que soit le gouvernement. « On dit affectueux de lui à Caracas. Le titre passer pour un vrai original plutôt que pour un opposant résolu d'évidence bien des problèmes. « Oui, il a été ministre des mines et des hydrocarbures il y a plusieurs années. « Pas très - nouvelle vague », ce sage. Et, pourtant, ses interlocuteurs et ses disciples ont souvent le pouvoir devant eux.

Etats-Unis nous ont engagés dans une économie de sous-bois ; toujours plus à l'ouest et, après, nous terro, de la même manière. « Tout le monde en grand pour son grade. Les Européens ? » Ils continuent à se croire à tort le nombre du monde. « Mais - ils valent quand même mieux que les Américains. » Le caractère de se réformer des Etats-Unis ? Avec eux, il leur s'attendra à tout. Ils ont bien des hippies. « Le gouvernement du Venezuela ? » Il est dans l'opposition, mais il y serait quel que soit le gouvernement. « On dit affectueux de lui à Caracas. Le titre passer pour un vrai original plutôt que pour un opposant résolu d'évidence bien des problèmes. « Oui, il a été ministre des mines et des hydrocarbures il y a plusieurs années. « Pas très - nouvelle vague », ce sage. Et, pourtant, ses interlocuteurs et ses disciples ont souvent le pouvoir devant eux.

« J'avais l'idée qu'il ne sert à rien pour les pays producteurs de matières premières de négocier avec les pays développés si l'on n'a pas d'abord commencé par s'organiser entre soi », commenta-t-il à propos de la création de l'OPEP. « Il aura fallu quinze ans pour qu'on le comprenne. » Grâce à la guerre du Kippour ? Non, les crises entre producteurs et consommateurs étaient amorcées avant. Il y avait déjà une logique de l'augmentation des prix, ne serait-ce qu'en raison de la forte augmentation de la demande. La disgrâce de l'ancien ministre du pétrole d'Arabie Saoudite a retardé les effets de la constitution de l'OPEP, dont il avait été, avec moi, l'un des promoteurs. Si cela n'était pas arrivé, le montage des prix aurait été plus progressive et les esprits ? C'est vis-à-vis des économistes que j'ai le plus grand mal à défendre cette notion d'équilibre organique, car il leur est très difficile de ne pas répartir l'argent en programmes dès qu'il est disponible.

« J'avais l'idée qu'il ne sert à rien pour les pays producteurs de matières premières de négocier avec les pays développés si l'on n'a pas d'abord commencé par s'organiser entre soi », commenta-t-il à propos de la création de l'OPEP. « Il aura fallu quinze ans pour qu'on le comprenne. » Grâce à la guerre du Kippour ? Non, les crises entre producteurs et consommateurs étaient amorcées avant. Il y avait déjà une logique de l'augmentation des prix, ne serait-ce qu'en raison de la forte augmentation de la demande. La disgrâce de l'ancien ministre du pétrole d'Arabie Saoudite a retardé les effets de la constitution de l'OPEP, dont il avait été, avec moi, l'un des promoteurs. Si cela n'était pas arrivé, le montage des prix aurait été plus progressive et les esprits ? C'est vis-à-vis des économistes que j'ai le plus grand mal à défendre cette notion d'équilibre organique, car il leur est très difficile de ne pas répartir l'argent en programmes dès qu'il est disponible.

Aujourd'hui, Juan Pablo Perez Alfonso devrait être heureux : l'argent coule à flots chez les producteurs de pétrole en général, et au Venezuela en particulier, et le rapport des forces avec les pays consommateurs a changé. « Je ne sors plus de mon jardin, tant la dégradation du monde qui l'entoure m'inquiète. » Bonze ou évêque ? Crâne rasé, yeux bridés, humour et grand papillon, en bras de chemise, un déshabillé de nulle part qui reste chez lui. « Je vous le dis : nous sommes au tapis. Nous arrivons au point où il va bien falloir commencer à mieux se gérer. Qui je suis pour la réduction de notre production de pétrole...

« Je ne sors plus de mon jardin, tant la dégradation du monde qui l'entoure m'inquiète. » Bonze ou évêque ? Crâne rasé, yeux bridés, humour et grand papillon, en bras de chemise, un déshabillé de nulle part qui reste chez lui. « Je vous le dis : nous sommes au tapis. Nous arrivons au point où il va bien falloir commencer à mieux se gérer. Qui je suis pour la réduction de notre production de pétrole...

JACQUELINE GRAPIN.

Le programme électronucléaire

(Suite de la page 21.)

Le coût d'une centrale nucléaire ? L'E.D.P. avance 1 300 à 1 400 F par kilowatt, les chercheurs de Grenoble 1 500 à 1 700 F. Oui, mais pas à la même date, valeur du franc a glissé au cours des six dernières années. L'E.D.P. déclarait 200 à 1 250 F au 1er janvier 1973, mais 300 à 1 750 F au 1er janvier 1975, comme les prix de gros industriels ont monté de 39 % au cours des vingt-trois mois qui séparent les deux évaluations, rien de déshonorant à cela. Encore ne s'agit-il que du prix moyen d'un kilowatt pour les deux premières tranches d'une centrale, qui supportent tous les frais de site. Il est vrai que les lignes électriques sont supposées réfrigérées directement dans l'eau de rivière ; mais cela compense en gros cela, et les devis laissent encore un coût au kilowatt du même ordre pour les quatre tranches d'une centrale avec réfrigérants atmosphériques (à Dampierre) ou en bord de mer (à Gravelines).

de l'incident ne l'exigeait pas, l'injection de sécurité a été mise en marche et a parfaitement fonctionné. De nombreux essais partiels ont été faits depuis pour valider les calculs, et les études se poursuivent, ce n'est pas pour remettre en question le système, mais pour en améliorer les performances. Au surplus, il est certain qu'une fusion du cœur serait rédhibitoire pour le réacteur. Les études les plus récentes confortent l'idée que les conséquences en seraient limitées et confinées dans le périmètre de la centrale. C'est là pourtant, ajoute M. Henry, que résiderait la vraie raison pour laquelle les Britanniques ont renoncé à construire ce genre de réacteur. Encore que cette affirmation appelle quelques commentaires, peut-être faut-il rappeler que les réacteurs sont développés dans tous les autres pays industrialisés. Ce n'est donc pas la filière FWR qui se distingue en l'occurrence, ce sont les Anglais... et ce n'est pas la première fois. Plus sérieux sont les arguments éologiques, et il faudrait plusieurs articles pour en traiter.

Mais j'arrêterai là ces quelques observations pour en venir à la question qui sert de toile de fond à l'article de M. Henry : où sont les vraies études ? Derrière les problèmes que j'ai évoqués et derrière tous les autres, il y a dans les archives et les bureaux de l'E.D.P. des tonnes de papiers, d'études et de contre-études, de notes échangées au fil des mois avec les pouvoirs publics ou entre les services. M. Henry paraît penser que l'E.D.P. a soumis un jour au gouvernement un beau dossier soigneusement relié sur la base auquel les décisions ont été prises. Comme s'il s'agissait de présenter un mémoire de doctorat. Les choses sont malheureusement moins simples. Elles le sont même tellement peu que, lorsque l'opinion publique s'est brusquement intéressée aux affaires nucléaires, nous

nous sommes trouvés pris de court : nous étions outillés pour dialoguer avec les pouvoirs publics et étayer leurs décisions, mais nous n'avions jamais pensé que nous serions un jour requis par l'opinion pour en débattre nous-mêmes. Parmi les documents exigés par les procédures d'autorisation des centrales (qui remplissent, pour chacune, plusieurs rayons de bibliothèque), parmi les nombreuses études faites au fil des questions posées par les pouvoirs publics ou par les services eux-mêmes dans diverses hypothèses énergétiques et économiques, parmi les documents obtenus en exécution de contrats passés avec des laboratoires universitaires ou des sociétés d'étude, aucun n'a jamais été fait de textes susceptibles de satisfaire le besoin d'information du public. Les quelques documents élémentaires

qui avaient été préparés à l'époque où il fallait forcer l'attention des gens pour qu'ils veuillent bien nous lire étaient jugés scandalusement simplistes par nos censeurs ; les études approfondies, hautement spécialisées, apparaissent, pour la plupart parcellaires et hors de portée. Il a fallu rechercher dans les dossiers des textes qui se suffisent à eux-mêmes, et rédiger des papiers qui passent au mieux entre les deux écueils du simplisme et de l'écotisme. Ces documents ont fait l'objet d'une liste largement diffusée. C'est de ceux-ci que M. Henry a donné « l'indispensable scientifique ». J'avoue nous n'avons pas eu le temps de mettre en ordre les dossiers de synthèse élaborés qui seraient adaptés au petit nombre des théoriciens de son niveau.

MARCEL BOITEUX.

LE MEMENTO PRATIQUE DU CONTRIBUTABLE 1975 FRANCIS LEFEBVRE
Toute la fiscalité 1975 en un seul volume de moins de 1000 pages - Prix 93 F Franco 98 F
Et enfin... son équivalent en matière sociale !
LE MEMENTO PRATIQUE SOCIAL
Toute la sécurité sociale et tout le Droit du Travail 1975 en un seul volume de moins de 700 pages.
Prix 76 F Franco 81 F
Editions Francis Lefebvre, 15, rue Viète, 75017 Paris

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Pierre Dockès

L'INTERNATIONALE DU CAPITAL

COMME l'attitude des économistes radicaux américains (et de tant d'autres d'ailleurs), ce livre est une réaction moine contre l'ordre existant que contre ceux qui en font l'apologie ou du moins la justification.

L'insertion de dessins satiriques parmi les graphiques ou équations nous paraît une marque de faiblesse. La souci de cristalliser ses idées ou ses conclusions par des images toutes faites se traduit par des exorcismes qui ne satisfont que les convaincus, auquel cas les démonstrations scientifiques sont superflues.

La critique à la base porte sur l'ordre et l'équilibre naturels, l'optimisme par la division internationale du travail, et s'exprime particulièrement contre le théorème H.O.R. (Heckscher-Ohlin-Samuelson), selon lequel dans un commerce entre deux pays chacun exporte le bien qui utilise intensément le facteur relativement abondant.

Après de justes observations démythifiantes sur les différences considérables entre les marchés des diverses matières premières viennent, sur les sociétés multinationales ou plus précisément sur les « firmes transnationales », des considérations peu éloignées de celles de Levinson. Un contrôle européen est expressément préconisé.

Selon un rite bien établi, la partie constructive (« vers un monde nouveau ») débute par une reprise de la critique du capitalisme, heureusement suivie de vues pénétrantes et réalistes, sans excès, sur les difficultés du passage international au socialisme.

Remercions le professeur de Lyon de ces ouvertures, promesses plus que réalisations, mais qui témoignent néanmoins d'un certain courage devant les

faits, qualité (est-il besoin de le souligner) plus nécessaire encore pour ceux qui entendent construire.

Guy Bonnerot

RÉALITÉ DES ÉTATS CHIFFRÉS ET FAITS ÉCONOMIQUES

LA théorie, combien plus facile, l'emporte si largement sur l'économie sur l'observation que nous devons saluer cet excellent effort de présentation des faits, très sèches et demi après Pierre Davity, précurseur dans la genre.

Elle est très étudiée, cette présentation, un soin particulier ayant été pris pour que, dans un espace restreint, donne le maximum d'informations sans nuire à la clarté, même pour les abréviations. Regrettons toutefois que certaines données soient déjà anciennes, effet du phénomène bien connu (ou mal connu) de l'addition des délais ; les « Annuaire internationaux » qui ont dû servir de source étant eux-mêmes retardés par une mécanisation outrancière, au détriment du jugement. Cependant, même le Bulletin statistique des Nations unies aurait permis de rajouter certains chiffres d'une ou deux années.

En dépit de cet effet, trop classique désormais, des pertes de temps dues aux machines ultrarapides, cet ouvrage est appelé à rendre les plus grands services à ceux qui désirent avoir sous la main la documentation la plus étendue sous le plus faible volume. Cartes particulièrement réussies.

Centre d'études et de recherches marxistes

DICTIONNAIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ACCENTUANT leurs efforts pour la diffusion du marxisme, les Editions sociales nous donnent aujourd'hui un dictionnaire bien présenté, propre à faciliter les recherches de définition et la connaissance de la doctrine ou des attitudes.

Comme tous les ouvrages de ce genre, dans leur première édition, celui-ci ne prétend pas à l'exhaustivité. On pourrait souhaiter, par exemple, trouver les mots agio, communes, considération, dépenses, droit, droits de tirage spéciaux, évaluation, FEQSA, foncier, goulot, pollution, réassurance (et assurances), syndicats et bien d'autres. La complétude se fera à l'usage.

Les noms d'auteur ne figurent pas dans l'ordre alphabétique, mais certains doctrinaires sont cités dans le corps d'un article.

On pourrait diviser les analyses de mots en trois catégories :

— celles qui pourraient être trouvées dans n'importe quel dictionnaire du genre, par exemple : dispersion, fermiers généraux, kolkhoz et sovkhos, krach, prud'hommes, pyramides des âges, refo, recherche

opérations, iroc, etc., et même tusion, marchand, richesses, etc. ;

— celles qui correspondent proprement à l'analyse et au vocabulaire marxistes, par exemple, capital constant, intégration impérialiste, putrefaction, rapports de forces, rapports de production, etc. ;

— celles qui peuvent prêter à débat, soit que l'explication technique ne soit pas irréprochable (dépenses, inflation, intérêt, etc.), soit que les faits cités soient contestables (SMIC, échelle mobile des salaires, etc.), ce qui est le plus regrettable, soit enfin qu'une adjonction semble avoir été faite pour colorier une description initiale trop neutre (impasse, inspection du travail, population, recensement, etc.).

En fin de volume, des repères historiques. L'intérêt de cet ouvrage est loin d'être limité aux marxistes.

Paris 1975, Editions Sociales, 785 pages, 59 F.

Commissariat au Plan. Documentation française

LA FAMILLE

Avant-propos de Mme Marcelle Devaud

LA voilà, la grande délaissée, l'orpheline serait-on tenté de dire, sans trouille, celle qui assure la vie de la société, en la pourvoyant de producteurs de richesses et de raisons de vivre. De tout le corps social, c'est la traction la plus productive et la moins revendicatrice.

Le commissariat au Plan a eu d'autant plus de mérite à lui accorder attention que son horizon habituel est bien plus court que le temps d'élever un homme. Nous devons remercier M. H. de Lapparent, qui a créé et organisé le groupe de travail.

Rédigé et pour une grande partie, conçu par le jeune démographe M. H. Lardon, si chargé d'avance, le rapport général est un modèle du genre. Dans ce petit volume, nous trouvons, sans emphase, ni erreurs de fait, non seulement des idées solides aussi éloignées de poncifs traditionnels que des prétendues vues futuristes, mais une masse, introuvable ailleurs, de documents, bien élaborés et présentés, où se mêlent l'économique, le démographique et le social.

Bien que le travail remonte malheureusement à plus de deux ans, nous voyons se dessiner la nouvelle « caverne » de la jeunesse ; plus d'un Français sur deux appartient, en effet, à une famille d'au moins quatre enfants et un enfant sur quatre à une famille d'au moins six enfants. Mais elles sont au train de disparaître, privant à terme les classes de retraites de leur soutien puissant, discret et méconnu.

Famille-institution, famille et activité économique (travail des femmes notamment), famille et revenu, famille et patrimoine, famille et espace social, tout est analysé avec tact et sûreté. Au moment où il est question d'impôt négatif, le marche est en sens inverse par l'érosion continue des allocations familiales.

Dans notre société qui s'assombrit, parce qu'elle

ne regarde que l'horizon immédiat, voilà un rayon de lumière dont nous devons profiter. C'est un travail, et aussi un instrument de travail, exceptionnel.

Paris 1975, Hachette, collection « Vivre demain », 300 pages, 35 F.

Philippe d'Iribarne

LE GASPILLAGE ET LE DÉSIR

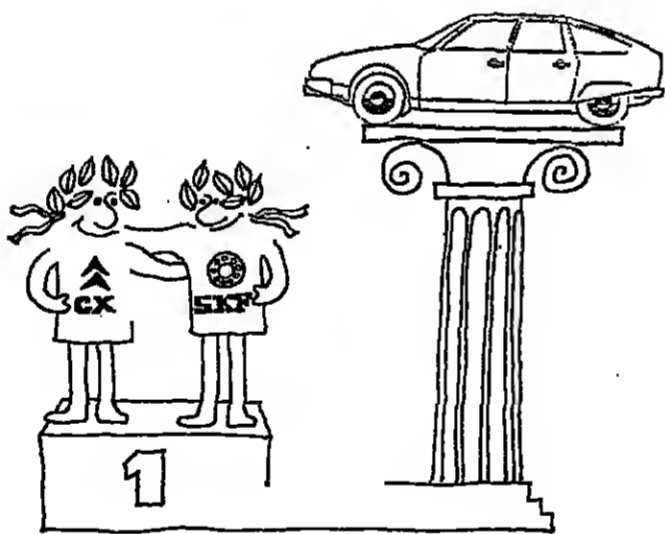
LE thème du célèbre fondateur du CERES (Centre de recherche sur le bien-être) peut susciter l'enthousiasme à la lecture et... le révolte à l'application. C'est que le gaspillage, comme le péché, comme la mort, ce sont les autres. Différentes formes de vaines dépenses sont bien décrites ici, en particulier l'« engrenage », qui ve de taches constructives contre le bruit à l'insalubre de poche antipolluant, en passant bien entendu par le volonte et les médicaments.

Divers auteurs, dont un certain Karl Marx, ont bien décrit le montage des besoins sociaux, seconde nature (source de conflit pour le calcul de l'indice des prix à la consommation) ; mais il est utile de mentionner aussi la montée de certains besoins physiologiques, car nous avons les pieds froids avec 7 ou 8 degrés de plus au thermomètre que du temps de Marx. Ramenant plus haut, nous trouverons l'imposante bibliothèque du dix-huitième contre la luxure, et notamment une page savoureuse de l'Homme aux quarante écus. Mais Voltaire vivait-il comme un moine, un vral ? Des exemples sont cependant pris chez nos pères et les primitifs moins absorbés par le travail. Mais, sans doute limités par les 2000 calories (au moins) de leur nourriture, proportionnellement ils leurs efforts à l'énergie reçue.

Sur bien des points, cependant, nous sommes convertis, après lecture sinon avant même, sur la « chronophagie » de la voiture, marginalement entend. Seulement, selon la norme, nous nous bouclions un peu si non-parcours pour courir aux remèdes, et toujours normalement, le talisman, le clé, la recette, comme on voudra, n'a pas toute la précision souhaitée. Sachant bien par expérience que les conseils de sagesse sont plus écoutés que suivis, l'auteur de la Politique du bonheur nous offre que le mouvement est déjà commencé. Les exemples cités mériteraient cependant d'être examinés à la lumière des revenus. La modération relative des jeunes, par exemple, ne permet pas de préjuger leur comportement futur. La montée de l'absentéisme demande, elle aussi, à être interprétée.

Que la carence des gouvernements, et surtout du nôtre, ne soit pas dénoncée à de quel surprendre, surtout si nous admettons la tendance spontanée et le désir de réaction en ce sens. Nous lisons, il est vrai, presque in line, qu'« il ne faut pas sous-estimer la pression des producteurs sur l'appareil de l'Etat ». Certes, mais ne sommes-nous pas à peu près tous des producteurs et représentés comme tels ? Une lecture vive, jeune, agréable.

Paris 1975, Editions Fayard, 154 pages, 26 F.

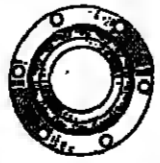


associés dans le succès...

La technique Citroën, c'est bien connu, est toujours en avance... et l'avance technique d'une voiture n'est possible qu'avec l'avance technique des partenaires de construction

Les roulements SKF de seconde génération équipent les roues de la CITROËN CX couronnée "voiture de l'année"

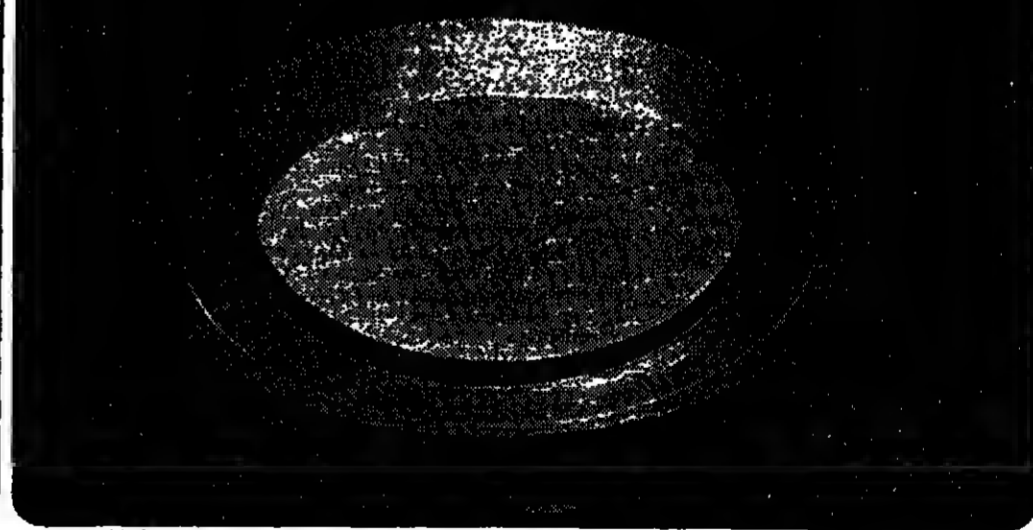
L'effort conjugué de chacun fait le succès de tous.



SKF

Une technique d'avant-garde

Logabax l'informatique que vous pouvez regarder à la loupe



Ce n'est pas par hasard que nous sommes le leader de la mini-informatique de gestion

Le premier système à disques souples vraiment conçu pour la gestion

LogAbax

la mini-informatique de gestion

Logabax-146 av. des Champs Elysées-75008 Paris-tél. 3596124

هكذا من الأهل

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION DES PROSTITUÉES

M. Poniatowski fait évacuer la plupart des églises

(Suite de la première page.) M. Jarrot pourtant : « Quant à l'attitude de l'Église... »

vicar général à Montpellier, dans une déclaration faite dimanche. « Toutefois, elle ne peut rejeter aucun problème humain... »

la plupart des bâtiments culturels occupés par les prostituées — le mouvement de protestation est parti de Lyon le 2 juin dernier...

« Chaque fois qu'une femme est en question... »

Les margineux, par définition, n'ont pas de tous les droits et la fonctionnaire du ministère de l'Intérieur qui, lundi 9 juin...

à la première supplique des filles de Lyon, par un silence qui est le résultat de propos exodés. Mme Giroud a commis une erreur humaine et une erreur politique...

Mais il apparaît clairement que pour Mme Giroud il existe au moins deux catégories de femmes : celles dont le sort mérite attention...

En revanche, les Eglises d'action contre la traite des femmes et des enfants considèrent que les récentes occupations d'églises ont constitué un moyen de pression pour tenter de faire évoluer les opinions des membres du Parlement...

Trop tard pour tout le monde

Le secrétaire d'Etat à la condition féminine a su, depuis un an, imposer son personnage au point que tous les sondages la placent aux premiers rangs du gouvernement pour ce qui est de la popularité...

Après avoir très mollement réagi au cours des premiers jours d'occupation, les églises, M. Poniatowski a pris les mesures efficaces pour qu'une deuxième semaine d'occupation ne s'engage pas...

Des témoignages de solidarité

Plusieurs mouvements de réinsertion des prostituées de sont en quelque sorte « solidarisés avec les contestataires. C'est le cas notamment de l'Union contre le trafic des êtres humains...

En revanche, les Eglises d'action contre la traite des femmes et des enfants considèrent que les récentes occupations d'églises ont constitué un moyen de pression...

UNE ENQUÊTE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE

La vengeance de « Lucienne », tenancière d'une « maison » parisienne

L'inspection générale des services de la police nationale est, depuis plusieurs semaines, saisie d'enquêtes destinées à déterminer la nature des relations pouvant exister, à Paris, entre des policiers et des tenanciers de maisons de prostitution...

activité prostitutionnelle sont mises sous scellés. La propriétaire du « Del Monaco » fait savoir à ses « protecteurs » qu'elle n'apprécie pas le procédé...

certaines pratiques en vigueur au sein des Orfèvres circulent depuis plusieurs années — jusque dans les meilleurs policiers eux-mêmes — avec une insistance suffisante pour justifier le zèle de la « police des policiers ».

Rupture de contrat

Cette fois, l'hôtel est complètement fermé. Et il n'y a plus de « contrat » avec la police rompu. « Lucienne » décide de se venger...

l'inspection générale, et des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur sont désignés pour mener l'enquête. Devant eux, « Lucienne » accuse de corruption des policiers, servant — ou ayant servi — dans la brigade mondaine depuis une dizaine d'années.

Pour connaître la gravité du mal, l'inspection générale d'abord tenter d'établir à partir de quel point la conscience professionnelle d'événement de corruption, mais au-delà des sanctions qui pourraient être prises dans cette affaire, l'administration ne devrait-elle pas s'interroger sur certaines méthodes de travail dont beaucoup de policiers mettent eux-mêmes l'intérêt en cause ?

« Un fromage qui a ouvert bien des appétits »

L'enquête de l'inspection générale de la police nationale ne provoque guère de surprise dans plusieurs services de la police où l'on connaît depuis longtemps certaines pratiques en vigueur à l'égard du milieu de la prostitution.

la notion précise de certains au niveau local, que l'on aurait bien de le peine à leur chercher des poux dans leur chevelure s'ils sont fort informés des vraies motivations de « tolérance » venant du sommet des niveaux hiérarchiques...

« En ce qui concerne les établissements tolérés au titre « source d'information », le « marché » s'avère fort lucratif pour la police : 1 % de renseignements supporte un montant de 99 % de bénéfice pour les proxénètes, support financier qui permet le développement d'une autre criminalité...

FAITS DIVERS

LA DÉPRESSION NERVEUSE DU POLICIER DE LA D.S.T.

Après avoir soutenu — et même encouragé — l'effort d'une dépression nerveuse — un « légé » de huit heures dans son appartement, 34, rue de Cléry, Paris (2^e), un fonctionnaire de police appartenant à la direction de la surveillance du territoire...

AU TERME DE SON CONGRÈS

L'Association nationale des avocats s'oriente vers l'examen d'un « barème indicatif d'honoraires »

Le Touquet. — Précédé d'exposés techniques destinés à éclairer son ultime débat (le Monde du 7 et 8-10 juin), le quarante-septième congrès de l'Association nationale des avocats de France s'est terminé, samedi 7 juin, au Touquet, par un échange de vues sur la rémunération de l'avocat. Le rapporteur, M. Denis de Riciol, premier vice-président de l'ANA, avait indiqué qu'il s'agissait non d'adopter des solutions définitives, mais de connaître (le sentiment et les) réactions (de ses confrères), face à un contexte économique et social qui leur impose un effort d'imagination...

JUSTICE

Le procès du Patrimoine foncier

Les débats de la troisième audience du procès du Patrimoine foncier, la onzième chambre correctionnelle de Paris a continué, établie par M. Claude Lipsky, et les dirigeants de la société de placement immobilier avec les établissements Kaufmann dirigés par M. Georges-Walter Huc. Après les débats de la veille sur ce point (le Monde du 8-9 10 juin), il apparaît de plus en plus nettement qu'une partie importante des fonds recueillis auprès des souscripteurs du Patrimoine foncier ont servi clandestinement au financement d'opérations aussi hasardeuses que le commerce de 44 000 tonnes de fil barbelé et l'importation manquée d'un remède exotique : le baume du tigre. M. Huc reste persuadé que ces entreprises sauvent l'association du Patrimoine foncier et des établissements Kaufmann et il ajoute, comme pour se disculper : « Il est dommage que l'on ait mis fin de manière brutale à l'exploitation de notre société ».

LES LOGAN



Mme Anne Portal et sa fille Marie-Agnès ont demandé en révisé la saisie du livre de René Tavernier

Mme Anne Portal et sa fille Marie-Agnès ont demandé en révisé la saisie du livre de René Tavernier, l'Affaire Portal (le Monde du 24 mai). Les avocats des parties en cause se sont présentés devant M. Bedu, vice-président du tribunal de Paris, qui doit les réunir de nouveau le 16 juin.

« Sources d'information »

Actuellement, le liste des établissements « tolérés » ou « d'êtres » à l'égard desquels il est tenu de fermer les yeux est imposée pour plus de trois quarts par la haute hiérarchie. S'y ajoute un supplément de « tolérance » venant du niveau local, théorie du « rajout » qui est justifiée par certaines attitudes existant entre le niveau local et une partie de la haute hiérarchie, et

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DU SNE-Sup

La majorité « action syndicale » (proche des communistes) recule légèrement au profit des socialistes

L'organisation des examens de fin d'année dans de nombreuses unités d'enseignement et de recherches de droit et de sciences économiques...

Le rapport d'activité présenté par la direction a été approuvé par 5 483 voix (66,31 %) contre 1 655 et 1 121 abstentions. En 1974, il avait recueilli 70,30 % des voix...

Les votes traditionnels portant sur l'orientation du syndicat, ont pourtant marqué un léger effacement de la majorité et des « gauchistes » essentiellement au profit de Démocratie et action...

de règlement du conflit : les représentants du syndicat estiment que les propositions de transformations de postes et de « reconversion » d'assistants, faites par M. Solisson, ne répondent pas à leur demande d'une titularisation de tous les assistants actuellement en fonction.

Le congrès, d'autre part, n'a pas marqué de changements dans la situation interne du syndicat, qui, avec dix mille deux cents adhérents, rassemble un peu plus du quart des enseignants du supérieur : la tendance « Action syndicale », animée par des enseignants de gauche, notamment des communistes, qui dirige le SNE-Sup de puis 1969, conserve, malgré un certain tassement, une confortable majorité (1).

une influence déterminante — en recueillant 54,27 % contre 68,29 % l'an passé. L'influence des gauchistes de l'École émanicipée (qu'uniment surtout des trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire) et du Front unique ouvrier (dirigé par le courant trotskiste rival de l'Organisation communiste internationale) continue à reculer légèrement...

Si dans la « dynamique initiatrice » de l'élection présidentielle de 1974, on avait pu envisager un rapprochement entre les deux principaux courants du syndicat, il n'en était plus question cette année : plusieurs délégués de la majorité s'en sont pris vigoureusement aux socialistes, coupables selon eux, dans leur rétrospective d'une position sur les problèmes d'éducation, d'être intervenus dans les affaires intérieures du syndicat.

Les discussions ont aussi porté sur les relations du syndicat avec la direction de la FEN (paradoxalement dit « dirigé » par les trotskistes du F.U.O. que par les socialistes de Démocratie et action) : le SNE-Sup reproche à celle-ci d'avoir « démissionné les travailleurs » en signant, à l'automne dernier, l'accord de salaires dans la fonction publique, accord ratifié par la C.G.T. et la C.F.D.T. — G. H.

323 876 candidats au baccalauréat de 1975 Moins de « littéraires », plus de techniciens

Les épreuves du baccalauréat 1975 commencent, ce mardi 10 juin, pour les quatre-vingt-quatre mille sept cents candidats au baccalauréat de technicien dont le nombre va croissant, alors que les effectifs des candidats au baccalauréat de l'enseignement général (le « bac traditionnel ») se présentent plus que faiblement (deux cent trente-sept mille cette année).

Pour ces derniers, les épreuves écrites sont fixées au mardi 17 et mercredi 18 juin 1975, et la date de l'épreuve écrite de français du baccalauréat 1976 subie par anticipation en 1975, est fixée au mardi 24 juin 1975. Le déroulement des épreuves est identique à celui de 1974.

Le baccalauréat 1975 ne présente aucun changement notable par rapport à celui de 1974, à une précision M. Jean-Louis Saurel, directeur des lycées au ministère de l'Éducation, au cours d'une conférence de presse tenue lundi 9 juin à Paris. Les nouvelles dispositions prévues par M. Haby (baccalauréat en deux parties, dont la seconde entièrement optionnelle), qui doivent être discutées par l'Assemblée nationale la semaine prochaine, « ne seront appliquées en tout état de cause, si elles sont adoptées, qu'en 1977 de la classe de seconde, ce qui reporte à 1980 la première session du baccalauréat nouvelle manière ».

323 876 candidats sont inscrits à la session de 1975 contre un peu plus de 310 000 en 1974, soit un accroissement de 2,9 %, qui est inférieur à celui des années précédentes (3,4 % en 1974 et 4,4 % en 1973). Les inscrits au baccalauréat de technicien ont augmenté de 10,6 % sur celles de 1974, pour atteindre 84 700, tandis que pour le baccalauréat de l'enseignement général l'accroissement n'est que de 0,52 % avec un total de 239 176.

La série A (philosophie-lettres) regroupe plus que 32,12 % des candidats contre 34 % en 1974 et 48 % en 1968 ; ses effectifs diminuent de 5 %. Ce recul de la série littéraire est illustré le plus nettement par la section A1 (latin-grec) qui a été plus choisie que par 1 635 candidats en 1975 contre 1 987 en 1974.

La série B (économique et social) progresse, au contraire, de 7,38 %, et regroupe 13,11 % des inscrits ; la série C (mathématiques et sciences physiques) reste stable avec 13,30 % des inscrits, tandis que la série D (mathématiques et sciences de la nature) augmente de 3,97 % et rejoint presque les effectifs de la section A, traditionnellement la plus nombreuse, avec 31,73 % des inscrits.

Les effectifs des candidats au baccalauréat de technicien progressent, excepté dans certaines séries du secteur industriel : F 2 (électronique), F 3 (physique), F 6 (chimie) et H (informatique), qui connaissent un léger recul.

D'autre part, quatre cent soixante-dix élèves de trois établissements expérimentaux (le lycée Henri-Martin de Saint-Quentin (Aisne), celui de Montgeron (Essonne), et l'École alsacienne (Paris)) — se présentent pour la première fois dans le cadre du baccalauréat. Le contrôle s'exerce en partie, pour ces élèves, sur des travaux personnels, essentiellement des dossiers établis par eux dans le cadre du « travail indépendant ».

C'est, enfin, la première fois que la série littéraire est illustrée le plus nettement par une épreuve obligatoire aussi bien à l'écrit qu'à l'oral.

ESPAÑOL AUDIO-VISUEL étudiants, adultes, entreprises Cours tous niveaux ESPAGNOL BOURSES D'ÉTUDES PARIS : cours en juin juillet ESPAGNE : cours intensifs, en juillet et août DÉMONSTRATIONS GRATUITES Renseignements et inscriptions : C.A.V. du Collège d'Espagne 3, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Tél. : 233-57-08 ESPAGNOL

TOUTE L'ANNÉE Anglais - Ecossais - Allemands - Arabe - Espagnol - Italien - Français - O.S.A. de la Haute - Savoie ● SÉJOURS EN NOTES PAYANTES avec ou sans cours dans familles sœurs jumelles, un seul Français par famille. ● SÉJOURS AU PAIR Anglaise - Ecossais - Italie - Irlande - Allemagne - Canada - Australie pour jeunes filles âgées de 18 ans. ● PROGRAMME SPÉCIAL POUR ADULTES toute l'année en Angleterre et en Allemagne. RELATIONS INTERNATIONALES 100, rue Saint-Lazare - 75002 PARIS. 874-93 65

COLLÈGE PRIVÉ MIXTE DE LOURDOUVEIX-SAINT-MICHEL 36140, Tén. 42. Fondé en 1850. Altitude 450 m. 6° à Term. A-B-C-D-O Math. Sup., Lettres Sup., Pension, demi-pension, externat. Cours de Vacances 1975 du 1er au 30 août. Natation, équitation, tennis, karaté. Toutes inscriptions tous les jours de 9 à 12 h. - 14 à 17 h.

SPORTS

FOOTBALL

Saint-Étienne-Lens en finale de la Coupe de France

L'Association sportive de Saint-Étienne et le Racing-Club de Lens disputent le 14 juin au Parc des Princes la finale de la Coupe de France de football. Sur ce même terrain, devant cinquante mille spectateurs, les Stéphanois ont battu Bastia 2 à 0 au terme d'un match pour « aficionados ».

La prudence dont firent preuve les deux équipes en première mi-temps ne fut pas toujours du goût du public.

Pour déjouer le repli massif des éléments des deux équipes dès la perte de la balle, Saint-Étienne et Bastia durent faire preuve d'imagination. A ce jeu d'attaques équilibrées à la manière d'une partie d'échecs, Saint-Étienne, qui possède au plus haut degré l'esprit d'équipe et bénéficie désormais d'une grande expérience internationale, fut le plus efficace.

Déjà champion de France, Saint-Étienne aura donc l'occasion de tenter un nouveau doublé qui serait le quatrième de son histoire et le deuxième consécutif, une performance encore jamais réalisée dans le football français.

La circonstance, les Lenois (gaillards) en rebondissement, dans la grande tradition de la Coupe de France ancienne formule, les Nordistes ont battu, par 3 buts à 2, le Paris-Saint-Germain, dominé par les absences de plusieurs joueurs de premier plan comme Bade, Dalheib et le capitaine Dogliani.

LE « FAUX RECORD » DE GUY DRUT

Le record du monde du 110 mètres haies que Guy Drut avait égalé à Eugene (État de l'Oregon), et qui a demeuré le sien, a été battu par le russe Vladimir Antonov, qui a franchi les haies en 17 sec. 1/10 sur 129 yards (118,86 mètres) et le vent par trop favorable (2,2 mètres à la seconde) interdisait de toute façon une quelconque homologation.

Thévenet, Poulidor et Merckx dans la perspective du Tour de France

Avignon. — Les victoires françaises au niveau international sont rares. Celle que Bernard Thévenet a obtenue à l'occasion du criterium du Dauphiné libéré correspond cependant à un résultat logique. Le roulier de l'équipe Peugeot n'a pas eu besoin de forcer son talent au cours de l'étape pour la monter, organisée lundi 9 juin, près d'Avignon, pour consacrer la première place au classement général. Antérieurement, il avait nettement dominé ses adversaires directs au nombre desquels Francesco Moser, Zootemil, Poulidor et Van Impe dans le secteur montagneux de la Chartreuse.

CYCLISME

la Gaubier (2 556 mètres) dont il routait l'escalade depuis sa défaillance de la saison passée. A la suite de ce test indispensable, il a décidé de participer à la grande épreuve... pour la troisième fois. Le second, Eddy Merckx, n'a terminé qu'à la dixième place. Le champion du monde, qui relevait de maladie, était venu au Dauphiné non pas pour gagner, contrairement à l'habituel, mais pour se réadapter progressivement aux efforts. Souvent l'ouvrage, parvint en difficulté, il a accompli ce travail avec une conscience professionnelle et un courage exemplaires. Il a, en d'autres termes, accepté une défaite inévitable qui ne sera sans doute pas inutile et qui de toute évidence n'est pas négative.

vos bureaux à 380 le m² en location et le METRO direct [Havre-Caumartin à 20m, ligne n°9] 28.000 m² divisibles par lots de 700 m² et 1.300 m² des prestations de qualité et des charges réduites au minimum 16 métro (ligne n°9) et 8 lignes d'autobus au pied de l'immeuble à proximité du périphérique et des autoroutes en liaison rapide avec les 3 aéroports parisiens un grand centre d'affaires intégré avec 50 commerces et une grande surface. JONES LANG WOODSON 80, av. Marceau Paris 8 Tél. 720.21.23 sofa cim Sofracim 50, av. Daumesnil Paris 12. Tél. 346.13.00

Deux courses différentes

Hormis Bernard Thévenet, deux champions de haute lignée ont retenu tout particulièrement l'attention des observateurs sur les routes des Alpes. Le premier, Raymond Poulidor, a franchi convenablement

D'un sport à l'autre...

AUTOMOBILISME : troisième victoire consécutive en Grand Prix pour l'Autrichien Niki Lauda (Ferrari). — Vainqueur des Grands Prix de Monaco (11 mai) et de Belgique (25 mai), l'Autrichien Niki Lauda, sur Ferrari, a remporté le 8 juin à Anderstorp sa troisième victoire consécutive en remportant le Grand Prix de Suède devant Reutemann (Brabham) et Regazzoni (Ferrari).

NATATION : troisième record du monde pour l'Allemande de l'Est Kornelia Ender. — Déjà détenteuse des records mondiaux des 100 et 200 mètres nage libre (56 sec. 32/100 et 3 min. 2 sec. 27/100) Kornelia Ender, seize ans, a battu lundi 9 juin à Wittberg le record du monde du 100 mètres papillon (1 min. 1 sec. 33/100 contre 1 min. 1 sec. 88/100) au cours des championnats de la République Démocratique d'Allemagne. Deux autres records du monde féminin ont été améliorés au cours de ces quatre nages par Ulrike Tauber (4 min. 22 sec. 20/100) et sur 200 mètres dos par Birgit Treiber (2 min. 18 sec. 10).

LES RÉSULTATS Cyclisme

CRITERIUM DU DAUPHINÉ LIBÉRÉ. — Classement général à 4 étapes. 1. Thévenet (Fr.), 35 h. 39 min. 36 sec. ; 2. Moser (It.), 35 h. 44 min. 32 sec. ; 3. Zootemil (E.-S.), 35 h. 44 min. 33 sec. ; 4. Poulidor (Fr.), 35 h. 44 min. 43 sec. ; 5. Van Impe (Belg.), 35 h. 45 min. 1 sec. ; 6. Dagillou (Fr.), 35 h. 46 min. 17 sec. ; 7. Delbale (Fr.), 35 h. 47 min. 22 sec. ; 8. Talbourdet (Fr.), 35 h. 49 min. 31 sec. ; 9. Romero (Fr.), 35 h. 50 min. 20 sec. ; 10. Merckx (Belg.), m. t.

Tennis

INTERNATIONAUX DE FRANCE SIMPLE MESSIEURS. — HUITIÈME DE FINALE DIBBS (N.-U.) b. Zugarali (It.) 6-4, 7-5. — 6-4 ; Ramírez (Mex.) b. Jauffret (F.) 6-4, 6-4. — 6-4 ; Kodes (Tch.) 6-1, 6-4, 6-2 ; Pardo (N.-E.) b. Alexander (Aust.) 6-2, 2-6, 3-6, 6-2, 6-5. — 6-5. — Mlle Szabo (Hong.) b. Mlle de Roubin 6-1, 6-4 ; Mlle Navratilova (Tch.) b. Miss Tesgarden (R.-U.) 6-2, 3-6, 6-3 ; Mlle Morozova (U.R.S.S.) b. Miss Barker (O.-E.) 6-1, 6-0 ; Miss Evert (E.-U.) b. Mlle Tomanova (Tch.) 6-3, 6-2.

CENTRE DE CONSULTATIONS PSYCHOPÉDAGOGIQUES Service psychologique du Centre National de Documentation sur l'Enseignement privé Directeur : J. BERENY Psychologue MINISTÈRE : GUIDE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ÉTUDES DE CAS PARTICULIERS et orientation vers les écoles spécialisées * Réservées scolaires * Cours de vacances * Séjours à l'étranger * Consultations * Tests psychopédagogiques * 22, rue Fabry - PARIS-7 - Tél. : 7 705-2245 (Paris) École des Invalides

Tir

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE TIR AU PLATEAU. — demande de tir à la J.O. olympique, a remporté son sixième titre national au tir au fusil olympique de France, qui se déroulent à Antibes. Il a remporté 211 points sur 200. Ses suivants immédiats sont Leger (208) et Crochet (208).

هكذا من الأهل

CARNET

Naissances

M. F.N. Besse Democourtes... M. et Mme Jean Sinder et leurs filles... M. et Mme Maurice Edelman et leurs fils...

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Marie-Louise... M. Bruno Crescent, de M. Guy Crescent et de Mme. Miette Janin...

Mariages

M. et Mme André Perdidolle... M. et Mme Claude Moreau... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty...

Décès

M. et Mme Vleur Collet, fils Simone Barletty... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty... M. et Mme Charlette Vigor et leurs enfants...

L'HOTEL DROUOT

Morcredi... Exposition le 11 Juin... Vente le 11 Juin... Palais Galliera, de 11 h. à 23 h.

CONFERENCES DE L'OASIS... Monsieur H. Ch. GEFROY, directeur-fondateur des maisons de « LA VIE CLAIRE »... Au début de la réunion : Causerie d'actualité par M. REMY.

M. et Mme Jean Sinder et leurs filles... M. et Mme Maurice Edelman et leurs fils... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

Le professeur ag. J.-P. Cachera et Mme... M. et Mme J.-D. Rodriguez Carmona... M. et Mme Cl. Ravillon...

M. et Mme André Perdidolle... M. et Mme Claude Moreau... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty...

M. et Mme Vleur Collet, fils Simone Barletty... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty... M. et Mme Charlette Vigor et leurs enfants...

M. et Mme Vleur Collet, fils Simone Barletty... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty... M. et Mme Charlette Vigor et leurs enfants...

M. et Mme Vleur Collet, fils Simone Barletty... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty... M. et Mme Charlette Vigor et leurs enfants...

M. et Mme Vleur Collet, fils Simone Barletty... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty... M. et Mme Charlette Vigor et leurs enfants...

M. et Mme Vleur Collet, fils Simone Barletty... M. et Mme Jean Barletty... M. et Mme Paul Barletty... M. et Mme Charlette Vigor et leurs enfants...

M. et Mme Jean Sinder et leurs filles... M. et Mme Maurice Edelman et leurs fils... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

On nous prie d'annoncer le décès subit de M. Philippe WAQUET, né le 7 juin 1915 à Paris... De la part de M. Philippe Waquet, son épouse...

On nous prie d'annoncer le décès de M. Bernard MONOD, né le 27 mai 1901 à Paris... De la part de M. et Mme Bernard Monod...

Le service religieux aura lieu le mardi 10 juin 1975 à l'église réformée de l'Oratoire du Louvre... De la part de M. et Mme Bernard Monod...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

Anniversaires... M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

Communications diverses... M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

Messes anniversaires... M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

Bitler Lemon de SCHWEPPE'S... Le Bitler Lemon dans le vent... CHEMISES à vos MESURES 120 F JACQUES DEBRAY

Visites et conférences... M. et Mme Jacques Cheymol... M. et Mme André Danouciou... M. et Mme Jacques Cheymol, M. et Mme André Danouciou...

UNE BELLE TAPISSERIE sur vos murs... COROT, 85 Champs-Élysées 4^e étage TEL. 225-36-59

LA DETECTION PAR ULTRA-SONS N'EST PLUS UN SECRET MILITAIRE. PROFITEZ-EN. Même devant la porte blindée cela fait déjà un certain temps que le cambrioleur n'est plus déconcerté... DETECTEUR ANTIVOL A ULTRA-SONS CONÇU PAR SINGER.

111
L'Info officielle

Sema - Sélection

directeur marketing ventes industrie textile - normandie

120.000 F

Société Française 12 usines - 750 personnes, poursuivant une politique de mutation et de diversification de sa production (augmentation C.A. 74 + 25 %) crée le poste de Directeur du Marketing et des Ventes. Rattaché au Directeur Général Adjoint, il aura pour mission de définir la stratégie de développement commercial de la Société et d'en assurer la réalisation au niveau des ventes. De plus, il devra manifester en permanence un véritable esprit de marketing pour adapter la Société à un marché concurrentiel et en rapide évolution. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une Grande école et justifiant d'une expérience marketing développée dans le secteur textile, de préférence, ou dans un secteur équivalent, faisant appel à un sens esthétique développé. Des qualités d'animateur et de gestionnaire sont indispensables. Lieu de travail situé à proximité d'une ville universitaire. (Réf. 6680M)

économiste investissements publics

Afrique Noire

Compte-tenu du rapide développement de ses activités hors d'Europe, le Groupe SEMA (Metra International) recherche, pour lui confier une mission importante en Afrique Noire, un économiste ayant environ cinq ans d'expérience dans le domaine des investissements publics et intéressé par les problèmes de programmation financière. Le poste implique la préparation des dossiers de négociation avec les sources de financement extérieures (BRD, FED, Aides bilatérales), éventuellement le participation à ces négociations ainsi que le contrôle des projets correspondants dans le cadre d'une administration africaine. Résidence égrable près de la côte. (Réf. 3104M)

ingénieur spécialiste études de marché

France

Pour faire face au développement de ses activités dans le domaine des études de marché à tendance quantitative, l'unité Marketing et Modèles de Décision de SEMA (Metra International) recherche un jeune ingénieur responsable d'études ayant 3 à 5 ans d'expérience dans une société de conseil ou dans un service études d'une entreprise importante. Rompu aux méthodes modernes d'études de marketing et en particulier aux méthodes statistiques d'analyses de données, il sera responsable de la conception, de la réalisation, de la qualité des études qui lui seront confiées ou qu'il pourra apporter. Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une formation d'ingénieur ou commerciale avec de solides notions de statistiques, ainsi qu'un sens aigu des relations humaines. Une bonne pratique de l'anglais, des talents de formateur et une certaine disponibilité pour des voyages de courte durée sont des atouts supplémentaires. La rémunération sera en rapport avec les exigences du poste et la valeur du candidat. (Réf. 3103M)

ingénieur gestionnaire pièces de rechange

Afrique du Nord

Une importante société de distribution de produits industriels (1200 personnes) occupant une place prépondérante en Afrique du Nord recherche pour son département Transport dont dépend un important parc de véhicules et d'engins de levage (poids lourds, grues, etc.) un Gestionnaire de pièces de rechange. Dépendant du Chef du Département, il sera d'abord chargé de créer les outils de base pour assurer la gestion des pièces de rechange (fichier, nomenclature, etc.) et des stocks, d'élaborer les programmes d'achats puis d'assurer la bonne marche de la cellule. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien diplômé, ayant acquis une expérience pratique de la gestion d'un magasin de pièces détachées dans une entreprise du type TP, transport, etc. La rémunération, assortie d'avantages substantiels accordés au titre d'expatriation sera fonction de l'expérience du candidat. (Réf. 10041M)

directeur des ventes France

110.000 F

Une importante société multinationale ayant son siège en Hollande et fabriquant de la gobolaterie en plastique recherche le Directeur des Ventes pour sa filiale française. Agé de 35 ans minimum, possédant une solide formation commerciale (supérieure de préférence) et une expérience pratique éprouvée de la distribution au niveau des collectivités en particulier, il sera personnellement responsable de l'optimisation du développement de la filiale française dans le cadre des objectifs fixés par la Direction Générale hollandaise. Animateur de l'équipe de vente (6 personnes), il sera par ailleurs appelé à participer à l'élaboration des plans marketing (promotion, publicité) avec la Direction Générale. En outre, il aura à superviser la gestion comptable et commerciale et, à cet effet, il sera secondé par un Chef d'Administration des Ventes et un Chef Comptable. La connaissance parfaite de l'anglais est impérative. (Réf. 1679M)

directeur administratif rennes

100.000 F

Filiale française d'un groupe multinationnel créée depuis 10 ans occupant 500 personnes et réalisant un CA de 85 M. HT, engage le Directeur Administratif qui dépend directement de la Direction Générale. Il est âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (SUP, de CO, DECS, etc.) et a directement en charge les services de Comptabilité et de Trésorerie et les relations avec les banques, les administrations fiscales et douanières. En outre, il participe à la préparation et à l'exécution des tâches administratives de la Société. Il est le Secrétaire du Conseil. Poste à pourvoir très rapidement. (Réf. 7708M)

recrutement cadres

90.000 F

Un Groupe industriel très important (8000 personnes), développant ses activités en Afrique dans les secteurs les plus divers, recherche pour sa filiale française en cours de création un Responsable du recrutement des cadres. A Paris, il sera chargé en liaison avec les différentes Directions du Personnel, de mettre en œuvre toutes les actions et procédures nécessaires pour répondre à la diversité et à l'importance des besoins en cadres de tout niveau. A terme, ce poste peut déboucher sur la responsabilité du service Personnel en France ou des fonctions similaires à l'étranger. Ce poste conviendrait à un cadre ayant une expérience de recrutement - pour les pays outre-mer en particulier - dans un groupe important ou dans un cabinet de conseil. L'anglais parlé est indispensable. (Réf. 10028M)

assistant service recouvrement

Afrique du Nord

La Direction Financière d'une importante Société de distribution, commercialisant des produits industriels en Afrique du Nord, recherche pour sa cellule Recouvrement un Assistant au Responsable. Il sera d'abord l'interlocuteur permanent de la SEMA pour l'intervention qu'elle effectue dans ce service et par la suite il sera chargé du contrôle de l'application des procédures et de toutes les actions visant à assurer une meilleure efficacité de service. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures, ayant trois années d'expérience dans un service Comptable ou un cabinet d'organisation et une certaine habitude des procédures administratives. Un intérêt marqué pour les relations humaines et un esprit méthodique sont indispensables pour réussir dans cette mission. La rémunération, assortie d'avantages substantiels accordés au titre d'expatriation, sera fonction de l'expérience du candidat. (Réf. 10044M)

Mauritanie

Un Groupe industriel important (8000 personnes) développe ses activités dans des domaines industriels très diversifiés, étoffe ses structures et cherche à pourvoir pour ses principaux centres plusieurs postes à larges responsabilités, dont on trouvera les descriptions ci-dessous. Les rémunérations seront fonction de la compétence des candidats et assorties d'une prime d'expatriation substantielle. De plus, un logement agréable et un véhicule de fonction seront fournis dans tous les cas.

ingénieur chef des approvisionnements

Rattaché directement au Directeur Financier, ce cadre, ingénieur diplômé de 35 ans minimum, aura une formation mécanique ou électro-mécanique. Sa mission sera d'assurer la gestion, l'organisation et le fonctionnement des magasins d'outillage, matériels et pièces de rechange nécessaires à la mine de cuivre d'Akjoujt et à l'usine de traitement de minerai qui lui est adjointe. Il aura à sa disposition un ordinateur et dirigera 25 personnes. Une expérience d'au moins 8 ans dans la gestion des stocks importants et dans l'approvisionnement en milieu industriel, est nécessaire. Il s'agit, en effet, de maîtriser les problèmes complexes posés par l'éloignement des pays industriels fournisseurs et par les grandes variétés, technicité et nombre des produits à gérer. La connaissance de l'anglais est très utile compte-tenu de la provenance d'une partie importante du matériel. (Réf. 9769M)

ingénieur chef d'entretien

Rattaché au Directeur du Département "Engineering", ce cadre, ingénieur diplômé de 30 ans au minimum, aura une formation mécanique ou électro-mécanique. Il aura la responsabilité de l'entretien, des réparations et des travaux neufs de l'usine de traitement de minerai de cuivre à Akjoujt. Il dirigera des équipes d'entretien mécanique et des équipes d'électriciens. Il sera fonctionnellement en relation avec l'ingénieur métallurgiste responsable du processus et de la marche de l'usine, pour assurer le bon fonctionnement des installations et les modifications nécessaires. Il aura, outre ces équipes de techniciens, à former du personnel mauritanien travaillant par poste. De ce fait, une expérience du commandement d'équipes, dans des conditions physiques parfois difficiles, est nécessaire. La réussite dans cette fonction exige une expérience professionnelle adaptée, d'au moins cinq années. La connaissance de l'anglais serait un avantage. (Réf. 9770M)

chef d'exploitation informatique

Sous l'autorité du Chef de la division Informatique, il aura la responsabilité totale du traitement des applications sur ordinateur GE425 et les machines annexes. Il devra assurer l'établissement des plannings, organiser la composition et la rotation des équipes de jour et de nuit, superviser les chaînes mises en exploitation par les chefs de projet et analystes-programmeurs. Il prendra les initiatives nécessaires en cas de panne hardware ou software. Ce poste conviendrait à un informaticien confirmé, titulaire du DUT Informatique ou équivalent, pouvant faire preuve de cinq années d'expérience minimum dans un poste similaire avec un ordinateur de la taille du GE425. Une bonne pratique de l'anglais serait un avantage. (Réf. 5721M)

chef comptable banque

L'une des principales banques mauritaniennes liée au développement économique du pays recherche pour son siège de Nouakchott d'une part et pour son agence de Nouadhibou d'autre part deux Chefs Comptables confirmés pour leur confier les responsabilités importantes de structuration et d'animation au niveau de ses deux unités. Ils rapporteront directement au Directeur Général pour le premier et au Directeur de l'Agence pour le second et pourront évoluer au sein de la banque en fonction de leurs compétences. Ces postes conviendront à des Cadres expérimentés, 35 ans minimum, titulaires du DECS et ayant une longue pratique des procédures bancaires. Des qualités de leader et d'organisateur sont indispensables pour réussir dans cette fonction; une bonne connaissance de l'anglais serait un avantage. (Réf. 10057M)

chef de projet informatique

Rattaché au Responsable de la division Informatique, ce cadre aura la responsabilité des travaux d'études d'applications scientifiques (géologie, entretien de matériel, etc.). Il sera chargé de la réalisation des programmes, du suivi des chaînes en exploitation et de leur maintenance. Il devra assurer l'encadrement de plusieurs analystes-programmeurs. Ce poste conviendrait à un cadre diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou maîtrise scientifique), 30 ans minimum, ayant au moins 5 ans d'expérience dans une fonction similaire et une excellente pratique du FORTRAN et du COBOL. La connaissance des méthodes CORIG et ARIANE serait appréciée. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée. (Réf. 5723M)

ingénieur développement réseau distribution hydrocarbures

Sous l'autorité du Directeur de la Division pétrolière, son rôle consistera à élaborer et mettre en place la politique de développement de cette division. Il sera responsable de la conception, de la réalisation et de l'entretien des stations-services distribuées en Mauritanie hydrocarbures, lubrifiants et gaz. Dans un premier temps, il sera plus particulièrement chargé d'assurer le contrôle des constructions actuellement en cours dans le pays. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur (ENSPM, TP), ayant cinq années d'expérience environ dans un poste similaire ou sein d'un grand Groupe pétrolier en Europe ou outre-mer. La connaissance de l'anglais serait un avantage. (Réf. 1673M)

ingénieur d'études

Répondant devant le Directeur du département Engineering du centre minier d'Akjoujt, il sera chargé de réaliser les études électro-mécaniques liées aux problèmes posés dans le cadre de l'exploitation de la mine de cuivre. Il travaillera en liaison avec les directeurs adjoints, responsables respectivement de la centrale électrique et de l'entretien usins, et sera amené à les remplacer au moment des congés. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien ou électro-mécanicien, diplômé d'une Grande école, 30 ans minimum, ayant cinq années d'expérience environ dans le domaine des études de mécanismes lourds et complexes. La connaissance de l'entretien en usine, en centrale électrique et aux ateliers, serait un avantage. (Réf. 10056M)

analyste-programmeur

Rattaché au Chef de Projet, le candidat retenu participera à la réalisation des programmes et à leur mise en exploitation. Il collaborera également à la rédaction des études détaillées des nouvelles applications, en particulier à l'organisation des chaînes. Il est nécessaire de connaître parfaitement les possibilités et les contraintes de l'ordinateur GE425. Ce poste conviendrait à un bachelier technique ou scientifique, diplômé d'un IUT en informatique ou formation équivalente, 30 ans minimum, ayant trois ans d'expérience en application de gestion. La pratique du COBOL/ANS est exigée. La connaissance de l'anglais et la pratique du package ARIANE seraient appréciées. (Réf. 5722M)

Adressez votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle, en rappelant la référence choisie à :



Immeuble Sema-Metra International
16, rue Barbès - 92128 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes simultanées)
(Membre de l'ANCERP)

PRESSE

LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Le tribunal des référés ordonne l'évacuation des imprimeries

Le tribunal des référés de Paris a ordonné, lundi 9 juin, l'évacuation, pour mercredi prochain, à midi au plus tard, des locaux de l'imprimerie du « Parisien libéré », rue des Petites-Écuries et rue d'Enghien, occupés depuis le 6 mai par le personnel gréviste.

Cette décision a été connue au soir d'une nouvelle journée de grève du Livre parisien, qui a empêché la parution de tous les quotidiens imprimés dans la capitale, sauf... « le Parisien libéré ».

La décision du tribunal de Paris constitue l'épilogue judiciaire de longs débats au cours desquels les avocats des parties en cause avaient, à plusieurs reprises, essayé devant les magistrats de parvenir à un accord. Le tribunal, dans sa sentence :

« *Mis hors de cause le comité intersyndical du Livre parisien ; dit que les locaux 7, rue des Petites-Écuries et 18, rue d'Enghien, à Paris, devront être évacués par les grévistes d'ici le mercredi 11 juin 1975 à midi ; que, passé ce délai, la société le Parisien libéré et la société le Petit Parisien et d'éditions pourront faire procéder à l'évacuation des locaux sous le contrôle de tout huissier compétent et avec l'assistance du commissaire de police et de la force publique si besoin est ; ordonne l'évacuation provisoire de la présente ordonnance sur minute et avant entrave (...).* »

Tandis que plusieurs milliers de travailleurs du Livre manifestaient lundi matin à Saint-Ouen devant la nouvelle imprimerie du Parisien libéré (voir ci-contre), M. Gilbert Claude, directeur financier du journal, confirmait que « *quelque cent cinquante mille exemplaires du quotidien avaient été imprimés* ».

« *Le journal sort difficilement, a-t-il expliqué. Notre imprimerie de Saint-Ouen est une imprimerie qui démarre avec trois machines, mais des que nous serons rodés, nous espérons tirer à quatre cent cinquante mille exemplaires.* »

« *Le Syndicat de la presse parisienne se refuse à engager une polémique inutile avec les organisations syndicales représentant le personnel ouvrier de ses entreprises.* »

« *Il s'élève avec indignation contre les imputations qui le mettent en cause alors qu'il est syndicalement étranger au conflit actuel, le Parisien libéré n'appartenant pas au Syndicat de la presse parisienne.* »

« *Il rappelle qu'il a néanmoins et en vain offert et mis en œuvre ses bons offices pour renouer une négociation souhaitable. Il précise que ses adhérents et lui-même n'ont actuellement aucun différend avec le Comité intersyndical du Livre parisien quant aux conditions de travail et de rémunération du personnel ouvrier.* »

« *Il souligne que les arrêts de parution renoués qui sont malgré cela imposés aux journaux adhérents aggravent la situation déjà critique de la presse parisienne. Ils conduisent à une baisse d'activité de toute la profession, génératrice à terme de chômage pour un nombre personnel qui va des journalistes aux ouvriers du Livre, aux publicitaires, aux transporteurs, aux agents-vendeurs.* »

« *Il demande que cessent des grèves successives et inutiles, dommageables pour tous. Pour éviter un nouvel arrêt de travail,*

« *Elle continuera à dénoncer la complexité du pouvoir et des briseurs de grève ainsi que la passivité complice du syndicat patronal de la presse parisienne qui tente de faire endosser aux travailleurs la responsabilité du conflit alors que celui-ci a pour seule origine l'agression d'Amaury.* »

« *Que chacun mesure bien l'enjeu du conflit et prenne ses responsabilités, la C.G.T. a pris les siennes.* »

La réplique du Syndicat de la presse parisienne

De son côté, le Syndicat de la Presse parisienne a publié ce communiqué :

« *Le Monde a consacré au grève conflictuelle en cours de nombreuses analyses, de multiples commentaires et n'a rien passé sous silence. Il considère comme une erreur de plume la partie du communiqué de la C.G.T. qui affirme que les travailleurs en grève, « et eux seuls », défendent la liberté d'expression.*

« *La situation, comme nous l'avons prouvé, se dégrade de jour en jour, pour ne pas dire d'heure en heure. Le Parisien libéré, malgré son statut de journal indépendant, ne peut pas se permettre de rester en marge de ce qui se passe dans la presse parisienne.*

« *Les pouvoirs publics, en autorisant les licenciements après un premier refus de l'inspection du travail en déclinant l'évacuation des imprimeries occupées, sont loin de redonner une éprouve de force où l'on voit bien pourtant ce qui est en jeu, ce qui est risqué : ni plus ni moins que la survie de la presse parisienne... J.S.*

DOUZE HEURES DE FACE-A-FACE A SAINT-OUEN

M. Emilien Amaury, propriétaire du Parisien libéré, avait affirmé que, quoi qu'il arrive, son journal sortirait lundi 9 juin de la nouvelle imprimerie de Saint-Ouen. Grève ou pas, le Comité intersyndical du Livre C.G.T. avait décidé que, quoi qu'il advienne, le Parisien libéré ne paraîtrait pas. Emilien Amaury ou non.

Points de vue difficilement conciliables. Dans l'interminable conflit du Parisien libéré, ils ont en tout cas été le prétexte à un nouvel et long épisode : une demi-journée, une demi-journée, pratiquement douze heures d'un face à face tendu, dans les rues de Saint-Ouen, entre le marché aux poires et le carrefour Fievel.

Pour cette soirée, le Comité intersyndical avait adopté une nouvelle tactique : au lieu, comme précédemment, de tenter d'intercepter sur les routes et les autoroutes des camionnettes de livraison louées à des firmes privées par le groupe Amaury, il s'agit maintenant de bloquer tout déplacement. En fait, d'emprisonner le Parisien libéré.

« *Une dizaine de blessés*

« *A 9 heures, à proximité du carrefour Fievel, point extrême du dispositif du Livre, les forces de l'ordre débarrassent dans une charge brutale, mais violente, qui selon certains témoignages, aurait fait une dizaine de blessés. Une heure plus tard, après une série de négociations entre les dirigeants du Comité intersyndical parisien et les responsables de la police, un accord était trouvé : les policiers se retireraient pour permettre une réunion devant la SICAVIC, mais à condition qu'il soit bref, sans incident, et sous un terme à la manifestation : « Nous avions dit que nous tiendrions notre meeting devant l'imprimerie du Parisien libéré, dira notamment M. Bureau, secrétaire général du comité. Nous l'avons tenu. Devant une imprimerie gardée par des hommes policiers, des CRS, des hommes de main et des éléments du S.I.C. Regardez, c'est cela le jacobinisme le plus absolu, sans Giscard, Chirac et Amaury. Le pouvoir nous accuse de ce qu'il est en train de faire : empêcher la liberté d'expression. Chirac veut domestiquer la presse sans l'aide de Bergeron et d'Amaury. Les travailleurs du Livre doivent l'emporter. Ils l'emporteront. Ce n'est qu'un caillou, Amaury, nous retournerons. »*

« *A 10 h 45, la manifestation se dispersait dans une rue incertaine, tandis que dans l'enceinte de l'imprimerie de nombreux vigiles aidés de chiens policiers et de CRS, continuèrent à monter la garde, interdisant l'entrée à toute personne « étrangère au service. » P. G.*

Vive réaction du Syndicat du livre C.G.T.

La Fédération du Livre C.G.T. a publié, lundi soir, le communiqué suivant :

« *La collusion du pouvoir, du syndicat patronal de la presse parisienne, des dirigeants de Force ouvrière et d'E. Amaury est de plus en plus évidente dans le conflit qui oppose les travailleurs du Livre au patron du Parisien libéré.*

« *Alors que depuis plus de trois mois les travailleurs, en réaction à l'agression d'Amaury, s'opposent au démantèlement de l'entreprise, aux licenciements et à la remise en cause des accords contractuels, le gouvernement reste sourd aux multiples demandes de négociations formulées par la C.G.T. Fière alors que les services de la main-d'œuvre avaient refusé les licenciements, le ministre du travail, M. Duranton, vient d'autoriser Amaury à licencier dans l'immédiat trois cents travailleurs alors que parallèlement il embauche à Saint-Ouen et à Chartres quelques jours avant une tentative de conciliation.*

« *Le pouvoir fait garder par d'importantes forces de police, de jour et de nuit, les entreprises de Chartres et de Saint-Ouen où sont imprimés respectivement les*

« *éditions régionales et une partie du Parisien libéré et ce avec la complicité de Force ouvrière.*

« *Lorsque les travailleurs protestent contre cette atteinte au droit de grève et qu'ils manifestent pour la défense de l'emploi, ils sont brutalement chargés par les forces de police qui, de plus, multiplient les arrestations et les tracasseries envers les travailleurs de la presse parisienne.*

« *De leur côté, la plupart des patrons de la presse parisienne semblent soutenir, bien qu'ils s'en défendent, l'agression d'Amaury. Par exemple, ils passent sous silence le communiqué du 3 juin signé par la C.G.T., la C.F.D.T., les syndicats de journalistes, le parti communiste français, le parti socialiste, qui condamnent Amaury, le pouvoir et dénoncent la complicité de Force ouvrière. Ils vont plus loin encore dans leur dernier communiqué en tentant d'accréditer l'idée d'une grève de la presse, inefficace et absurde, qui léserait les intérêts de l'information écrite. Ils n'ignorent pourtant pas que dans ce conflit ce sont les travailleurs de la presse et eux seuls qui défendent la liberté d'expression en même temps que l'emploi, le droit de grève, les conditions de tra-*

Un bel embouteillage

A 0 h 30, lundi, le quadrillage de toutes les voies d'accès à l'imprimerie de la SICAVIC était effectif ; les camions de transport de la presse parisienne placés en travers des rues ; les voitures prêtes à bloquer le passage et les délégations de l'ensemble des différentes entreprises de presse parisienne décidées à intervenir. Deux barrages plus importants étaient établis aux extrémités de l'avenue Michel, coupée également par deux cordons de police mis en place très tôt par les autorités.

A l'aube, rien n'était arrivé, hormis quelques affrontements verbaux entre policiers et manifestants, les fausses alertes, les inevitables « rumeurs » : « Le Parisien libéré a été imprimé en Belgique... à Chartres... des camions ont forcé les barrages... », et les discussions sur l'avenir de la profession.

A 7 heures, des estafettes rapportaient la « bonne nouvelle » : pas de Parisien libéré dans les kiosques. La fatigue, le flottement nettement perceptible, enregistré du côté des assaillants (« Et si Amaury nous avait préparé ? »), faisaient place à une ré-

DANS CINQ ANS, VOUS SEREZ EUROPEEN OU VOUS SEREZ MORT.

Mai 1975. Les affaires sont difficiles. Certains se lamentent. D'autres se secouent. Ceux qui ne savent que se lamenter n'en ont plus pour longtemps. Ceux qui sont décidés à se battre font le point.

Pour survivre, il faut : 1. Relancer les ventes. 2. Réduire les coûts.

Relancer les ventes dans une économie de récession, ce n'est pas facile. Vos clients habituels n'y suffiront pas. Conclusion : il faut sortir de l'hexagone. Réduire les coûts sans asphyxier l'entreprise, il faut trouver des fournisseurs moins chers. Encore une fois, sortir de l'hexagone.

Que faire quand on n'a pas la taille de Renault ou de Moulinex?

Bien sûr, pour les grands, cela paraît facile. Pour les PME, ce n'est pas simple. Comment trouver ces nouveaux clients quand on n'a pas de directeur export parlant 3 langues, comment trouver des fournisseurs nouveaux dans 8 pays inconnus? Il faudrait que les gens travaillant dans la même profession — et intéressés par le commerce international — soient réunis sur une même liste, qu'ils habitent l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, le Danemark, la Hollande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg ou la France. Seulement voilà, cette liste n'existe pas. Elle va exister.

L'Annuaire Téléphonique du Marché Commun, un outil simple, complet, exclusif.

Pour la première fois, seront réunies en un seul ouvrage les 100 000 firmes qui font l'Europe des 9. Vous y trouverez :

- Une liste alphabétique générale de ces entreprises, tous pays confondus avec adresse complète, numéro de téléphone avec préfixes régionaux et nationaux, télex.
- Une liste par produits et services (1 700 rubriques).
- 100 pages de documentation pratique sur le Marché Commun.

En deux minutes, vous trouverez le fonctionnaire responsable de votre secteur à Bruxelles.

La première chose à faire, c'est de se faire connaître : c'est simple.

Si vous travaillez déjà avec l'étranger ou si vous souhaitez le faire l'an prochain, vous remplissez cette carte et vous la retournez : un délégué de l'ATMC vous rendra visite pour vous demander des informations complémentaires qui permettront, ou non, de retenir votre candidature. Cette inscription est, bien entendu, gratuite.

La deuxième chose à faire, c'est de s'y faire voir mieux que les autres.

Votre nom écrit sur une ligne au milieu de 100 000 autres, ce n'est pas très agressif comme manifestation. Si vous souhaitez dépasser ce stade, il existe une dizaine de formats publicitaires à votre choix. Ces solutions sont, bien entendu, payantes.

A partir du moment où on vous propose quelque chose de payant, vous vous posez une question : est-ce sérieux?

Derrière l'ATMC, huit banques et les encouragements officiels des plus hautes sommités européennes.

L'ATMC est un travail unique, énorme, incomparable, qui a nécessité le concours des organismes financiers les plus importants. Le chef de file du pool bancaire est la SFE (Société Financière Européenne) dont les actionnaires sont :

en France : la Banque Nationale de Paris et à l'étranger : Algemene Bank Nederland NV, Banca Nazionale del Lavoro, Bank of America, Banque de Bruxelles SA, Barclays Bank International Ltd, Dresdner Bank AG, Sumitomo Bank Ltd.

Il a reçu l'appui des personnalités les plus éminentes comme le Président Cornélis Barkhouwer (Parlement Européen) et le Président Jean Rey (Commission des Communautés Européennes).

Il sera édité en cinq langues (français, anglais, allemand, néerlandais, italien), tiré à 150 000 exemplaires (tirage minimum garanti), soit 10 à 15 fois plus que les annuaires économiques actuellement existants, et diffusé dans le monde entier : Afrique, Amérique, Moyen-Orient, Asie.

Vous pouvez être rassuré quant à son intérêt et à son sérieux, mais ne vous laissez pas abuser : l'importance des moyens consacrés à son lancement ont fait naître

quelques démarcheurs qui essaient de se faire passer pour l'ATMC. Avant de signer quoi que ce soit, vérifiez que votre interlocuteur possède une carte où figure cette marque déposée.



"Ce coupon à remplir, cela peut attendre demain..."

Vous voyez tout de suite le profil de ceux qui vont penser ainsi. Ils sont effrayés par le Marché Commun, et trouvent toujours prétexte pour ne pas passer à l'action. D'autres saisissent les opportunités quand elles se présentent. L'action commence par la présence. Vous existez. Dites-le nous. Nous le ferons savoir à un marché préférentiel de 250 millions d'habitants.

Annuaire Téléphonique du Marché Commun Dep-France
40, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS. Tél : 548 10 88.

VOTRE NOM : _____

FONCTION : PDG DG SG DC

RAISON SOCIALE DE VOTRE SOCIÉTÉ : _____

ACTIVITÉ : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

TEL : _____ TELEX : _____

VOTRE SIGNATURE : _____

ALLIS MATERIAL

area sales

regional

assistant

du person

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة المجلد"

DIFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
titres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
titres 16 lignes de hauteur	38,00	44,37
EMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
APITAUX OU		
ROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,69

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
Actual-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	26,95

emplois internationaux

S.W.I.F.T.

Society for Worldwide International Financial Telecommunication S.W.I.F.T. is an international organization founded in 1973 by 238 European and American banks. The mission of the Company is to develop and operate a computer-based, worldwide financial telecommunication system linking its members.

One network switching center is located in Brussels at the Company's Headquarters and another center is near Leiden in the Netherlands.

The Company is now actively developing the operational phase of its network and has an immediate opening for a

COMPUTER OPERATIONS CENTER MANAGER

BELGIUM

whose prime challenge is to direct all operating Staff of the center including computers and supporting equipment.

The successful candidate will have a solid background of real-time computer operations management, be a mature administrator with a complete command of English. He will be capable of assuring a twenty-four hour system reliability.

He will report directly to the E.O.P. Director and will assist in recruiting of his own staff, as well as participate in build-up of the operation site.

S.W.I.F.T. offers an attractive compensation and benefits package in addition to a demanding position of leadership for the right man. If you believe your qualifications match these requirements, please send a written application, C.V. and photo to :

S.W.I.F.T.
W. Sells
Administration Personnel Manager
W.T.C. - Tower 1 - Floor 18
162, boulevard Emile-Jacqmain
1000 Brussels

RU

Rijksuniversiteit Utrecht

le poste de

Maitre de Conférences

de l'histoire de l'art contemporain à la Faculté des Lettres de l'Université d'Utrecht (Pays-Bas) (à partir de 1975) est vacant

Ceux qui veulent poser leur candidature à ce poste peuvent le faire dans les quatre semaines qui suivent la parution de cette annonce en envoyant une liste de leurs publications et un compte rendu de leurs activités sur le plan de l'organisation et de la direction au : de voorzitter van de benoemingscommissie lectoraat kunstgeschiedenis in het bijzonder van de 19e eeuwse tijd, Drift 23, Utrecht, Pays-Bas.

Ceux qui, sans postuler eux-mêmes cette place, connaissent des personnes capables d'assumer cette fonction sont priés de le faire savoir au professeur A.W. Reinink, 25 Drift Utrecht (Pays-Bas), qui se fera un plaisir de fournir des renseignements complémentaires.

MAROC

SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDÉRURGIE SO. NA. SID.

RECHERCHE

CONSEILLERS TECHNIQUES HAUTEMENT QUALIFIÉS

— Formation : Ingénieur.
— Théorie et pratique de la sidérurgie (procédés aluminiques).
— Notions précises techniques hautement appréciées.

Rôle : — assistance de la Direction de la Société dans la réalisation d'un Complexe Sidérurgique.
— relations avec Bureaux d'Etudes, Entreprises, etc.

CONDITIONS INTÉRESSANTES EN RAPPORT AVEC QUALIFICATION

Adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'une photo et d'un C.V. personnellement au Directeur Général de la Société : 14, rue Abou-Imane — RABAT.

ALLIS-CHALMERS

MATERIAL HANDLING EUROPE

CONTINUE SON EXPANSION EN EUROPE AFRIQUE ET MOYEN ORIENT et recherche :

area sales manager

NORD EUROPE (réf. ASM)

- plusieurs années expérience dans le domaine des matériels de maintenance
- parlant couramment Anglais et si possible Allemand
- habitué aux contacts internationaux et aux déplacements fréquents
- lieu de travail : PARIS

regional service manager

MOYEN ORIENT (réf. RSM)

- plusieurs années expérience dans l'Après-vente matériel industriel
- parlant couramment Anglais et pouvant voyager fréquemment
- point d'attache : DIEPPE

assistant technique

PARIS (réf. AT)

- capable étudier Cahiers des Charges internationaux et de rédiger des soumissions
- bonnes connaissances de la langue anglaise nécessaire
- expérience maintenance exigée
- lieu de travail : PARIS

Envoyer curriculum vitae détaillé avec photo (ret.) s/réf. correspondante à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS qui trans.

MASSIOT PHILIPS

MATÉRIEL MÉDICAL

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Putur responsable de son Service Technique à TUNIS

Ce poste conviendrait à un jeune candidat de nationalité tunisienne, ayant 2 à 5 ans d'expérience professionnelle, intéressé par la radiologie et l'électronique médicale.

Il devra animer une équipe de techniciens de maintenance et d'installation et assurer le support technico-commercial en liaison avec la Direction locale et notre département Service Client.

La formation spécifique sera assurée par nos différents centres de production européens. Anglais souhaité.

Envoyez C.V. et présentations sous référence 965 à Service du Personnel 177, rue de Bezouas 75020 CARRERES-sur-SEINE.

SOCIÉTÉ DE TOUT PREMIER PLAN

DANS LE DOMAINE PETROLIER

recherche pour ses établissements en

TUNISIE

DES CADRES TUNISIENS

Administratifs et Financiers de haut potentiel

Dégagés des obligations militaires Salaire très attractif

Adresser C.V. et présentations à No 11.115 CONTESSÉ PUBLICITE - 20 Avenue Opéra 75040 PARIS Cédex 01, qui transmettra.

TRÈS URGENT

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, recherche

INGÉNIEUR - ÉLECTRICIEN

Pour installations et mise en route d'automatismes industriels sur chantier en

AMÉRIQUE DU SUD

Références analogues souhaitées.

LIBRE TRÈS RAPIDEMENT

Conditions intéressantes.

Tel. 205 - 14-43, 205 - 06-08 ou écr. avec C.V. et prêt. n° 11.521, Contesse Publ., 20, av. Opéra (17^e), qui tr.

GRUPE BATIMENT - GENIE CIVIL

Travaillant en France et en AFRIQUE recherche pour Afrique Equatoriale

ADJOINT ADMINISTRATIF DE DIRECTION RÉGIONALE

Ayant très bonne expérience comptable et administratif, pour diriger et contrôler les comptabilités et trésoreries de 4 centres d'exploitation et assurer leur fonctionnement administratif, fiscal et social.

Téléphoner pour rendez-vous 469-34-42.

Groupe Minier recherche pour le Gabon

UN CHEF DES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES

Diplômé D.E.C.S. ou Ecole Supérieure de Commerce. Expérience professionnelle souhaitée : 5 ans. Sans de commandement et bons contacts humains sont indispensables. Cadre de vie agréable. Avantages sociaux. Sécurité assurée jusqu'en 3^e.

Adresser curr. vitae détaillé sous n° 29.358 B à SOUS-PRÉSIDENT PUBLICITE, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES, qui transmettra.

STE FRANCO-MAROCAINE

filiale à l'Imp. Groupe Français en Electronique recherche :

UN TECHNICIEN SUPERIEUR EN ELECTRONIQUE

DIPLÔME

5 ans d'expérience en contrôle. Mesure et fabrication T.V. Noir et blanc.

QUALIFICATION

ATP 3 - ATP

(Connaissances Anglaises et T.V. couleur appréciées.)

Le candidat aura la responsabilité d'un service technique en liaison avec chef de fabrication.

Situation intéressante - Résidence : CASABLANCA

Envoyer C.V. détaillé et photo à n° 11.407 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra, Paris-17^e, s. tr. Premier contact PARIS. DISCRETION ASSURÉE.

Major U.S. manufacturer of mining and construction equipment requires for their office in Paris, area young aggressive man with experience selling mining and const. equip. Fluency in english must. Reply in English to n° 811.200, REGIE-PRESSE, 15 bis, rue Réaumur, PARIS-2^e, qui trans.

IMPETE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche pour

GESTION DE PROJET ET ASSISTANCE TECHNIQUE

UN INGÉNIEUR HAUT NIVEAU

ayant expérience en :

- Etudes Electroniques.
- Gestion des Fabrications.
- Direction d'Usine.
- Négociation de contrats.

Lieu de travail : EUROPE DE L'EST

Ecr. av. C.V. déta. et prêt. à n° 18.273, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-17^e, s. tr.

EXPANSIAL

Une importante Société Nationale, en Algérie, Recherche pour son Centre de formation de Techniciens et Agents de maîtrise, du personnel d'encadrement dans les disciplines suivantes :

- Métallurgie Réf. 669
- Mécanique Réf. 670
- Electrotechnique Réf. 671
- Electricité Réf. 672
- Automatique Réf. 673
- Electronique Réf. 674
- Thermique - Fluides Réf. 675
- Hydraulique Réf. 676
- Chimie Réf. 677
- Dessin industriel (projeteurs B.E. en mécanique, fluides et électricité) Réf. 678

— Les candidats devront avoir : Une formation d'ingénieur avec 3 ans d'expérience ou une formation de technicien supérieur avec 5 ans d'expérience.

— Ils auront pour mission :

- d'analyser les besoins en formation.
- de définir les objectifs pédagogiques.
- d'organiser les moyens de formation.
- d'assurer l'enseignement.

Pour tout renseignement complémentaire, écrivez au responsable c.v. détaillé à : EXPANSIAL : 6, rue Halévy 75009 Paris 2, place de l'Albertina Bruxelles 1000 (Belgique)

approvisionnement

AFRIQUE NOIRE

Sur le site de son exploitation en Afrique, notre Société reçoit un important matériel nécessaire au fonctionnement de la carrière et de l'usine de traitement du minerai.

Nous recherchons notre RESPONSABLE DES SERVICES APPROVISIONNEMENTS.

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier dont il reçoit les directives pour toute la partie gestion et comptabilité. Il collabore étroitement avec les Responsables des divers services de la Société.

Sa fonction est double :

- diriger et coordonner les actions concernant :
 - les achats,
 - la réception et le transfert des produits et matériels,
 - la réapprovisionnement,
 - la comptabilité des stocks,
 - la gestion des magasins.
- Etre Conseil auprès des divers « demandeurs » tant pour les assister en matière d'expression de leurs besoins — quantitativement, qualitativement et en délai — que pour les aider à prendre les décisions nécessaires face à une évolution de la conjoncture commerciale.

Agé de 32 ans au moins, de formation supérieure (A. et M. ou équivalent), il doit avoir tenu un poste similaire quelques années, avoir une très bonne connaissance des règles de fonctionnement d'une comptabilité matières et surtout une expérience des formalités à accomplir lors de l'approvisionnement sur un marché international.

Ce poste étant à pourvoir rapidement, écrivez sans tarder sous référence 20.1411M, aux Conseils en Recrutement d'EUREQUIP qui sont chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP
19, rue Yves du Manoir, B.P. 30
92420 Vincennes

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

SEREZ MORT.



	La ligne	La ligne T.L.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placard encadré"	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,08
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,69

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.L.
L'IMMOBILIER	25,00	29,18
Achat-Vente-Location	30,00	35,03
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	23,00	26,86
(chaque vendredi)		



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante société mécanique générale effectif actuel 160 personnes recherche pour nouvelle usine en pleine expansion implantée dans LES VOSGES

INGENIEUR chef de fabrication

A.M. - C.N.A.M. ou équivalent minimum 30 ans

Mission :
 • organisation et charge des méthodes B.E. et atelier,
 • responsabilité des performances,
 • prévision et organisation de la formation du personnel et des nouveaux investissements

Fabrication :
 • mécanique générale petite série pièces fonte de 10 à 2000 kgs sur machines conventionnelles auto N.C.

Méthodes :
 • gamme d'usinage complète, programme machines N.C., simplification du travail, gestion des résultats.

Compétences générales souhaitées :
 • électrotechnique industrielle, thermo dynamique, air comprimé, notions d'informatique (Fortran), connaissances machines N.C., Anglais.

Qualités humaines :
 • dynamisme, esprit d'équipe, goût pour solutions modernes, sens des contacts humains.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1004 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris tél. 02 qui transmettra.

directeur général adjoint

120 000 F +

Résidence Ouest

Notre entreprise, une des premières de son secteur, fabrication et commercialisation des produits de base, connaît un développement important dans le monde de la fabrication (C.A. 65 millions - effectif 850 personnes). Nous recherchons un directeur général adjoint (à 6 mois) et de prendre en charge la fonction générale, ainsi que le service commercial et la gestion de gestion, les problèmes administratifs, juridiques et fiscaux, les relations humaines, les services informatiques ainsi que l'organisation générale.

Une formation supérieure ainsi que l'expérience d'une fonction de DGA ou de DG dans une P.M.E. sont nécessaires. Les candidatures de ce niveau collaboreront avec nous à la dimension de cette fonction afin qu'il puisse gérer avec sagesse.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous réf. 2286N (à maintenir sur l'annonce). La carte bleue des candidatures est garantie par :

BERNARD KRIEF SELECTION
 1 rue Denton, 75006 Paris (Membre de l'ANCIERP)

directeur industriel

ROUEN

Nous sommes une société franco-américaine (300 personnes - C.A. 65 millions F) qui a pour vocation la fabrication et la commercialisation des matériels techniques pour l'industrie en série et à l'unité. Nous nous trouvons sur un marché très porteur et nous connaissons donc depuis plusieurs années un fort développement en France et surtout à l'étranger... et nous prévoyons de grande envergure.

Actuellement, notre équipe de direction, jeune et dynamique doit se renforcer. Nous recherchons pour DÉVELOPPER, DIRIGER et OPTIMISER notre outil industriel, un ingénieur confirmé (Contrôle, A.M., I.D.N.,...).

Nous étudierons avec lui la définition de sa fonction : nous attendons beaucoup de lui, plus d'efforts au niveau des contacts avec les hommes et de l'organisation, que de la technique proprement dite.

Il aura l'occasion de fréquenter des dialogues avec nos associés américains et nos filiales européennes, d'où quelques déplacements à l'étranger.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez aux Conseils en Recrutement d'EUREQUIP sous référence 10 142/41.

EUREQUIP
 B.P. 30 - 19, rue Yves de Manoir, 92020 Nanterre

Société de transformation de matières plastiques recherche **DIRECTEUR GESTIONNAIRE** expérimenté à assurer complètement responsabilité commerciale et industrielle.

Région Lorraine.
 Ecrire à T. GILSA, Régie-P.T., 25 bis rue Sébastien - Paris.
CONDUCTEUR DE TRAVX

Tout corps d'état. Déplacements en France. Salaires avantageux selon mérite. Ecrire à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, Paris-10. Tél. 02-01-71-85-42-43

30 construction mécanique chef de file de la branche de métaux d'usines de

Gestionnaire de stocks sur à 18 ans de pratique, dans notions commerciales, comptabilité, gestion, etc. Ecrire à P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, Paris-10. Tél. 02-01-71-85-42-43

MOTOBÉCANE *Mobylette*

RECHERCHE

UN ADJOINT AU CHEF DES FABRICATIONS EXTERIEURES

Parlant anglais, il sera spécialement chargé du suivi de la production de nos filiales situées à l'étranger, et de la résolution de problèmes techniques de fabrication.

Formation : B.T.S. ou INGENIEUR

Une expérience de la fabrication mécanique de grande série est souhaitée.

Envoyer CV et prétentions à :
MOTOBÉCANE mobylette
 B.P. 16 02101 ST-QUENTIN CEDEX

De Dietrich

Division Equipement Ménager recherche

CHEF DE FABRICATION

pour son usine de Vendôme.

Ce poste est offert à un ingénieur diplômé Grande Ecole à dominante mécanique, disposant d'une expérience industrielle approfondie dans la production de série, type autos ou similaires.

Convient à homme trentenaire, esprit méthodique, excellent animateur, ayant pratiqué des méthodes modernes de gestion et d'organisation.

Il dépendra du directeur d'établissement et assurera sous sa conduite, la responsabilité directe de la définition et de la mise en œuvre des moyens de production y compris contrôle.

Sérieuses références exigées.

Envoyer C.V. avec présentations et photo à :
DE DIETRICH & Cie,
 Directeur Général,
 6110 NEEDEBERGONN-LES-BAINS.

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL COMPLEXES, C.A. 150 millions de francs, 900 personnes, recherche pour les services techniques de son usine de

LYON

jeune ingénieur

CENTRALE, A.M. ou similaire

Après formation, il prendra, sous l'autorité du Chef des Services Techniques, la responsabilité d'une petite équipe chargée de créer de nouveaux produits et de préparer leur industrialisation en faisant la synthèse des impératifs liés à la technique, au marché et à la fabrication.

Sa formation d'ingénieur lui permettra de maîtriser les problèmes liés à la mécanique des fluides, à la résistance des matériaux, à l'acoustique, et à la technique des vibrations.

Il dispose d'un ordinateur permettant les calculs scientifiques et de moyens d'investigation aérodynamiques, acoustiques et vibratoires d'une station d'essai.

Les candidatures seront étudiées sous référence V1728 en collaboration avec

plein emploi 49 rue Harriet Lyon 2°

IMPTE SOCIETE METALLURGIQUE REGION CENTRE recherche

CHEF SERVICE METHODES

Responsable de la définition des méthodes et méthodes de fabrication de l'usinage des moyens de fabrication.

Ca poste comprendrait à caractère INGENIEUR A.M. ou EQUIVALENT.

Des contacts permanents avec les U.S. nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais.

LOGEMENT ASSURE.

Ecr. 11400, CONTESSÉ PUB., 20, av. de la République, 91100 Evry-Courcouronnes.

GRUPE CHIMIQUE recherche pour **WEST DE LA FRANCE**

DIRECTEUR D'USINE

Formation Grande Ecole (chimie, etc.)
 L'usine de construction récente fonctionne en 4 X 8 et comprend une cinquantaine de personnes. Logement assuré.

Envoyer C.V. et prétentions à :
 10, av. Opéra, Paris-1er, 4, r.

Société métallurgique

GROUPE PECHINEY

UGINE KULEHMANN recherche pour Usine PROVINCE

JEUNES INGENIEURS

Dépens obligations militaires
 Formation : CENTRALE, GRENOBLE, ARTS et MÉTIERS
 Pour postes fabrication et entretien
 LOGEMENT ASSURE

Ecrire à n° 10.887, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}) qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLES CHIMIQUES et MATIÈRES PLASTIQUES recherche

INGENIEURS DIPLOMES DEBUTANTS de HAUT NIVEAU

FORMATION X. CENTRALE, SUP AERO pour affectation services procédés.

Postes à pourvoir dans des Usines de Province, nécessitant une bonne adaptabilité et une mobilité pour des affectations ultérieures en exploitation notamment.

Adressez curriculum vitae à :
HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous références 3642 qui transmettra.

Vous êtes créatif mais vous savez aussi gérer un budget. Vous connaissez la publicité industrielle et ses médias pour avoir travaillé chez un annonceur ou en agence : création et diffusion de notices et documentation, relations presse, mailing... Vous avez 30 ans minimum, vous pouvez être le

chef de publicité

que cherche **SISSON-LEHMANN**, entreprise leader sur son marché (machines-outils) située dans le Nord-Est. La diversité des produits et de la clientèle ainsi que le cadre de travail, moderne et agréable, rendent ce poste particulièrement attrayant.

Ecrire à P. VERDURE ss réf. 111 M.

ALEXANDRE TICS S.A.
 2, RUE 6-DE-CHATELAIN - 59000 LILLE
 PARIS-LYON-BENEVE-ZURICH-BRUXELLES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE REGION DE ROUEN recherche pour ses unités de productions représentant 1.300 personnes

CHEF DE PERSONNEL

Directement attaché au Directeur de l'Unité, il sera chargé de mettre en œuvre la politique de personnel du groupe, d'animer et gérer l'embauche, la formation et la gestion du personnel ouvrier et ETAM.

Une expérience d'un poste similaire est nécessaire, une expérience est possible pour un candidat de valeur dans le Groupe d'appartenance.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 121 M 515 30, rue de Mogador 75009 PARIS

Direction médicale jeune, structurée, vivante, dynamique, recherche

délégués médicaux

Pour les secteurs :
 1) Rhône
 2) Gironde
 3) Ht-Rhin, Territoire de Belfort
 4) Aube, Yonne, Nièvre
 5) Meurthe-et-Moselle

Il est demandé :
 • le bac minimum
 • si possible une formation universitaire
 • un enthousiasme convaincant et une grande puissance de travail
 • de préférence 1 ou 2 ans d'expérience.

Il est offert :
 • l'intégration dans un groupe pharmaceutique
 • Français en pleine expansion
 • une solide formation
 • un salaire évolutif pour des candidats de valeur.

Siège fin Septembre, rémunéré, d'une durée d'environ 8 semaines.

Envoyer c.v. manuscrit et photo sous réf. 45439 à Havas Contact, 156 bd Haussmann, 75008 Paris.

Import. Constructeur MAISONS INDIVIDUELLES Région du Centre recherche

UN CHEF D'AGENCE

(Responsable départemental).

Sérieuses références exigées, expérience professionnelle nécessaire. Poste à pourvoir immédiatement.

Situation intéressante et d'avenir.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à **HAVAS ORLÉANS**, n° 9.030, 182, av. du Général de Gaulle, 45000 NEUILLY.

HEWLETT PACKARD GRENOBLE recherche

INGENIEUR OU DIPLOMÉ ÉCOLE DE GESTION DÉBUTANT

pour renforcer son Service Ordonnancement.

Il sera chargé de la planification, de la production d'instruments électroniques et du contrôle de l'ensemble travaux en cours.

Anglais courants souhaités.

Envoyer curriculum vitae à :
HEWLETT PACKARD GRENOBLE
 Service du Personnel,
 3, avenue Raymond-Ghanas, 38320 EYBENS

ADJOINT A DIRECTEUR D'USINE

Pay-de-Dôme

Nous sommes un groupe français (C.A. 300 millions) spécialisé dans la fabrication du PAPIER et utilisons des techniques de pointe. Nous voulons créer les travaux nous, le développement et l'entretien d'une de nos unités d'Avignon à un ingénieur A. et M., E.N.S.I., I.N.S.A. ou équivalent, ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle. Le développement rapide de notre groupe permet une carrière intéressante. Logement assuré. Env. C.V., photo récente et rémun. actuelle sous réf. 2154/M (à maintenir sur l'annonce).

BERNARD KRIEF SELECTION
 1 Rue Denton, Paris 6° (membre de l'ANCIERP)

POUR RÉGION SUD-OUEST

DIRECTEUR FINANCIER

demandé pour contrôle de gestion ayant une bonne expérience des problèmes d'informations et comptables.

Age 35-ans minimum
 Formation souhaitée E.C. ou E.S.E.C.
 Choix favorable à un candidat préférant l'action directe et journalière aux vues générales théoriques.

Situation d'avenir.

Adressez curr. vitae, lettre manuscrite et photo à :
 N° 8.722, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 PARIS (9^e), qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE BATIMENT ET P.T.

recherche d'urgence

pour petites Françaises avec départ immédiat

CONDUCTEUR TRAVAUX BATIMENT

qualification certaine et références exigées.

Adressez curriculum vitae, prétentions et photo, **HAVAS MARSEILLE 45 946**.

LABORATOIRE FRANÇAIS de THERAPEUTIQUE

Pour faire face à notre rapide expansion, nous recherchons un

HEC, ESSEC, Sup de Co, Sciences Eco

28 ans minimum, pour lui confier le poste de **RESPONSABLE ADMINISTRATIF** du département ÉTRANGER

Il devra au sein d'une équipe jeune et dynamique :
 • établir les plans, les budgets, suivre leur réalisation, en assurer le contrôle,
 • se tenir informé de la législation en matière pharmaceutique et du droit commercial des différents pays avec lesquels le laboratoire est en relation,
 • élaborer les procédures et en contrôler l'application,
 • diriger l'ensemble du service administratif (10 personnes).

Ce poste est à pourvoir à **BORDEAUX**.

Env. C.V. et prétent. sous réf. 2365.

SEREP
 82, Bd Malesherbes
 75008 - PARIS

OREAM-LORRAINE offre à jeune cadre (28 ans minimum) possédant une formation supérieure, de perspectives économiques, la possibilité de participer activement au

DEVELOPPEMENT REGIONAL

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire (10 personnes) il participera aux études économiques générales et en particulier à des opérations de production dans le domaine des activités de production et de services, en liaison avec les responsables régionaux. Homme à la fois d'étude et de promotion, il assurera les contacts au niveau élevé auprès des administrations et des entreprises. La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 80.000 F/an et pourra être plus élevée pour un candidat déjà expérimenté. Possibilité de résider dans une des grandes villes de la Métropole (Metz - Nancy - Thionville).

Env. C.V., photo, rémunération actuelle et prêt à **OREAM-LORRAINE**
 54700 Pont-à-Mousson - Tél. (16.20) 81-80-88

PROCE DE B
 ADHENT
 SA FIANCE
 DE LA PA
 DIRECTEUR GÉN
 STAGE LYON
 CADRE COMPT
 ROPE LIMAGNE
 DIRECT
 algoe
 SOCIÉTÉ D'EMB
 POLYÉTHYL
 MARSEIL
 DIRECTEUR TE

مكازم ليدل

offres d'emploi

JCB FRANCE
 Filiale du Groupe anglais JCB, premier constructeur européen de chargeurs-pelles et engins de travaux publics.

recherche, pour renforcer son Service Après Vente, deux ingénieurs :

ingénieur service 1505 AM
 expérimenté SAV

matériels lourds à transmissions hydrauliques pour assister les concessionnaires d'une grande région, intervenir en clientèle, appliquer la politique SAV de la Société.

Base d'action SARCELLES (95) avec nombreux déplacements (voiture de fonction). Formation de base école d'ingénieurs ou E.N.P. (Diderot). Courts stages de perfectionnement en Angleterre (maîtrise de la langue anglaise nécessaire) ; notions d'allemand appréciées.

jeune ingénieur diplômé 1505 BM
 A.M., T.P. ou équivalent,

pour rejoindre le SAV en France après un an de spécialisation au siège en Angleterre à ROCESTER (Staffordshire) ; maîtrise de la langue anglaise indispensable ; notions d'allemand appréciées.

JCB France est devenu en 3 ans leader du chargeur-pelle sur le marché français et offre des perspectives très ouvertes de développement personnel.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à :

plein emploi 16 rue de Mail 2-

JEUNES DIPLOMES ESC, UNIVERSITAIRES, IUT...

LEGRAND
 PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'APPAREILLAGE ELECTRIQUE D'INSTALLATIONS

renforce son équipe d'interventions commerciales sur le réseau de prescripteurs, distributeurs et utilisateurs vous forme à la vente et à la négociation et vous offre dès l'entrée dans le Groupe des fonctions actives et évolutives, demande à ses cadres commerciaux une bonne disponibilité pour de fréquents déplacements, et actuellement à pourvoir des postes PARIS, LILLE, NANCY...

Si vous êtes intéressé, adressez votre CV en indiquant vos prétentions sous réf. 121 M 605 à :

30, rue de Mogador 75009 PARIS

LA SELECTION AURA LIEU LE 20 JUIN

Filiale d'un groupe multinational, nous recherchons

ACHETEUR DEBUTANT

que nous nous proposons de former aux achats de matières premières.

Le négociation et la passation de contrats constituent l'essentiel de cette fonction qui s'exerce sur des marchés nationaux et internationaux très fluctuants.

Si vous avez une formation Supérieure, Ecole de Commerce ou équivalent, de bonnes notions d'anglais, et si ce poste vous intéresse, écrivez-nous, nous vous assurerons un contact rapide.

Envoyez c.v. et prétentions sous réf. 86964 à Havas Contact 189 Bd Haussmann 75008 Paris.

Très important Groupe Industriel Leader dans son domaine (dérivé du Bois) recherche pour l'une de ses Usines

UN DIRECTEUR D'USINE

Formation : INGENIEUR A.M. ou équivalent

Ce collaborateur assurera les responsabilités couvrant l'ensemble des conditions de fonctionnement et de production.

EXPERIENCE DE DIRECTION D'USINE INDISPENSABLE

L'effectif approx. 500 personnes. Age minimum : 35 ans.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. (ou déposer cc cas de grève) au n° 11.245

4, rue André Corbet, PARIS-16^e

cabinet leconte membre de l'ANCERP

offres d'emploi

1er Assureur Français du Bâtiment et des T.P.

LA SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCES
 214, avenue Emile-Zola PARIS 15^e

recherche

2 collaborateurs de haut niveau

RESPONSABLES de **délégation régionale**
 PARIS et REGION PARISIENNE

- Les candidats auront de larges responsabilités dans les secteurs suivants :
 - production (diffusion et souscription de contrats),
 - réglément de sinistres,
 - gestion administrative et recouvrement de cotisations.
- Ils assureront également les relations de gestion constituées de techniciens dans chacune des branches énumérées ci-dessus.
- Ils assureront les relations avec les représentants locaux et régionaux du bâtiment et des travaux publics.

Les candidats, âgés de 35 ans minimum, auront une formation HEC, SUP. de CO., ESSEC ou Licence en DROIT, et bénéficieront d'une large expérience professionnelle dans l'assurance et la gestion d'entreprise.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et références à Mme VIARD 14DR 114 avenue Emile-Zola 75738 Paris cedex 15.

DataGeneral
 Manufacturer of NOVA and ECLIPSE computers is looking for a:

FIELD SERVICE MANAGER FOR FRANCE

WE ARE:

- Growing over 50% per year.
- Listed on N.Y. Stock Exchange.
- A leader in the minicomputer industry with over 15,000 installations worldwide.

YOU ARE:

- French citizen or of french mother tongue.
- Currently managing a computer field service team in France.
- Previously experienced in american firms.
- Fluent in english (spoken, written).
- Looking for the opportunity of running field service as a business with compensation commensurate to your performance.

Write in full confidence to:

Jean-Louis Gassée - Directeur Général
 DATA GENERAL France
 77, rue de Sévres - 92100 - BOULOGNE.

beicip
 IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIEURS-CONSEILS EN ENGINEERING PETROLIER

senior civil engineer ANGLAIS COURANT

Ayant la double expérience bureau d'études et chantier accepte dans un engagement so évenuellement en entreprise pour contrôler les études et les réalisations de grands chantiers de raffinage à l'étranger.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion sur téléphone par Informations-Carière SVP 11-11 de 9 h à 18 h ou directement au rendez-vous aux candidats intéressés.

Références : 804 37, rue de Valenciennes 75008 Paris.

responsables des ventes
 PARIS - LYON

Toute la différence entre nous et nos concurrents tient à plusieurs choses. D'abord, et pour répondre à un besoin actuel, nos ingénieurs ont élaboré un produit qu'ils ont voulu parfait. Ensuite ils l'ont mis en de bonnes mains afin d'offrir un service intelligent. Enfin, nous avons conquis la première place en Europe dans notre branche liée au SECOND-ŒUVRE DU BATIMENT.

SERIEUSEMENT QUI PEUT FAIRE MIEUX?

Du moins, savons nous COMMENT faire mieux :

- en élargissant notre marché
- en complétant notre équipe
- en concrétisant de nouvelles affaires.

Pour vous mêler aux grands présentez une preuve de réussite qui n'est pas à la portée de tout le monde en écrivant, sous référence 1885 à :

ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 Paris qui tr.

BANQUE MULTINATIONALE PARIS recherche pour sa Direction financière internationale

CADRE BANCAIRE

plusieurs années de pratique dans secteur bancaire international (montage et négociation euro-crédit, euro-emissions).

Bilingue Français-Anglais.

La rémunération ne sera pas inférieure à 70.000 F/an.

Ecrire avec C.V. sous référence 1986 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

RANK XEROX

un responsable national de la comptabilité générale
 (Réf. C 28)

Votre mission consistera à :

- établir le rapport mensuel et les bilans fiscaux de notre groupe,
- élaborer des procédures comptables et suivre leurs applications,
- entretien des rapports fréquents avec notre Siège International de Londres.

Vous avez une solide formation comptable (ESSEC, ESCP, HEC, DECS...), une bonne connaissance de l'Anglais. Une expérience de 2 ans dans un cabinet d'Audit ou dans une Société Anglo-Saxonne serait appréciée.

Le rôle de ce cadre au sein de la Société est susceptible d'évoluer en fonction de son niveau et de ses performances.

Poste à pourvoir début septembre (possibilité d'aménagement pour la prise de fonction).

Merci d'adresser votre candidature avec c.v. en précisant la référence

RANK XEROX
 à François ESCOFFIER
 B.P. 63
 95002 Aulnay-sous-Bois

HOLDING D'UN GROUPE TRES IMPORTANT recherche

1) UN RESPONSABLE COMPTABILITE
 TRES EXPERIMENTE (Réf. 73116)

La fonction :

- exercer la fonction comptable et administrative dans plusieurs PME filiales, insuffisamment structurées ;
- les assister sur les plans fiscaux.

Le Candidat :

- niveau D.E.C.S. - E.T.S., connaissances étendues ;
- au moins 5 ans d'expérience en Cabinet d'Expert ou comme adjoint Chef Comptable moyennes entreprises ;
- sens de la relation, efficacité dans l'auto-gestion.

Conditions :

- position cadre, voiture de service fournie ;
- déplacements fréquents, seulement en semaine ;
- rémunération très intéressante, évolution de carrière.

2) DEUX COMPTABLES
 (Réf. 73117)

Les fonctions :

- tenue de la comptabilité générale, déclarations ;
- préparation comptabilité analytique, études de coûts ;
- tenue de dossiers

Les Candidats :

- niveau BAC G2, BP ou équivalent ;
- expérience min de 3 à 5 ans dans P.M.E.

Conditions :

- Statut Agent de Matière, postes évolutifs ;
- implantations : banlieue Sud et Ouest ;
- obligatoire pour l'un ou l'autre référence indiquée.

Envoyer curricula vitae, photo, présentations, sous référence à :

Roland Berger & Grep Ass.
 Internet Management Consultants
 7, rue Marcel-Angot,
 92196 MONTROUGE.

S. R. E. P.

ingénieur export

Vous êtes âgé d'au moins 28 ans, possédez un diplôme d'ingénieur, et avez acquis une formation économique complémentaire. Vous parlez et écrivez parfaitement l'anglais et justifiez de 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de biens d'équipement à l'étranger, mais vous désirez élargir votre champ d'action.

Nous vous offrons cette possibilité dans

LA TELEPHONIE

industrie en pleine expansion, où vous serez susceptible d'évoluer vers un poste de responsable de secteur.

Lieu de travail : COLOMBES (92)
 Missions de courte durée à l'étranger.

Les candidats adresseront CV détaillé et présentations, au réf. M 9470 à l'ille Mésurel, Service Psychologie Industrielle, Société Française des Téléphones

ericsson 36 bd de la Finlande 92700 COLOMBES

sous-directeur exploitation

Siège 98 000 F +

Banque de dépôts privés

Notre situation est remarquable, le taux de progression de nos dépôts excède de plus de 40% par an, et, en 5 ans, nous avons implanté un réseau de 20 agences, sans parler de notre clientèle initiale de particuliers et de petites entreprises, nous voulons aujourd'hui porter également nos efforts commerciaux sur les entreprises de toutes tailles.

Nous recherchons un collaborateur de haut niveau qui développera cette clientèle à partir de notre siège social à Paris (92), avec l'aide d'une équipe d'attachés commerciaux. Une formation supérieure, une expérience de l'exploitation, une volonté de contribuer efficacement à notre expansion, sont indispensables pour réussir à ce poste de direction.

Ces strictes exigences permettent à ce nouveau collaborateur de trouver au sein de notre équipe de direction un poste à sa mesure.

Envoyez C.V., photo réç., et rémunération actuelle sous réf. 22824 (à maintenir sur l'envoie) à Mme BOURDIN, Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
 1, rue Dante - 75008 Paris (Membre de l'ANCERP)

ingénieur en chef

100 000 F +

L.T.M. Consultants - Logistique Transport - Manufacture recherche un ingénieur en chef qui dirigera des ETUDES ECONOMIQUES importantes pour un Bureau d'Etudes spécialisé économie des Transports et Logistique Industrielle 1921.

Le candidat : diplômé Universitaire Niveau Docteur ou Grandes Ecoles, Expérience confirmée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 198/M à :

L.T.M. Consultants
 Buissonnet, Boulevard Cadeaux
 Tour Horizon - 52 rue National
 92806 PUTEAUX

offres d'emploi

LA SOCIETE M D ASSU

ingénieur grande éco

service méth

LA SELECTION AURA LIEU LE 20 JUIN

JEUNES

RESPONSABLE TRANSPORT INTERNAT

PARIS et province

jeunes diplômés

هنا من العمل

offres d'emploi

Assureur Français
Bâtiment et des T.P.
LA SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCES
114, avenue Emile-Zola PARIS 15^e
recherche

génieur
grande école

Il confiera la création et la direction du service méthodes de son DEPARTEMENT INFORMATIQUE.

IL EST DEMANDÉ :

- une expérience professionnelle informatique minimum de 5 ans,
- des connaissances des techniques et systèmes modernes de gestion et d'organisation,
- une aptitude marquée à l'animation et à la coordination.

IL EST OFFERT :

- une rémunération fonction de l'expérience,
- d'intéressantes perspectives de carrière pour un candidat de valeur.

Envoyer CV manuscrit, photo et présentation à Mme VIARD «ASIS» 114 av. Emile-Zola 75739 Paris cedex 15

offres d'emploi

Ingénieur d'affaires offshore
ENGINEERING ET CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

Petite Société au sein d'un Groupe sidérurgique, spécialisée dans l'offshore depuis quelques années, nous avons eu par le passé au point et l'exploitation de brevets originaux et la mise en œuvre de techniques de pointe pour développer une image de marque sur le plan international.

Nous recherchons pour compléter notre petite équipe, un Ingénieur, 30 ans minimum, de formation supérieure, bilingue anglais, ayant une très bonne expérience du bureau d'études : calcul des structures métalliques en acier, complétée et possible par une expérience de la conduite de Grands Travaux et de la sous-traitance. Expérience offshore appréciée mais non indispensable. Mission : — calcul des structures métalliques ; — être le représentant de notre société auprès du client et assurer la responsabilité de la coordination des chantiers de Grands Travaux et de la sous-traitance ; — savoir faire d'ordonner à l'étude de votre dossier. Adressez votre manuscrit, curriculum vitae détaillé et dernière rémunération, sous référence M 73.221, 33, quai Gallieni — 92133 SURESNES.

séle CEGOS

offres d'emploi

STE INDUSTRIELLE IMPORTANTE recherche pour le service d'administration du personnel d'une de ses unités, situées dans la 14

JEUNE LICENCIÉE EN DROIT
(Privilège de préférence)
Libérée des O.M.

Avant le sera du concret et intéressé par une information progressive dans une petite équipe.

Il lui sera demandé d'assister par la pratique, les problèmes de gestion quotidienne (procédure, paye, statistiques, suivi de dossiers), et/ou pour pouvoir évoluer à terme vers un poste de responsabilité et une position cadre.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentation, à M. J. L. CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, n. 1.

offres d'emploi

recherche pour son Département
OPERATIONS PLANNING
INGENIEUR
GESTION
PRODUCTION
30 ans minimum.

Le candidat, de formation type Centrale ou équivalent, sera chargé :

- de la planification à long terme des usines ;
- de la coordination des études demandées par le marketing ;
- de la détermination, en liaison avec les services techniques et financiers, des investissements.

Il devra être capable :

- de mener des projets faisant appel à des connaissances dans des domaines variés ;
- d'effectuer des études économiques.

Connaissances indispensables de l'Anglais. Lieu de travail : MONTREUIL-sous-BOIS.

Ecrire avec C.V. et présentations à J.C. Laleu, 283, rue de Rosny, 93106 MONTREUIL.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'ENVERGURE NATIONALE
EXPLOITATION et DISTRIBUTION.
AUTOMATIQUES
leader dans sa spécialité recherche pour son siège à PARIS (Quartier Saint-Lazare)

JEUNE CHEF SERVICE COMMERCIAL
dans la gestion de la concession de vente, et l'animation d'une grande entreprise nationale.

SE DEMANDE :

- une formation supérieure commerciale ou équivalente,
- une expérience de 2 à 3 ans minimum de la gestion commerciale et des relations avec les clients et administrations ;
- un potentiel et la volonté d'évoluer vers des responsabilités.

Il devra être capable de :

- finir et appliquer une stratégie commerciale globale ;
- coordonner les différentes instances de l'entreprise ;
- recruter et animer un service de 8 personnes.

AT PROPOSE :

- des conditions attractives de rémunération ;
- de larges perspectives de carrière.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, n° 11.347, TESSE Publi., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
recherche

COLLABORATEUR DU RESPONSABLE NATIONAL DE LA FORMATION

- Formation SUPÉRIEURE exigée ;
- Expériences bancaires 4 à 5 ans ;
- Age minimum 28 ans ;
- Expérience de la Formation.

Collaborera conception et réalisation des programmes de FORMATION DES CADRES. Déplacements de courte durée en province.

Ce poste exige : QUALITÉS PÉDAGOGIQUES et une aptitude aux RELATIONS HUMAINES.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à M. 2.230 :

COFAP 30, rue de Chabrol 75010 Paris 10^e

offres d'emploi

Société — 1200 personnes — recherche son

chef du département informatique

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif, il aura à assurer tout le traitement de l'information, comprenant conception et exploitation.

Il lui sera confié également l'étude des procédures et circuits administratifs assez complexes dans ce type d'entreprise ayant à traiter de nombreux problèmes de gestion.

Sa grille de fonction sera assurée par l'actuel Chef du Département appelé dans le groupe à des responsabilités plus importantes.

Ce poste, qui implique des relations avec les nombreux utilisateurs de l'entreprise, conviendrait à un Ingénieur 28 ans minimum, ayant déjà assumé des responsabilités informatiques en entreprise ou (et) dans une société de conseil.

Veuillez écrire sous référence M 6762 à **INTERCARRIÈRES** 5, rue du Haider 75003 Paris

offres d'emploi

INTER G Groupe d'engineering à vocation internationale

recherche pour son département
Economie - Aménagement

JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
avec formation économique ou financière, ayant quelques années d'expérience.

JEUNE INGÉNIEUR OU TITULAIRE MAÎTRISE MATHÉMATIQUES OU FORMATION ÉQUIVALENTE
Intéressé par calculs statistiques et modèle sur ordinateur.

Ce poste exige un très bon niveau mathématique

- Les candidats doivent être déçus des O.M.
- Lieu de travail : PARIS avec déplacements à l'étranger.

Ecr. avec curriculum vitae, photo et présentations à **INTER G - Service du Personnel** 1, rue Henri-Heine, — 75016 PARIS.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS (PARIS)

en pleine expansion recherche pour promouvoir et développer son activité internationale

RESPONSABLE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Avant plusieurs années d'expérience dans ce domaine, il possédait de bonnes connaissances des réglementations douanières, des techniques et de la législation routière, maritime et aérienne, des tracés internationaux spécialisés.

Anglais parlé très apprécié.

Adresser C.V. et présentations à M. 11445 - CONTESSÉ Publicité, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

offres d'emploi

THOMSON-CSF
recherche

POUR SON DEPARTEMENT COMMUTATION ELECTRONIQUE

INGENIEURS Confirmés en Téléphonie
(classique ou électronique)

INGENIEURS Grandes Ecoles
même débutants

AT ELECTRONICIENS
B.T.S. / D.U.T. expérimentés

Lieu de travail : Paris
Adresser lettre + CV, présentations sous la réf. CE 001

Service du Personnel
THOMSON - CSF
51, bd de la République 75004 - CHATOU

offres d'emploi

LANPE AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

recrute pour ses services de la Région Parisienne

PROSPECTEURS - PLACIERS

Recrutement après sélection sur dossier, examen écrit et oral.

Age : 25 ans minimum

Candidats bacheliers : expérience professionnelle souhaitée.

Candidats non bacheliers : solide expérience professionnelle exigée.

Les candidatures doivent parvenir avant le 16 JUIN 1975 accompagnées du curriculum vitae détaillé

au

CENTRE REGIONAL LANPE PARIS
23, rue Talbot - 75136 PARIS CEDEX 09.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ CONSEIL EN GESTION PARIS

Filiale d'une importante Banque de Dépôts recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(Centrale - Ponts et Chaussées - Mines)
30 ans minimum, pour lui confier le poste de

CONSEILLER DE DIRECTION P.M.E.
l'expérience d'un poste de haute responsabilité dans une bonne entreprise moyenne ou de 5 ans dans une entreprise Conseil est indispensable. Une formation complémentaire I.G.C. ou C.F.A. serait appréciée. Déplac. courts mais fréqu. région paris.

JEUNE INGÉNIEUR
(Arts et Métiers, L.C.A.M.)
pour lui confier rapidement un poste d'INGÉNIEUR PRINCIPAL

l'expérience d'un poste de bureau des méthodes dans une bonne entreprise moyenne ou/et de deux ou trois années dans un Cabinet d'Organisation intervenant dans le domaine de la production industrielle est indispensable. Une expérience de taille en place de comptabilité analytique et le connaissance de la comptabilité générale seraient très appréciées. Déplacements courts mais fréqu. région parisienne.

Adr. C.V. manuscrit avec rémunération soch., à : Responsable P.E.O. 8104, B. S. O., 18, quai de la Baple, 75012 PARIS.

offres d'emploi

C.C.M.C.
informatique de gestion recherche pour postes à :

PARIS et province

jeunes diplômés

Formation I.U.T. gestion, B.T.S. comptable, ou équivalent pour postes technico-commerciaux.

Il leur sera demandé de promouvoir nos méthodes de traitement sur ordinateur auprès des cabinets comptables et entreprises des régions considérées. Une expérience professionnelle dans le domaine des relations commerciales serait appréciée.

Qualités requises : Dynamisme et goût des contacts à haut niveau.

Ecrire avec CV détaillé, présentations, et photo à : C.C.M.C., Service du Personnel, BP 62, 38207 VIENNE.

offres d'emploi

Très importante Société d'Electronique Professionnelle

Banque Quest recherche

Jeune Ingénieur

possédant quelques années d'expérience acquise de préférence en Laboratoire d'Études ou en Fabrication, et souhaitant élargir ses connaissances dans le domaine de la GESTION INDUSTRIELLE des APPROVISIONNEMENTS.

Ce poste, évolutif, qui implique de nombreux contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Société, se caractérise par une grande responsabilité au sein du Département (100 personnes).

Anglais courant indispensable. Les dossiers de candidatures seront traités confidemment par

DEVELOPPEMENT
service M.1018, 10 r. de la Paix, 75002 Paris

offres d'emploi

GROUPE INDUSTRIEL EUROPÉEN
recherche pour PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Ce cadre, âgé de 35 ans minimum, devra posséder une formation juridique approfondie mise en pratique pendant 5 ans ou moins dans une entreprise importante.

Il aura essentiellement à traiter et à résoudre des problèmes concernant :

- Contrats
- Personnel et affaires sociales
- Assurances
- Propriété industrielle
- Contentieux
- Droits des sociétés.

Connaissance de l'anglais nécessaire. Sens des contacts humains.

Adresser C.V., photo réc. et présent., n° 11.309, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

offres d'emploi

SVP
POUR SES PROPRES SERVICES

jeune juriste droit social

Licencié en Droit privé, chargé, au sein du service juridique, de résoudre les problèmes des clients et de répondre à leurs questions sur le travail et sur la pratique du droit social.

Information Carrière **SVP.11.11**

Toutes informations sur cette offre seront données sur demande au service de l'Information Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. 37, rue du Général Foy 75008 Paris

offres d'emploi

Nous sommes une **BANQUE INTERNATIONALE** Quartier Etoile,

Si vous êtes un **analyste - crédits**

confirmé, rompu aux financements en usage dans les banques de dépôt françaises, notamment crédits-export, nous serions heureux d'avoir un entretien avec vous.

La connaissance de l'allemand serait utile, mais non indispensable.

Veuillez adresser votre CV détaillé, sous référence 6769 M, à

plein emploi 118 rue Rivoli Paris 2^e qui transmettra.

offres d'emploi

Importante Société de Télécommunications
recherche pour faire face à la demande des marchés extérieurs

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL - EXPORT

Pour s'affirmer dans ce poste, et pour voir rapidement, il faut :

- avoir une expérience réussie de la vente de biens industriels (3 ans minimum), téléphonie souhaitée, export appréciée.
- Maîtriser parfaitement l'anglais et pratiquer une autre langue.
- Désirer s'intégrer à une Société en expansion qui agit au développement des ventes à l'étranger.

Pour tous renseignements, écrire avec curriculum vitae, photo et présentations sous réf. CE 2342.

COFAP 30, rue de Chabrol 75010 Paris 10^e

offres d'emploi

IMPORTANT BANQUE PRIVÉE PARIS
recherche pour son Siège et pour une Agence

DEUX COLLABORATEURS

Les candidats âgés d'un moins 25 ans auront :

- une formation supérieure (Sciences Po, H.E.C.),
- une expérience bancaire acquise soit en agence, soit dans des services d'exploitation,
- le goût des contacts et la connaissance de la clientèle d'entreprise.

Ce poste offre des possibilités d'avancer

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur candidature au n° 11.207, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr. DISCRETION GARANTIE.

offres d'emploi

SI2 Dans le cadre de son expansion recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS

INGÉNIEUR SYSTÈME
IBM 370 - 168 - V52

INGÉNIEUR SYSTÈME
SPÉCIALISTES LANGAGE COBOL

ANALYSTES PROGRAMMEURS
QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

SPÉCIALISTES MINI-ORDINATEURS

Ecris avec C.V. et présentons sous réf. PL-PHT
12 av. Vion Whitcomb - 75016 PARIS

offres d'emploi

Chef de comptabilité
PARIS

Nous sommes une Compagnie d'Assurances du secteur privé, rattachée à un groupe international de tout premier plan. Depuis plusieurs années notre développement est soutenu dans des branches spécialisées et nos perspectives sont intéressantes. Nous recherchons un Chef de Comptabilité. Il prendra en charge l'ensemble de nos services comptables, effectif 20 personnes. Il sera rattaché au Directeur Administratif et Financier. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure DECS ou Sup de Co, option finances comptabilité, ayant de préférence déjà l'expérience de la branche Assurance ou Banque par exemple, et l'habitude de la direction d'un service important. La connaissance de l'anglais est souhaitable. Bonnes perspectives de carrière pour candidat de valeur.

SAËL CEGOS garantit le discrét. à l'écrit de votre dossier. Adr. lettre man., C.V. détaillé et rémunération actuelle sous référence N° 11.172, 33, qu. Gallien, 92153 Suresnes.

offres d'emploi

Importante Société Industrielle proche

BANLIEUE SUD recherche

conseillère du travail
ou
assistante sociale

DIPLOMÉE D'ÉTAT

ayant quelques années d'expérience en entreprise.

Envoyer C.V. sous référence 1553 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 Paris qui transmet.

offres d'emploi

POUR LE SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS les PTT recrutent sur titres POUR PARIS ET LA PROVINCE

250 DIPLÔMÉS
de certaines écoles d'ingénieurs ou titulaires d'une maîtrise d'informatique (âge maximum 30 ans)

FONCTIONS
Etudes pour la mise en place de nouveaux systèmes d'exploitation
Lancement de travaux neufs
Contrôle de chantiers
Exploitation technique et maintenance des installations

CANDIDATURES REÇUES
JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1975
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DANS LES DIRECTIONS REGIONALES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Paris : 18, boulevard de Vaugirard 75531 PARIS CEDEX 15.
Banlieue : 7, bd Romain-Rolland 92128 MONTROUGE.
Province : au chef-lieu de la région de résidence.

CHAUFFAGE (Paris Ouest)

JEUNE INGÉNIEUR

- Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience (E.S. Projets et Exécution) d'une ENTREPRISE DE CHAUFFAGE réalisant des chaufferies modernes de 3 à 30 E.C.H.
- Vous ne comptez pas passer toute votre vie à calculer des installations ou faire des plans d'exécution MAIS VOUS NE VOULEZ PAS PERDRE VOTRE ACQUIS TECHNIQUE.
- Vous pouvez élargir le champ de vos activités en devenant

ADJOINT au SOUS-DIRECTEUR

d'une moyenne société d'exploitation de chauffage qui doit sa forte expansion au sérieux de ses prestations lui conférant une bonne notoriété. Il s'agit d'un poste vivant, varié, au sein d'une jeune équipe sympathique. Si vous désirez en savoir davantage AVANT MÊME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 1818 M à François DOZOL.

DELTA CONSEIL
34, rue de Miromesnil 75008 Paris

LA PROFESSION D'ARCHITECTE recherche un

DIRECTEUR
pour son
SERVICE D'ÉTUDES DES MARCHÉS D'INGÉNIERIE ET D'ARCHITECTURE

Ce service est à Paris :
• conseille les Architectes dans la rédaction de leurs contrats de marchés publics ;
• participe à l'établissement des positions de la profession en la matière ;
• entreprend les démarches nécessaires auprès des Administrations concernées ;
• entretient les relations techniques appropriées avec ses correspondants locaux ;
• suit les éventuels recours contentieux.

Il pourra, dans l'avenir, être amené à élargir son champ d'activité aux autres domaines contractuels intéressant la profession.

Il est donc souhaitable que son Directeur ait une formation supérieure Juridico-Administrative, une bonne connaissance des problèmes réglementaires de la construction, l'habitude des contacts avec l'Administration et une expérience contentieuse.

Age : 35 ans minimum.

Prise de fonction envisagée : au plus tard 15 sept.

Ecr. avec curric. vitas, références et prétentions à :
M. Z. A. de Bois de Publicité,
5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e), qui transmet.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS ALIMENTAIRES propose un poste de

Chef de services
administratif et financier

Convaincant à un cadre de formation supérieure à dominante financière et comptable (ESSEC option finances et comptabilité, ECES...)

Avant une expérience acquise dans une importante société technico-commerciale. Le candidat retenu aura la responsabilité :
• de la comptabilité générale et analytique ;
• de la gestion par ordinateur et administrative et du contrôle budgétaire ;
• de l'établissement des bilans et situations.

Résidence : proximité Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, références et prétentions sous réf. FORA (à mentionner sur l'enveloppe).

EMPLOIS ET CARRIÈRES
30 rue Verneuil 75008 PARIS

Société internationale
Banlieue OUEST de PARIS
recherche pour implantation de ses systèmes logiciels en FRANCE

INGÉNIEUR COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

POSTE :
- créer et diriger un réseau commercial en France

CANDIDAT :
1) Niveau d'études supérieures.
2) Bonnes connaissances matériel de 3^e génération.
3) Le niveau des contacts avec la clientèle nécessite une formation, responsabilité et personnalité correspondantes.
4) Expérience de plusieurs années spécialisées.
5) Large possibilité d'évolution de carrière au sein du groupe.
6) Langue étrangère nécessaire : allemand ou anglais.
7) Rémunération en fonction de l'expérience acquise.

Ecrire C.V. manuscrit avec descriptif détaillé de vos réalisations professionnelles ainsi que vos prétentions à : M. 11357 - CONTESSÉ Publicité, 20 av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. Discretion assurée.

STEIN SURFACE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE THERMIQUE, SPÉCIALISÉE DANS L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION DE FOURS pour le MÉTALLURGIE et la SIDERURGIE

recherche

JEUNES INGÉNIEURS
Grandes Ecoles (CENTRALE, A.M., I.D.N., E.N.S.I., I.N.S.A.) dégagés obligations militaires.

- Après formation dans un service de calculs thermiques, les candidats seront dirigés, suivant leurs compétences, vers divers services profonds pour la préparation des offres techniques et commerciales.
- Connaissances nécessaires : en THERMIQUE, MÉCANIQUE et ÉLECTRICITÉ.
- Anglais obligatoire. AU MOINS PARLER.

PRIME - RETRAITE - CANTINE - AVANT. SOCX

Adr. candidatures à : SERVICE DU PERSONNEL, Z.A.E. de Bois de Publicité, Courcier d'Entreprise n° 1192 - 91015 EVRY.

EMPLOIS ET CARRIÈRES
30 rue Verneuil 75008 PARIS

Filiale Française Groupe multinational britannique banlieue est, secteur mécanique (150 personnes) recherche

chef comptable

FUTUR CONTRÔLEUR FINANCIER

- 35 ans minimum.
- formation minimum D.E.C.S ou préliminaires expertise.

Pour prendre en charge : la comptabilité générale, comptabilité analytique, trésorerie, bilan comptes d'exploitation, paye, études d'investissements...
Il est indispensable de connaître les méthodes anglo-saxonnes de gestion et de pouvoir converser en anglais.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 5119 0

regor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

Nous sommes une entreprise fournisseurs des

BOIS SERVICE MAGASINS DE BRICOLAGE GRANDS MAGASINS QUINCAILLERIES

Nous recherchons sur tout le territoire français des

COLLABORATEURS JEUNES
disponibles pour le déplacement.

La mission est VENDRE, INFORMER et ASSISTER les commerçants locaux.

Fixe - Fraie - Intéressement - Voiture fournie. Très sérieuses référ. exigées. Promotion possible.

Adressez candidature manuscrite avec C.V. et photo à G.T.E. B.P. 34, 54320 MAXEVILLE.

Importante Société proche banlieue parisienne recherche

UN RESPONSABLE SERVICE ADMINISTRATIF

pour sa Division spécialisée dans les services aux sociétés pétrolières

Chargé :
- des liaisons avec les directions fonctionnelles ;
- de l'organisation et l'exécution de tâches administratives liées à des opérations de « stock » ;
- du transport, stockage et gestion personnel.

Le candidat retenu devra avoir :
- 30 ans minimum ;
- une formation supérieure (grande école commerciale, ou Ingénieur) ;
- une expérience analogue ;
- une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Adressez C.V., photo et prétentions à : PUBLI-CYTES REUNIES 112, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmet.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE devant faire face à une forte expansion, recherche d'urgence pour ses usines de PARIS-SUD et BORDEAUX (mutations possibles)

3 INGÉNIEURS confirmés
(formation ENSAM ou équivalent)

pour son programme de conception et de développement industriels (postes peuvent évoluer rapidement vers des responsabilités importantes).

Ecrire C.V. + photo à No 11.046 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

La Société est la filiale française d'un groupe européen. Elle se consacre à l'usage en grande série de pièces mécaniques. L'effectif doit monter à 180 personnes à la fin de l'année et le C.A. H.T. prévu est de 27M.

Le Directeur Administratif et Financier assure toutes les fonctions non techniques de l'établissement.

Le candidat retenu aura plus de 32 ans. Sa formation de base comprendra au minimum le DECS. Il est vivement souhaité que son expérience ait été dévouée au sein d'un groupe et qu'il connaisse l'allemand.

La rémunération ne sera pas inférieure à 90.000F

26 Rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 510M.

pour ses Départements Commerciaux Faisceaux Herziens

T. R. T. recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
(E.N.S.T., E.S.E. ou équivalent)

Pour définition de produits, projets et négociations commerciales. Anglais indispensable. Expérience en faisceaux herziens très souhaitée. Lieu de travail : PARIS (13^e).

Adressez curric. vitas, présent. et photo à T.R.T., 5, av. Beaumour. - 92 - LE PLESSIS-ROBINSON

Groupe de Sociétés Commerciales en expansion (C.A. actuel 130 millions), recherche pour Services Centraux à LA CELLE-SAINT-CLOUD (78)

Responsable Comptabilité Générale
rattaché au Directeur Financier

Age 30 ans minimum

- Niveau révelon comptable
- Expérience 3 ans minimum de la Comptabilité Générale en Entreprise
- Formation juridique, fiscale et sociale indispensable

Date d'entrée à convenir

Adressez curric. vitas + photo (retournée) et prétentions à PUBLI-BANQUE n° 601 13, rue Marivaux 75002 PARIS, qui transmettra

BANQUE PRIVÉE RECHERCHE COMMERCIAUX

Ayant au moins 25 ans et une première expérience de la vente (produits financiers, assurances, banque, etc.)

MISSION :
Développer et conseiller une clientèle de standing en disposant de l'ensemble des services bancaires.

NOUS VOUS PROPOSONS :
- Un salaire fixe important + une rémunération sur l'effort personnel ;
- Un poste qui évoluera vers des fonctions d'encadrement ou de chargé de mission ;
- Une position cadre.

Curricul. vitas à adresser : S.I.C. 76, rue d'Anjou, 75008 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PÉTROLE recherche pour Bureau d'Etudes Paris

CALCULATEUR TUYAUTERIES

Expérience Pétrole et Pétrochimie
Connaissant analyse dilatation et supportage.
Anglais souhaité.

Ecr. avec curric. vitas à n° 10222 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

GRUPE MULTINATIONALE D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION
Bâtiments industriels et administratifs recrute pour son département Engineering, section Conditionnement d'air - Chauffage - Ventilation :

UN INGÉNIEUR
diplômé au niveau Arts et Métiers, ayant quelques années d'expérience.

Adressez lettre avec C.V. et photo au : Service du Personnel, B.P. 56 - 70160 Valley-Villacoublay.

AUSTIN EUROPE S.A.
Engineering et Construction

BANQUE HERVET

recherche pour participer à la Direction d'un de ses Groupes d'exploitation parisiens

cadre confirmé

- Formation supérieure
- Expérience bancaire de plusieurs années au contact de la clientèle d'entreprises
- Gout de la gestion et de la démarche commerciale.

Adressez c.v. manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel - BP 154 92201 Neuilly sur Seine.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE recherche pour son Centre de Traitement de l'Informatique

UN ANALYSTE confirmé

Il assurera une fonction de contrôle qualité dans une optique d'exploitation sur tous les projets informatiques de la société dès leur conception et durant leur vie future.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ou équivalente, possédant 3 à 5 ans d'expérience dans l'analyse des applications informatiques et leurs exploitations.

Anglais souhaité.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'écrire sous la référence 1006 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

offres d'emploi

ARTZ - HAUTMONT
RUEIL

INGÉNIEUR
MÉTALLIERS ou

chef de service

Jacques BO
international

INGÉNIEUR

UN INGÉNIEUR SYSTEM

ANALYSTE FIN.

Logi

2 INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE
AVANT 2 A 3 ANS

مكتبة

offres d'emploi

construction d'une unité de production de Bâtiments industriels cash... SCHWARTZ - HAUTMONT RUEIL... UN INGENIEUR... ET METIERS ou équivalent

chef du service bilan... Jacques borel international... Exploitant de Chauffage REGION PARISIENNE recherche

UN INGENIEUR SYSTEME... poste demande une connaissance approfondie systèmes d'exploitation DOS et OS... ANALYSTE FINANCIER... recherche

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

RESPONSABLE... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

UN INGENIEUR COMMERCIAL... recherche pour son BUREAU D'ETUDES: 2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

offres d'emploi

1 ASSISTANT SOCIAL... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

UN COMPTABLE... recherche pour son service comptables UN COMPTABLE

IMPORTANT GROUPE PETROLIER ET INDUSTRIEL FRANCAIS... JEUNE CADRE

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION... UN CHEF DE PRODUITS UN CHEF DES VENTES

PROMOIEIN... UN CADRE COMPTABLE

INGENIEUR... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

UN RESPONSABLE... UN RESPONSABLE

FILIALE MONDIALE... JEUNES BACHELIERS

DENOLGUE... ADJOINT A CHEF COMPTABILITE

SECRETARE COMMERCIALE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN CADRE COMPTABLE... UN CADRE COMPTABLE

UN JEUNE INGENIEUR POUR GERER LES INFORMATIONS AVEC NOTRE LICENCIÉ

Composants Electroniques... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

CADRE COMMERCIAL... CADRE COMMERCIAL

demandes d'emploi

demandes d'emploi

demandes d'emploi

PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER
L'institut de la Construction et de l'Habitation vous propose
CADRES CONFIRMÉS
pour postes administratifs, juridiques, financiers, techniques et commerciaux.

INFORMATICIEN HAUT NIVEAU
Ancien élève Ecole normale sup. 25 années d'expérience, d'abord scientifique, puis de se spécialiser en informatique.

SPECIALISTE IMMOBILIER FRANCE ET ETRANGER
recherche responsabilité d'Etat-major, niveau français ou européen.

DIRECTEUR DU PERSONNEL
recherche responsabilité d'Etat-major, niveau français ou européen.

AFRIQUE - OCEAN INDIEN
BATEAU REALISATEUR - GESTIONNAIRE
Agroéconomiste - Manager complet.

DOCTEUR INGENIEUR (ENST)
36 ans, titulaire arabe, anglais, espéranto, ALP, R.F. et hyper. Études techniques.

CADRE HAUT NIVEAU INGENIEUR, 40 ans, I.C.C. - copier, 25 ans d'expérience.

CADRE FONCTION PERSONNEL
30 ans, formation supérieure, sciences humaines. Droit du travail, particulièrement responsable dans société 8.000 personnes.

SI VOUS RECHERCHEZ UN DIRECTEUR GENERAL POUR L'ITALIE
Nous vous proposons un élément de grande classe.

CADRE COMMERCIAL
25 ans, ancien attaché de presse, 15 ans d'expérience.

CHEF COMPTABLE
35 ans, diplômé, 15 ans d'expérience en comptabilité.

DIRECTEUR DE PERSONNEL
50 ans, longue pratique de la Fonction Personnelle et tous problèmes.

AUDIT MANAGER
Très bonne connaissance des industries électriques, pharmaceutiques et produits de consommation.

CHERCHE EMPLOI
Accompagnement, conseil, rédaction de CV, lettres de motivation.

PROMOTION RELATIONS PRESSE PUBLICITE
J.P. rech. poste où elle puisse apporter ses 10 ans d'expérience.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes.

CADRE MARKETING PUBLICITE
Allemand - Formation supérieure. Large expérience Agences.

ANIMATRICE-CONSEILLER
Formation supérieure, psychopédagogie, esprit d'entreprise.

INGENIEUR III C (44)
Carrière : 1/2 cadre, 1/2 cadre tech. (cl.)

RECHERCHE : poste à responsabilité équivalente.

SECRETARIE DE DIRECTION
30 ans, libre de toutes dettes, références bâtiments, recherche immobilière.

CONCEPTEUR-REDACTEUR
28 ans, expérience tous budgets, 27 années de carrière.

INGENIEUR III C (44)
Carrière : 1/2 cadre, 1/2 cadre tech. (cl.)

RECHERCHE : poste à responsabilité équivalente.

représentation offres
Importante société en pleine expansion rech. pour création d'un département.

cours et leçons
Américain, professeur, donne cours anglais, T.G. 22-43-44.

autos-vente
Société vend directement ROLLS RENAULT 4, 1972. Bon état.

propositions commerciales - capitaux
A la demande d'un client nous recherchons à prendre contact avec des personnes intéressées à la reprise d'une

UN REPRESENTANT
D'EXPERIENCE
Importante société en pleine expansion rech. pour création d'un département.

transports
DEMEMAGEMENTS Combinés, aller retour, tous les jours.

DETTES - DIFFICULTES FINANCIERES - INSUFFISANCE FONDS DE ROULEMENT

viagers
APPARTEMENT VIVRE LIBRE
Vermeil, neuf, 3 pces, coin, terrasse, 200 m2.

bateaux
VOILIERES SAN LAOUERRE
T. 2 voiliers Tasker mat. Procter.

occasions
Achats très cher, tous biens, bijoux, tableaux, etc.

occasions
Achats très cher, tous biens, bijoux, tableaux, etc.

occasions
Achats très cher, tous biens, bijoux, tableaux, etc.

L'immobilier imm

exclusivites

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

Paris ST-JACQUES
VUE PRESTIGIEUSE
AVENUE GEORGE-V

immobilier

appartements vente

16° BELLE RESID. CALME... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL...

16° BELLE RESID. CALME... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL...

16° BELLE RESID. CALME... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL...

16° BELLE RESID. CALME... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL... 16° AV. LA BOURDONNAIS... 16° PORT-OLYMPIEN... 16° DAUNESNIL...

constructions neuves

LE PASCAL 5° arrt... Un placement garanti... Claude LACHAL S.A. Tél. 03.51.67

Ce week-end venez nous voir à : DEAUVILLE Au CASTEL NORMAND

Des studios et duplex de grand luxe... Ex : Juin + Mars } à partir de 22.400 F.

RENZ. et vente s/pl. tous les jours... M. Adresse

LES HAUTEURS DE CHATEAU... 1 A 7 PIECES

VERSAILLES... LA FAYETTE... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

VERSAILLES... RUE DE VERMOREL... RUE DE VERMOREL

locaux commerciaux

Belil à color, collection... 21° RUE DU CHATEL

66, BO MALESHERBES... Me ST-AUGUSTIN

fonds de commerce... Au caser de la Cameroun

MAISON D'EDITION... 2° rue de Valenciennes

STUDIOS AU 3 PIECES... 177, rue de Valenciennes

M° DUROC... Immeuble de haute qualité

CERTAINEMENT UNIQUE... AVENUE DE NEUILLY

ROUEL, M. EGLISE... RUE DU CHATEAU

COURBOVOIE... 41 LANDES

ROUEL - BUZUNVAL... A VENDRE OU A LOUER

NEUILLY... 95 km Paris - Spécial ferme

VALLEE DE LA SEINE... 95 km Paris - Spécial ferme

villegiateures... Lous aurent, Rouvres Gizeux

AGENCE FAUCONNE... 1° rue Gambetta

locaux industriels

TRAPPES LUMIERE A LOUER... 25.000 m² d'entrepôts divisibles

AVANTAGES... Zone Industrielle de Trappes

terrains... MEUDON-BELLEVUE

SAINT-MAUR... COTE D'AZUR

PROPRIETAIRE VEND... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

PROPRIETAIRE... BUREAUX MODERNES

GIRPA UN PROPRIETAIRE A VOTRE SERVICE

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30 au 233.44.31 pour tous renseignements: 233.44.21

ESPACE

Milieu idéal dans lequel sont localisées nos perceptions*

VIVRE

Réaliser toutes les possibilités de la vie*



Jolie de vivre. Art de vivre. Alors, pourquoi pas un nouvel espace de vivre ? Certains ne vous parlent que de m2, d'organisation, d'efficacité... Nous, nous savons que derrière les bureaux il y a des hommes. Et que l'entreprise, c'est aussi un lieu de vie, et qu'il est temps enfin de repenser l'environnement de l'homme, et

de recréer les conditions propices à son épanouissement intellectuel. Alors nous avons inventé pour vous une nouvelle génération de meubles de bureaux: Les STRAFOR 400. Et comme nous aimons faire les choses jusqu'au bout, nous avons créé les nouveaux sièges STEELCASE-STRAFOR 451.

Strafor, ce qui est bon pour l'homme est excellent pour l'entreprise.

STRAFOR

Groupe Forges de Strasbourg
134 boulevard Haussmann 75008 Paris tél. 924 72-83
et 170 points de vente en France et à l'étranger

Vente au Palais de Justice BORGNY, le mardi 24 juin 1975, à 13 h. 30

UN LOGEMENT
Entré, 3 pièces, cuis., w.-c. comm., CAVES, dans imme. n° 73, bd Pasteur et 24, rue Farnesier

à LA COURNEUVE (93)
MISE A PRIX : 25.000 FRANCS.
S'adr. M^e Marcel BRAZIER, avocat, 178, bd Haussmann, Paris (8^e); et à tous avocats près les Trib. Cr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Adjudication le 27 juin à 15 h. En Berry, le Département Indre, vend

à ST-MICHEL-EN-BRENNE
1) Prière de St-Cyrac, 17^e s. 4 pièces principal, second bâtim., pièce d'eau, jardin, beau cadrn.
2) Bâtiments 900 m2 au sol ancienne colonie vacances JARDIN

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 19 juin 1975, à 14 heures

UN APPARTEMENT LIBRE
3 p. pr. au 2^e étage; cave et box
A DRAVEL (91)
67 à 75, rue Eugène-Delaurois
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adress. M^e GREGAT, notaire à Paris, 80, bd Ségur; M^e LE SOUTRE, 60, bd Ségur, M^e LE SOUTRE, avocat.

Vente Tribunal CORBEIL-ESSONNES, le 24 juin 1975, à 14 heures

MAISON D'HABITAT DÉPEND. JARDIN
à VIRY-CHATILLON (91), 22, av. des Alliés
Conten. 354 m2 - RL à px 30.000 F.
Rens. S.C.P.A. ELLUL, JAMES, GRIMAL, à Corbeil (91), 15, av. Carnot, tél. 696-30-14.

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immob. Palais Justice Paris, Jeudi 26 Juin 1975, à 14 h. EN ONZE LOTS - Dans un immeuble

sis à SAINT-MAURICE (94)
8, avenue J.-F. Kennedy et 1, avenue Saint-Maurice-du-Valais
1^{er} lot APPART. 3 p., cuis., s. de bains, w.-c., entrée... M. à prix 25.000 F.
2nd lot APPART. 4 p., cuis., s. de bains, w.-c., entrée... M. à prix 35.000 F.
3rd lot APPART. 3 p., cuis., s. de bains, w.-c., entrée... M. à prix 25.000 F.
4th lot APPART. 4 p., cuis., s. de bains, w.-c., entrée... M. à prix 35.000 F.
5th lot UN EMPLACEMENT de GARAGE n° 1 du plan... M. à prix 5.000 F.
6th lot UN EMPLACEMENT de GARAGE n° 2 du plan... M. à prix 5.000 F.
7th lot UN EMPLACEMENT de GARAGE n° 3 du plan... M. à prix 5.000 F.
8th lot UNE CAVE n° 1 du plan du rez-de-chaussée... M. à prix 200 F.
9th lot UNE CAVE n° 2 du plan du rez-de-chaussée... M. à prix 200 F.
10th lot UNE CAVE n° 4 du plan du rez-de-chaussée... M. à prix 200 F.
11th lot UNE CAVE n° 8 du plan du rez-de-chaussée... M. à prix 200 F.
S'adr. M^e BLIAH, 073-62-30; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil; sur place pour visit.

Vente sur licitation au Palais de Justice à VERSAILLES, à 14 heures

UN IMMEUBLE DE RAPPORT
sis à VERSAILLES (78)
1-3, Impasse des Cendarmes et 2, rue des Frères-Généralis (à l'angle de ces deux rues)
MISE A PRIX : 300.000 F.
S'adresser M^e Charles REINAUD, avocat, 7, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES (Yvelines), tél. 950-51-28; au greffe du Tribunal de Grande Instance de Versailles; sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 26 juin 1975, à 14 heures

UN APPARTEMENT à PARIS (17^e)
2, RUE CATULLE-MENDES
au 2^e étage, entrée, 4 pièces, cuisine, bains, w.-c., CAVE
MISE A PRIX : 105.000 FRANCS
S'adresser M^e MARGANNE, avocat à Paris (17^e), 345, rue Saint-Honoré.

Vente sur saisie immob. Palais Justice Pontoise, Jeudi 19 juin 1975, 9 h. 30

DIV. PARC. DE TERR. ET BAT., CONSTR. EDIFIÉES CERT. PARCELLES DÉPENDANT DU DOMAINE DE VILLARCEAUX (78)
COMM. DE CHAUSSY, OMERVILLE, GENAINVILLE (95)
MISES A PRIX DE 17.000 A 1.120.000
S'adr. M^e BUISSON, avocat à Pontoise (95), tél. 464-31-62.
M^e DEVEAU, avocat à Mantès, tél. 677-00-00.

Vente sur saisie immob. Palais Justice Pontoise, Jeudi 19 juin 1975, 9 h. 30

DIVERSES PARCELLES DE TERRAINS à CHAUSSY-95
Lieux dits « Four à Chaux »
ET PIÈCE DU HÊTRE BOITEL, PARC DE VILLARCEAUX-78
Cce 61ha 49a 80ca MISE A PRIX 800.000 FR.
S'adr. M^e BUISSON, AVOCAT A PONTOISE, tél. 464-31-62.
et M^e DEVEAU, AVOCAT A MANTÈS (78), tél. 677-00-00.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 26 juin 1975, à 14 heures

Propriété à NANTERRE (Hauts-de-Seine)
17, rue des Chevreuils et voie n° 11 sans numéro
Libre de location
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'adresser à M^e DE SARRAC, avocat, 34, rue de Beaupré, Paris; M^e FOUCHÉ, notaire à Pontoise.

Vente sur saisie immob. Palais Justice Paris, Jeudi 26 Juin 1975, à 14 h.

PROPRIÉTÉ à COLOMBES (92)
19, 23, 25, avenue de Stalingrad
MISE A PRIX : 150.000 F.
S'adr. M^e BRICOUT, près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil; sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice, à MELUN, le 11 juin 1975, à 14 h.

IMMEUBLE A PONTAULT-COMBAULT (77)
30, rue S.-PAJOT
EDIFICE DE BÂTIMENTS à USAGE HABITATION non terminés
Conten. 11 A 35 ca
1^{er} BÂTIMENT : Cuis., salle de séj. et salon, salle de jeux, dégagement, 2 ch. avec s. de bains; 1 ch. avec salle d'eau, gr. hall et terrasse, 2 w.-c.
2^e BÂTIMENT : Bouillottes et vestibule; séjour, ch., s. de bains, w.-c., cuis., autre pièce à usage de bureau ou de dressing.
EN SOUS-SOL : Grand garage, petite pièce, derrière le garage local à usage de réserve de charbon, buanderie, deux débarras.
LIBRE DE LOCAT. ET D'OCCUPAT. M. A PRIX 300.000 F.
S'adresser à M^e DUPARCMEUR, COLIN, avocat à MELUN (77), 24, rue de la République, Melun, tél. 609-60-60.

Cab. M^e Gilbert SALON, anc. avoué, avoc. au Barreau de Grasse, 22, av. Maréchal-Gaiffier, Cannes, T. 20-23-46

M^e Alain NEVEU, anc. avoué, avoc. au Barreau de Nice, 13, rue Masséna
M^e TOUNY, anc. avoué, avoc. à la Cour d'Appel Paris, 13, r. d'Argenteuil
VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES au Palais de Justice à ORSÈRES, le Jeudi 19 juin 75, à 9 h. 30 du mat.
DIVERS APPARTEMENTS STUDIOS, PARKINGS, CAVES dépendant d'un immeuble immobilier en cours de construction sis à **LE GANNET (A.-M.)**
24, avenue de Tignes s. 7, et 8, rue de Dunkerque Cadast. sect. BC n° 258 et 564.
MISE A PRIX : 8.500.000 F.
Pour renseignements s'adresser aux avocats

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles: flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez:
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, le 26 juin 1975, à 14 h.

LOGEMENT et CAVE depuis le 2^e étage
A VILLEJUIF (94)
45, RUE JEAN-JAURES
3 pièces, entrée, cuisine, débarr., w.-c.
MISE A PRIX : 25.000 FRANCS
S'adresser à M^e BOUIN et LUCET, avocats à Paris (9^e), 15, place de la Madeleine (tél. 269-37-43); M^e BRANZEL, avocats à Paris (9^e), 115, boulevard Haussmann; et M^e BRUNEL, avocat à Paris (9^e), 23, rue du Four.

VENTE SANS MISE A PRIX COMPLEXE FLORAFRANCE Commune de SARENTY

Comprendant :
TERRAIN 30.000 m2
ATELIERS 3.390 m2
BUREAUX 1.142 m2

Locaux techniques en sous-sol 628 m2
S'adr. pour renseignements à M^e BEACONNIER, edm., lq., 420, r. St-Honoré, Paris-2^e.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

ÉPÉDA

Multispire présente toutes ses literies chez **CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e - Métro Paris Métro
Tél. 357.46.35

NOTRE Téléx

À VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez des téléphones sans messages. Vous les trouvez. Vos correspondants chez "Hydrex" par voie de nos téléphones. 45 téléphones pour l'Europe; 78 DP USA-27, 107 Japon; 20.50 F. par min. + abonnement 75 F par mois ou supplément 7.50 F par min.

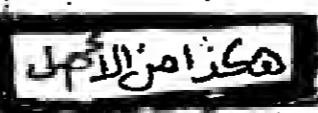
HYDREX Tél. 67-67
PARIS: 17, RUE DE LA RÉPUBLIQUE
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS
Agence à Lille et 30 correspondants.

D.T.S. le calcul

LE D.T.S. NE S'ENVALE PAS EN UN AN. COMPRENDRE PAR DIFFÉRENCE LES MOYENS.

LE D.T.S. est un produit qui agit sur le système digestif et aide à la digestion. Il est composé de substances naturelles et est sans danger. Il est recommandé aux personnes souffrant de troubles digestifs, de constipation, de ballonnements, de flatulences, de douleurs abdominales, de nausées, de vomissements, de diarrhées, de selles dures, de hémorroïdes, de varices, de troubles de la circulation, de troubles du sommeil, de troubles de la mémoire, de troubles de l'attention, de troubles de l'humeur, de troubles de la personnalité, de troubles de la conduite, de troubles de la vie sexuelle, de troubles de la fertilité, de troubles de la santé en général.

18 mod



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

D.T.S. remplaceront le dollar sur le calcul des revenus pétroliers

(de la première page.)
 Cette décision est probable. Elle sera appliquée, et comparée aux différents pays producteurs de pétrole, MM. Yamani et Amouzgar, respectivement ministres du pétrole de l'Arabie Saoudite et de l'Iran, ainsi que celle du ministre de l'Énergie de Libreville, ont évidemment l'objet de nombreux commentaires. Officiellement, M. Yamani est absent car il accompagne le prince Fahd au Koweït, et M. Amouzgar, qui est également ministre de l'Industrie, doit préparer les élections dans son pays. Pour certains observateurs, les deux leaders du golfe persique ont voulu éviter que l'OPEP montre au grand jour ses divergences, notamment quant aux réponses à donner aux nouvelles propositions de M. Kissinger, mais aussi quant à la façon de corriger les effets de l'inflation mondiale sur les revenus pétroliers, problème qu'il faut bien distinguer du précédent et qui ne sera certainement pas réglé à Libreville.

« Nous avons proposé que la réunion gabaonaise soit ouverte », nous a déclaré le ministre irakien du pétrole, lundi soir. Autrement dit, que cette réunion puisse reprendre à Vienne à une date ultérieure.

L'Arabie Saoudite aurait fait une proposition dans le même sens. M. Abdessalam ne paraît pas de cet avis : « La fait est que nous préparons la réunion de septembre, et dit le ministre algérien du pétrole, elle doit prendre fin le gel du prix du pétrole. - Il y a une tendance à réviser les prix du pétrole pour tenir compte de l'inflation mondiale, et le passé que cette tendance est majoritaire », a ajouté devant nous le ministre irakien.

La décision sur le dollar étant prise - le principe en avait d'ailleurs été admis à la précédente réunion de Vienne, - l'indexation du prix du pétrole est la grande affaire de l'OPEP. L'Organisation semble être parvenue à ce que nous pourrions appeler la phase de la controverse. Elle a en effet déjà demandé des études sur ce sujet à des instituts économiques étrangers, notamment à l'institut Bastide de Genève.

Dans le rapport confidentiel que celui-ci lui a remis, il est calculé que l'inflation que les pays de l'OPEP supportent à travers leurs importations est de deux fois et

demie plus forte que l'inflation moyenne. Autrement dit, pour un taux d'inflation moyen dans le monde de 10 %, on aurait une inflation de 25 % supportée par l'OPEP ; un tel calcul pourrait avoir servi à fonder les récents propos du chah d'Iran. Maintenant l'OPEP demande à d'autres experts d'examiner les travaux des premiers. Autrement dit, sa réaction n'est pas encore faite sur ce point.

Si l'on applique le coefficient 2,5, on aboutit à une hausse très forte du prix du pétrole. L'état du marché le permettrait-il ? M. Abdessalam a fait allusion à la conjonction pétrolière en nous disant : « Je suis personnellement en faveur d'une reprise du dialogue avec les pays industrialisés beaucoup plus tard, pour qu'ils se rendent compte que c'est nous qui maîtrisons le marché et que tout le reste est une invention de leur propagande. »

PHILIPPE SIMONNOT.

SYNDICATS

F.O. : les décisions en faveur de l'emploi des jeunes sont insuffisantes et même dangereuses.

« Tous les plans mis en œuvre par le gouvernement se sont révélés inefficaces pour juguler l'inflation », constate le comité national de Force ouvrière réuni à Limoges les 6 et 7 juin, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la fondation de la C.G.T. dans cette ville.

Les récentes mesures gouvernementales qui visent, selon F.O., à « découper les chômeurs en tranches » ne lui paraissent pas de nature à réduire sérieusement le nombre des sans-travail. « Les décisions prises en faveur des jeunes sont insuffisantes et même dangereuses, puisqu'elles risquent de nuire à la base », pour les militants de F.O., la relance économique demeure prioritaire.

Sur le Portugal, le comité a considéré que l'affaire du journal *República* est une atteinte intolérable à la liberté de la presse. Le communiqué final insiste sur « la grande cohésion de l'organisation autour du bureau confédéral et de son secrétaire général ».

Plusieurs délégués ont souligné que « la traditionnelle tolérance de Force ouvrière laisse place à de vigoureuses ripostes devant les colportages dont l'organisation est l'objet (de la part de la C.G.T. et de la C.F.D.T.), car, derrière ces attaques, F.O. discerne la remise en cause de la politique contractualiste et du rôle même du syndicalisme ».

● **CHOMAGE PARTIEL.** - L'indemnité publique versée aux travailleurs en chômage partiel est portée, à compter du 1^{er} juin, à 2,50 francs de l'heure auxquels s'ajoute une majoration de 0,84 francs de l'heure par personne à charge. Le décret est publié au *Journal officiel* du 10 juin.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Grèves tournantes dans les centres de tri postal

Les postiers C.G.T. et C.F.D.T. continuent, comme la semaine dernière à organiser des débrayages de vingt-quatre heures dans les bureaux gare et les centres de tri, notamment à Paris et à Nice. Vendredi, le mouvement touchera les télécommunications (avec la participation du syndicat autonome) et, samedi, les chèques postaux. Les revendications portent sur les reclassements catégoriels et les conditions de travail.

Force ouvrière ne s'associe pas à la grève. Elle engage ses propres salariés et a obtenu, pour cent mille cent vingt-cinq emplois en 1974, annoncée par le gouvernement, et considère que cette mesure « constitue une part importante des engagements pris par les pouvoirs publics à l'issue de la grève de novembre 1974 ».

● **A LA RATP,** le trafic du métro parisien sera encore ralenti cette semaine par des débrayages sporadiques déclenchés par la C.G.T. et les autonomes pour appuyer des revendications concernant les « tableaux de service » des nouveaux horaires de travail.

● **A LA S.N.C.F.,** après les débrayages des agents de trains constatés la semaine passée, la situation est redevenue normale. Cependant, des mouvements de grève d'agents de conduite, mécontents de leurs conditions de travail, sont en préparation. Il en

est de même parmi le personnel de service électrique. Des préavis de grève seraient également déposés pour la semaine prochaine à la gare de Paris-Montparnasse et à Rennes.

● **AUX USINES CHADRON,** les négociations entre la direction et les syndicats ont continué lundi 9 juin. La direction a proposé une augmentation des salaires variant de 140 F pour les catégories les plus basses) à 100 F ; en outre, un versement exceptionnel de 150 F serait ajouté aux salaires du mois de mai.

Ce mardi 10 juin, l'activité était normale, selon la direction, dans les trois établissements de province (Manbeuge, Creil et Reims) ; en revanche, les usines de Gennevilliers et de Meudon étaient toujours occupées par des grévistes.

● **A ROUEN,** la police a fait évacuer, lundi 9 juin, une centaine de grévistes qui occupaient depuis le 24 avril la Compagnie française de métallurgie (C.F.R.M.) : après cette intervention, deux cents non-grévistes ont, selon la police, repris le travail. Des débrayages de protestation ont eu lieu lundi après-midi dans plusieurs entreprises des environs.

LOGEMENT

Pour promouvoir une politique sociale de l'habitat Le trente-sixième congrès des H.L.M. décide d'approfondir les travaux qui ont donné naissance au Livre blanc

Le trente-sixième congrès national des H.L.M. s'est achevé, lundi 9 juin, sur l'adoption (à l'unanimité moins dix abstentions) d'une motion sur le Livre blanc, et sur un discours de M. Robert Galley, ministre de l'équipement.

Celui-ci est resté très évasif sur l'application d'un « plan d'urgence » réclamé par les congressistes pour donner un solide « ballon d'oxygène » à la construction sociale. Ce plan comporte un abaissement du coût de financement des H.L.M. locatives par l'institution d'un système d'annuités progressives, l'amélioration des conditions de financement des révisions de prix, l'adoption de prix-plafonds « glissants » liés à l'évolution des coûts de construction, l'indexation des barèmes de l'allocation-logement, la prise en compte d'une plus large fraction des charges dans les calculs de cette aide, la création d'une aide exceptionnelle sur fonds budgétaires aux familles touchées par le chômage, etc.

En revanche, le ministre de l'équipement a donné aux congressistes l'assurance que « les crédits H.L.M. consacrés en 1976 une substantielle majoration, échappant ainsi au plafonnement très strict des dépenses publiques que la conjoncture nous impose ». M. Galley n'a cependant pas précisé si cette « substantielle majoration » sera suffisante pour éponger les hausses des coûts de la construction, et si elle permettra d'augmenter le nombre des logements destinés aux moins favorisés. Enfin le ministre a, dans son discours de clôture, fait une large référence au Livre blanc, dont il a discuté certaines propositions.

Le congrès des H.L.M., en matière de réforme foncière, apporte au projet de loi qui doit prochainement être discuté au Parlement un « appui sûr », tout en estimant qu'il y manque deux volets essentiels : la concession des sols et l'impôt foncier, et que la règle du plafond légal de surdensité risque de nuire à la construction, de ne pas freiner la spéculation foncière et d'inciter certaines municipalités à accroître les densités souterraines d'occupation des sols.

Sur le fond, les congressistes ont décidé d'approfondir l'étude des orientations et des dispositions du Livre blanc pour tendre « à la réalisation d'une politique de l'habitat réellement sociale », qui doit assurer à tous un même droit à la qualité de l'habitat. Les travaux des cinq groupes inter-fédéraux d'études sur l'urbanisme et l'action foncière, sur le financement et les loyers, sur la politique technique et le coût global du logement, sur la décentralisation et sur les relations avec les usagers, qui ont fait l'objet de discussions en commission, seront poursuivis dans les mois qui viennent.

Dès le 28 juin, une nouvelle réunion aura lieu à l'Union nationale et le congrès a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire dès que le rapport de la commission Barre et les projets du gouvernement seront connus. Cette « vigilance » et cette « terminaison parviendront-elles à convaincre le gouvernement de la nécessité pour le logement d'un « grand bond en avant » et de la vocation des organismes de H.L.M. à devenir, selon la formule du président de l'Union nationale, M. Denvers, des « généralistes de l'habitat » ?



VIVRE

STRAFO

MAISON

W

COLOMBE

COLOMBE

COLOMBE

COLOMBE

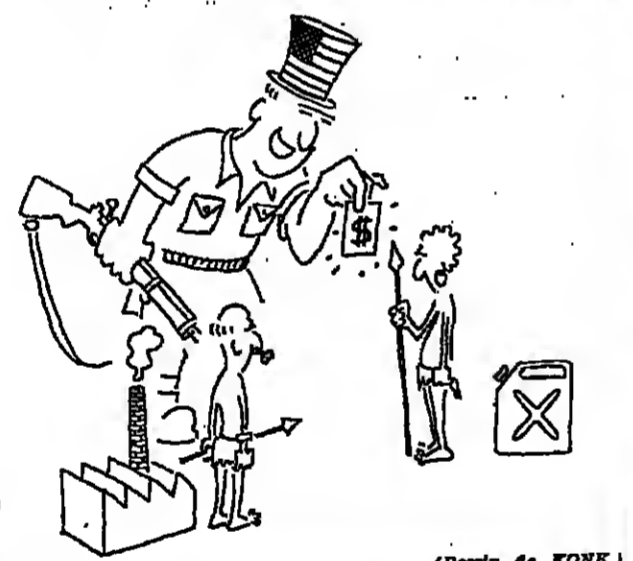
COLOMBE

COLOMBE

COLOMBE

COLOMBE

COLOMBE



(Dessin de KONK.)

canapé + 2 fauteuils en cuir
 de 5590 F à 19950 F

18 modèles 11 coloris

La Boutique du Brésil

meubles, tapis, papiers, matériaux, bijoux, disques, folklore du Brésil

Vous avez un problème de bureaux :

Faites une addition

- Bureaux dans Paris - Surfaces divisibles (de 200 à 4.000 m²)
- + Cloisons comprises - Moquettes partout
- + Luminaires en place - Restaurant 450 places
- + 3 lignes d'autobus - 2 lignes de métro
- + Périphérique à moins de 500 m
- + Standard téléphonique, 100 lignes PTT
- + Parking 160 places

Location à partir de

= 415 F le m²

Trop de bureaux à louer ne sont en fait que des dalles de béton avec un ascenseur au milieu. Et le prix d'aménagement vient s'ajouter à celui du loyer. A Evolution, tout est en place. Il ne manque que vos meubles.

Téléphonez à Uffl : 522.12.00

Evolution: vous avez tout, et vous êtes dans Paris.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES PROBLÈMES MONÉTAIRES

Les ministres des finances du comité intérimaire discutent du régime des changes et de l'or

Les ministres des finances des vingt pays membres du comité intérimaire (au sein duquel sont représentés directement ou indirectement tous les pays membres du Fonds monétaire) ont

ouvert ce mardi 10 juin à Paris une session de travail qui doit durer deux jours et qui sera suivie jeudi et vendredi par une réunion du Comité de développement.

Comme d'habitude, la session du comité intérimaire a été précédée par plusieurs réunions, dont celle du groupe des Dix (représentant les seuls pays industrialisés) mardi au début de la matinée, et celle du groupe des Vingt-Quatre (représentant les pays en voie de développement) lundi. Un certain rapprochement se serait produit entre les Dix au sujet notamment du futur régime des changes.

Ce même lundi, les gouverneurs des principales banques centrales étaient réunis à Bâle. Leurs discussions se sont déroulées dans un climat de « pessimisme ». M. Jelle Zijlstra, gouverneur de la Banque centrale des Pays-Bas et président du conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux (BRI), a présenté à cette occasion le rapport annuel de cette institution. La BRI ne prévoit pas une fin prochaine de la récession actuelle, la plus grave et la plus étendue de l'après-guerre. La baisse des taux de profit et l'instabilité monétaire leur paraissent deux facteurs particulièrement préoccupants. « La conception d'un système de taux de change stable dans lequel les D.T.S. assureraient les fonctions d'instrument de réserve, remplies jusqu'ici par le dollar et l'or, a toujours semblé plutôt théorique. Le succès du problème réside dans un arrangement opérationnel entre les États-Unis et les pays du « serpent », conclut M. René Larré, directeur général de la B.R.I. dans son rapport. On disait à Bâle que le retour

effectif du franc français dans le « serpent » serait décidé à Luxembourg le 16 juin, et que les difficultés d'ordre politique et technique concernant le franc suisse seraient bientôt surmontées, ce qui permettrait à cette monnaie de s'agréger au « serpent » d'ici l'automne prochain. La lire italienne pourrait y rentrer, avec une nouvelle parité, vers la fin de l'année.

Trois sujets de discussions retiendront particulièrement l'attention des ministres faisant partie du comité intérimaire qui s'était déjà réuni cette année à Washington au mois de janvier dernier. Les Américains voudraient qu'ils soient réglés ensemble afin d'être en mesure de passer qu'une seule fois le Congrès, mais plusieurs des points les plus controversés ne concernent en réalité qu'un seul ou deux pays, loin de là, ce qui donne à la négociation une certaine irréalité.

Dans l'immédiat, il s'agit de déterminer les modalités pratiques du relèvement des quotes-parts du F.M.I. Au mois de janvier dernier, il avait été convenu que « sous réserve d'un amendement satisfaisant des statuts », l'ont le sera question un peu plus loin) le total des souscriptions (quotes-parts) serait accru de 32,5 % afin de porter le montant des ressources du Fonds monétaire à 39 milliards de D.T.S. soit environ 48 milliards de dollars. Il avait également été entendu que globalement les souscriptions des pays exportateurs de pétrole passeraient de 5 % à 10 % de la somme et que cette accroissement

en valeur relative serait compensé par une diminution de la part des souscriptions apportées par les pays industrialisés. Mais si la Grande-Bretagne est prête à consentir une certaine diminution de sa part, les États-Unis, dont la quote-part — et par conséquent le droit de vote — représente à elle seule 22,5 %, voudraient en principe rester au-dessus de 20 % afin de garder leur pouvoir de blocage, maintes décisions importantes devant être prises à la majorité des quatre cinquièmes.

D'application moins immédiate apparaissent les deux autres questions principales à l'ordre du jour, et qui concernent l'une et l'autre l'amendement des statuts du Fonds monétaire. Il a été « généralement admis » que le prix officiel de l'or devrait être aboli. Les Américains en concluent que le métal précieux ne devrait plus jouer aucun rôle au sein du Fonds monétaire, et que, par exemple, ne devrait subsister aucune trace de la dette de l'ancien régime de verser le quart de sa quote-part en or (plus aucun pays n'est, en fait, disposé à céder de l'or au F.M.I.).

La controverse qui a récemment rebondi entre la France et les États-Unis a pour point d'application la destination de l'or détenu par le Fonds monétaire, la France demandant qu'il soit restitué aux pays membres et les États-Unis voulant que le Fonds monétaire en vende au moins une partie pour financer l'aide aux pays pauvres (bonification d'intérêt, etc.). Le directeur général du F.M.I., M. Witteveen, aurait proposé une solution de compromis : les quotes-parts de 10 à 15 % de l'or à la disposition du Fonds seraient restitués aux pays membres et une autre fraction à peu près de la même importance serait cédée sur le marché. Dans l'attente d'un accord, il a donné lundi, le président du groupe des Vingt-Quatre, M. Perera, ministre des finances du Sri-Lanka (Ceylan), a déclaré qu'aucune des solutions mises en avant n'était acceptable par les pays en voie de développement.

En revanche, M. Perera a réaffirmé l'attachement du groupe des Vingt-Quatre à un régime de parités fixes. Cela lie l'autre amendement important aux statuts. Les Français restent attachés à la formule ambiguë du taux de change « *flexible mais ajustable* » (M. Fourcade a récemment déclaré qu'il n'y aurait pas de reprise économique sans un retour rapide au régime de taux de change fixes), tandis que les Américains souhaitent que chaque pays puisse choisir librement son régime de change, y compris, par conséquent, laisser flotter le dollar. Mais il n'est pas besoin d'une quelconque autorisation du Fonds monétaire.

PAUL FABRA.

AUTOMOBILE

B.M.W. RÉVÈLE LA SÉRIE « 3 »

Les nouveaux modèles consomment de l'essence ordinaire

Les usines B.M.W. de Munich viennent de produire les premières automobiles d'une génération entièrement nouvelle, la série « 3 ». Les moteurs des 316, 318 et 320 — plus diésels et de puissance accrue —, selon le constructeur — conservent les cylindres des 1602, 1802 et 2002. Mais ils utilisent de l'essence ordinaire.

La silhouette des nouveaux modèles rappelle celle de la gamme « 5 ». Mais la carrosserie ne compte que deux portes et ses quatre glaces latérales sont pourvues des déflecteurs qui équipent la gamme 1602-2002. Le diamètre des freins à disques a été augmenté et des efforts particuliers ont porté sur la direction. Ces trois nouveaux modèles seront disponibles en France, en septembre prochain.

● LE COLLOQUE SUR « LES ÉTATS-UNIS, PRÉMIÈRE ÉNERGIE, L'ALIMENTATION », organisé par les Fédéralistes mondiaux, les Citoyens du monde et l'Association pour le développement du droit mondial s'est ouvert ce mardi 10 juin, au palais de Luxembourg, sous la présidence du recteur Robert Mallet, par un exposé de M. Gabriel Ardant sur les problèmes alimentaires, avec M. Michel Cépède, et juridiques, avec le bâtonnier Brunols.

La seconde journée doit être consacrée aux problèmes alimentaires, avec M. Michel Cépède, et juridiques, avec le bâtonnier Brunols.

CRÉDIT

LES BANQUES FRANÇAISES RÉDUISENT A NOUVEAU LEUR TAUX DE BASE

Pour la quatrième fois depuis le début de l'année, les banques françaises réduisent leur taux de base, qui revient de 10,38 % à 9,86 %, soit une baisse de 0,52 %. Le coût minimum de l'escompte des effets commerciaux (taux) est ramené de 11,20 % à 10,68 % et celui du découvert en compte courant (pour les entreprises), de 12,25 % à 11,85 %.

Cette diminution, souhaitée par les pouvoirs publics, était attendue après la baisse du taux officiel de l'escompte, annoncée jeudi 5 juin.

AFFAIRES

OUVERTURE A LONDRES D'UN MARCHÉ A TERME DU SUCRE BLANC

L'Association des négociants en sucre de Londres (London Sugar Terminal Traders Association) vient de décider de créer un marché à terme du sucre blanc, qui fonctionnera parallèlement à celui des sucres bruts. La date de son ouverture a été fixée au 15 juillet pour permettre aux opérateurs de se convertir en sucre blanc de betteraves devant être récoltées en Europe à l'automne prochain. L'appellation officielle du marché sera « Contract on 2A britannique (sucre blanc) ».

La création de ce marché a été décidée, car les spéculateurs à la Bourse de commerce de Paris n'ont pas repris un rythme normal depuis la suspension des cotations en décembre dernier. Pourtant, les négociants britanniques ont assuré qu'ils n'entendent pas remplacer le marché parisien. Pour prouver sa bonne foi, l'Association a déclaré que les opérations effectuées sur le marché londonien pourront être transférées gratuitement au marché parisien jusqu'au 15 septembre. Au-delà de cette date, une renouveau devra être payé. Cette période de grâce a été conçue pour encourager les autorités du marché parisien à remettre leur maison en ordre avant cette date. — (A.F.F.)

APRÈS LE RÉFÉRENDUM

La Confédération helvétique dispose de nouvelles recettes fiscales

De notre correspondant

Berne. — A une exception près, les citoyens helvétiques ont accepté, lors du référendum du dimanche 8 juin, les mesures fiscales proposées par le gouvernement pour procurer de nouvelles recettes à l'Etat fédéral. A l'écrasante majorité de 1 153 337 « oui » contre 183 305 « non », ils ont également donné leur accord à la prorogation, pour une période de deux ans, de l'arrêté sur la sauvegarde de la monnaie. Il est vrai que tous les partis politiques recommandaient le maintien de mesures permettant aux autorités de prévenir l'efflux excessif de capitaux étrangers et de mieux protéger le franc suisse des fluctuations spéculatives.

L'empressement du corps électoral à approuver l'introduction de nouveaux impôts pour améliorer la situation financière de la Confédération a certes été moindre. L'arrêté prévoyant une augmentation de 10 % de la surtaxe sur les carburants a recueilli 53,5 % des suffrages, tandis que le principe de l'accroissement des taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de l'impôt fédéral direct a été admis par 56 % des électeurs.

En revanche, les citoyens suisses ont rejeté par 694 431 non contre 646 832 oui une proposition de hausse des droits de douane sur le fuel domestique et industriel.

Dans l'ensemble, les autorités peuvent néanmoins se montrer satisfaites de voir accorder de nouvelles recettes fiscales, alors qu'il y a six mois encore le peuple

et les cantons refusaient toute augmentation des impôts.

Grâce aux nouveaux impôts, l'Etat fédéral percevra 1,4 milliard de francs suisses de recettes supplémentaires dès 1976. Ainsi le gouvernement sera-t-il mieux à même de financer ses programmes d'investissement.

Pourtant ce n'est pas un bilan sans nuages. Les citoyens ont clairement manifesté en approuvant par 1 021 029 voix contre 323 853 un cinquième arrêté freinant les décisions en matière de dépenses. Désormais la majorité qualifiée du Parlement (la moitié plus un) sera requise pour voter de nouvelles dépenses. Une fois de plus, cependant, la participation au scrutin a été relativement faible (36,5 % seulement en moyenne pour l'ensemble du pays).

JEAN-CLAUDE BUHRER.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 7/8	5 7/8	4 1/2
1 mois	5 1/4	6 3/4	5 1/4
3 mois	5 5/8	7 1/8	6 1/4
6 mois	6 1/2	8 1/8	7 1/4

LA SOLIDITE D'UNE ENTREPRISE DEPEND DE SA GESTION COMPTABLE

De la comptabilité de gestion manuscrite à la gestion informatique intégrée OBBO s'adapte à la taille et aux besoins des entreprises.



spécialiste de la comptabilité de gestion

Je désire recevoir une documentation complète sur la comptabilité OBBO.

M. _____

Société _____

Adresse _____

Tel. _____

OBBO, 9, rue de Maubeuge, Paris 9^e
Tel. : 878.25.50 et 25.08

Même les grandes Sociétés ont besoin de petites surfaces

Parmi 17 Sociétés, ISOREL a loué 241 m² au Centre d'affaires Paris Nord.

G.I. LAFONT

Centre d'affaires Paris Nord
93-Le Blanc-Mesnil tél. 931.31.90

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE Société Nationale des Matériaux de Construction PROJET CIMENTERIE DE SAIDA

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION
Dans le cadre de la réalisation de la Cimenterie de SAIDA, un avis de préqualification est lancé pour l'exécution des travaux de Génie civil.

Les entreprises ou groupements d'entreprises intéressés par ces travaux peuvent faire acte de candidature après de la S.N.M.C. - Direction Technique, B.P. 45, GUE DE CONSTANTINE, KOUBA, ALGER (ALGERIE) avant le 1^{er} juillet 1975, en présentant les références détaillées concernant ces travaux.

La réalisation de la Cimenterie de SAIDA faisant l'objet d'un financement BIRD, les cahiers des charges seront remis après lancement d'appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
Société Nationale des Matériaux de Construction

AVIS DE PROROGATION D'APPEL D'OFFRES

Suite à l'appel d'offres international lancé les 3, 4 et 5 avril 1975 pour la réalisation de sept (7) Briqueteries et Briqueteries-Tuileries, la Société Nationale des Matériaux de Construction avise les éventuels soumissionnaires que la date de remise des offres fixée initialement au 31-5-1975 est reportée au 30-6-1975, à 15 h, déloi de rigueur.

WENSON
REDONNE NATURELLEMENT VOS CHEVEUX

WENSON
la grande gamme d'usage du

WENSON

mercredi 18 juin à 21 h

ANNE CORDY
Fournures Maurice Kotler - Boucheron Joaillier
Enchères de bienfaisance: une automobile Mazda
Tirage au sort: 2 voyages au Brésil "Jet Tours"

ANNE CORDY
Maurice Kotler - Boucheron
Enchères de bienfaisance: une automobile Mazda
Tirage au sort: 2 voyages au Brésil "Jet Tours"

GRAND FEU D'ARTIFICE sur le lac

Tenue de soirée

Réservation: 989.95.95

مجلس المدینة

WATERMAN S.A.

11 juin 1975, seront introduites à la Bourse de Paris 310 410 actions de 50 F nominal composant le capital de Waterman S.A. Cette opération, 30 000 actions, soit 26,85 % du capital, sera mise à la disposition du public, au prix minimum de 180 F par action.

UNE MARQUE DE PRESTIGE, POUR UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE A VOCATION INTERNATIONALE

allée dans la fabrication des instruments à écrire (stylos-plumas, stylos à bille, tourne-recharge, etc.) et des accessoires (craie, encre, etc.). La société Waterman, simple distributeur français du groupe Waterman S.A., subit de plein fouet la concurrence internationale dans les différents pays du monde, ce qui a conduit à la création de sociétés nationales dans de nombreux pays.

PRODUCTION ACCRUE GRÂCE À DES ALLIAGES INDUSTRIELS MODERNES
Waterman, qui exploite deux usines, l'une à Saint-Nazaire, près de Nantes, et l'autre à Ouzouer-le-Vieux, a récemment modernisé ses moyens de production. Les investissements, qui s'élevaient à 1 million de francs en 1970, se sont élevés à 5,5 millions de francs en 1974. La production des différents gammes a connu un développement sensible en volume. En particulier, la production de stylos-plumas a commencé en 1971, que triplé.

Ventes : une offensive internationale
Waterman est présente sur le marché français par l'intermédiaire de représentants exclusifs. Ses ventes sont réalisées dans les différents pays du monde à hauteur de 85 % du marché français de vente à crédit de luxe.

Développement international en plein essor
Waterman, qui a développé ses ventes à l'étranger, a obtenu en 1974 un chiffre d'affaires global (85,5 millions de francs) marquant un accroissement de 22,3 % par rapport à l'exercice précédent (69,9 millions de francs). En outre, l'acquisition des titres Waterman S.A. peut être considérée comme un placement intéressant.

dont elle détient la totalité du capital, en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Italie, et grâce à un réseau d'agents dans les autres pays.

UNE RENTABILITÉ SANS CESE CROISSANTE

Grâce à la gestion dynamique de son équipe dirigeante conduite par Mme Gomez, président-directeur général, le cash-flow a progressé en moyenne de 25 % par an et le bénéfice net de 31 % depuis 1971. Le bénéfice net courant s'élevait à 7,5 millions de francs en 1974 (soit 22,50 francs par action).

DES PERSPECTIVES SOURIANTES POUR L'AVENIR

Dans les années à venir, Waterman a l'intention d'accroître ses activités à l'étranger et de diversifier ses fabrications.

A l'étranger, elle envisage de réaliser un large développement de ses ventes, notamment en Grande-Bretagne, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis. D'autre part, Waterman se propose de diversifier harmonieusement ses fabrications, Waterman va mettre dans les prochains mois sur le marché un briquet de luxe avec un stylo assorti. En dépit de la conjoncture internationale actuelle, la société espère réaliser en 1975 un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de francs contre 85,7 millions de francs en 1974 et un bénéfice net de 8 à 9 millions de francs.

Les prévisions pour les exercices 1976, 1977 et 1978 permettent d'espérer une progression annuelle du chiffre d'affaires d'au moins 12 %. Grâce à l'amélioration constante de sa productivité, la société espère que le résultat net devrait, dans le même temps, s'accroître de plus de 15 % par an.

UN PLACEMENT ATTRAYANT

Sur la base des résultats de 1974, le prix d'offre de 180 F capitalise 3 fois le bénéfice net consolidé (22,50 F par action), 4,9 fois le cash flow (26,50 F par action) et procure un rendement de 5 %. Sur la base des estimations de 1975, il capitalise entre 6,5 et 7 fois le bénéfice net consolidé reconstruit. Waterman dispose pour l'avenir de bons atouts : une image de marque excellente et des produits dont la qualité et l'esthétique sont indiscutables. Sa gestion est rigoureuse et parfaitement contrôlée, son activité commerciale en rapide développement. Compte tenu de ces éléments, des bonnes perspectives de croissance du chiffre d'affaires et des résultats, l'acquisition des titres Waterman S.A. peut être considérée comme un placement intéressant.

I.N.P. FRANCFORT

curse récemment ouverte fort porte pour adresse : 11 rue de la République, 53000 Sarrebruck, Allemagne depuis de nombreuses années. Sarrebruck et Sarrelouis (Sarre), le Monde du 2 juin 1973.]

WENSON REDONNE NATURELLEMENT DES CHEVEUX



WENSON, le plus grand capillaire mondial, est en France à redonner naturellement des cheveux aux hommes et aux femmes. Ce n'est pas une greffe, ni un traitement, ni un remède. C'est une solution exclusive : en incorporant vos propres cheveux naturels de teinture et de même texture, vous pouvez vous baigner, vous doucher, vous shampooigner, nager, dormir, pratiquer les sports, vous braser, vous peigner, traiter vos cheveux comme s'ils étaient naturels. Venez visiter à l'Institut WENSON au 3^{ème} étage du 265, rue de Saussures, Paris 8^e, 265.31.96+ / 48.64. une consultation gratuite.

Jacques borel International

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE F. 102.749.700
SIÈGE SOCIAL :
TOUR MAINE-MONTFARVILLE 33, AVENUE DU MAINE, PARIS 15^e.
R.C. PARIS 8 602 036 444 - Siret N° 602 036 444 00712

AUGMENTATION DE CAPITAL
de F. 102.749.700 à F. 123.299.600 par l'émission de 205.499 actions nouvelles de F. 100 nominal à souscrire en numéraire

Jouissance : 1^{er} janvier 1975.
Prix d'émission : F. 460 par action (dont F. 100 représentant le capital nominal et F. 360 la prime d'émission), à libérer intégralement lors de la souscription.
Droit préférentiel de souscription :
• à titre irréductible : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes.
• à titre réductible : souscriptions admises.
Délai de souscription : du 9 juin au 9 juillet 1975 inclus.

Bulle du 2 juin 1975 - Visé C.D.E. N° 75-58 en date du 15 mai 1975

UCIP-BAIL (+19,4%)

Les produits bruts de ce trimestre 1975 à F. 7.751.000
Sicomi du groupe de la Banque hors taxes contre F. 6.488.000
de l'Union Immobilière (UCIP) hors taxes pour le trimestre se sont élevés pour le premier correspondant de 1974.

VILLE DE PARIS

Rénovation du XV^e Arrondissement

FRONT DE SEINE

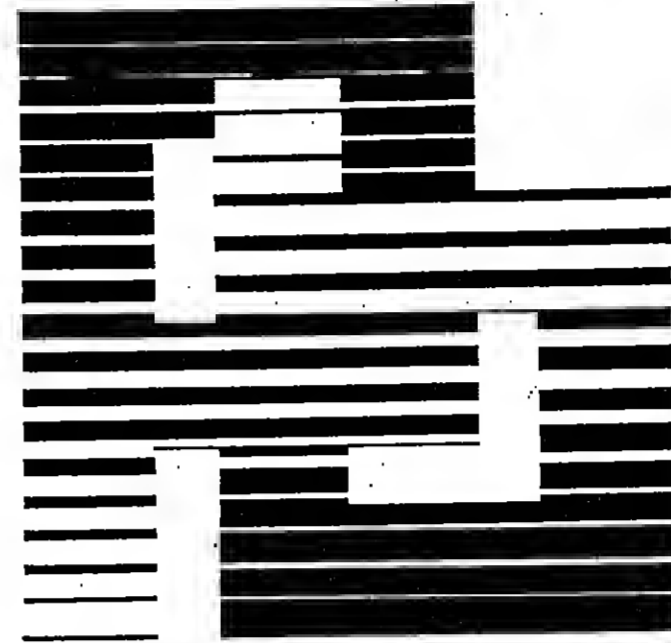
Secteur Beaugrenelle

La SEMEA XV recherche des promoteurs-construc-teurs pour la réalisation des derniers bâtiments réservés à des activités tertiaires sur la dalle du FRONT DE SEINE (surfaces : 2.000 à 5.000 m² h.a.)

Prendre contact avec : SEMEA XV (Service Commercial), 55, quai de Grenelle, 75015 PARIS - Tél. : 577-09-00.

FORMATION PERMANENTE

Pour vous aider à réaliser vos obligations professionnelles Nous programmons et animons des Stages de langues européennes - Asiatiques - Arabes Audiovisuel - Laboratoire - Conversations - Groupes 1 à 7 pers. ts niveaux 522-85-59 Inscription à tout moment. SEREF



PARIBAS

Un développement soutenu

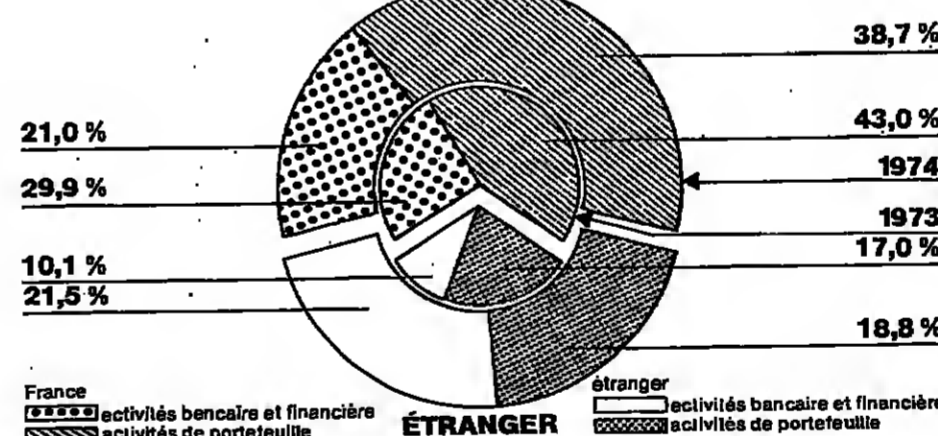
BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ PAR ACTION : 77% D'AUGMENTATION EN 5 ANS

QUELQUES CHIFFRES CLÉS
(en millions de francs)

	1970	1971	1972	1973	1974		1970	1974
(en francs)	13,37	16,05	18,85	21,52	23,72	Total du Bilan consolidé	17.337	52.371
(indice)	100	120	141	161	177	Portefeuille cdnsolidé	2.326	3.035
(1970 = 100)						Résultats consolidés (Part de la Cie Financière)	130	241

Une structure équilibrée

ventilation du bénéfice net consolidé FRANCE



Un dividende croissant ... en francs constants

	1970	1971	1972	1973	1974
Dividende ajusté par action...					
- en francs	7,1	7,5	9,-	9,45	11,-
- indice	100	105,6	126,8	135	154,9
Indice des prix (INSEE)	100	106,0	113,3	123,0	141,6

Je désire recevoir un exemplaire du Rapport Annuel 1974 de la Compagnie Financière de Paris & des Pays-Bas à l'adresse suivante :
M. _____ RUE _____
N° _____ LOCALITÉ _____ CODE POSTAL _____
Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas
Bureau de Marketing, 5, rue d'Antin, 75002 Paris.

LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Le nouveau chef du gouvernement hongrois évoque « les phénomènes préoccupants » dans l'économie

De notre correspondant

Vienne. — Dans son premier discours public, M. Géorgy Lazar, nommé à la tête du gouvernement hongrois le 15 mai dernier, a attiré l'attention sur certains phénomènes préoccupants qui frappent l'économie de son pays. Parlant récemment à l'université des sciences économiques, à l'occasion d'un meeting d'octobre, le président du conseil des ministres a dit notamment : « Les sommes allouées pour les investissements et les travaux ont excédé le niveau prévu par le plan, les stocks accumulés l'an passé ne sont utilisés que très lentement ; de plus, des mesures adéquates n'ont pas encore été prises pour améliorer l'organisation du travail. En dehors de cela, les problèmes les plus grands sont venus du fait que, dans le commerce avec les pays capitalistes, les exportations sont excédentaires, que les importations se situent en dessous du niveau prévu et qu'il n'est même pas atteint les chiffres de la période correspondante de l'année dernière ».

Le déficit du commerce exté-

riaire hongrois a, en effet, de quoi inquiéter les dirigeants de Budapest. Selon les derniers chiffres communiqués, les importations ont dépassé les exportations de janvier à avril, de 4 milliards de forints, soit autant que pendant toute l'année 1974. Ce solde négatif est dû pour moitié aux échanges avec les pays d'Europe occidentale : au cours du premier trimestre de l'année, les exportations hongroises ont augmenté de 5,4 %, tandis que les importations progressaient de 29,9 %.

M. Lazar a reconnu que la Hongrie, en dépit d'un développement très dynamique, avait dû faire face au cours des années écoulées à des « difficultés inattendues » et qu'elle devrait affronter encore à cette année et les années suivantes « bien des vicissitudes. La responsabilité en incombe, a-t-il dit, à la crise qui affecte le monde capitaliste et dont les effets ont fait perdre à l'économie nationale plusieurs

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1941

LE CHOMAGE AUX ÉTATS-UNIS FRANCHIT LA BARRE DES 9 %

Pour la première fois depuis 1941, le chômage aux États-Unis a franchi la barre des 9 % de la population active. Le taux exact a été de 9,2 % en mai, contre 8,9 % en avril et 8,8 % au plus tôt, 8,5 millions d'Américains se trouvant donc sans travail le mois dernier, 360 000 de plus qu'il y a deux mois. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte des chômeurs « découragés » qui ne s'inscrivent plus sur les listes, et dont le nombre dépasse le million. Sur le total, 2,5 millions de personnes sont sans emploi depuis plus de trois mois.

Les faits confirment donc une nouvelle fois les déclarations officielles. L'administration américaine avait affirmé, au début de l'année, que le chômage ne

dépasserait pas 9 % au cours de 1975. Plus récemment, les conseillers au président Ford avaient été surpris de constater leur sous-estimation. On fait maintenant remarquer que l'accroissement du chômage est dû en grande partie à l'arrivée de jeunes sur le marché du travail et que les effectifs globaux de l'emploi ont, pour le deuxième mois consécutif, augmenté de 229 000 en mai.

De toute façon, l'amélioration de la situation de l'emploi sera très lente aux États-Unis. Selon les dernières prévisions, le taux moyen du chômage ne descendrait pas en 1976 au-dessous de 7,5 %, ce qui représenterait encore 7,5 millions d'Américains sans emploi.

LES
PARIS
9 JUIN

banque Jordan
seul un spécialiste disposant d'informations nationales et internationales pour vous aider à placer votre patrimoine
conseiller votre placement et vous accompagner dans la gestion de votre patrimoine
Banque privée fondée en 1884
31 rue St-Jacques
105 220 83 46

non disp-10 114

Train, métro, bus, car.

Avec la Carte Orange, utilisez-les tous les jours en ne passant au guichet qu'une fois par mois.

La Carte Orange est mensuelle : en vente dès le 20 de chaque mois et donc pour la première fois à partir du 20 juin prochain, elle est valable du 1^{er} au dernier jour du mois suivant.

La Carte Orange, c'est une carte nominative permanente qui vous sera donnée sur demande. Mais la Carte Orange, c'est aussi un coupon mensuel que vous achèterez chaque mois.

La Carte Orange, c'est simple, c'est pratique. Renseignez-vous. Des dépliants sont à votre disposition dès maintenant à la RATP, à la SNCF et à l'APTR partout où vous verrez le signal Carte Orange.

La Carte Orange*

Pour se déplacer en train, métro, bus, car.
Pendant un mois.
Autant qu'on veut.
Dans les zones choisies en région parisienne.



Voici le signal Carte Orange. Il symbolise le découpage de la région parisienne en zones. Du nombre de zones que vous choisissez, dépend le prix de votre Carte Orange : 40, 60, 80 ou 100 F (en 2^e classe).

RATP/SNCF. Nous simplifions vos déplacements.
*Valable également sur les lignes agréées de l'APTR.

BOURSE DE PARIS

VALUEURS	PREMIER COURS	DEUXIÈME COURS	DIFFÉRENTIEL
ARLEUX	100	100	
BOURSES	100	100	
CAEN	100	100	
CLERMONT	100	100	
COGNAC	100	100	
LIÈGE	100	100	
LILLE	100	100	
LYON	100	100	
MAIRY	100	100	
MARSEILLE	100	100	
MONTEBELLUNA	100	100	
NANCY	100	100	
NANTES	100	100	
PARIS	100	100	
REIMS	100	100	
STRASBOURG	100	100	
TORONTO	100	100	
VALMAYEUR	100	100	
YVERVILLE	100	100	

مكتبة الامم المتحدة

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 9 JUIN

Tassement
La cotation d'un relevement du prix du pétrole est vive et mardi, à l'ouverture, la baisse des cours s'accroît...

LONDRES

La baisse s'accroît
La cotation d'un relevement du prix du pétrole est vive et mardi, à l'ouverture, la baisse des cours s'accroît...

NEW YORK

Nouveau recul
La décision de la Fed National City Bank d'abaisser son taux de base de 7 1/2 % à 6 3/4 % n'a eu aucun effet sur Wall Street...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GENERALE MARITIME
Émission d'un emprunt de 500 millions de francs à partir du 16 juin.
S.O.G.E.S.A. - La société pense que le dividende global de 5,75 F pourra être maintenu...

Table of stock market values and prices for various companies and indices, including sections for 'VALEURS', 'COURS QUOTIDIENS', and 'COURS DU DOLLAR A TOKYO'.

BOURSE DE PARIS - 9 JUIN - COMPTANT

Table of stock market values and prices for the Paris stock exchange, categorized by sector and company.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market values and prices for various commodities and currencies, including sections for 'VALEURS', 'COTE DES CHANGES', and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR'.

Table of gold market values and prices, including sections for 'COTE DES CHANGES' and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR'.

Vertical text on the left margin, including 'car.', 'je', 'jours', 'ichet', '5.', and 'BANK OF AMERICA'.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - GRÈCE : la nouvelle Constitution entre en vigueur le 11 juin.
 - PORTUGAL : l'administration de República a officiellement démenti la rumeur de la chute de l'administration.
- 4-5. PROCHE-ORIENT
 - CORRESPONDANCE : à propos d'Israël.
- 5-6. AFRIQUE
 - SAHARA ESPAGNOL : la presse de Madrid annonce la capture d'une unité marocaine.
- 6-7. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : la Maison Blanche décide de publier le rapport Rockefeller sur la C.I.A.
- 8. ASIE
 - THAÏLANDE : dégradation du climat social et économique.
- 8 à 11. POLITIQUE
 - Le premier tour de l'élection législative au Havre.
 - L'article 49, point de vue par Jacques Robert.
- 12. LES RÉGIONS
 - L'urbanisme et la droit à l'information.
- 13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - PARIS : l'élection de M. Bernard Lafay.
- 15-16. LE MONDE DES SCIENCES
 - Le Bureau international des poids et mesures a voté.
 - Recherche fondamentale et industrie papetière.
- 17. ACTUALITÉ MÉDICALE
 - DANSE : Pilobolus à l'Espace Cardin.
 - CINÉMA : la Balade sauvage.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
PAGES 21 à 26

- Reprise de l'inflation.
- Aux États-Unis, l'esprit du Watergate vitifie les hauts lieux du monde des affaires.
- La sécurité sociale en Nouvelle-Zélande : au pays du réformisme théorique.
- Le Mexique se rapproche à petits pas de l'OEPE.
- Les notes de lecture, d'Alfred Sauvy.

- 27. SOCIÉTÉ
- 28. ÉDUCATION
 - La baccalauréat 1975.
- 29. SPORTS
- 32. PRESSE

43 à 46. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- LES PROBLÈMES MONÉTAIRES : à Paris, les ministres des finances du comité intermédiaire discutent du régime des changes et de l'or.
- CONFLITS ET REVENDICATIONS : grèves tonnerres dans les centres du tri postal.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (23 à 41)
Aujourd'hui (30)
Journal officiel (9)
Loterie nationale (30)
Météorologie (30)
Mots croisés (30)
Finances (47)

Pour louer une voiture à l'île Maurice, réserver chez Europcar, au : 645.21.25

Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
dans un choix de 3.000 draperies
à partir de 695 F
PANTALONS : 189 F
LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

Le numéro du « Monde » daté 8-9-10 juin 1975 a été tiré à 539 974 exemplaires.

A B C D F G H

Trente-huit morts quatre-vingt-deux blessés

UNE CONFUSION DANS LES HORAIRES EXPLIQUERAIT LA COLLISION FERROVIAIRE DE WARNGAU EN BAVIÈRE

Une mauvaise interprétation de l'horaire d'un chef de gare est peut-être à l'origine de la collision ferroviaire qui a fait trente-huit morts et quatre-vingt-deux blessés, le dimanche 8 juin, à Warngau, en Bavière. Les deux trains circulaient sur une voie unique. L'un avait quitté le village de Schattlach à 18 h. 28. L'autre le village de Warngau à 18 h. 27. D'après l'indicateur, les deux trains étaient entrés en gare à l'autre bout du tronçon à l'heure unique à 18 h. 32, de telle sorte qu'en se conformant à leurs horaires officiels, une collision était inévitable.

Le chef de gare de Warngau était rentré, le 3 juin, d'un congé d'un mois, trois jours après l'accident. Il n'avait pas été informé de ce que le train venait vers le nord soit passé. Il n'existe pas, sur ce tronçon de voie unique, de dispositif de sécurité automatique fermant la voie au train qui se présente dans un sens si un autre convoi s'est déjà engagé en sens inverse. — (A.F.P.)

● **Autocar contre camion citernes : vingt morts au Kenya.**
Vingt personnes auraient péri brûlées vives dans un accident d'autocar survenu le dimanche 8 juin sur la route reliant Nairobi à Mombasa, au Kenya, ce véhicule étant entré en collision avec un camion citerne. Seize autres passagers, dont six dans un état critique, ont été transportés à l'hôpital. — (A.F.P.)

LES ENTRETIENS DU PRÉSIDENT FORD ET DE M. RABIN Israël serait prêt à réviser son attitude au cas où l'Égypte ferait de nouvelles propositions

Neuf jours après la rencontre à Sabourg des présidents Ford et Sadate, le premier ministre israélien, M. Rabin, arrive, ce mardi 10 juin, à Washington où il va s'entretenir avec le chef de la Maison Blanche. Auparavant, le gouvernement de Jérusalem a annoncé, à l'issue d'une réunion qui a duré six heures et demie, qu'il n'assouplirait pas sa position sur un règlement avec l'Égypte. Il s'est cependant déclaré prêt à réviser son attitude au cas où Le Caire ferait de nouvelles propositions, les conditions posées par Israël en mars dernier n'auraient pas été prises en compte.

La décision du cabinet a été prise à l'unanimité. Auparavant, quatre des vingt ministres avaient pris position pour un règlement global et suggéré qu'Israël négocie avec « une représentation palestinienne autorisée » qui reconnaîtrait l'existence de l'État d'Israël. Ils avaient également proposé que l'autonomie municipale soit attribuée au secteur arabe de Jérusalem. Les propositions des minoritaires ont été adjointes au communiqué, ce qui est une nouveauté.

● **Le président syrien en Jordanie.**
Le séjour à Paris de M. Shimon Peres suscite de nombreux commentaires. Les divergences essentielles entre la France et Israël portent sur la question palestinienne, a déclaré le ministre israélien de la défense.

● **Les rédacteurs du Figaro ont tenu mardi 9 juin une réunion d'information sous l'égide de la Société des journalistes, après la nouvelle offre de rachat qu'aurait faite M. Robert Hersant de l'ensemble des parts de propriété du quotidien détenues par M. Jean Prouvost. Il se confirme, en effet, que M. André Bettiencourt, après étude du dossier, a renoncé à se porter acquéreur.**
Sous l'égide de nouveau vote, il s'est dégagé un consensus parmi les rédacteurs pour s'en tenir à « l'opposition formelle » à M. Hersant exprimée dans une lettre envoyée le 19 avril. La rédaction du Figaro souhaite que M. Prouvost diffère sa décision et se propose de procéder aux investigations nécessaires pour essayer de trouver un autre acquéreur.

● **L'état de santé du général Stehlin.** — Après l'accident de la circulation à Paris, dont a été victime, vendredi soir 6 juin, le général Paul Stehlin, député non-inscrit de Paris (le Monde daté 8 et 9 juin), l'hôpital Cochin a publié mardi 9 juin le bulletin de santé suivant : « L'état du général Stehlin ne présente aucune amélioration au plan des problèmes respiratoires et cardiaques. L'état général est satisfaisant et la nutrition est entretenue artificiellement. Le pronostic demeure très réservé. »

● **L'Union soviétique a lancé une sonde interplanétaire d'un type nouveau, le dimanche 8 juin, en direction de la planète Vénus, après Venéras-2, le précédent tir remonte à 1972. Venéras-9 arrivera à proximité de la planète en octobre prochain et complètera les observations sur l'atmosphère et le sol vénusiennes recueillies depuis 1970 par les sondes soviétiques.**

● **M. Patrice des Moutis demande sa mise en liberté.** — Interrogé vendredi 6 juin par M. Jean-Michel, premier juge d'instruction à Paris, M. Patrice des Moutis, inculpé de tentative d'escroquerie et d'intrusion à la Légation, les courses de chevaux, a demandé sa mise en liberté. Le magistrat doit statuer sur cette demande avant mercredi.

CONTRAVENTIONS EN HAUSSE POUR FAVORISER LES TRANSPORTS EN COMMUN

Les automobilistes qui stationneront dans les couleurs réservés aux transports en commun paieront une amende de 250 F, à partir du jeudi 12 juin. S'ils omettent de s'en acquitter dans les délais prévus, l'amende atteindra 400 F. D'autre part, les contraventions pour circulation dans les couleurs réservés s'élevaient à 120 F (en cas de non-paiement, amende pénale de 150 F).

Les autres amendes pour infraction aux arrêtés municipaux sur le stationnement passent de 20 à 25 F (amende pénale de 35 F) ; pour infraction au stationnement payant, de 40 à 50 F (amende pénale de 70 F).

Enfin, les automobilistes qui auront déjà fait l'objet de quatre condamnations pour infractions diverses ou seulement de deux condamnations pour stationnement dans les couleurs réservés seront passibles d'une amende pénale de 600 à 1 000 F.

Ces dispositions attendues depuis le décret du 7 mars dernier ont pour but principal, selon le gouvernement, de développer l'usage des transports en commun dans les villes.

CITROËN ACCEPTE DE DIFFÉRER LA LIQUIDATION DE MASERATI

Citroën a donné son accord à l'administration pour reporter de quelques mois la liquidation de la filiale italienne Maserati. Ce délai devrait permettre de mettre sur pied une solution de reprise de Maserati qui impliquerait cette personne dans son usine de Modène, soit par une fusion partielle, soit par l'achat italien. Il ne semble pas toutefois que la décision de Citroën concerne l'arrêt d'activité des usines de la filiale. Maserati s'occupera de la fabrication qui lui restera en main, mais devra verser la fabrication, sous le nom de Maserati, à la filiale de Citroën. M. Carlos Donato, directeur général de Maserati, a annoncé que les salariés de Maserati seront payés en échange de la cession d'actifs, sans toutefois préciser la période pendant laquelle ils recevront le paiement.

LA SOCIÉTÉ CROZATIER-MEUBLE CONNAIT DE GRAVES DIFFICULTÉS

La société Crozatier Meuble, qui est spécialisée dans le commerce d'ameublement, connaît de graves difficultés financières et pourrait être amenée à déposer son bilan. Une ordonnance du tribunal de commerce de Paris a désigné M. Camille, administrateur judiciaire, pour assurer la gestion provisoire de la société qui emploie deux cent cinquante personnes.

TED LAPIDUS
SAINT-HONORÉ
Homme **SOLDES** Femme
23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

3 calculatrices sélectionnées dans la gamme Canon
par un groupe de spécialistes
PLEIN CIEL

1. **PALMTRONIC F-7**
CALCULATRICE SCIENTIFIQUE A FONCTIONS MICROPROGRAMMÉES
1370 F.T.T.C.

2. **POCKETRONIC II**
CALCULATRICE IMPRIMANTE A CASSETTE LA SEULE AVEC UNE BANDE DE CONTRÔLE
1290 F.T.T.C.

3. **PALMTRONIC LD-80**
4 opérations
4 opérations
4 opérations
4 opérations
270 F.T.T.C.

PROMOTION SPECIALE PLEIN CIEL

PALMTRONIC F-7
POCKETRONIC II
PALMTRONIC LD-80

ANNÉE SCOLAIRE 1975-76
Renseignements : Tél. 380.53.00 et 754.26.05
COURS RICHELIEU
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
75, avenue des Ternes - 75017 Paris
Autobus : 30, 31, 43, 52, 73, 82, 83, 92, PC
Métro : Étoile, Ternes, Pereire, Porte Maillot
R.E.R. : Étoile - S.N.C.F. : Porte Maillot
JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

collection des montres argent
JACQUES TOUR JOAILLIERS
ALEXIS BARTHELAY
7 bd. des CAPUCINES PARIS. OPERA

WATERMAN
Créateur de stylos depuis 1884

TED LAPIDUS
soldes femme et homme
37, avenue Pierre 1er de Serbie - Paris 8ème
8, place Victor Hugo - Paris 16ème
1, place St Germain des Prés - Paris 6ème
Centre Commercial Maine Montparnasse - Paris 15ème

... le bar en croûte aux 2 sauces
chez **Contarel**
12, avenue du Maine, réservataires : 548.59.35

LATRELLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Coupe "CREATION", 3 essayages
Costumes et pardessus de 1650 à 2000 F
62, St-André-des-Arts, 6^e
PARKING RESERVE
CATALOGUE SUR DEMANDE

PROCESSION A...
... du P.N...
... en regression...
... Bruxelles de m...
... Franco de redou...
... d'acier...
... RAP...
... ON RAP...
... La commis...
... un contr...
... a restaur...
... La société Crozatier Meuble, qui est spécialisée dans le commerce d'ameublement, connaît de graves difficultés financières et pourrait être amenée à déposer son bilan. Une ordonnance du tribunal de commerce de Paris a désigné M. Camille, administrateur judiciaire, pour assurer la gestion provisoire de la société qui emploie deux cent cinquante personnes.